Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°44

octobre-décembre 2026

Politique, économie



Table des matières

Un projet de poulailler industriel recalé à Nassogne....3
« On discute durant des années pour acheter des F35, alors qu'on a 0 Canadair »....4
Un gouvernement d'ingénieurs… dans un bac à sable !....5
Burenville : Matexi dépose une troisième version de son projet, les riverains ne désarment pas....8
Bolivie. La rébellion populaire indigène : la seule école de politisation....11
Terres volées, mensonges d'État, médias sous contrôle: les coulisses de la révolte albanaise....15
Voyage en Biélorussie : un regard au-delà des clichés occidentaux....23
Amérique latine : la droite atroce de l'écran....26
Dossier : le pétrole vénézuélien....28
Venezuela : que les bouches s'ouvrent !....33
Étrange affaire : Washington préfère Delcy Rodríguez à Corina Machado au Venezuela....35
La supercherie de la productivité - le cas du Portugal....37
La pensée stratégique iranienne....41
Mohsen Rezaei : l'Iran est prêt à passer à l'offensive et à engager ses forces terrestres....44
Ce n'est plus une guerre contre l'Iran....52
Humour de Kroll....53
Bras de fer gagnant pour la Turquie....54
Crise du Golfe / Moyen-Orient : l'Irak à la croisée des chemins ?....55
Midterms : Soros, le philanthrope qui s'offre la démocratie à coup de centaines de millions de dollars....58
Le nouveau grand jeu revisité....59
Pourquoi rien ne change en mieux et tout s'aggrave ?....64
Tout le monde déteste l'IA....67
Aux États-Unis, des centaines de collectifs s'opposent aux data centers, et gagnent parfois....71
La gauche et l'intelligence artificielle....72
États-Unis, de la domination militaire à la défaite stratégique....78
Quelle politique étrangère pour le Parti démocrate ?....81
Prix Nobel Joseph Stiglitz : « Ne pas capituler devant la puissance brute de Trump »....84
La rupture entre les seigneurs de la Tech et la base MAGA est imminente....89
Pourquoi l'Europe veut-elle faire la guerre à la Russie ?....91
La dynamique du capitalisme....94
Le G7 à Évian et la décomposition du directoire mondial....97
Léviathan ou les guerres du gaz....104
Occidentaux : votre rôle n'est pas de dénoncer les cibles de votre empire....109
Lutte des champs....110
La dérive de Wikipédia....110
Vingt recommandations pour la banque de demain....111
Le régime colonial génocidaire sioniste : pari perdu !....112
Chat Control : La panique médiatique sert à masquer des moyens simples et légaux d'échapper à la surveillance....116
Transhumanisme, androïdes et lutte de classe....121
Sous pression, Microsoft repousse à nouveau la fin des mises à jour pour Windows 10....124

Un projet de poulailler industriel recalé à Nassogne



© Belga

Un agriculteur veut bâtir un nouveau poulailler à Harsin, pour élever 140 000 poulets de chair. Mais la commune vient de délivrer un avis négatif, notamment à cause du risque de nuisances olfactives.

« Je ne comprends pas ce qui pose problème, confie l'agriculteur Johan Lamboray. *Les nouveaux bâtiments seraient à plus de 400 mètres de la zone d'habitation. En principe, nous sommes dans les normes. »*

Mais apparemment, les fonctionnaires de la Région wallonne chargés de rendre un avis n'ont pas la même interprétation. Et leur rapport fait état, entre autres, de risques de nuisances olfactives pour les voisins les plus proches.
Sur cette base, la commune de Nassogne a également remis un avis négatif. « *Ce sont des dossiers très techniques*, explique le bourgmestre Marc Quirynen. *Notre politique est de suivre l'avis des fonctionnaires de la Région, qui sont plus qualifiés que nous*. »
En termes de taille, le projet de Harsin est clairement dans la moyenne haute des poulaillers wallons. La plupart des exploitations restent en dessous de 40 000 volailles, ce qui évite de devoir réaliser une étude d'incidence.

De plus en plus de poulaillers en Wallonie
L'exploitation agricole de Harsin (La ferme des trois fontaines) comporte déjà un poulailler industriel de 140 000 volailles. « *Les nuisances olfactives sont très limitées*, estime Johan Lamboray. *Il y a des habitations à 200 mètres et nous n'avons jamais eu de plaintes*. » L'agriculteur ne baisse pas les bras. « *Je vais essayer de trouver une solution. C'est important pour nous, parce que mes deux fils de 20 et 16 ans souhaitent nous rejoindre dans l'exploitation donc nous devons nous développer*. »
En Wallonie, le nombre de demandes de permis pour des exploitations avicoles explose littéralement. On est passé de 15 demandes en 2024 à 72 en 2025 ! Depuis 25 ans, le nombre de poulets de chair élevés en Wallonie est passé de 3 à 7 millions. Et le nombre de poules pondeuses de 1,2 à 2 millions.
« Ce sont les consommateurs qui décident, explique Benoit Keller, éleveur de poulet et représentant du Collège des producteurs. *La consommation de viande bovine baisse. Par contre la consommation de poulet et d'œufs est en forte croissance. Et en Wallonie nous ne produisons que la moitié de ce que nous consommons. Un œuf sur deux et un poulet sur deux viennent de Flandre ou même de plus loin, d'Ukraine par exemple*. »

François LOUIS (rtbf.be)
19 juin 2026

« On discute durant des années pour acheter des F35, alors qu'on a 0 Canadair »

David Van Reybrouck, écrivain, historien, auteur d'ouvrages importants en histoire (Congo, Revolusi) est aussi très engagé dans le débat public sur la démocratie et le climat, avec des livres comme Contre les élections. Il sera l'un des invités vedettes au festival Les Inattendues de Tournai. Il y parlera de « Démocratie en crise : que nous arrive-t-il ? » le dimanche 30 août à 10 h.
Ses réflexions et ses combats menés depuis des années ont pris une très forte actualité avec l'incendie dans les Hautes Fagnes. Lundi dernier, il publiait (entre autres) dans De Standaard une carte blanche très remarquée, l'Instagram que le journal en a fait, a été partagé par des dizaines de milliers de personnes.

Votre texte était un cri de tristesse et de rage à la fois.
Je vivais déjà mal cet été, avec la canicule qui a fait plus de 2 000 morts en Belgique. Et puis ce fut la sécheresse : la nature en train de crever, les arbres qui perdent leurs feuilles en août comme si c'était octobre. J'avais eu une angoisse pour les incendies et je devais exprimer ce que j'étais en train de vivre. C'est un texte que j'ai écrit sans avoir de plan en tête avec seulement le mot chagrin comme déclencheur. Chagrin de voir les Hautes Fagnes en feu, un endroit tant aimé par beaucoup de gens. Un endroit ou on va pour se retrouver seul et maintenant, on se rend compte qu'il existe un vrai collectif de ces solitaires en deuil des Fagnes. Oui, ce texte a fort frappé. Des le mardi, il faisait toute la une du journal néerlandais Trouw.

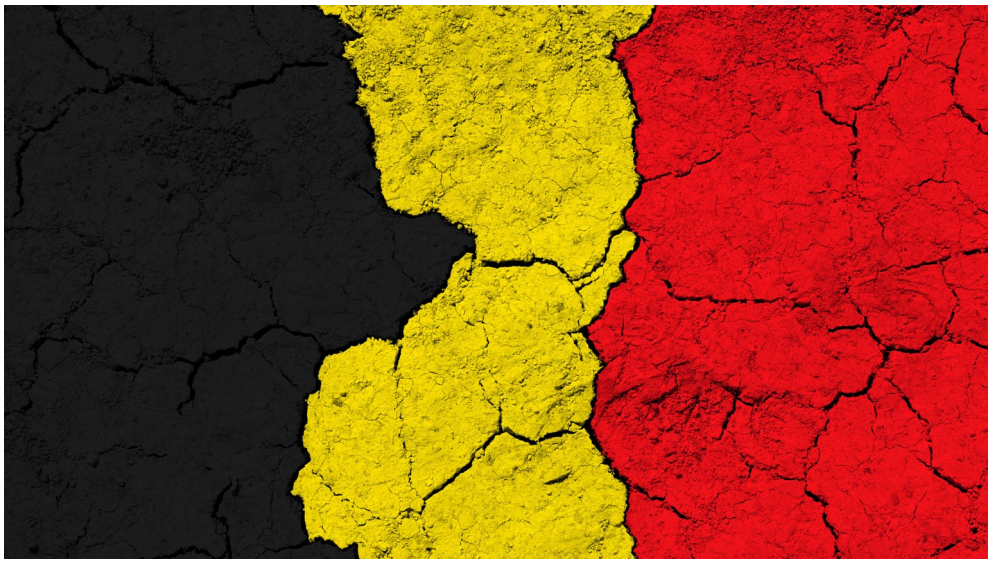
De colére aussi.
Colère de voir le nombre de rapports en Belgique qui ont sorti des avertissements. Les dangers étaient connus, mais ont été ignorés. J'avais eu le même sentiment de tristesse en voyant la toiture de Notre~Dame en feu et les Bouddhas de Bamiyén démolis par les talibans.
Mais ici, c'était une perte annoncée dont on est responsables, et contre laquelle on aurait pu agir. Le débat climatique se déroule toujours avec des arguments rationnels (chiffres, pourcentages...), et voila d'autres chiffres qui apparaissent : 2 000 morts suite a la canicule, 3 000 hectares brûlés du dernier espace sauvage de la Belgique. Un espace qui était déjà mal en point. Cela fait 40 ans que je m'y promène et j'ai vu ces dernières années que cet espace est souvent devenu des prairies, avec une part réduite pour les plantes des Fagnes. Les chemins en caillebotis qui enjambaient des zones humides ne surplombent souvent plus que des prairies.

Vous faites le lien avec la crise d'une démocratie incapable de répondre aux grands défis d'aujourd'hui. Nous avons en Belgique sept ministres pour le climat.
Dans notre pays, tout le monde est compétent, mais personne n'est responsable. En juin, en Europe, ii y a eu 25 000 morts de la canicule, dont 2 000 en Belgique seulement, un tout petit pays qui, en plus, n'avait pas été frappé par les pics de chaleur les plus hauts. J'ai constaté que les deux pays les plus frappés étaient la Belgique et l'Allemagne, deux pays fédéraux. Le fédéralisme, qui est la pour des raisons historiques, n'est-il pas devenu une entrave pour combattre avec cohérence les nouveaux défis ? Imaginons que la Défense eut été fédéralisée avec sept ministres compétents au moment où il y a des menaces russes et où il y a une nouvelle militarisation du monde. La lutte contre le changement climatique devrait être une compétence fédérale. Il y a certes une raison historique d'avoir fédéralisé le climat, car la conscience écologique a commence par la question de l'environnement, vue alors comme une compétence territoriale confiée aux régions. Le climat n'est venu qu'ensuite et s'est greffé a cette souche. Résultat : quand le pays brûle, il n'y a pas d'actions coordonnées.

On a vu que la Belgique pouvait mettre de gros moyens pour se réarmer.
On peut augmenter trés fortement le budget de la Défense, alors que la plus grande menace pour la population belge ne vient pas de la Russie. Dans les dix années a venir, on aura des milliers et des milliers de morts dus aux canicules et aux inondations. On met des budgets faramineux pour acheter des F-35, alors que la plus grande menace pour notre sécurité est a peine regardée. On pense que le danger vient des hommes, alors qu'il existe une diplomatie qui pourrait les résoudre. Mais il n'y a pas de diplomatie quand on déclenche les mauvais démons du système terrestre. [...]

7/08/2026 La Libre Belgique

Un gouvernement d'ingénieurs… dans un bac à sable !



Les finances publiques se détériorent à une vitesse vertigineuse, aussi bien au niveau fédéral que régional, ou à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les gouvernements en place suite aux élections de 2024 nous avaient pourtant promis un redressement et un rééquilibrage des finances publiques (à plus ou moins long terme), tout en promettant des baisses d'impôts et une relance économique qui profiterait à tous. Si peu d'experts y croyaient déjà alors, peu de citoyens en sont toujours convaincus aujourd'hui… Il existe pourtant des alternatives pour rendre notre société plus durable, plus solidaire et plus juste. Mais ces alternatives requièrent une sortie des positions idéologiques clivantes dans lesquelles notre monde politique semble coincé !

Le MR et les Engagés nous l'ont promis : avec eux aux manettes, c'en était fini des gouvernements de poètes qui dépensaient à tout va sans aucune vision et qui causaient la perte de la Wallonie et de la Belgique. Place à des gouvernements soucieux de l'efficacité et de l'argent public ! Place à une ère de gouvernements d'ingénieurs, sérieux gestionnaires, pour venir remettre de l'ordre dans tout ça, remettre les finances publiques à flot et sortir le pays (et la région) du marasme dans lequel tant de coalitions avant celles-ci nous ont laissés croupir ! L'heure du pragmatisme, des décisions pas spécialement populaires, mais qui sont prises dans le souci unique du bien commun, du développement de notre société et dans une vision de long terme qui plus est !
Les promesses étaient belles, elles en ont fait saliver plus d'un… Mais vite, pourtant, les experts déchantent. Les budgets semblent faits à la va-vite, on multiplie les tours de passe-passe et on construit le tout sur des fondations de sable ! Le budget de l'état fédéral, par exemple, table sur des effets retours délirants. Au niveau régional, on ficelle une réforme des droits d'enregistrement pour faire plaisir à un certain électorat (principalement les proprios de grosses villas qui vont pouvoir s'en mettre plein les fouilles), avec un impact budgétaire certain. On remarquera bien vite que les chiffres donnent raison à ceux qui criaient au loup : les prix de l'immobilier ont explosé en Wallonie, engouffrant des centaines de millions de deniers publics qui vont dans la poche de vendeurs de biens immobiliers qui n'en demandaient pas tant ! Pour couronner le tout, le gouvernement régional a voté une grosse réforme des droits de succession (rebaptisés les « droits sur la mort », histoire de faire bien passer le message dans l'espace public) qui devrait entrer en vigueur en 2028, pour encore quelques centaines de millions de plus. N'en jetez plus, la coupe est pleine ???
Oui, mais voilà, à un moment, les questionnements viennent d'ailleurs que de l'opposition et de quelques économistes un peu tatillons. La Banque Nationale de Belgique vient rappeler à l'ordre le gouvernement fédéral (On y est pas niveau budget, pour atteindre les objectifs du gouvernement, il faudra encore trouver 14.7 milliards de plus en 2026 et 2027 !), la Cour des comptes tire les bretelles du gouvernement wallon (là, on parle de « seulement » 2 milliards en 3 ans…) et les agences de notation sonnent le tocsin, les taux d'intérêt pour financer la dette vont s'envoler. Les temps sont durs pour tout le monde, fini les marges budgétaires pour de nouvelles politiques. Et place à une bonne vieille cure d'austérité, on va devoir serrer la ceinture !

There is no alternative…

Les finances publiques sont dans le rouge (foncé), la Belgique est le pire élève de la classe européenne (on est même pires que nos voisins français, vous vous rendez compte ?) et la Wallonie n'en parlons pas. Un scénario à la grecque nous pend au nez, selon certains spécialistes de la démagogie politique… Il faut donc revoir les dépenses d'un état devenu obèse, on reprend même le vieux slogan TINA de Margaret Thatcher pour être sûrs que les ânes suivent bien sagement la carotte. Et les réformes pleuvent. Saquer dans la sécurité sociale (chômeurs, malades de longue durée, pensions…), mettre l'enseignement à la diète, couper les vivres au secteur associatif… et, surtout, se servir de l'environnement comme d'une variable d'ajustement, on s'en occupera plus tard quand nos finances (et la situation économique quand même) nous le permettront…

Pourtant, des alternatives existent. Il y en a même des multitudes, de quoi passer du TINA au TAMA (there are many alternatives) ! Le Bureau fédéral du Plan, par exemple, vient de sortir ses 260 mesures pour le budget fédéral. Et, contrairement aux solutions préconisées par le gouvernement Arizona, toutes ne concernent pas que des mesures d'efficacité au niveau des dépenses, loin de là ! On y trouve, par exemple :

- Si le gouvernement choisissait de partir vers une globalisation des revenus (pour rappel, les revenus du capital sont très faiblement taxés, tandis que ceux du travail le sont très fortement), cela permettrait de faire rentrer 6.4 milliards dans les caisses. Et ça permet de corriger cette injustice qui fait que 1€ issu du capital n'est pas traité de la même manière qu'1€ issu du travail (ce qui, par ailleurs, renforce sensiblement les inégalités, les capitaux résidant principalement dans les mains des plus nantis).
- Si le gouvernement décidait d'instaurer un impôt sur le patrimoine (la taxe Zucman dont on parle beaucoup), cela pourrait ramener jusqu'à 11 milliards, tout en œuvrant grandement pour une plus grande justice fiscale.
- Si le gouvernement choisissait de se lancer dans une vraie réforme de la fiscalité qui viserait à la simplifier en limitant le nombre de niches fiscales (qui, encore, ne bénéficient qu'aux plus nantis qui peuvent se permettre le service d'experts fiscaux), 4.5 milliards seraient rapatriés dans les poches de l'état. Ça permettrait également de corriger quelques non-sens permis par le système actuel, tel que les fameuses voitures de société…
- Si le gouvernement faisait le ménage dans les 25 milliards de subventions aux entreprises, on pourrait également économiser un paquet. Parce que ces subventions, loin d'être toutes efficaces, représentent de nombreux effets d'aubaine pour les entreprises (multinationales notamment) qui se servent allégrement. Et ça, ce n'est pas un conglomérat de gauchos anticapitalistes qui l'annonce, c'est le patron de la BNB lui-même !

500 € en plus pour les travailleurs !

Alors, quelle mesure aura la faveur de l'Arizona ? Je veux bien prendre les paris, le mien va sur la case « aucune de ces quatre solutions » ! Pour la simple et bonne raison que notre cher gouvernement (certaines de ses composantes en tous cas) n'est convaincu que d'une chose : dans un état obèse où la fiscalité est omniprésente, ce n'est pas de nouvelles taxes dont on a besoin, mais de plus d'efficacité et d'une réduction des dépenses ! Encore une fois, ce raisonnement tient plus de l'idéologie que de l'analyse économique : selon Paul de Grauwe (Prof à la London School of Economics, quand même, et ancien député OpenVLD…), la Belgique souffre d'une érosion trop importante de ses recettes, principalement sur les hauts revenus : là où le Belge « moyen » est imposé à 43% de ses revenus, ce montant diminue à 37% pour les 5% des Belges les plus riches, voire 23% pour le dernier centile de la distribution (dont le revenu est supérieur à 60 000 € par mois). La cause ? La faible taxation des revenus du capital et du patrimoine (on y revient), ou encore les astuces qui permettent aux plus nantis « d'optimiser » leurs revenus (société de gestion plutôt que revenus directs). De quoi faire naître un sentiment d'injustice et de rejet légitime de l'impôt chez l'électeur moyen, vous en conviendrez.

Le terreau est donc fertile pour un discours simple et facile qui promet moult baisses de la fiscalité. Le réveil sera rude pour ceux qui ont suivi ces belles promesses bâties bien davantage sur la démagogie et sur du vent que sur une analyse claire des possibilités que nous offre le budget de l'état. Parce que oui, vendre une belle réforme fiscale sans nouveaux impôts, c'est plutôt chaud, quand l'État n'a pas de sous (remember le tax cut de la Suédoise qui n'était pas financé et qui a fortement plombé nos finances publiques…). Pour de nombreux économistes (notamment Bruno Colmant et Étienne de Callataÿ, plutôt reconnus pour leur expertise dans le milieu économique…) remettre les comptes publics à flot ne sera pas possible sans toucher à la fiscalité. Et les solutions préconisées restent sensiblement les mêmes : globalisation des revenus, simplification de la fiscalité (notamment par la suppression d'une multitude de niches fiscales), refonte des aides aux entreprises, … Avec un gros avantage, au-delà des finances publiques : faire avancer notre modèle vers

plus de justice fiscale ! On peut toujours rêver, mais c'est un pas vers une plus grande acceptation sociale de la chose fiscale, qui doit d'ailleurs être davantage vue comme une contribution au bien public que comme une imposition de nos revenus.

« Quand le sage montre la lune, l'idiot regarde le doigt… »

En fait, tout le débat derrière l'acceptation de contributions plus justes repose sur la vision que l'on se fait de notre vie en société. Que voulons-nous réellement construire ensemble, à travers la fiscalité ? Une société du vivre-ensemble, qui prend soin de ses prochains, qui accompagne les plus faibles (le concept est très large et englobe tout autant les pensionnés, les personnes sans emploi ou précarisées, les jeunes, les étrangers… ainsi que les générations futures, qui n'ont pas la possibilité de faire entendre leurs voix !) et qui privilégie un développement harmonieux de long terme ? Ou une société de l'immédiateté, du résultat (comptable, généralement…) et de l'efficacité, repliée sur elle-même et qui ne jure que par la méritocratie ? Le discours actuel penche malheureusement plutôt pour la deuxième solution, bien loin du « monde d'après » qui était à la mode lors de la période covid… La justice fiscale n'est donc, malheureusement, plus spécialement à la mode dans les discours politiques dominants l'espace médiatique actuel, ainsi que dans les décisions et les réformes qui émanent de nos différents gouvernements.

La justice intergénérationnelle et le soin de notre planète ne sont pas spécialement dans une situation plus enviable. Le discours individualiste ambiant les condamne, au même titre que les plus faibles, à récolter les miettes de l'attention de nos gouvernements. La priorité actuelle, c'est le développement, vu principalement dans une vision très XX^{e} siècle, à savoir dans sa dimension économique en grande majorité. La course à la croissance reste, encore et toujours, l'objectif n°1, renforcée au niveau individuel par l'augmentation de ce bon vieux pouvoir d'achat. Soutenir notre économie à tout prix, pour ne pas se faire distancier (davantage) par la Chine et les États-Unis, qui misent sur leur compétitivité pour éteindre la concurrence économique.

Cette comparaison avec la Chine et les États-Unis revient tout le temps dans le débat. Mais, encore une fois, tout dépend de l'objectif recherché : vouloir rester compétitifs avec ces deux pays, est-ce bien compatible avec nos modèles européens qui misent bien plus sur la solidarité, l'inclusion et la justice sociale ? Nous avons construit en Europe, et en Belgique en particulier, un modèle de sécurité sociale qui prend soin des autres, au-delà d'une vision individualiste de la société. Sommes-nous prêts à remettre cette vision en cause, histoire de pouvoir embarquer dans une course à la croissance qui ne fait généralement qu'une poignée d'heureux ?

La science économique a pourtant longuement étudié ces questions dernièrement. Là où la croissance était le mantra absolu jusqu'à la fin du XX^{e} siècle, de nouvelles perspectives se sont depuis largement développées : indicateurs de développement alternatifs au PIB (cfr rapport Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi de 2009), indicateurs de développement durable de l'ONU, théorie du donut de Kate Raworth, ou encore, tout récemment, l'appel de nombreux économistes de premier plan à sortir de cette course à la croissance délétère pour le climat ou le vivre ensemble. Les alternatives sont donc nombreuses et un véritable consensus existe au sein de la communauté scientifique sur la nécessité de les embrasser. On ne peut donc que se désoler de voir que nos gouvernements, coincés dans leurs logiciels du siècle dernier, n'ont pas encore pris la pleine mesure des choix qu'ils opèrent.

Les nouvelles coalitions au pouvoir nous annonçaient un renouveau politique, une approche sérieuse des finances publiques et un redressement économique global. Force est de constater que ces promesses sont loin d'être rencontrées. Si la faute est souvent remise sur le dos des gouvernements précédents ou de la conjoncture internationale, peut-être que le logiciel même qui sous-tend l'action de nos gouvernements doit-il être actualisé à l'état des avancées économiques ?

Crédit image illustration : Adobe Stock

Martin NÈVE
25 juin 2026 (Canopea)

Burenville : Matexi dépose une troisième version de son projet, les riverains ne désarment pas

129 maisons et 286 appartements, le promoteur Matexi n'abandonne rien. Il a déposé pour la troisième fois une demande de permis pour son projet d'urbanisation à Burenville, sur une vieille friche industrielle, les dix hectares de l'ancien charbonnage de l'espérance.



© RTBF – François Braibant

Françoise Grisay tient énormément au bois qui a poussé sur l'emplacement de l'ancien charbonnage de l'espérance, derrière chez elle. La promenade est bucolique. Elle ne veut toujours pas du projet de Matexi.
Cependant, depuis le Ravel qui traverse ce coin de Burenville, le regard porte sur un terrain vague où les arbres ont repris leurs droits. Les accès sont condamnés par une succession hétéroclite de palissades, de grillages rouillés et de plaques en plastique salies. Ici et là, des ouvertures ont été forcées. Juste derrière la clôture, des tas d'ordures s'accumulent, visibles depuis le chemin.



© RTBF – François Braibant

C'est sur ces dix hectares, ceux de l'ancien charbonnage de l'Espérance, fermé depuis les années 1970, que le promoteur veut construire 415 logements : 286 appartements et 129 maisons de ville avec jardin indivi-

duel. Une demande de permis a été déposée pour la troisième fois, après deux versions revues à la suite des remarques des riverains.

Ce que Matexi a changé

« On a déplacé certains bâtiments qui étaient positionnés pas forcément de manière idéale par rapport aux puits de mine », explique Noémy Teuvel, Project Developer chez Matexi. Le plan de circulation automobile a également été revu, « *à la fois dans le projet mais aussi à l'ensemble du quartier* ». Les immeubles prévus pourront monter jusqu'à 5 étages, l'aspect de leurs façades n'est pas encore déterminé, mais « *plusieurs architectes vont y travailler, il y aura donc plusieurs styles* ».



Noemy Teuvel, Project Developer chez Matexi © RTBF – François Braibant

Lors de la conférence de presse, les représentants de Matexi ont beaucoup insisté sur l'aspect « vert » de leur projet. Un axe de végétation, non constructible et non carrossable, va traverser le lotissement. Il ne sera pas question de l'urbaniser par la suite assurent-ils puisque « *ce sera l'une des conditions pour obtenir le permis* ». Une zone polluée aux métaux lourds et aux hydrocarbures sera excavée et remblayée. Des bâtiments d'habitation pourront ensuite y être construits.



© Matexi

Les murs qui enserrent l'ancien charbonnage connaîtront, selon leur intérêt, un sort différent. Là où ils retiennent des terres, ils seront maintenus. Là où ils sont disgracieux et en béton, ils seront supprimés. La clôture hétéroclite disparaîtra. L'entrée du charbonnage rue des hotteuses, trop dégradée, sera démolie nous confirment les représentants de Matexi.



© RTBF – François Braibant

Un chantier de 25 ans ?

Noémy Teuvel évoque des travaux de construction « *de 2028 à 2042-2045* ». Les riverains craignent un chantier « *de 25 ans* ». Le chantier est prévu en plusieurs phases successives, « *pour ne pas saturer d'un seul coup le marché du logement à Liège* » explique le promoteur. Les premières maisons, entre 120 et 150 m², devraient être commercialisées entre 290 000 et 330 000 euros, un prix « *encore en cours de calcul* », précise-t-elle.

L'inquiétude persiste

Face au projet, les riverains ne désarment pas. Un collectif, « *Sauvons le Poumon Vert de Burenville* », fait circuler une lettre type dans le cadre de l'enquête publique. Ils refusent que disparaisse ce site retourné à la nature. Ils redoutent plus de circulation automobile. « *La construction de ce lotissement va avoir un coût pour la collectivité* », estime Françoise Grisay, membre du collectif, qui pointe l'entretien des voiries, l'éclairage public et le renforcement du réseau d'eau qui seront, prévoit-elle, « *à la charge de la ville* ».

Ali, qui habite presque en face du terrain à urbaniser, se dit partagé : une mixité sociale bien pensée pourrait « *revaloriser* » le quartier, avec « *des propriétaires qui entretiennent leurs biens* », à condition que les questions de stationnement, de surpopulation et de nuisances de chantier soient réellement maîtrisées.

Françoise Grisay ne veut pas perdre le caractère bucolique de ce Ravel qui court au fond de son jardin. Le busway doit y passer à l'avenir et le bois derrière sera le lotissement de Matexi. Pendant que nous étions en reportage avec elle sur ce Ravel, deux cyclistes sont passés à côté de nous et nous ont crié : « *oui ! Il faut le sauver !* »



© RTBF – François Braibant

Deux enquêtes, deux calendriers
Deux demandes de permis distinctes sont aujourd'hui à l'enquête publique en parallèle. La première porte sur l'ensemble du projet (voirie, logements, parc), a été déposée par Matexi Projects et fait l'objet d'une étude d'incidences. L'enquête est ouverte depuis le 9 juillet et se clôture le 7 septembre à 11 heures La seconde concerne la construction de 14 maisons unifamiliales et d'un parking de 14 places rue des Hotteuses. Son enquête publique court du 28 août au 11 septembre. Les deux avis signalent, chacun à sa manière, un écart au schéma d'orientation adopté par la Ville en mars 2025.

François BRAIBANT (rtbf.be)
26 août 2026

Bolivie. La rébellion populaire indigène : la seule école de politisation



Pendant 47 jours, nous savions tous ce qui se passait en Bolivie : une crise économique, politique et sociale, exprimée par une rébellion populaire indigène, et que le gouvernement oligarchique de Paz voulait résoudre par la force et la répression, voire par l'usure. Nous savions que cette démocratie était pervertie car les représentants, ignorant le mandat du vote populaire, voulaient dénationaliser l'économie et favoriser l'investissement privé ; ils voulaient réformer la constitution à l'image de la classe dirigeante ; la dette extérieure, qui s'élève à 14 418 000 dollars, et le trafic de drogue, désormais légalisé, servaient à enrichir les classes aisées ; etc., etc.
Nous savions tous tout cela, mais rien ne se passait au sein des classes moyennes urbaines, et ce gouvernement délégitimé continuait d'agir, protégé par l'anesthésie des sensibilités et la neutralisation des actions de ces classes moyennes. Spinoza disait déjà que tout mouvement subjectif est médiatisé par le désir. Par conséquent, la rébellion, la révolution, doivent être alimentées par le désir, comme nous le rappellent Deleuze et Guattari : « Les révolutionnaires oublient souvent, ou refusent d'admettre, que la révolution est désirée et faite de désir, non d'obligation ».
L'indifférence des classes moyennes urbaines s'explique peut-être par leur incompréhension des vérités éthiques issues de la révolte populaire indigène. Les vérités éthiques ne sont pas des descriptions du monde, ni des vérités objectives et extérieures, mais plutôt des vérités sensorielles : ce que nous ressentons face à une situation, plutôt que ce que nous pensons. Ce sont des vérités qui nous relient à ceux qui perçoivent la même chose. Ainsi, les insultes, les griefs, les perceptions de ce gouvernement oligarchique et servile n'étaient pas les mêmes dans le monde indigène que dans le monde des classes moyennes urbaines. Si les populations indigènes et populaires ne sont pas restées indifférentes, elles se sont engagées dans les

blocages et les marches, et ces vérités les ont profondément marquées. Dans les classes moyennes urbaines, la peur, le désespoir, l'insécurité et la désorientation étaient monnaie courante.
C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre les propos de deux intellectuels du mouvement indigéniste, García Linera et Quya Reina. L'ancien vice-président affirme que « le mouvement a déjà atteint un niveau d'expansion soutenu dans la mobilisation paysanne qui, pour l'instant, ne lui permet pas de l'emporter. Pour que le gouvernement démissionne, il faudrait le soutien mobilisé de nouveaux secteurs de la ville d'El Alto et de certains quartiers populaires de La Paz... Et c'est précisément dans cette nature indigène et paysanne de la mobilisation que réside la cause structurelle sous-jacente de tous les troubles sociaux, une cause qu'aucun projet politique, de gauche comme de droite, ne peut plus ignorer. En Bolivie, il n'est plus possible de gouverner sans les peuples indigènes. »
En d'autres termes, les classes moyennes urbaines doivent continuer à observer de loin la lutte politique entre les pauvres et les riches ; outre le fait de prédire que le mouvement paysan indigène cogouvernera avec la gauche ou la droite, même si la droite est représentée par des figures comme Reyes Villa, Tuto, Doria Medina ou Marinkovic, le problème réside dans les conditions et dans l'identité des dirigeants de ces gouvernements.
Quya Reina avait alors souligné : « Mario Argollo, Vicente Salazar et Nilton Condori sont-ils des leaders ? Peut-être, mais ils manquent de solidité et d'intelligence... Ils n'ont ni stratégie, ni vision, ni structure [...] Or, si cette force n'est pas canalisée intelligemment, nous ne sommes qu'un fleuve en furie, puissant certes, mais en furie tout de même [...] Laissons le gouvernement de Rodrigo Paz se poursuivre, laissons-le gouverner avec les hommes d'affaires, avec l'élite politique de droite... Il y a une lutte aujourd'hui et une autre à venir. Nous avons quatre ans pour nous organiser, pour construire un véritable leadership, pour adopter de nouveaux discours, pour demander des comptes au pouvoir, pour nous concentrer sur le prochain adversaire, qui ne sera pas Rodrigo Paz. »
Aux moments critiques de la rébellion populaire indigène, Reina proposait de capituler car la famille Argollo et ses associés étaient stupides, manquaient de stratégie et de structure, et que Paz devait rester au pouvoir pendant quatre ans – suffisamment longtemps pour construire un véritable leadership capable de s'opposer au nouveau dirigeant, quel qu'il soit. En d'autres termes, Reina proposait de capituler et de cesser de lutter contre Paz, sans répondre à la question de savoir qui instaurerait ce « véritable leadership ».
Les femmes et les hommes de la classe moyenne urbaine qui avaient 18 ans en 2006 en ont aujourd'hui 38. Ils font peut-être partie des trois millions de personnes issues de la classe moyenne créée par le gouvernement du MAS, mais ils n'ont jamais connu de processus d'engagement politique – c'est-à-dire de parcours où des personnes, comme les frères et sœurs de Pando, se sont interrogées de manière radicale sur la loi 1720, qui a permis la concentration des terres entre les mains de la famille Marinkovic, et ont ensuite, après plusieurs réunions, décidé de marcher pendant 48 jours pour obtenir l'abrogation de cette loi par une action collective. Les classes moyennes urbaines n'ont jamais eu l'occasion de vivre ce processus de politisation et, de ce fait, elles sont aujourd'hui les grandes perdantes ; un processus dont la révolte populaire indigène nous offre de précieux enseignements pour œuvrer à notre propre émancipation.
Cet article vise à éclairer les raisons de cette défaite des classes moyennes et les leçons que nous pouvons tirer des centaines de milliers de personnes qui poursuivent le combat.

LES CLASSES MOYENNES URBAINES : DE LA DÉPOLITISATION AUX RANGS DE LA RÉACTION ?

Les conditions sociales, historiques et matérielles où existent des rapports de pouvoir ou des structures d'inégalité nous affectent et façonnent notre manière d'être ; ainsi, la subjectivité, ce monde intérieur avec lequel nous dialoguons, devient fonctionnelle à certaines conditions de vie. Cette subjectivité peut nous éclairer sur la manière dont nous apprenons à composer avec les contingences et à les vivre, et sur la manière dont notre malaise, notre colère et nos déceptions peuvent être politisés, soit pour ouvrir des horizons d'émancipation, soit pour être récupérés et détournés dans une perspective réactionnaire.
Le pays connaît une rébellion populaire autochtone, une réalité sociale et matérielle qui s'exprime par des blocages, des mobilisations, des réunions publiques et des assemblées, et qui conditionne la vie de 12 millions d'habitants. Chacun d'eux a la capacité d'influencer et de transformer ces conditions matérielles et sociales – certains pour donner un nouveau sens à ces structures d'inégalité et de rapports de pouvoir, et d'autres pour renforcer les inégalités et les pouvoirs établis.
Le fait que cette expérience, en tant que rébellion, soit réelle ne signifie pas qu'elle suffise à expliquer la situation du pays. Seuls ceux qui ont souffert de douleur, d'injustice, d'humiliation et de peur, et qui manifestent aujourd'hui sur les routes et les autoroutes, peuvent mener une analyse politique, comme l'ont fait des centaines de milliers d'hommes et de femmes issus des nations autochtones et des milieux populaires, et parvenir à la conclusion que Paz Pereira doit démissionner.

La question qui se pose est indéniable : pourquoi les classes moyennes urbaines ne se sont-elles pas jointes à la lutte ?
G. Colque, de la Fondation Tierra, affirme que le pays n'est plus un pays à revenu intermédiaire, mais un pays pauvre, car le revenu par habitant a diminué, passant de 4 500 dollars (taux de change : 6,96) à 2 800 dollars (taux de change : 10). Par conséquent, si une personne de la classe moyenne gagnait auparavant 2 610 boliviens par mois, elle n'en gagne plus que 2 333.
Le mécontentement, la colère et la déception proviennent des promesses non tenues, de l'abrogation des taxes sur les plus riches, de la suspension de la subvention sur l'essence qui a fait exploser le coût de la vie, du feu vert donné au trafic de drogue, de l'oligarchie et du népotisme au sein du gouvernement, et bien d'autres choses encore. À cela s'ajoute l'insulte et le dénigrement subis par la rébellion. Il en résulte une situation où les idées et les valeurs des hommes et des femmes participant aux blocages, aux marches et aux réunions publiques divergent, voire s'opposent, aux valeurs prônées par le gouvernement et l'oligarchie qui détient le pouvoir. C'est une évidence.
Mais qu'en est-il des valeurs, des intérêts et des sentiments de la classe moyenne urbaine, qui sait que le passé ne reviendra pas ? D'abord, parce que son pouvoir d'achat a déjà diminué suite à la hausse du prix de l'essence, et ensuite, parce que, selon les organisations internationales, la croissance du PIB bolivien sera la plus faible d'Amérique du Sud, avec des répercussions économiques encore plus graves à prévoir sur le budget des ménages. Alors, que s'est-il passé ?
Les corps des classes moyennes urbaines, qui subissent les effets de l'inégalité, de l'injustice et de la discrimination, ne les perçoivent pas comme une atteinte personnelle, et encore moins comme le fruit d'un gouvernement oligarchique et libéral qui promeut et promouvra des systèmes d'oppression et d'exploitation toujours plus radicaux, partagés avec les populations autochtones et les classes populaires. Ainsi, au lieu d'articuler leur existence autour de conflits sociaux (de classe, idéologiques, d'oppositions politiques, d'économie politique), ces classes moyennes urbaines individualisent leurs griefs, leur colère et leur malaise, les exprimant sous forme de sentiments et de passions douloureux, tels que le ressentiment et la peur.
Hannah Arendt écrivait : « Ce qui prépare les hommes à la domination totalitaire dans un monde non totalitaire, c'est que la solitude, autrefois expérience limitante vécue dans des conditions sociales marginalisées, comme la vieillesse, est devenue une expérience quotidienne pour les masses toujours plus nombreuses de notre siècle. » Il ne fait aucun doute que des émotions comme la peur, l'insécurité et l'impuissance se propagent plus facilement au sein de groupes très divisés, tels que la classe moyenne urbaine, que dans des communautés unies par des liens forts, comme les peuples autochtones. Par conséquent, l'incertitude, le sentiment de menace et l'isolement de ces classes moyennes les ont conduites à réclamer un état de siège, à « tuer les Indiens », à les traiter de « sauvages », à les qualifier de « narcoterroristes », etc.
De plus, en accordant un pouvoir considérable à l'oligarchie de Santa Cruz dans la prise de décisions structurelles, le gouvernement favorise lui-même la montée du totalitarisme en reléguant la classe moyenne à un rôle passif. Selon Hannah Arendt, le phénomène totalitaire apparaît lorsque « l'être humain a été produit de manière superflue ». Et qu'entendait-elle par là ? Cela signifie le priver de sa place dans le monde, non seulement d'une identité, mais aussi rendre ses opinions insignifiantes et ses actions inefficaces.
Cependant, la fragmentation sociale et l'isolement personnel de la classe moyenne urbaine indiquent clairement que son mécontentement et sa colère se traduisent par des positions politiques réactionnaires. L'histoire nous a montré que les situations marquées par la peur et l'incertitude constituent un terreau fertile pour l'émergence de réactions impulsives, qui se manifestent par des revendications en faveur d'un dirigeant fort capable d'imposer « l'ordre », même au prix de la répression, des massacres et des effusions de sang.
Cette rébellion populaire indigène, qui a ouvert la voie à l'émancipation, reflète aussi la défaite de la classe moyenne urbaine, car elle manifeste une incertitude quant à l'avenir de ses actions politiques. Cette incertitude peut se concrétiser de deux manières : la voie réactionnaire, qui se tourne avec nostalgie vers un passé où, en apparence, leur vie était ordonnée et leur avenir prometteur ; et la voie émancipatrice, qui consiste à canaliser leur colère et leur mécontentement en un élément transformateur, le socle politique d'un avenir différent.

LA RÉBELLION POPULAIRE INDIGÈNE : UNE VÉRITÉ QUI S'ADRESSE POTENTIELLEMENT À LA CONSCIENCE NATIONALE.

Dès ses débuts, toute rébellion, comme celle de Bolivie, ne s'est pas souciée des opinions réactionnaires : « il n'y a pas d'équilibre des pouvoirs », « c'est mal organisé », « c'est le chaos », etc. Puis, ils ont ignoré les critiques immorales de ceux qui exigeaient de cette rébellion qu'elle manque de stratégie, de direction, de programme minimal, de leaders compétents, d'une grève générale illimitée, etc.
Ces positions réactionnaires et arrogantes émanaient de gauchistes idéologiquement guidés qui oubliaient que, sans parti, sans direction, sans programme, etc., la rébellion populaire indigène exprimait la forme la

plus pure du communisme, à l'image de la Commune de Paris : le communisme de mouvement, la création collective d'un destin partagé. Ainsi, elle révélait aussi une vérité politique, qui ne se résume pas à « j'ai raison et l'autre a tort ». Une vérité n'existe pas avant les processus politiques ; il ne s'agit donc pas de la vérifier ou de la réfuter. La vérité politique est plutôt l'expression collective des défavorisés, des humiliés, des exploités, qui transcende leurs intérêts de groupe et s'établit pour instaurer la justice et l'égalité.

Cette construction partagée d'un destin collectif, érigée en vérité politique, n'a été ni comprise ni soutenue avec ferveur par les classes moyennes urbaines, qui ont manifesté un individualisme néolibéral croissant, lequel constitue une menace pour la démocratie. En effet, ces classes cessent d'être des acteurs collectifs et se transforment en acteurs atomisés, réduisant drastiquement leur capacité d'action politique face aux inégalités et aux injustices. En renonçant au débat et à la lutte publique, elles compromettent la capacité collective de discuter, de négocier et de construire des solutions aux problèmes communs. Elles se contentent alors de jouer les gardiennes de la morale, indiquant aux autres – en l'occurrence, aux milliers d'hommes et de femmes de la rébellion – comment « remédier à leurs carences », démontrant ainsi leur profond éloignement des milieux autochtones et populaires, qui continuent de façonner le paysage politique de ce conflit.

Cette rébellion populaire indigène a permis de tirer plusieurs conclusions : premièrement, la fédération départementale Tupac Katari est le sujet politique qui a ouvert la possibilité de construire le sujet historique à partir de ses propres pratiques politiques et de progresser vers un processus d'émancipation ; deuxièmement, son action politique rappelle la conclusion de Marx : « la classe n'est pas un état donné, mais se construit par la lutte », par conséquent, ceux qui s'engagent dans la lutte contre l'oligarchie et son projet antinational appartiennent au sujet historique en construction ; troisièmement, il ne s'agit pas de déterminer quelle lutte englobe les autres, quelle identité est plus large et plus digne d'articuler le reste, mais de comprendre qu'au-delà des luttes concrètes, il est du devoir et de la responsabilité de converger vers un projet collectif partagé ; quatrièmement, la politique « n'est pas une question d'idées », mais de produire des idées qui affectent, c'est-à-dire des expériences ou des pratiques de lutte qui génèrent ensuite de nouvelles idées, de nouvelles façons de penser.

En conclusion, la rébellion populaire indigène a démontré que la bataille culturelle ne se résume pas à des idées, des théories, des récits séduisants ou des messages à transmettre, mais qu'elle repose sur des pratiques, des expériences et des bouleversements existentiels capables, selon la tradition matérialiste, de générer de nouvelles visions du monde.

Jhonny Justino PERALTA ESPINOZA,
ancien membre des Forces armées de libération de Zárate Willka.
19 juin 2026 (legrandsoir)

https://www.resumenlatinoamericano.org/2026/06/18/bolivia-la-rebelion-indigena-popular-la-unica-escuela-de-politizacion/

Terres volées, mensonges d'État, médias sous contrôle: les coulisses de la révolte albanaise



© A.D

Depuis fin mai, l'Albanie vit au rythme d'un soulèvement inédit. Parti d'une clôture posée sur une plage protégée, à Zvërnec, le mouvement s'est mué en révolte contre trente-cinq ans de pouvoir concentré, de corruption ordinaire et de terres bradées aux amis du régime – Jared Kushner en tête. L'Impertinent s'est rendu à Tirana, à Vlora et sur la lagune de Narta, à la rencontre de ceux qui font, subissent ou documentent cette « révolution des flamants roses ». Reportage.

« Le gouvernement doit continuer à fauter, pour que l'on puisse répondre à la violence par la violence. Ce n'est évidemment pas une bonne chose – cela s'est déjà produit par le passé et ça fait partie des raisons pour lesquelles nous en sommes là –, mais je ne pense pas qu'une manifestation pacifique puisse vraiment changer les choses sur le long terme. » Cette réflexion, c'est Samy* qui la formule, une bière à la main, depuis un balcon du centre-ville de Tirana. Comme la plupart des jeunes de cette capitale de 600 000 habitants, Samy est heureux de voir son pays se soulever enfin face à un système profondément malade.
Le jeune homme fait référence à des heurts survenus le matin même entre des manifestants et les forces de l'ordre, devant le Parlement albanais. Il s'agissait d'une des trois seules démonstrations de violence depuis le début de la révolte – et toutes ont eu lieu en marge des manifestations, jamais pendant. Car ce qui distingue ce mouvement des précédents, dans ce pays au lourd passé de lutte contre l'oppression, c'est qu'il est pacifique et qu'il n'a pas d'identité. Ou plutôt, qu'il les a toutes. Y compris celle des flamants roses.
Les Albanais sont préoccupés et cela se lit sur les visages, plus fermés que d'habitude, nous dit-on. Des cafés de Tirana aux plages de Vlora, en passant par les villages autour de Zvërnec et de la lagune de Narta, les conversations feutrées, parfois chuchotées, n'ont qu'un seul objet : la révolte qui agite le pays. Nul ne sait jusqu'où elle peut aller, ni quelle forme elle prendra, mais depuis la fin du mois de mai, la ferveur ne faiblit pas. Soir après soir, ils sont des milliers à descendre dans la rue pour crier leur colère et exiger la démission du Premier ministre, Edi Rama. Portées par une génération Z avide de changements structurels, mais aussi par des moins jeunes, des familles, des retraités, ces manifestations sont organisées après les heures de travail et n'entravent en rien le fonctionnement du pays. Elles charrient la colère d'un peuple étouffé par

trois décennies et demie d'un pouvoir aux mains des mêmes noms – et qui a bien du mal à s'imaginer un avenir.



« Pour la première fois depuis des années, voire des siècles, les gens mènent ce mouvement pacifique, à la Gandhi », observe Vladimir Karaj, journaliste d'investigation à BIRN Albania, qui couvre le dossier depuis deux ans. « Ils ne veulent pas seulement la démission du Premier ministre : ils veulent changer un système dirigé depuis 36 ans par deux ou trois personnes. » Au moment de notre entretien, Tirana en était à son 33e jour de manifestations consécutives, relayées dans tout le pays et jusque dans la diaspora européenne, dans ce que Vladimir Karaj voit comme une « fête de la démocratie ».

Une clôture sur la plage

Car si elle a des racines écologiques, la révolte albanaise est née d'une image très concrète : une clôture surmontée de barbelés, apparue en avril sur la plage de Pishë Poro, au cœur du paysage protégé de Vjosa-Narta – halte majeure des oiseaux migrateurs, flamants roses en tête.

C'est presque par hasard que la première organisation environnementale du pays l'a découverte. « Nous étions sur le terrain », raconte Xherri, du Centre pour la préservation et la protection de l'environnement naturel en Albanie (PPNEA), qui nous guide le long de la lagune. « Nous avons vu passer des camions qui déversaient du gravier dans la forêt. Nous avons demandé aux gens d'ici: personne ne savait. Nous avons contacté les autorités: personne ne nous a donné d'informations. C'est comme ça que nous avons découvert l'existence du complexe touristique. » Les travaux ont démarré le 1er avril; à la mi-avril, la zone était éventrée « des deux côtés ». L'ONG documente depuis, quotidiennement – cartographie des destructions, images de drone – malgré les agents de sécurité privés qui quadrillent le site. « Ils allaient jusqu'à nous menacer alors que nous étions dans la voiture, sur une voie publique », témoigne Xherri.



Ce que protège la clôture porte un nom : le projet « Zvërnec Peninsul a», porté par la société Zvërnec South Adriatic Development – 437 hectares, près de 10 000 logements et chambres d'hôtel, des immeubles jusqu'à huit étages et une marina, posés sur la bande de terre qui sépare la lagune de la mer. Le permis de construire n'existe pas encore, mais un permis d'aménagement, approuvé le 29 avril par le Conseil national du territoire, couvre déjà toute la zone.

Sur place, les dégâts n'ont pas attendu les autorisations. Un canal centenaire relie la lagune à la mer:
« Il maintient l'équilibre entre eau salée et eau douce, il permet à l'écosystème de rester vivant », explique Xherri. « Ils l'ont bloqué pendant des jours, puis ils ont construit un pont de pierre et de béton par-dessus. C'est totalement illégal : il fallait une autorisation spéciale, ils ne l'ont pas. » Plus loin, des engins ont prélevé de la terre à même une colline classée monument naturel – le statut le plus protecteur du droit albanais. « Un monument naturel, parfois, c'est un seul arbre. On n'a pas le droit de s'en approcher. Cette colline devrait être intouchable. Ils y ont installé les engins. » Et de résumer l'enjeu d'une phrase : « Nous parlons de sites formés en des centaines, des milliers d'années, qui ne devraient pas être détruits en un mois. En moins d'un mois, ils ont déjà détruit une partie de la forêt et des dunes. Imaginez s'ils construisent les 10 000 logements prévus. C'est une mini-ville ! »
Qui est responsable ? La réponse de Xherri est plus nuancée qu'on pourrait l'attendre : « Le gouvernement n'est pas à l'origine de ça, il se contente de fermer les yeux. Ils les ont laissés faire tout ce qu'ils voulaient. »

« Si vous parlez grec, vous êtes un traître »
Au village de Zvërnec, communauté bilingue gréco-albanaise accrochée entre les sanctuaires et les oliviers, la clôture a réveillé une peur ancienne. « Nous savions depuis longtemps que quelqu'un avait falsifié des documents pour voler nos terres. Il y avait des procès, nous ne protestions pas », nous confie une habitante, dont les propos ont été traduits sur place. « Mais quand ils ont posé les clôtures, nous avons eu très peur d'avoir perdu notre terre pour toujours. »
La peur dépasse le seul projet : « Ils ont tout clôturé sans discussion. Demain, ils peuvent venir au village et dire : "Il nous plaît, votre village, nous pouvons investir, nous avons l'argent – partez." » À cette insécurité s'ajoute un stigmate que personne n'a documenté jusqu'ici : le gouvernement ayant présenté l'opposition au projet comme téléguidée par la Grèce, le bilinguisme du village est devenu suspect. « Les médias nous harcèlent, nous diffament, uniquement parce que nous sommes bilingues. Si vous parlez grec, vous êtes considéré comme un traître. Mais nous sommes albanais, citoyens de Vlora – regardez, le drapeau albanais flotte au milieu du village. » Sur les réseaux, des trolls sont allés jusqu'à prétendre que les villageois filmés étaient des créations d'intelligence artificielle.


À Zvërnec, les habitants craignent de perdre leurs terres. © A.D

Le fond du problème est foncier, et il précède le projet. « Nous n'avons de titres que pour nos maisons. Rien d'autre. Tout ce que vous voyez ici a été planté par les villageois : les oliviers centenaires, les arbres centenaires.» Les titres précaires de la réforme agraire de 1991 sont contestés par des documents obtenus des institutions de l'État entre 2006 et 2009 par un homme aujourd'hui visé par le parquet spécial pour falsification. Des revendications qui couvrent tout le secteur, jusqu'à des parties du village. Les villageois ont gagné en première instance en 2013; après appels et cassation, le dossier est reparti… en première instance. Douze ans plus tard, il est toujours pendant.

Reste, chez cette femme, une question qui désarme l'accusation d'être « anti-développement » : « Si la loi permet vraiment de construire ici, pourquoi l'État n'a-t-il pas fait un plan pour que nos fils puissent bâtir quelque chose? Nous aurions pu faire quelque chose de petit, nous-mêmes. »

La machine à exproprier

Boyke* a la trentaine. Comme beaucoup de jeunes Albanais, il est consterné par l'état de son pays : « On a tout ici ! La mer, la montagne, le lac… comment le pays peut-il être dans cet état ? » Le jeune papa explique que les terres possédées par son père, et son grand-père avant lui, ont été prises par le gouvernement, puis remises à des investisseurs étrangers. Il soutient la protestation, mais n'ose pas s'y rendre. Comme Samy, il n'ose pas non plus nous parler à visage découvert. Sa sœur travaille dans le milieu scolaire, sa famille possède une petite entreprise. Pour Boyke, le gouvernement pratique une répression silencieuse : « Si j'y vais, vous pouvez être sûr que le lendemain, la police sera à la porte de l'entreprise de mon père pour lui mettre des bâtons dans les roues. »

Vladimir Karaj confirme avoir entendu la même histoire à plusieurs reprises – sans avoir pu, à ce jour, réunir les preuves nécessaires pour en faire un article. Pour lui, la pression sur les manifestants par ce biais ne fait guère de doute. Encore faut-il pouvoir la démontrer. Quant au «vol des terres », le journaliste rappelle que le ressenti des citoyens s'inscrit dans un dispositif légal bien réel.

Au cœur de ce dispositif : la loi n°55/2015 « sur les investissements stratégiques », entrée en vigueur le 1er janvier 2016. Son mécanisme est d'une redoutable efficacité: tout projet privé – tourisme, énergie, infrastructure – peut se voir accorder le statut d'« investissement stratégique » par un comité présidé par Edi Rama lui-même.

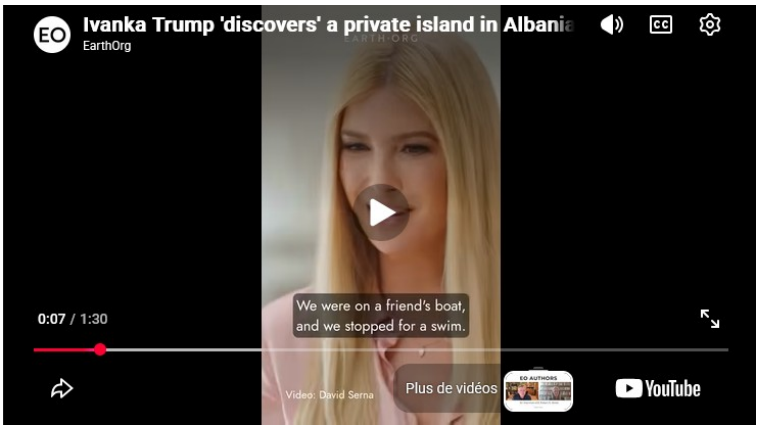
Une fois ce label obtenu en « procédure spéciale », la loi autorise l'expropriation « d'intérêt public » des propriétaires privés au bénéfice du promoteur, dès lors que celui-ci n'est pas parvenu à un accord amiable avec eux. Une disposition que le Département d'État américain qualifie de « source de controverse », puisqu'elle permet à l'État d'exproprier des particuliers dans l'intérêt d'une autre partie privée.

L'accès à la manne ne suppose aucune condition de nationalité ni de vertu : des juristes et militants albanais dénoncent depuis 2015 une « saisie de propriété inconstitutionnelle » où le Premier ministre peut décréter d'« intérêt légitime » n'importe quel terrain du pays. La loi a, par exemple, permis de retrancher 60 hectares du parc de Butrint, classé à l'UNESCO, au profit d'un resort. Pour les terres appartenant à l'État, le régime est plus généreux encore: le programme des « contrats à 1 euro » permet de céder l'usage de propriétés publiques pour un loyer symbolique d'un euro par an sur de longues durées, voire d'en transférer la propriété aux investisseurs. Prolongée à plusieurs reprises – la dernière fois jusqu'à fin 2026, par les seules voix socialistes –, la loi a bénéficié à 55 projets labellisés depuis 2016.

C'est cinq jours avant l'investiture de Donald Trump, en janvier 2025, que le gouvernement albanais a accordé ce statut d'« investisseur stratégique » à la société liée à Jared Kushner.

L'opportun allié américain et l'insaisissable Union européenne

Le gendre de Donald Trump est la tête d'affiche du développement de la côte. En mars 2024, il annonçait son intention d'investir sur l'île de Sazan – ancienne zone militaire tenue par l'État depuis des décennies – et sur la côte de Zvërnec, via son fonds Affinity Partners, créé quelques jours après son départ de la Maison-Blanche et alimenté pour l'essentiel par des fonds souverains du Golfe. Début 2026, Jared Kushner et Ivanka Trump visitaient la région de Vlora, architectes et investisseurs dans leurs bagages. Ivanka y a rencontré Edi Rama, avant de décrire dans un podcast américain « un projet incroyabl » et Sazan comme une « île privée de 1400 hectares, d'une beauté irréelle », découverte « depuis le bateau d'un ami ». Pour beaucoup d'Albanais, entendre une ancienne zone militaire nationale décrite comme une île privée que le couple aurait « découverte » a sonné comme l'effacement de leur propre côte.



https://youtu.be/BZMpHnL9G-I

Les montants donnent le vertige : environ 1,4 milliard d'euros pour le seul volet Sazan, jusqu'à 4, voire 5 milliards selon les déclarations d'Edi Rama une fois le littoral inclus. Côté partenaires, Vladimir Karaj a remonté la piste des investisseurs: « Israël ne joue aucun rôle, du moins publiquement. Le Qatar, en tant que pays, n'y joue aucun rôle non plus – mais deux milliardaires qataris d'origine syrienne y investissent, en partenariat avec Kushner. » Les frères Al-Khayyat apparaissent dans les registres du commerce ; la société du projet de Zvërnec, elle, est détenue à travers une chaîne de sociétés-écrans gérée par un trust néerlandais. Ses bénéficiaires ultimes demeurant anonymes.

Si Rama promet des retombées économiques, Karaj n'en croit rien : « Si vous n'avez aucun projet, aucune étude technique, aucun plan, comment pouvez-vous affirmer que ce sera bénéfique pour l'économie albanaise ? » Et de rappeler un précédent : « Nous avons des exemples d'investissements approuvés par ce gouvernement qui n'ont rien rapporté au pays, si ce n'est qu'ils ont servi, selon les procureurs, à blanchir l'argent de trafiquants de drogue. » Quant à la conversion trumpiste du Premier ministre, le journaliste la résume d'un trait : « Il détestait Trump, et maintenant il l'adore. En 2016, il déclarait que Trump signerait la fin du monde tel que nous le connaissons. C'est le genre d'homme politique prêt à tout pour conserver le pouvoir. »

Des médias sous influence

Un silence médiatique entoure-t-il la révolte, comme certains tiranais nous l'ont affirmé ? Pas exactement : les grandes chaînes en parlent, mais à travers le prisme du pouvoir. C'est-à-dire, comme un mouvement nourri par la « désinformation » et des intérêts étrangers, selon le cadrage d'Edi Rama lui-même, fidèlement relayé. Difficile de s'en étonner quand on regarde qui possède ces antennes. Deux familles, Hoxha (Top Media) et Frangaj (Klan), contrôlent plus de 58% du marché télévisuel, et selon le Media Ownership Monitor, 98,1% de l'audience audiovisuelle dépend de propriétaires aux affiliations politiques documentées: la fondation liée à Top Media a reçu quelque 588 000 euros de contrats publics d'institutions contrôlées par le Parti socialiste.

« Le gouvernement ne possède pas ces médias », précise Vladimir Karaj, « mais les sociétés qui les détiennent bénéficient de ses faveurs : des terrains publics, des permis de construire. » Le travail d'enquête (trusts néerlandais masquant les propriétaires du projet de Zvërnec, liens avec les investisseurs qataris) est laissé à une poignée d'indépendants comme BIRN Albania, dans un pays classé 83e sur 180 à l'Index RSF de la liberté de la presse.

C'est ainsi que les déclarations du gouvernement sur une main étrangère derrière la révolte se retrouvent régulièrement à la une. Comme si les Albanais ne pouvaient prendre leur destin en main sur leur seule impulsion. « Ils ont d'abord accusé des agents serbes, puis des comploteurs iraniens. Hier soir, un ministre a lancé une accusation contre la Russie », énumère Karaj. « Il y avait même des théories du complot sur l'origine du financement des flamants roses en polyester brandis par les manifestants. Alors que c'est un matériau très bon marché. » Samy, lui, en rit encore : « Vous croyez vraiment que l'Iran, en plein bras de fer avec l'Amérique, s'occupe de promouvoir la révolte des flamants roses ? C'est une réponse pathétique de la part du gouvernement. »



« Rama est Plus puissant que Poutine et Erdogan »



Blendi Fevziu revendique d'être un électron libre au sein de médias albanais où règne l'autocensure.

Pour comprendre la mainmise étatique sur les médias, nous avons interrogé une des stars de TV Klan. Blendi Fevziu anime l'émission nationale de débat *Opinion* depuis 1997. Il a vu passer des premiers ministres, mais aucun n'a concentré autant de pouvoir qu'Edi Rama.

« On ne pourrait pas avoir, dans un pays démocratique, un dirigeant qui contrôle plus que Poutine en Russie ou Erdoğan en Turquie. Même Erdoğan a perdu Istanbul. En Albanie, Rama détient le pouvoir local, le pouvoir central, tout, nous explique Blendi Fevziu. Il est plus puissant que quiconque ne l'a été depuis la mort d'Enver Hoxha (*fondateur du parti communiste albanais, ndlr*). » Fevziu revendique d'avoir vu venir la crise : le 12 avril déjà, il avertissait à l'antenne que Rama devrait s'inquiéter d'une classe moyenne étranglée par les prix ; le 28 mai, il consacrait son émission aux terrains de Vlora, deux jours avant l'explosion.

La thèse de l'influence étrangère ? « Stupide. Les gens ne sont pas dans la rue à cause de l'Iran ou de la Grèce. Ils sont dans la rue à cause de la corruption et de l'arrogance du gouvernement. » Un pouvoir qui, dit-il, a méthodiquement détruit les canaux du débat démocratique: plus de débats télévisés, un Premier ministre qui déserte le Parlement et préfère les monologues sur Facebook aux face-à-face avec les journalistes. Quarante-cinq minutes en direct sans répondre à une seule question. Pratique. S'il soutient la manifestation, Blendi Fevziu est sceptique quant à son efficacité. Son pronostic est d'une froideur clinique : la révolte « n'a pas de mécanisme pour faire bouger Rama », auquel les 82 députés restent loyaux. Restent deux issues, selon lui : un blocage total du pays, dont l'exemple de Belgrade a montré les limites après un an de rue, ou les élections municipales du printemps prochain, où Rama serait en difficulté à Tirana. Fevziu espère que les manifestants sauront s'y présenter sous leurs propres couleurs : « Qu'est-ce qu'une révolution sans le vote ? », s'interroge-t-il.

« Plus nous avançons, plus l'Union européenne semble s'éloigner »

Quant à l'adhésion de l'Albanie à l'Union européenne, la star du petit écran n'y croit plus tellement: « J'étais étudiant, je manifestais contre le communisme, et notre vision était d'être membres de l'UE en cinq ans, dix au maximum, raconte l'animateur. Cela fait 35 ans. Plus nous avançons, plus l'Union européenne semble s'éloigner. »

Reste une question qui fâche, et nous la lui posons sans détou : le propriétaire de sa chaîne, Aleksandë Frangaj, est lui-même promoteur immobilier dans un resort côtier bénéficiant du statut d'« investisseur stratégique », le mécanisme même que dénoncent les manifestants. Peut-il vraiment traiter librement ces sujets sur TV Klan ? Fevziu répond par son statut : « Je ne suis pas employé par TV Klan. J'ai ma propre émission. Mon contrat porte uniquement sur les horaires de diffusion, pas sur la ligne éditoriale. Depuis 21 ans. » Une liberté d'électron libre qu'il ne prête pas à l'ensemble de la profession, au contraire.

La censure existe-t-elle dans les médias albanais ? « Dans la plupart, oui, absolument. Mais il s'agit surtout d'autocensure. J'ai parlé à de nombreux journalistes : ils ont peur pour leur emploi et subissent des pressions. » La ligne de fracture, selon lui, est générationnelle : les grandes signatures, fortes de décennies de carrière, « ne se soucient généralement pas des propriétaires ». Les jeunes, eux, « ont vraiment peur de perdre leur emploi, de ne plus toucher leur salaire. C'est une forme d'autocensure, à mon avis pire que la censure elle-même », souffle-t-il. Il y voit pourtant une évolution : « Il y a cinq ou six ans, perdre sa place dans les médias était un gros problème. Aujourd'hui, le public est avec vous, pas avec la télévision. On peut créer sa propre chaîne YouTube et avoir plus de succès qu'à l'antenne. »

Car en effet, en Albanie aussi, la télévision a perdu la bataille de l'attention. Environ 82% des Albanais s'informent d'abord via les réseaux sociaux, hors de portée des deux familles. C'est là que les images de Zvërnec circulent, que les manifestations s'organisent, que le cadrage officiel se défait – au prix d'une fracture générationnelle : les aînés, nourris au journal télévisé, voient des « vandales à la solde de l'étranger » là où leurs petits-enfants voient leurs amis. Sans les réseaux sociaux, cette révolte n'aurait probablement jamais trouvé son public. La question est de savoir combien de temps un pouvoir qui contrôle 98% de la télévision tolérera de ne pas contrôler le reste. Et cette question ne concerne pas seulement l'Albanie.

« Le gouvernement actuel est autant la maladie que le symptôme »

Mais tout le monde ne descend pas dans la rue, à l'image de Prel*, croisé à Vlora, qui balaie le sujet d'un revers de main : « Je me fous des protestations. Ils se battent pour leurs droits, pas pour les miens. Ce qui compte pour moi, c'est d'avoir à manger pour ma famille. C'est comme avec Hong Kong : ce qui nous appartient nous appartient, ils ne pourront pas le prendre. L'Union soviétique avait déjà essayé de nous piquer l'île de Sazan, et elle est toujours à nous. S'ils prennent quelque chose, cela finira toujours par nous revenir, dans plusieurs dizaines d'années. »

Cette apathie, Samy la connaît bien. Il y voit même la racine du mal : « Le gouvernement actuel est autant la maladie que le symptôme de la maladie. Ici, on accepte que la corruption fasse partie de la vie, puis on y participe, parce que c'est le seul moyen d'obtenir quoi que ce soit. Nous avons tous, un jour, soudoyé quelqu'un. » C'est aussi pour cela qu'il se méfie d'un sauvetage venu de Bruxelles : une pression extérieure qui arracherait quelques concessions cosmétiques ne changerait rien au système. « Si une force extérieure met la pression sur ce type et qu'il fait quelques ajustements mineurs – genre : "Désolé Jared Kushner, vous ne pourrez pas faire votre galop d'essai de bande de Gaza sur Zvërnec et Sazan" –, ils vont juste se calmer un moment, et ils iront le faire ailleurs. C'est leur business. Pour eux, tout ça n'est qu'un désagrément mineur. »

Déconnexion au sommet

Un épisode récent illustre la déconnexion totale du gouvernement Rama avec la réalité des citoyens. Posons le décor : l'agriculture reste le gagne-pain d'une part massive de la population : environ 31% de l'emploi total en 2024 selon les estimations de la Banque mondiale et de l'OIT – jusqu'à 43% selon les chiffres retenus par la Commission européenne –, pour près d'un cinquième du PIB. C'est pourtant le secteur le plus délaissé par l'État : selon un rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les agriculteurs albanais reçoivent le soutien public le plus faible de la région. Malgré une enveloppe record annoncée pour 2026 (53 millions d'euros), les subventions par hectare demeurent les plus basses des Balkans occidentaux : le Kosovo consacre à son agriculture près de quatre fois plus par habitant. Résultat, des paysans qui produisent à perte et des récoltes abandonnées. À Lushnja, cœur maraîcher du pays, des producteurs de pastèques racontaient à Top Channel avoir vendu 4 tonnes sur les 1 500 récoltées, le kilo bradé à 10 leks (environ 9 centimes) : « Depuis que ces points de collecte ont ouvert, ils montent et baissent les prix comme ils veulent », accusait l'un d'eux. Même mécanique pour le blé : des cé-

réaliers décrivaient en 2023 des prix d'achat inférieurs de moitié aux coûts de production, la récolte entière restant invendue dans les champs.



Le 6 juillet, par l'acte normatif n°3, le gouvernement Rama a puisé 400 millions de lekë (environ 4 millions d'euros) dans le fonds de réserve du budget de l'État pour financer « partiellement » le concert de Kanye West prévu le 11 juillet à Tirana, au titre de la « promotion du tourisme et de l'image de la République d'Albanie ». Un choix budgétaire qui prend tout son relief à la lumière des statistiques de l'institut national INSTAT: en 2024, 40,5% des Albanais étaient exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale – le taux le plus élevé d'Europe selon Eurostat, près du double de la moyenne de l'Union. Le seuil de pauvreté monétaire y est fixé à 9 700 lekë par mois et par personne, environ 97 euros : la somme allouée à la venue du rappeur américain représente l'équivalent de plus de 3 400 années de revenus au seuil de pauvreté albanais. Le tout prélevé sur le fonds de réserve, normalement destiné aux urgences.

« La rose ne sera plus jamais la même »

Où va la révolte des flamants roses ? Sur le terrain, elle a déjà obtenu une victoire : après l'agression d'un militant à Zvërnec et la grande manifestation qui a suivi à Tirana, les machines ont quitté la lagune. « Deux jours plus tard, ils ont retiré la clôture, emporté ce qui restait, et tout arrêté », raconte Xherri. « Tout est en suspens, mais chaque fois qu'il parle, Edi Rama répète que le projet se poursuivra. »

Samy, l'historien de formation, refuse de vendre la peau de l'ours : « Si je devais parier de l'argent aujourd'hui, je parierais que ça ne suffira pas. Mais que des Albanais se soient rassemblés spontanément, puis avec constance, pendant 33 jours, à l'unisson... c'est un événement remarquable dans l'histoire albanaise ! » Ce que veut le mouvement dépasse en tout cas la démission d'un homme : « Ce n'est pas "on veut le faire tomber pour que notre parti prenne sa place". C'est: on veut un changement radical du système politique. Rama est la cible parce qu'il est Premier ministre, mais ce qu'on vise, c'est 35 ans de pouvoir aux mains des mêmes noms. » D'autant que l'opposition officielle s'est rangée du côté du pouvoir sur ce dossier : « On le savait tous, mais là, c'est vérifié : c'est du théâtre politique.»

À Zvërnec, la villageoise nous raccompagne vers la route, entre les oliviers plantés par ses ancêtres. Avant de nous quitter, elle désigne les collines qui ferment l'horizon : « Ces collines sont les pétales d'une rose. Enlevez-en une, détruisez-en une, et la rose ne sera plus jamais la même. Nous avons hérité cela de nos ancêtres, nous avons promis de le protéger. Nous ne le perdrons pas facilement. »

*Prénoms modifiés. Certains interlocuteurs ont requis l'anonymat, invoquant des craintes de représailles pour leurs proches. Les propos de la villageoise de Zvërnec ont été traduits sur place de l'albanais. Sollicités, le bureau du Premier ministre et la société Zvërnec South Adriatic Development n'ont pas répondu à nos questions.

Amèle DEBEY
2 août 2026 (l'Impertinent)

Voyage en Biélorussie : un regard au-delà des clichés occidentaux

En ce début d'été 2026, à l'heure où la majorité de l'Europe occidentale est en feu, au sens propre comme au sens figuré, les rares touristes occidentaux qui débarquent en Biélorussie ne manquent pas d'être frappés par l'impression de calme et la sérénité qui se dégage de ce pays.
Certes la canicule n'y sévit pas, même si un record de température à 40 degrés a été brièvement battu dans une zone forestière habituellement plus fraîche, mais la guerre fait rage non loin de la frontière sud avec l'Ukraine, tandis que l'OTAN masse des troupes en Pologne et dans les pays baltes, sur tout le flanc ouest de la Biélorussie. Il y aurait donc de quoi faire monter la tension au sein de la population, mais les Biélorusses vaquent tranquillement à leurs occupations ou profitent de leurs vacances au bord d'innombrables lacs entourés de plaines et de forêts.
D'une gentillesse proverbiale, reconnue déjà par les citoyens des autres républiques à l'époque soviétique, les Biélorusses sont enchantés et étonnés à la fois d'apprendre que des touristes ont décidé de venir de Suisse pour visiter leur pays. Il faut dire que tout est fait en occident pour dissuader un tel tourisme. Les médias de grand chemin ne parlent pratiquement jamais de la Biélorussie et quand ils le font c'est pour en dire du mal. Ce dénigrement périodique intervient toujours à la suite des élections présidentielles invariablement perdues par les candidats que les services occidentaux avaient préalablement sortis de leur chapeau pour tenter de renverser le méchant « dictateur » Loukachenko, qui ne veut entendre parler ni de l'Union européenne ni encore moins de l'OTAN. C'est donc par dépit et pour punir les électeurs biélorusses d'avoir mal voté que l'occident a introduit des sanctions dès 2020, bien avant l'intervention russe en Ukraine, sanctions qui ont notamment eu pour effet d'interdire le survol du territoire de l'UE par la compagnie nationale aérienne Belavia. Alors qu'il existait par exemple un vol direct de Genève à Minsk, en un peu plus de 2h30, il faut désormais passer par Istanbul ou prendre un vol vers Vilnius, puis attendre des heures dans un bus à la frontière avant de pouvoir entrer en Biélorussie, car les douaniers lituaniens font tout pour pourrir la vie de ceux qui veulent malgré tout se rendre dans ce pays voisin considéré comme ennemi car allié de la Russie honnie. Malgré toutes ces pressions, les Biélorusses continuent à soutenir leur président, qui leur a épargné le sort de l'Ukraine et celui d'autres ex-républiques soviétiques, moins tragique mais guère plus enviable.



Après quelques jours passés dans la superbe capitale qu'est Minsk, un tour en voiture à travers le pays permet de prendre la mesure de la stabilité et du développement de la Biélorussie. Avec des routes d'excellente qualité, une propreté que peut lui envier la Suisse, un niveau de sécurité qui fait que l'on peut se pro-

mener partout et à toute heure sans craindre d'être agressé, la Biélorussie est un exemple méconnu de pays européen normal, pacifique, sans le stress et l'hystérie qui explosent pour un oui ou pour un non dans d'autres parties de l'Europe. Ses adversaires ont donc tout intérêt à ce que cela ne se sache pas et que les Européens continuent à ignorer presque tout de ce pays. Le fait, par exemple, que lors de la pandémie de covid le gouvernement biélorusse n'a décrété aucun confinement ni imposé quoi que ce soit à sa population, ce qui a permis à l'économie de continuer à fonctionner normalement, chacun étant par ailleurs libre de porter ou non un masque et de se faire vacciner ou pas. Ce qui n'a pas empêché la Biélorussie d'enregistrer l'un des taux de mortalité par covid les plus bas du monde… (1)



Outre la beauté de ses paysages et une nature largement préservée, la Biélorussie offre aux visiteurs des aliments d'excellente qualité, des activités culturelles omniprésentes et la possibilité de se déplacer à peu de frais, puisque le litre d'essence ne coûte qu'environ 80 centimes d'euro, le prix le plus bas d'Europe. En outre, les ressortissants des pays occidentaux peuvent entrer librement sans visa pour une durée d'un mois et circuler librement dans le pays, alors que l'Union européenne fait tout pour empêcher l'entrée des citoyens biélorusses sur son territoire. Si l'on ajoute à cela que la Biélorussie ne censure aucune chaîne audiovisuelle étrangère, alors que les télévisions russes et biélorusses sont bannies de l'UE, on constate que le « monde libre » n'est vraiment pas celui qu'on pourrait croire. Le grand mérite du président Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis 1993, est d'avoir maintenu, envers et contre tous, la souveraineté de son pays, malgré les liens étroits et privilégiés avec la grande sœur slave qu'est la Fédération de Russie. Dès le début, son gouvernement a eu l'intelligence de ne pas jeter le bébé socialiste avec l'eau du bain soviétique. Comme a pu le dire le militant révolutionnaire et ingénieur en électronique suisse Marcel Gerber, qui s'est rendu près de 30 fois à Minsk dans le cadre de son travail, la Biélorussie est vouée aux gémonies occidentales du fait qu'elle est le seul État issu de l'ex-URSS à ne pas avoir été « démocratisé » par un passage brutal au capitalisme…



En cette année de tous les dangers pour la paix dans le monde, la Biélorussie, membre à part entière de l'Union économique eurasiatique, de l'Organisation de coopération de Shanghai et bientôt des BRICS, ne dévie pas de son cap et compense l'ostracisme de l'Occident à son égard par le développement de relations économiques et politiques avec toutes les puissances qui comptent au sein du Sud global, notamment en Asie et en Afrique. Cette confiance en soi et dans l'avenir explique sans doute la sérénité qui règne au pays des bisons et des cigognes, symboles nationaux de cette Biélorussie qui mérite d'être découverte.

Philippe STROOT, 22 juillet 2026 (Investig'Action)

Note :

1.Le système de santé biélorusse est salué par l'Observatoire européen des systèmes et politiques de santé. Le pays dispose du plus grand nombre de lits d'hôpitaux par habitant d'Europe : 113 pour 10 000 habitants en 2014, contre 64 en France ou 31 en Espagne. (Chiffres de 2019).

Amérique latine : la droite atroce de l'écran



Le vote pour les droites n'était pas un vote idéologique en Amérique latine. C'était une expression de punition et de frustration. C'est précisément pour cela qu'il peut être inversé.

De 2023 à mi-2026, quatorze élections présidentielles ont eu lieu en Amérique latine et dans les Caraïbes. Sur ces élections, onze ont été remportées par l'une ou l'autre des deux formes qu'emprunte la droite réactionnaire régionale depuis la deuxième décennie du siècle actuel. Seuls dans trois pays des mandataires progressistes ont été élus : Claudia Sheinbaum au Mexique, Bernardo Arévalo au Guatemala et Yamandú Orsi en Uruguay. Mais seuls dans deux cas on a observé des continuités politiques : l'Équateur et le Mexique. Pour le reste, les électorats ont sanctionné les candidats des partis au pouvoir. Le « vote sanction » s'est imposé, au cours de la dernière décennie, comme une habitude dans les processus électoraux latino-américains et caribéens.

Une typologie des deux droites qui se rattachent aux vents trumpistes inclut les sécuritaires, dont le plus grand représentant est le Salvadorien Nayib Bukele – une matrice que l'on retrouve également chez la Costaricienne Laura Fernández et le Chilien José Antonio Kast –, et la droite liberticide, incarnée par Javier Milei et par Abelardo de la Espriella. Le premier définit son ennemi comme étant le criminel et utilise l'appareil d'État pour concentrer le pouvoir en échange de la garantie de la sécurité physique. Dans le cas du mandataire argentin, l'ennemi déclaré est l'État et la caste politique qui le représente (pourvu qu'elle ne soit pas de son parti). Les autres présidents de droite fluctuent dans l'intervalle existant entre ces deux modèles, selon les convenances du moment et les ordres reçus du Département d'État américain.

Les causes structurelles de l'élection de candidats sécuritaires et liberticides ne sont pas liées à une supposée droitisation culturelle de la société. Elles sont plutôt liées à une sanction électorale connectée à l'incapacité de transformer les structures productives de leurs économies respectives, qui ont fini par être vulnérables aux sanctions impériales, aux chutes des prix internationaux des matières premières et à la pression des marchés financiers internationaux. Les crises inflationnistes ont également favorisé ce dénouement.

Les gouvernements progressistes n'ont pas réussi à diversifier la matrice productive, n'ont pas brisé l'inertie spéculative, n'ont pas défié des organismes multilatéraux comme le FMI et ne se sont pas risqués à accumuler du pouvoir par la mobilisation des travailleurs dans les rues. Un autre des facteurs structurels ayant contribué à l'affaiblissement fut, sans aucun doute, le malaise causé par la pandémie, qui a débouché sur une culpabilisation générique des acteurs politiques de l'époque, majoritairement articulés dans ce que l'on a appelé la deuxième vague progressiste.

Une autre des raisons structurelles de l'avancée réactionnaire peut être attribuée à la crise interne des partis de l'arc émancipateur, qui ont dilapidé leur crédibilité par manque d'unité interne et en adoptant des profils identifiables à des gestionnaires éduqués des crises : défenseurs du consensus et du dialogue et, en même temps, garants de l'immuabilité du système. L'abandon du profil désobéissant et son remplacement par une docilité bureaucratique ont privé de souffle transformateur ceux qui sont les seuls moteurs du changement : les travailleurs mobilisés, le seul acteur que les secteurs dominants craignent et respectent.

L'insécurité, le crime organisé lié aux gangs et le narcotrafic apparaissent comme d'autres causes structurelles. La destruction de l'État-providence, l'informalité croissante issue de la désindustrialisation, l'abandon des secteurs les plus vulnérables et la légitimation de la violence comme solution aux conflits contribuent à cette réalité brutale.

La perte de la culture du travail, la connivence des organismes de sécurité avec les groupes criminels et le commerce du narcotrafic, qui gonfle les comptes des refuges fiscaux, font le reste. Les discours réactionnaires se remplissent la bouche de balles. Et sur ce terrain, ils sont communicativement efficaces parce que ceux qui souffrent le plus de la violence sont, justement, les travailleurs. Si les progressismes continuent d'éluder cette dimension tactique et d'accorder aux droites le monopole de la défense de la vie, il sera difficile de répondre aux demandes quotidiennes de ceux qui vivent, jour après jour, dans la peur dans les quartiers populaires.

Au Chili, le néofasciste José Antonio Kast a construit sa campagne autour de la sécurité et a laissé de côté le débat économique. Au Pérou, Keiko Fujimori, et au Costa Rica, Laura Fernández, ont électoralement profité de la panique qui règne dans les villes. Le modèle Bukele, qui a inclus la persécution des gangs et la construction d'une méga-prison, a réussi à faire passer un taux de 104 homicides pour 100 000 habitants en 2024 à l'actuel de 1,3, faisant du Salvador le pays le plus sûr d'Amérique latine. Le fait que cette réduction ait été basée sur une répression généralisée et la suspension des garanties constitutionnelles n'empêche pas de constater l'énorme importance qu'a ce sujet pour la région.

Une autre dimension transversale est la dimension générationnelle, liée à un besoin ancestral des jeunes de s'associer à des postures antisystème. Le manque de transmission intergénérationnelle et l'absence d'une conscience critique anticoloniale étendue ont transformé une frange importante de jeunes en « rebelles de droite ». Ce collectif n'a pas été traversé par les dictatures génocidaires du siècle dernier : il a été traversé par la frustration pandémique et la stagnation économique postérieure à la crise de 2008.

Cette position générationnelle était, de plus, contemporaine de l'expansion des réseaux sociaux, de la micro-segmentation par algorithmes et de la manipulation électorale – Cambridge Analytica hier, le Jumeau numérique aujourd'hui –, qui brisent le discours programmatique et offrent des messages émotionnels et viralissables, avec de fausses nouvelles et des appels aux peurs latentes de la société. Cette disponibilité générationnelle a été utilisée par les centres médiatiques du pouvoir global pour articuler leurs think tanks avec l'écosystème des réseaux et l'intelligence artificielle.

Instagram, TikTok, X/Twitter et YouTube sont devenus l'infrastructure de virilisation des messages « iconoclastes » de droite, face à un schéma politique circonspect. De plus, ces vecteurs communicationnels se sont auto-alimentés avec les supports médiatiques locaux, contrôlés par les usines de la culture impériale. Fidèle à cette structuration, une partie de l'électorat s'est laissé séduire par ces chevaux de Troie.

L'ingérence brutale de Trump, la croissance de la théologie de la prospérité – soutenue par Dante Gebel – et le nouveau (dés)ordre global s'ajoutent comme causalités de ce cauchemar. Cependant, on ne peut pas occulter la décomposition politique qui a caractérisé la deuxième vague progressiste : les luttes fratricides au sein du MAS en Bolivie ; les querelles internes entre le président et la vice-présidente en Argentine, entre 2019 et 2023 ; et la trahison de Lenín Moreno en Équateur ont contribué de manière décisive à dilapider le capital politique. Le vote pour les droites n'était pas un vote idéologique, comme l'expose la dernière étude régionale du Latinobarómetro. C'était une expression de punition et de frustration. C'est précisément pour cela qu'il peut être inversé.

https://www.lahaine.org/mundo.php/la-derecha-atroz-de-la-pantalla

Jorge ELBAUM (legrandsoir)
01/2026 Narco Rubio (Pagina12)



Dossier : le pétrole vénézuélien

Le 28 août, Donald Trump a annoncé sur Truth Social « le plus grand accord pétrolier de l'histoire mondiale », assurant que les États-Unis prenaient le contrôle majoritaire de plus de 65 milliards de barils vénézuéliens « sans aucun coût pour le contribuable américain ». Vingt-quatre heures plus tard, Delcy Rodríguez, présidente par intérim depuis que l'armée américaine a capturé Nicolás Maduro dans la nuit du 3 janvier, a pris la parole solennellement – *cadena nacional* – sur VTV pour dire presque le contraire. Elle a parlé d'un projet binational de vingt-cinq ans, d'une souveraineté intacte, et elle a justifié le tout par une évidence qu'elle voulait imparable. « Ça ne sert à rien d'avoir des réserves sous terre. » Lundi soir, la Maison-Blanche a publié une fiche détaillée. Les deux capitales, quatre jours après l'annonce, ne décrivent toujours pas le même contrat.

Ce que Washington a mis par écrit porte un nom, North American Blue Energy Partners, déjà deuxième opérateur du pays derrière Chevron et propriété de l'homme d'affaires Alejandro Betancourt. Selon la note américaine, Caracas lui concède dix-sept champs pour cent ans, soit 65 milliards de barils de réserves prouvées dont une partie appartenait jusqu'ici à des sociétés russes ou chinoises. En échange, NABEP cède 35 % du capital de sa maison mère à l'Office of Strategic Capital du Pentagone, tandis que le Département d'État obtient un droit d'achat à prix de revient sur 20 % de la production et un droit de premier refus sur le reste. La majorité du conseil d'administration devra être composée de citoyens américains, Washington gardera un droit de veto, et le tout sera régi par le droit américain devant des tribunaux américains. Betancourt promet 100 milliards de dollars d'infrastructures. Les signataires, côté États-Unis, sont Marco Rubio et Pete Hegseth. Le chef d'entreprise a salué un pays « béni par l'abondance de ressources naturelles, des gens travailleurs et un potentiel inexploité », et dit que l'accord allait « libérer ce potentiel, pour le plus grand bénéfice des Vénézuéliens comme des Américains ».

À Caracas, Rodríguez a décrit samedi un projet de vingt-cinq ans portant sur les mêmes dix-sept champs, avec un objectif de plus de 1,5 million de barils par jour et, à 65 dollars le baril, 209 milliards de dollars de recettes pour l'État, soit environ 19 dollars par baril. Elle a insisté sur huit blocs « verts », jamais développés, dans la Faja del Orinoco, avec des redevances d'au moins 16 % et un impôt sur le revenu de 34 %, contre 1 % seulement lors de l'Apertura des années 1990. El País Amérique a relevé qu'elle écartait explici-

tement les cent ans. La Maison-Blanche les a réinscrits dans sa note quarante-huit heures plus tard. « Il y a une chose qui doit rester absolument claire, a-t-elle dit. Le Venezuela conserve la propriété et la souveraineté sur ses ressources. » Elle a ajouté, comme on referme un argumentaire, que « les bénéfices se perdent de vue ».

Les deux versions peuvent coexister sur le papier, une concession privée de cent ans accordée à NABEP et un cadre politique de vingt-cinq ans dont Caracas a besoin pour vendre l'accord à sa population. Elles peuvent aussi se contredire. Le contrat, lui, n'a pas été publié.

La géographie, d'abord, impose sa propre lecture. Le Venezuela revendique les plus grandes réserves prouvées du monde, autour de 300 milliards de barils, et les 65 milliards du pacte en représentent environ un cinquième, répartis entre deux théâtres qui n'ont presque rien de commun.

Au sud-est s'étend la Faja petrolífera del Orinoco, cet extra-lourd qu'il faut diluer, upgrader, puis pousser par oléoduc jusqu'au terminal José, sur la mer des Caraïbes. Elle se découpe en quatre grands blocs d'ouest en est, Boyacá, Junín, Ayacucho et Carabobo. Dès 2009, l'USGS y voyait plusieurs centaines de milliards de barils techniquement récupérables. En juillet 2026, selon les chiffres de l'industrie, la ceinture produisait autour de 595 000 barils par jour. C'est là que Rodríguez situe les huit « greenfields ». La carte de l'USGS (ci-dessous) dessine cette bande en bleu, à l'intérieur du bassin de l'Est vénézuélien, en rouge, et le schéma n'a pas changé depuis vingt ans. On extrait dans la Faja, on dilue, on envoie au nord. Le projet historique Sincor (deuxième carte), mené par PDVSA, Total et Statoil, avec son tracé en pointillé jusqu'à José, reste le couloir que le pacte promet de réactiver.





À l'ouest, l'autre poumon est constitué par le bassin de Maracaibo (carte ci-dessous), lac compris, avec ses champs matures du Zulia, Cabimas, ses fuites et son réseau fatigué. Reuters situait une partie des dix-sept champs ici, l'autre dans l'Orénoque. Le pétrole lourd de la Faja n'est pas le brut du lac, et les raffineries du Golfe du Mexique savent le traiter, ce qui explique que Trump reçoive les raffineurs américains ce mardi à la Maison-Blanche. Le gallon d'essence tourne aux États-Unis autour de 4 dollars, poussé par la guerre avec l'Iran. Interrogé sur une baisse rapide, le président a répondu que « ça pourrait prendre un peu de temps », avant d'ajouter que même « deux ans, c'est une période courte ». Amy Myers Jaffe, de l'université de New York, a dit à l'Associated Press l'essentiel. Utile à long terme, a-t-elle jugé, mais « ça ne changera rien au prix de l'essence à la pompe pour le week-end de Labor Day ». Global Energy Monitor rappelle qu'un champ neuf peut mettre quinze ans à produire, et Reuters chiffre la production vénézuélienne actuelle à environ 1,25 million de barils par jour, très loin du potentiel après des années de sous-investissement, de sanctions et de gestion PDVSA.



Cependant, le contrat n'est pas seulement un contrat d'hydrocarbures. Il lie Trump à Rodríguez. Pour Washington, c'est de l'huile à bas prix, des réserves stratégiques au plus bas depuis quarante ans, et un levier dans l'hémisphère. La Maison-Blanche a parlé de Doctrine Monroe et de champs de pétrole repris à la Russie et à la Chine, tandis que Xinhua reprenait le communiqué de Caracas presque mot pour mot, en rappelant le raid du 3 janvier. Pour Rodríguez, c'est de l'oxygène. Impopulaire et non élue, elle a besoin d'une rentrée d'argent et d'un tuteur américain qui n'a aucun intérêt à la lâcher trop tôt. Indira Urbaneja, chaviste, a écrit samedi qu'il fallait « du calme et de la prudence », que « tout va s'améliorer », que « ce sont des temps politiques nouveaux » et « des temps économiques nouveaux », et qu'il suffisait que « cette richesse se voie dans les poches des gens ». « Ensuite, a-t-elle ajouté, nous aurons le chavisme pour mille ans. » Puis, pour qu'il n'y ait aucun doute. « Le chavisme gagnera la prochaine présidentielle dans deux ans. » Le fils de Maduro a relayé l'accord. María Corina Machado, prix Nobel de la paix, a été tenue hors de la négociation.

Samedi, des manifestations ont eu lieu à Caracas. Les opposants parlent de braderie, et les chavistes durs aussi, Rafael Ramírez, ancien tsar du pétrole, est parmi les plus virulents. Ricardo Hausmann, ancien ministre du Plan, a jugé l'accord « honteux », dénué de légitimité constitutionnelle, et dit qu'« aucune grande compagnie pétrolière américaine ne le prendra au sérieux ». L'article 12 de la Constitution vénézuélienne réserve les hydrocarbures à la République. Le sénateur démocrate Jack Reed, de la commission des forces armées, a dénoncé « un abus de pouvoir évident et un détournement de l'argent du contribuable », l'armée américaine transformée en investisseur pétrolier. Benjamin Gedan, du Stimson Center, qui a dirigé le bureau Amérique du Sud au Conseil de sécurité nationale sous Obama, le formule autrement. L'intervention de janvier pouvait encore se vendre comme un geste contre un régime. Avec ce pacte, « il devient difficile d'argumenter que Trump n'était pas d'abord motivé par le pétrole ».

Les chiffres, eux, restent mous. Rodríguez a précisé samedi que les 209 milliards de recettes étaient calculés à 65 dollars le baril, soit 19 dollars pour Caracas par baril, et non 3,30 comme le déduisait l'économiste Francisco Rodríguez à partir des premières fuites. Les 100 milliards d'investissement sont promis par Betancourt, pas encore déboursés. Le 1,5 million de barils par jour est un objectif, pas un débit. La durée est de vingt-cinq ans à Caracas et de cent ans à Washington. Les noms des dix-sept champs n'ont pas été confirmés. La ratification, côté vénézuélien, passerait par une Assemblée nationale de 2025 présidée par Jorge Rodríguez, frère de Delcy, dont la légitimité reste contestée.

Ce qui change vraiment, c'est le rôle du pétrole. Il n'est plus un levier contre Washington. Il est le lien. Tant que ce lien tient, une élection qui aboutirait au départ de Rodríguez n'est pas, pour Trump, une priorité.

L'ÉQUIPE DE VEILLE STRATÉGIQUE
2 septembre 2026

Références :

- Reuters, « Trump says US is taking partial control of Venezuela's vast oil reserves » (28 août)
- Reuters, « Venezuela's interim president says US energy deal will last 25 years » (29-30 août)
- AP, « Trump says US has entered deal with Venezuela to take control of 65 billion barrels »
- NBC News / AP, « White House provides details on Venezuela oil deal » (NABEP, 31 août)
- Anadolu, « US secures 100-year concessions in Venezuela oil deal, White House »
- Al Jazeera, « White House unveils more details of Trump's Venezuela oil deal » (1er sept.)
- El País, « The oil pact, the deal that ties Trump and Delcy Rodríguez together »
- El País América, Rodríguez insiste sur la souveraineté et écarte les 100 ans
- The Guardian, Rodríguez dit que l'accord avec Trump a « des bénéfices sans fin »
- BBC Mundo, « En qué consiste el "mayor acuerdo petrolero de la historia" »
- CBS News, « Will Trump's Venezuela oil deal lower U.S. gas prices? »
- ABC News, « Reality check, little immediate impact on US gas prices »
- NPR, « Trump says U.S. has entered deal to take control of 65 billion barrels »
- Cadena nationale de Delcy Rodríguez, 29 août (YouTube / Alba Ciudad)
- Alba Ciudad, allocution et transcription du 29 août
- MPPRE, « Presidenta Delcy Rodríguez se dirige al país » (29 août)
- teleSUR, le Venezuela conserve souveraineté et propriété
- Xinhua, « Venezuela announces oil deal with U.S. »
- ABC News (vidéo), « Trump announces US-Venezuela oil deal »
- CBS News (vidéo), pourquoi l'essence ne baissera pas tout de suite
- RTVE, Rodríguez fixe une vigencia de 25 ans

Venezuela : que les bouches s'ouvrent !



Venezuela, il faut organiser le soutien à la résistance et défendre la souveraineté nationale, refuser la mise sous tutelle. « Le Venezuela doit redevenir le Venezuela ».

« Tout peut se négocier, sauf les principes » (Fidel Castro)

À l'évidence on ne comprend pas ce qui est en train de se jouer et se passer au Venezuela et en Amérique Latine. Or, on ne peut dissocier les évènements au Venezuela de la longue liste des défaites successives enregistrés par la « gauche » ces derniers mois en Amérique Latine avec non pas le retour de la droite, mais avec l'arrivée de l'extrême droite fascisante, poussée en avant et financée par Trump et l'administration US, comme on vient encore de le voir en Colombie. On doit également tenir compte dans l'analyse de la situation internationale et du déclin occidental qui s'accélère et s'illustre à travers la défaite politique et militaire de Trump, de l'état terroriste d'Israël et de l'Union Européenne dans le détroit d'Ormuz face à l'Iran.
Il nous faut admettre, qu'au Venezuela, il s'agit bien d'une recolonisation US, une doctrine Monroe appliquée aux conditions d'aujourd'hui. Cette stratégie porte un nom : « Strategie de Sécurité Nationale 2025 des États-Unis ». Il faut en tenir compte dans les analyses, d'autant qu'on voit bien à travers la situation présente combien chez des militants l'ignorance est patente. C'est là un problème qui réduit chez certains, la référence faîte fréquemment à l'impérialisme et à la lutte de classes à de la simple rhétorique.
Sur place au Venezuela l'écrivain de renom Luis Britto Garcia, l'ancien ambassadeur du Venezuela qui fût nommé au Conseil d'État par Hugo Chavez, les personnalités signataires du manifeste de Maracay ou encore Mario Silva, le disent avec éloquence, la souveraineté du Venezuela a non seulement été violée, elle a été subtilisée, confisquée. Depuis le 3 janvier 2026, le Venezuela est un pays sans souveraineté et placée sous tutelle. Sommes nous d'accord sur ce point ? Je dois avouer que quand je lis certains commentaires j'en doute, car si c'est le cas pourquoi ne pas en tirer les conséquences politiques, car il ne s'agit plus de soutenir le gouvernement « progressiste et chaviste » du Venezuela, il s'agit de soutenir la résistance populaire qui s'organise et s'affirme chaque jour.
Depuis le 3 janvier et après avoir fait place nette pour les multinationales US de l'industrie pétrolière les États-Unis ont pillé ou volé l'équivalent de 13 milliards de dollars au pays. J'a lu le témoignage d'une membre d'une « Communa », elle dit « si on ne soutient pas le gouvernement, on aura pas de financement ». Que d'illusions pour justifier qu'il faudrait attendre. Mais attendre quoi ? Les Américains vont payer ce qu'ils volent ? Mais surtout comment accepter et justifier le chantage, les menaces et la répression à l'égard du peuple pour empêcher sa résistance ?
Par conséquent, le problème je dirai la contradiction principale se situe bien entre l'intérêt national du Venezuela, sa souveraineté et l'accaparement par les USA de tout un pays, ses richesses naturelles et son peuple. Comme le dit avec éloquence Luis Britto Garcia « le Venezuela doit réapprendre à être le Venezuela ». Il faut faire respecter les principes de souveraineté, de droit à l'autodétermination, d'intégrité territoriale et d'indépendance qui sont inscrits dans la Charte des Nations Unies et que soutenait le Venezuela de Chavez avec détermination.

Car comment fermer les yeux sur un gouvernement pourtant explicitement made in USA, qui abandonne à Washington le contrôle et la production de sa principale ressource naturelle, qui ne fait plus référence à la libération de Maduro et de Célia, qui coupe l'approvisionnement à Cuba, qui agit en permanence sur ordre de Washington, qui ouvre ses portes à l'armée terroriste de Tsahal et qui entend rétablir les relations diplomatiques avec Israël, qui condamne l'Iran, qui fait arrêter et livrer aux Américains l'ancien ministre proche de Maduro Alex Saab, qui a donné l'ordre de rentrer chez soi à ceux qui voulaient se battre la nuit du 3 janvier. Comment ne pas être indigné par ailleurs par cette nouvelle récente. Le milliardaire Mathieu Pigasse qui possède les médias pro « gauche » au sens très large et qui se félicite de ses bonnes relations avec la dirigeante socialiste Carole Delga la secrétaire générale de la CGT Sophie Binet et fait ouvertement « campagne » a été désigné pour restructurer la dette du Venezuela en lien avec Trump et Caracas.Le gouvernement vénézuélien a signé pour une commission colossale sur la restructuration de la dette par Pigasse (on parle de centaines de millions de dollars pour un pays en crise), même pour la Grèce on avait pas vu autant. En fait en vue des présidentielles françaises, beaucoup de choses se jouent la, car son appui sera crucial pour 2027 et Pigasse, l'homme de gauche, exigera retour sur investissement en cas d'élection. Soutien idéologique, de sociaux démocrates à sociaux démocrates.

Il faut faire la clarté, y compris dans nos propres rangs, ou on nous suggère de poursuivre de fermer les yeux. La naïveté ou la mauve foi à ce point c'est presque désarmant. Il faudrait se satisfaire de l'analyse sur commande de Kimberley Miller une sociologue US, doctorante de l'université de Floride dont on aimerait connaître qui finance l'organisation « Black alliance » qui avec une logorrhée de gauche nous explique que c'est quand même mieux sans respect des principes. Fidel Castro avait l'habitude de dire « Tout peut se négocier sauf les principes ».

Pour toutes ces raisons il y a urgence à s'exprimer sans détour si l'on veut prétendre à une crédibilité. Attendre l'arrivée hypothétique d'un nouvel ambassadeur du Venezuela ne résoudra rien d'autant qu'à Paris et Bruxelles on maintient les sanctions à l'égard de Caracas, il défendra la position officielle du nouveau gouvernement, ce qui d'ailleurs est son rôle. L'attendre et voir ne peut donc être que d'une utilité relative sauf à vouloir soutenir un pouvoir dont l'indépendance a été confisquée et qui dans l'état actuel des choses a renoncé à se battre.

Pour ma part, j'ai comme d'autres militants et amis du Venezuela soutenu l'idée qu'il s'agissait d'un repli tactique, l'essentiel étant la mobilisation populaire. Il y a aujourd'hui une évidence : nous n'en sommes plus là. C'est ainsi. Maintenant organisons la solidarité avec la résistance vénézuélienne qui se développe à travers les rassemblements, meetings, manifestations y compris dans les quartiers populaire, les Communas, chez les intellectuels, les fondateurs et dirigeants chavistes. En 2007, lors de son investiture pour un nouveau mandat Hugo Chavez Frias déclarait : « Nous sommes à un moment existentiel de la vie vénézuélienne. Nous avançons vers le socialisme, et rien ni personne ne pourra l'empêcher ». Soyons cohérents et fidèles à ce qu'il disait.

Jean Pierre PAGE
20 août 2026 (legrandsoir)

Étrange affaire : Washington préfère Delcy Rodríguez à Corina Machado au Venezuela.

Les États-Unis avaient autrefois soutenu María Corina Machado, qu'ils considéraient comme le visage du changement politique au Venezuela.



Aujourd'hui, Washington semble mieux s'entendre avec la présidente par intérim socialiste Delcy Rodríguez qu'avec son ancienne favorite. Ce revirement montre que la politique étrangère américaine a modifié son approche en matière de changement de régime.

Le gouvernement américain, sous la *présidence de Donald Trump*, a, comble de l'ironie, empêché la dirigeante de l'opposition *María Corina Machado* de retourner au Venezuela, dévasté par un tremblement de terre, allant même jusqu'à qualifier ses efforts de tentative de « coup d'État » politique. Cette évolution met en évidence le caractère imprévisible de la scène politique vénézuélienne à la mi-2026.
Machado, figure de proue de l'opposition vénézuélienne, a remporté le prix Nobel de la paix 2025 au milieu d'une polémique et l'a ensuite symboliquement remis à Trump. Elle mène depuis longtemps une lutte active contre le chavisme, notamment en ayant participé à la tentative de coup d'État de 2002 contre Hugo Chávez. Disqualifiée de la course à la présidence de 2024, elle a vécu dans la clandestinité, a fui le Venezuela fin 2025 pour recevoir son prix Nobel et s'est engagée en octobre 2025 à privatiser le secteur pétrolier du pays, promettant que les entreprises américaines « gagneraient beaucoup d'argent ». Elle a longtemps été considérée comme la candidate préférée de Washington pour imposer une « transition » à Caracas.
Ses tentatives de retour après les tremblements de terre de juin, qui ont fait plus de 4 000 morts, ont toutefois été bloquées. Elle a tenté de prendre un vol depuis la Virginie vers Curaçao pour rejoindre le Venezuela, mais les autorités néerlandaises lui ont refusé l'entrée après que les États-Unis eurent refusé leur soutien. Une tentative ultérieure depuis le Panama a également échoué en raison d'une ingérence américaine présumée, bien que Trump l'ait niée.
Les responsables américains ont qualifié cette initiative d'opportunisme politique « grotesque » et de manœuvre visant à détourner l'attention des efforts de relance. Une personnalité de haut rang aurait demandé si le fait de soutenir son retour signifiait que les États-Unis l'installaient « au pouvoir ». Il s'avère que l'administration Trump a mis l'accent sur la « stabilité » sous la présidence par intérim de Delcy Rodríguez, et a donné la priorité à une aide coordonnée plutôt qu'au retour des membres de l'opposition. Il semblerait que le don de sa médaille Nobel à Trump par Machado n'ait pas réussi à influencer cette décision.
On se souviendra que l'instabilité de ce pays d'Amérique du Sud a des racines profondes. Depuis la révolution d'*Hugo Chávez*, l'opposition vénézuélienne oscille depuis des années entre participation aux élections et boycott de celles-ci. Par exemple, lors des élections de 2024, Nicolás Maduro a été déclaré vainqueur au milieu de controverses, tandis que l'opposition soutenait *Edmundo González Urrutia*. Même après l'imbroglio précédent autour de *Juan Guaidó*, une partie de l'opposition vénézuélienne a fini par reconnaître la présidence de Maduro dès 2021. Les sanctions de Washington ont alors eu un impact sur les difficultés économiques résultant de la chute des cours du pétrole et d'une mauvaise gestion.
La situation a radicalement changé en janvier 2026, lors d'un enlèvement présidentiel sans précédent, lorsque les forces américaines ont capturé Maduro, qui fait désormais l'objet de poursuites aux États-Unis.

Delcy Rodríguez, figure chaviste de longue date et ancienne vice-présidente, a pris les fonctions de présidente par intérim. Son passé d'alliée clé de Maduro et de diplomate chevronnée l'a placée au cœur des efforts visant à stabiliser le pays sous la pression extérieure.

Cela crée en soi un alignement étrange : les États-Unis, qui ont longtemps soutenu Machado en tant que figure de proue de l'opposition prônant des sanctions plus sévères et la privatisation des actifs pétroliers au profit des entreprises occidentales, semblent désormais « préférer » Rodríguez.

Machado a, après tout, longtemps cultivé un soutien bipartisan à Washington, rencontrant des responsables et faisant pression pour obtenir une intervention internationale. Sa stratégie s'est fortement appuyée sur un soutien extérieur, c'est le moins qu'on puisse dire. Pourtant, les responsables de l'administration Trump, y compris l'entourage de Rubio, ont jugé que le moment était mal choisi et ont bloqué ses initiatives.

Cela renforce l'impression que Machado est davantage un atout ou une alliée de Washington qu'un acteur indépendant. Elle consulte les autorités américaines avant toute initiative majeure, et Washington attend d'elle qu'elle coopère, même s'il la considère désormais comme un facteur de déstabilisation potentiel.

Le fait est que Washington a changé de tactique : plutôt que de procéder à un changement de régime classique visant à mettre en place une alternative « démocratique » pro-américaine, il a écarté Maduro tout en préservant la structure existante sous Rodríguez. Cette approche privilégie « l'ordre », les flux pétroliers, la gestion des migrations et la lutte contre les (autres) influences extérieures, sans pour autant procéder à une refonte complète du système, pour ainsi dire. Rodríguez a ainsi adopté une attitude « pragmatique » vis-à-vis des intérêts énergétiques étrangers (manifestement menacés), et a même fait preuve de revirements idéologiques, comme en témoigne sa tentative de renouer des relations avec Israël – un écart notable par rapport aux positions bolivariennes traditionnelles.

Cette « convergence d'intérêts », née sous la contrainte à la suite de la capture de Maduro, marque une rupture avec les modèles d'« exportation de la démocratie » de l'après-guerre froide. Il s'agit d'une décapitation du pouvoir associée à la préservation du régime – à condition que les successeurs agissent dans des limites acceptables, du point de vue américain. La superpuissance américaine semble avoir tenté une démarche similaire, sans succès jusqu'à présent, en Iran : maintenir le régime de l'ayatollah, tout en essayant de lui imposer le respect des objectifs ou des limites fixés par les États-Unis – on se souviendra que Trump avait initialement déclaré que le remplacement de l'ayatollah Khamenei (assassiné) par son fils constituait un « changement de régime » suffisant.

Le cas de Machado laisse donc entrevoir ce qui pourrait être un nouveau modus operandi en train de se mettre en place : transformer les régimes ennemis en États clients (tout en leur permettant de survivre politiquement) par le biais de moyens de pression coercitifs, d'assassinats ciblés ou d'enlèvements, et d'une intimidation générale.

De cette manière, Machado a en fait été mise à l'écart en tant que plan de secours : pour l'instant, elle fait office de remplaçante inutilisée sur le terrain, qui pourrait s'avérer utile pour exercer des pressions ultérieurement, mais qui est mise de côté lorsque la stabilité immédiate sert des objectifs plus larges.

Cela explique pourquoi Delcy Rodríguez, la dirigeante socialiste par intérim, semble désormais plus alignée sur les préférences actuelles des États-Unis que l'icône néolibérale de l'opposition. Le Venezuela reste en tout état de cause instable et imprévisible.

D'une manière cynique, les besoins humanitaires suite au séisme offrent des opportunités à tous les acteurs impliqués (théories du complot mises à part) : cela permet à Rodríguez de démontrer son contrôle, à Machado de politiser la crise, et à Washington de renforcer de plus en plus son influence sur le pays. La capture relativement rapide de Maduro laissait déjà entrevoir une infiltration importante ou des faiblesses internes au sein des forces de sécurité – sans parler d'un certain degré de corruption.

Quoi qu'il en soit, la dynamique favorise pour l'instant une continuité contrôlée plutôt qu'un bouleversement. Pourtant, cet équilibre comporte d'énormes risques. Il reste à voir dans quelle mesure Delcy Rodríguez fait preuve d'une forme de pragmatisme sous la menace ou d'un collaborationnisme pur et simple. Sa position reste en tout cas fragile, vulnérable aux contestations internes ou à de nouvelles pressions extérieures. L'exil et la frustration de Machado pourraient alimenter de futures manœuvres de l'opposition. De plus, les répercussions régionales, comme on l'a vu lors des précédentes élections sud-américaines, se poursuivent.

Avec le néo-monroisme renouvelé de Trump sous l'égide de Rubio, Washington semble déterminé à mettre l'Amérique latine à feu et à sang, le Brésil lui-même étant une cible potentielle. Les contradictions au Venezuela ne font qu'ajouter de l'huile sur le feu.

Uriel ARAUJO
Mondialisation.ca, 14 juillet 2026

Article original en anglais :
Strange Case of Washington Favoring Delcy Rodriguez Over Corina Machado in Venezuela
L'article en anglais a été publié initialement sur InfoBrics
Traduit par Mondialisation.ca
Image en vedette via InfoBrics.
*

Uriel Araujo : *Titulaire d'un doctorat (Ph.D.) en anthropologie, il est un spécialiste des sciences sociales spécialisé dans les conflits ethniques et religieux, et a mené de nombreuses recherches sur les dynamiques géopolitiques et les interactions culturelles. Il contribue régulièrement à Global Research et Mondialisation.ca..*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Uriel Araujo, Mondialisation.ca, 2026

La supercherie de la productivité - le cas du Portugal



La dernière attaque en date contre les droits et les garanties des travailleurs a été menée par l'actuel gouvernement de Luís Montenegro, par le biais d'un projet de loi (le « paquet de mesures sur le travail ») qui a été rejeté dans la rue, lors d'une grève générale, ainsi qu'au Parlement le 19 juin. Cependant, la bataille n'est pas encore gagnée. Les tentatives se poursuivent pour faire adopter des lois isolées qui, mises bout à bout, finiraient par équivaloir à la défunte réforme du travail. L'un des arguments avancés par les bourreaux des travailleurs pour promouvoir la « nécessité » de réviser la législation du travail concerne le manque de compétitivité de l'économie portugaise et le faible niveau de productivité nationale. Ce sont là des arguments fallacieux qu'il faut démanteler.

Depuis des temps immémoriaux, les patrons font peser sur les salariés le spectre de la productivité. Dans la pratique, la productivité n'est jamais expliquée comme il se doit, mais dans le discours officiel, elle sert à justifier la suppression des droits et des avantages sociaux des travailleurs.
Le concept de productivité peut faire référence au rendement tiré des facteurs de production, tels que le travail, le capital ou les machines utilisées, mais la plupart du temps, ce sont la productivité du travail que les employeurs et leurs représentants évoquent. Or, ce sont les travailleurs qui travaillent ; par conséquent, laissent-ils entendre, la productivité dépend des travailleurs, elle relève de la responsabilité de ceux qui travaillent – et en aucun cas de celle de ceux qui dirigent le processus de production, à savoir les patrons et leurs dirigeants.

Une fois de plus, le patronat et ses représentants, notamment une grande partie des députés du Parlement, veulent nous convaincre que la faible compétitivité de l'économie nationale est la faute des salariés. Sous ce prétexte, des modifications successives de la législation du travail ont réduit les droits, les acquis sociaux et les rémunérations des salariés. La proposition, désormais abandonnée, d'un nouveau « paquet de mesures sur le travail » visait à pousser ce processus à l'extrême.
Or, comme le bien-être général et la possibilité de répartir et de redistribuer les revenus dépendent en partie de la compétitivité et de la productivité de chaque zone économique, certains travailleurs sont tentés d'adhérer à cet argument. Il s'agit pourtant d'une énorme supercherie.

Comment calcule-t-on la productivité ?
Le calcul de la productivité du travail habituellement utilisé mesure le rapport entre la valeur ajoutée (par les travailleurs) aux biens et services produits et le nombre de travailleurs qui les ont produits.
Une autre méthode de calcul mesure la productivité non plus par travailleur, mais par heure de travail : il s'agit du rapport entre la valeur ajoutée [1] totale et le total des heures de travail vivant [2] consacrées à leur production.
Les formules sont relativement simples :
Productivité par salarié = valeur ajoutée totale / nombre de salariés ;
ou encore
Productivité par heure = valeur ajoutée totale / total des heures de travail vivant de tous les salariés.

L'économie officielle utilise également d'autres concepts de productivité, par exemple la « productivité du capital fixe ». Le capital fixe est le travail qui, lorsqu'il était vivant, a été investi dans la production, le transport et la vente des machines et des matières premières qui ont été consommées au cours du processus de production. La valeur du capital fixe est intégralement transférée aux produits au fil de plusieurs cycles de production (« amortie »).
Cependant, le concept central de productivité dont on débat dans l'opinion publique est celui de la productivité du travail. Les défenseurs du patronat déplorent, par exemple, qu'au Portugal, un même nombre de travailleurs produise moins de voitures que, disons, en Allemagne. Ou, si ce n'est pas moins de voitures en nombre absolu, en tout cas moins de recettes globales issues de la vente des voitures produites (car les modèles produits sont moins chers, supposons-le).
S'il est vrai que la main-d'œuvre est l'un des « facteurs de production », il n'en reste pas moins que, dans le régime capitaliste de propriété privée des moyens de production, la quantité, la qualité et l'organisation de la main-d'œuvre, des moyens intermédiaires de production et des processus de travail ne dépendent pas des salariés. Elles dépendent des propriétaires de l'entreprise, directement ou par l'intermédiaire des dirigeants (c'est-à-dire les représentants directs du patron ou des actionnaires).
La productivité de l'entreprise dépend donc, en première et dernière analyse, du patronat ; les travailleurs n'y sont absolument pour rien. Comment donc leur imputer des responsabilités quant au niveau de productivité d'une entreprise et, par extension, de l'économie nationale ?
Si l'on se réfère aux statistiques d'Eurostat pour comparer les 27 pays de l'Union européenne (UE) en 2024, on constate que la productivité par salarié au Portugal équivaut à environ 67 % de la moyenne européenne : elle se situe au niveau de la Slovénie, de la Lituanie, de l'Estonie et de la Tchéquie ; et elle est environ 3,7 fois inférieure à celle de l'Irlande.
La même source nous indique qu'en 2023, la rémunération horaire moyenne des travailleurs portugais (14,8 euros/heure) représentait la moitié de la moyenne européenne, soit 2,6 fois moins que celle des Irlandais et 3,2 fois moins que celle des Belges.
On apprend également que le nombre moyen d'heures travaillées au Portugal s'élevait à 1 909 heures par salarié, alors que la moyenne européenne est de 1 608 heures. Nous sommes donc, contrairement à ce que laissent entendre les patrons et l'ensemble de la droite politique, des « champions du travail » en Europe, aux côtés de la Croatie, de la Grèce, de la Pologne et de la Macédoine du Nord.
Le simple fait qu'il faille travailler davantage au Portugal pour atteindre seulement les deux tiers de la productivité moyenne européenne par salarié suggère d'emblée qu'il y a un problème au Portugal en matière d'organisation du travail et d'investissement productif. D'ailleurs, il est bien connu que l'écrasante majorité des patrons/dirigeants portugais sont « bêtes » – leurs qualifications techniques ou universitaires étant généralement inférieures à celles de leurs employés – et qu'ils n'aiment guère investir du capital dans le progrès technique, et donc dans la productivité de l'entreprise, préférant acheter des maisons, des voitures et autres jouets. En consultant la même source, on constate que l'investissement productif est en baisse significative au Portugal depuis 2015, et qu'il est retombé en 2023 aux niveaux de 2003. Il n'est donc pas étonnant que le gouvernement soit si préoccupé par la productivité.

Cependant, puisque ce sont les propriétaires/dirigeants qui contrôlent l'investissement, les méthodes de travail et les moyens de production, les salariés, quel que soit le nombre d'heures qu'ils travaillent, ne parviendront jamais à contribuer à l'amélioration de la productivité – et, par ricochet, à la compétitivité tant convoitée de l'économie nationale.
Dans ces conditions, le seul moyen d'augmenter les bénéfices des patrons consiste à diminuer la rémunération des salariés, à allonger les horaires de travail (sans augmenter le salaire), à réduire les temps de repos et les congés, etc. Autrement dit, faire payer aux travailleurs la paresse des patrons en matière de bonne organisation du travail et d'investissement productif. C'était notamment l'objectif du défunt paquet de mesures sur le travail rejeté par l'Assemblée de la République le 19 juin 2026.

Dangers potentiels des comparaisons de productivité

Il convient de noter que le concept de productivité expliqué ici n'épuise pas la question et n'est pas non plus comparable d'un point de vue historique. D'ailleurs, bon nombre des formules de l'économie officielle, outre qu'elles pèchent par leur trop grande abstraction, se préoccupent davantage du rendement de « l'économie » (c'est-à-dire des profits) que des intérêts des travailleurs et de la population en général. D'autre part, bon nombre des indicateurs officiels entrant dans le calcul de ces formules subissent des effets de composition qui ne sautent pas aux yeux. Ainsi, par exemple, il peut arriver que, durant une période de récession économique et de chômage élevé, comme ce fut le cas entre 2009 et 2015, on observe un pic soudain de productivité. Ce paradoxe résulte d'un fait qui n'apparaît pas dans le calcul de la productivité : les premiers emplois à disparaître sont souvent les moins qualifiés (et donc ceux qui génèrent le moins de valeur ajoutée par le travail), tandis que les travailleurs les plus qualifiés (et donc ceux qui génèrent le plus de valeur ajoutée) sont ceux qui résistent le mieux au chômage ; comme la formule de la productivité divise la valeur ajoutée par le travail par le nombre de travailleurs, le calcul qui en résulte montre une augmentation soudaine de la productivité, mais ne reflète pas la réalité vécue par la population.
On pourrait être tenté d'appliquer la notion de productivité du travail dès la préhistoire. Nous savons que nos ancêtres des cavernes devaient passer beaucoup de temps à frapper un morceau de pierre à coups de massue pour parvenir à fabriquer une petite hache. Grâce aux machines industrielles actuelles, une usine peut produire des milliers de petites haches en un temps de travail identique, celles-ci étant, on peut le supposer, plusieurs fois plus efficaces que les haches préhistoriques – il y a eu un gain non seulement quantitatif, mais aussi qualitatif. C'est pourquoi, même s'il n'est pas possible de mesurer rigoureusement et directement le bond de productivité entre une époque et une autre, il est facile de conclure qu'elle s'est multipliée par plusieurs milliers. Cette augmentation de la richesse produite par le travail nous permet, par exemple, d'affirmer que le vieillissement de la population – avec la diminution correspondante de la population en âge de travailler – ne constitue pas un véritable problème, à condition que le travail productif génère plus de richesse que par le passé et que la redistribution de cette richesse soit plus équitable et solidaire.
D'autre part, la logique du régime de production capitaliste est indifférente tant aux petites haches qu'à tout autre bien ou service. Ce qui l'intéresse, c'est de mesurer le chiffre d'affaires et les bénéfices qui en découlent. La question de productivité qui intéresse le plus le patronat est la suivante : combien de dollars par travailleur une économie donnée a-t-elle rapporté ? Peu importe qu'il s'agisse de produire des chars de combat, des petites haches ou des épingles, de boucher des trous ou d'en creuser. Ce qui importe, c'est la transformation d'une certaine valeur de capital initial investi dans des machines, des matières premières et des salaires en un capital de valeur supérieure à la fin du processus de production, et que cette valeur puisse être captée dans une large mesure par le patronat.
Le régime capitaliste consiste à prélever sur le travail d'autrui une partie de la valeur produite, au profit du propriétaire (processus que l'on appelle « exploitation capitaliste »). Nos lointains ancêtres n'avaient pas la moindre idée de ce que cela pouvait bien être. Ce qui les intéressait, c'était de tirer de la terre suffisamment de nourriture pour nourrir tout le monde (y compris les seigneurs, lorsqu'ils firent leur apparition) et un peu plus pour l'échanger contre d'autres biens de première nécessité – et non de multiplier l'argent. Ils se moquaient bien de la productivité et de la croissance économique en dollars, en euros ou en maravedis, ces obsessions exclusivement capitalistes.
Ainsi, la productivité telle qu'elle est mesurée aujourd'hui ne vise pas à produire ce qui est nécessaire pour répondre aux besoins et aux aspirations de la population. D'ailleurs, cela exclurait d'emblée une grande partie des activités dans lesquelles on investit aujourd'hui des ressources colossales : armement et armées, destructions causées par la guerre, traite des êtres humains, spéculateurs boursiers formés dans les meilleures universités, publicité, avocats d'affaires, etc. Ce qui intéresse les patrons de ce bout de terre, c'est de savoir combien de dollars ou d'euros ils peuvent extraire immédiatement de la valeur ajoutée par les salariés, en investissant le moins possible.

Les travailleurs, en revanche, veulent savoir comment ils vont pouvoir obtenir des salaires leur permettant de vivre décemment et des horaires de travail leur permettant… de vivre. La réponse est bien connue : en s'organisant, en se syndiquant, en luttant, en gagnant. Et en recommençant, lorsqu'ils subissent des revers.
La baisse, directe ou indirecte, des salaires, l'augmentation de la charge de travail et autres stratagèmes visant à accroître le taux d'exploitation des salariés ne modifieront en rien la productivité nationale. Cela ne servira qu'à accroître les profits d'une grande partie des patrons au détriment de la vie des salariés.

L'auteur remercie Adriano Zilhão pour sa relecture et sa contribution au texte. Les éventuelles erreurs contenues dans le texte relèvent de la seule responsabilité de l'auteur.

Sources et références :

Source original de l'article : Rui Viana Pereira, « O logro da produtividade », 12 juillet 2026, traduit automatiquement et relu par l'auteur.
« Real Labour productivity by NUTS 2 region », Eurostat, consulté le 12 juillet 2026.
« Nominal labour productivity per person employed », Eurostat, consulté le 12 juillet 2026.
« Nominal Labour productivity by NUTS 3 region », Eurostat, consulté le 12 juillet 2026.
« Capital stock based productivity », Eurostat, consulté le 12 juillet 2026.

Notes

[1] La « valeur ajoutée » brute mesure la différence entre la valeur finale (sur le marché) des biens et services produits par le travail et les coûts de production (matières premières et autres produits intermédiaires utilisés dans le processus de production). Le profit de l'employeur capitaliste provient de l'exploitation du travail, c'est-à-dire de la différence entre la « valeur ajoutée » par les salariés et la rémunération de ce même travail.
[2] Le terme « travail » désigne ici la transformation matérielle ou intellectuelle d'un bien donné en un autre produit fini (par exemple, la transformation des grains de blé en farine). L'expression « travail vivant » désigne le travail effectué par des êtres humains dans le présent – dans l'exemple donné, le travail du meunier. Le « travail mort » sont les machines, instalations et d'autres biens incorporés dans la production de la valeur ajouté – dans l'exemple donné, le moulin. Comme ceux-ci, pour exister, ont dû être construites par quelqu'un, ils représentent un travail effectué dans le passé (et donc, un travail « mort » cristalisé) ; on les appele aussi capital constant.

14 juillet par Rui VIANA PEREIRA (CATDM)

Rui Viana Pereira est traducteur et sonoplaste, co-fondateur du Comité pour l'audit de la dette publique portugaise (CADPP), membre de Démocracie & dette. Avec Renato Guedes il a publié « Qui paye l'État providence au Portugal ? » (in *Quem Paga o Estado Social em Portugal ?*, coordonné par Raquel Varela ; Bertrand, Lisbonne, 2012) et « Et s'il y avait le plein emploi ? » (in *A Segurança Social É Sustentável*, coordonné par Raquel Varela ; Bertrand, Lisbonne, 2013).

La pensée stratégique iranienne

La République islamique d'Iran a développé, dès ses premières années, une vision du monde et une pensée stratégique. La récente guerre, qu'Israël et les États-Unis lui ont déclarée, l'a conduite à coordonner ses forces armées et sa diplomatie, tandis que ses réalisations militaires lui ont permis de penser à la manière de poursuivre ses objectifs révolutionnaires, tout en protégeant sa population.



La vision de l'imam Khomeiny

1- L'imam Rouhollah Khomeiny n'était pas un spécialiste des relations internationales. Cependant, il était clair pour lui que le Royaume-Uni et les États-Unis étaient les adversaires traditionnels de l'Iran. En outre, il pensait qu'Israël était un avant-poste des Anglo-Saxons au Moyen-Orient [1].

2- Lorsqu'il fut confronté à la « guerre imposée » par les Occidentaux depuis l'Iraq, il fut horrifié par l'usage de missiles tirant sur des villes iraniennes et y répandant des gaz de combat. Il pensa que, jamais, son pays ne s'abaisserait à utiliser des armes de destruction massive comme celles-là, ou comme des bombes atomiques. En 1988, alors que la guerre durait depuis une décennie et que la victoire n'était pas en vue, il rédigea une *fatwa* ordonnant le démantèlement du programme nucléaire militaire hérité du shah et de la France. C'était une décision difficile qui fit durer la guerre plus longtemps encore.

Cette *fatwa* a été reprise par l'ayatollah Ali Khamenei. Il me semble stupide de croire que les Gardiens de la révolution – ce corps fortement endoctriné – accepterait de la violer ou même de la laisser violer par d'autres Iraniens.

3- Une troisième position de l'imam Khomeiny fut de considérer qu'il devait défendre l'unité de l'islam (Oumma) avant toute victoire. Il convint d'un accord de non-agression avec Hassan el-Banna, le fondateur de la Confrérie des Frères musulmans. Il le rencontra en 1938, et convint d'un pacte avec lui, en 1947 [2]. Cependant, les deux hommes ne partagèrent jamais la même vision de l'islam et la Confrérie devint, à partir de 1949, une société secrète partiellement contrôlée par les Britanniques.

Aujourd'hui, l'Iran entretient des relations avec la Confrérie et l'invite à ses congrès pan-islamiques annuels mais, en même temps, Téhéran combat des organisations comme al-Qaeda et Daesh, dont tous les dirigeants ont été, ou sont, des Frères musulmans.

En 2005, le président Mahmoud Ahmadinejad industrialisa son pays qui ne vivait jusque-là que de sa rente pétrolière. Puis il lança un vaste programme scientifique pour la maîtrise de la fusion nucléaire. Il s'agissait pour lui de relancer la révolution anti-impérialiste de l'imam Khomeiny en découvrant une source d'énergie qui mette fin à la domination des compagnies pétrolières et libère le Tiers-Monde. Ce projet n'a jamais complètement abouti, Israël assassinant en Iran les principaux savants en la matière.

Le droit de riposte à l'agression et la libération des États occupés

La guerre imposée par Israël et les États-Unis, le 28 février 2026, a ouvert une réflexion stratégique en Iran. L'Iran ne pouvant pas riposter contre les États-Unis, à 10 000 kilomètres d'eux, les Gardiens de la révolution attaquèrent les bases militaires états-uniennes du Golfe. Ils furent stupéfaits de l'importance des conséquences de leur action : sans ses bases régionales, l'agresseur était démuni. Pour continuer à tirer, il devait le faire depuis Diego Garcia (île Maurice) et l'Allemagne.

Venant à la rescousse, leurs diplomates mirent en évidence que le droit international reconnaissait la légitimité de leur action. Ils exhumèrent la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale des Nations unies, affirmant que le droit de résistance à l'agression s'étendait aussi aux États qui hébergent des bases militaires étrangères servant à l'agression [3].

Certains de ces États, comme les Émirats arabes unis, organisèrent – durant près de cinquante ans – le contournement du siège états-unien (improprement qualifié de « sanctions » par les Occidentaux) étaient des alliés de l'Iran. La totalité des stratèges occidentaux considérait inenvisageable que l'Iran attaque ses propres alliés. Or, les Gardiens de la révolution décidèrent d'attaquer leurs propres alliés pour leur montrer qu'ils n'étaient pas protégés par les États-Unis mais, au contraire, ils étaient exposés par eux. Les diplomates iraniens rappelèrent à leurs voisins arabes que, selon le droit international, ils devaient interdire d'utiliser les bases qu'ils hébergent pour commettre une agression, faute de quoi, ils étaient complices de l'agression.

Or, les élites politiques arabes, et particulièrement celles du golfe Persique, sont toujours soumises aux anciennes puissances coloniales. Souvent même, elles les admirent. Les Émirats arabes unis ne sont indépendants que depuis 1971. Jusque-là, ils étaient des dominions de l'empire britannique rattachés à l'empire des Indes.

Les attaques iraniennes sonnèrent donc comme des coups de tonnerre :

(1) les États-Unis, la première puissance militaire de la Guerre froide, étaient incapables de les défendre ;

(2) les Nations unies, elles aussi, étaient incapables de les défendre, puisque la résolution 2817 (11 mars 2026) viole le droit international ;

(3) les nations arabes du golfe se trouvaient donc sans défense puisqu'aucune ne disposait d'armée digne de ce nom (les armées de l'Arabie saoudite et du Qatar sont principalement composées de combattants étrangers).

Fidèles à l'enseignement de l'imam Khomeiny, les Gardiens de la révolution ajustèrent leurs tirs à la fois pour désorganiser les sociétés arabes du golfe et pour conduire leurs États à s'affranchir des Anglo-Saxons.

Le contrôle du détroit d'Ormuz et la libération des banques étrangères soumises au département du Trésor

Le premier pays à franchir le pas fut le sultanat d'Oman. Certes, il n'hébergeait pas de bases états-uniennes, mais il ferma son espace aérien à l'aviation états-unienne et son espace maritime aux bateaux de l'US Navy.

Constatant la panique que cela provoquait chez les armateurs occidentaux, les Gardiens de la révolution réalisèrent que le contrôle du détroit d'Ormuz leur permettait de combattre l'économie de l'Occident, qui soutient depuis un demi-siècle le siège anglo-saxon de l'Iran. Venant à nouveau à la rescousse, les diplomates iraniens soulignèrent que le droit international autorise la fermeture du détroit, non pas à tous, mais aux agresseurs.

Les Gardiens de la révolution décidèrent donc d'interdire aux navires battant pavillon anglo-saxon, ou affrétés par des compagnies anglo-saxonnes, de franchir le détroit. Les diplomates firent alors valoir que si le droit international n'autorisait pas de percevoir un péage pour le franchissement d'un détroit, il autorisait les états riverains à prendre des mesures environnementales conservatoires. Par exemple, l'Iran et Oman peuvent ensemble exiger des garanties des pétroliers en cas de catastrophe du type Amoco-Cadiz.

En créant l'Autorité du détroit du Golfe persique (PGSA), le 1er mai, sans même attendre qu'Oman ait donné son accord, les Gardiens de la révolution ont transformé la guerre du Golfe en théâtre de leur révolution anti-impérialiste. Pour franchir le détroit, les Occidentaux doivent déposer des avoirs dans les banques iraniennes qui leur seront restituées, une fois le détroit franchi. Problème : le siège anglo-saxon de l'Iran passe aussi par le système bancaire Swift. Toutes les banques occidentales se sont engagées devant le Trésor états-unien à ne pas commercer avec l'Iran, sous peine d'amendes astronomiques. Ainsi, la BNP, qui a commercé avec l'Iran et Cuba, vient d'être contrainte à payer une amende de 9 milliards de dollars. Aucune banque occidentale ne violera donc le siège anglo-saxon de l'Iran… à moins, bien sûr, que les armateurs ne poussent les responsables politiques à s'affranchir des Anglo-Saxons.

La question du détroit d'Ormuz n'est donc pas l'instauration d'un péage – qui n'a jamais existé – mais celle de la soumission des alliés des États-Unis à la *Foreign Account Tax Compliance Act* (FATCA – loi sur la conformité fiscale des comptes étrangers) ; une soumission qui fait d'eux les complices des États-Unis.

Rappelons que l'Occident, en tant que civilisation, se forgea, au Moyen-Âge autour de la condamnation des sièges militaires par l'Église catholique et que celle-ci s'oppose toujours au siège de Cuba, de l'Iran et de la Corée du Nord.
En outre, l'Iran a demandé à Ansar Allah de bloquer le détroit de Bab el-Mandeb aux navires de l'agresseur. Selon l'armée de cette faction yéménite, les navires israéliens et états-uniens pourraient être ciblés. Mais, pour le moment, ces menaces n'ont pas été mises à exécution.

Le cessez-le-feu au Liban et le découplage de Washington et Tel-Aviv

Alors que la question de la complicité des Occidentaux aux sièges Anglo-Saxons n'est toujours pas tranchée, les Iraniens eurent la surprise de voir les États-Unis, qui avaient accepté, le 11 avril à Islamabad, le principe d'un cessez-le-feu sur tous les fronts, y compris au Liban, ne pas réagir aux opérations israéliennes au Liban, alors que le président Trump avait proclamé un cessez-le-feu entre Israël et le Liban, le 16 avril [4]. Les Iraniens commencèrent à s'interroger sur les relations entre Washington et Tel-Aviv.
Un tiers d'entre eux pensait que Les États-Unis et Israël poursuivaient le même but de domination, mais par des moyens différents. Un second tiers estimait qu'ils se répartissaient les rôles – le « bon flic » et le « mauvais flic » –, tandis que le dernier tiers estimait que Donald Trump et Benyamin Netanyahou n'étaient plus sur la même longueur d'onde.
Quoi qu'il en soit, tous ensemble décidèrent de tenter de séparer les deux nations. Ils annoncèrent que la reprise des combats au Liban contredisait les accords préliminaires d'Islamabad et donc le cessez-le-feu. En conséquence, ils menacèrent de reprendre les bombardements sur l'État juif. Le président des États-Unis, pour qui le soutien d'Israël est une question historique qui ne se discute pas, ne pouvait donc pas parvenir à la paix dans le golfe à cause des opérations de Benyamin Netanyahou au Liban.
Dans un premier temps, il imposa des négociations de paix à Israël et au Liban, à Washington. Des pourparlers débutèrent en présence d'Elbridge Colby, sous-secrétaire à la Guerre et principal théoricien de l'attaque états-unienne contre l'Iran. Les Israéliens exigeaient la démilitarisation complète du Hezbollah, alors que le gouvernement libanais, partageant cet objectif, exigeaient avant toute chose, l'application du « mécanisme » (c'est-à-dire du cessez-le-feu du 27 novembre 2024).
Or, en 1948, des États arabes avait lancé une guerre contre l'État israélien, lorsque David Ben Gourion avait autoproclamé l'État d'Israël, en violation du plan des Nations unies dit du « partage de la Palestine ».
Les forces libanaises, commandées par l'émir Magid Arslane avaient emporté plusieurs victoires, mais le Royaume-Uni, volant au secours de la communauté juive de Palestine (le Yichouv) avait lancé l'armée cisjordanienne, commandée par le général John Bagot Glubb (dit « Glubb Pacha ») et ses officiers britanniques, pour repousser les Arabes. Cette guerre israélo-arabe est présentée mensongèrement par les Occidentaux comme une victoire israélienne, alors que ce fut une victoire britannique.
Néanmoins, la Ligue des États arabes prit, en 1965, la décision de cesser tout contact avec l'État autoproclamé d'Israël. Le Liban adopta alors une loi interdisant aux ressortissants libanais de conclure tout accord – qu'il soit financier, culturel, intellectuel – ou toute autre relation de quelque nature que ce soit avec des entités ou des individus israéliens. Elle prévoit des pénalités de 3 à 10 ans de travail forcé et une amende de 5 000 à 40 000 livres libanaises pour tout contrevenant.
En outre, les articles 273, 275 et 285 du Code pénal criminalisent tout « contact avec l'ennemi » qu'ils répriment de la peine de mort.
Pourtant, les délégations des deux pays se sont rencontrées à Washington sans que le Parlement libanais n'abroge cette loi.
Au moment même, le 29 mai, où un nouveau round de négociations illégales libano-israéliennes débutait à Washington, les Israéliens lancèrent de nouvelles attaques, demandant aux populations civiles de fuir et bombardant leurs maisons. Cette offensive a abouti à l'occupation du château des croisés « Beau Fort », le 31 mai. Les Gardiens de la révolution, constatant qu'Israël ne négociait que pour gagner du temps, reprirent leurs bombardements de l'État juif.
Furieux, le président Trump menaça d'abord l'Iran des pires tourments, puis céda. Il obligea Israël à cesser les combats et accepta les principales revendications iraniennes. L'Iran venait de découpler Washington et Tel-Aviv, provoquant une relation hiérarchique et non plus coordonnée.

Thierry MEYSSAN
Réseau Voltaire | Paris (France) | 16 juin 2026

Mohsen Rezaei : l'Iran est prêt à passer à l'offensive et à engager ses forces terrestres



Nous avons très peu l'occasion d'entendre la version des iraniens sur ce conflit. Cet entretien du Général Mohsen Rezaei se déroule dans un moment de guerre ouverte entre les États-Unis et l'Iran, après l'effondrement du protocole d'accord d'Islamabad, censé encadrer un cessez-le-feu et des négociations. Rezaei déclare que Washington a violé toutes les clauses essentielles, rendant l'accord caduc. Il annonce également la fin de la doctrine américaine qui mêlent « négociations diplomatiques et opérations militaires ». Si Washington poursuit ses attaques, l'Iran passera à une phase offensive et destructrice, incluant notamment un engagement des forces terrestres.

Entretien avec le Général Mohsen Rezaei sur IRIB, la chaîne d'information nationale iranienne, 17 juillet 2026.

JOURNALISTE : *Au nom de Dieu, le Tout Miséricordieux, le Très Miséricordieux. Chers compatriotes, mesdames, messieurs, chers téléspectateurs de notre chaîne d'information nationale, bienvenue dans cette émission spéciale. Nous allons parler des développements les plus importants concernant le pays et la région. Permettez-moi de vous présenter l'invité de ce soir : le Général de division des Gardiens de la Révolution, Docteur Mohsen Rezaei, ancien commandant du Corps des Gardiens de la Révolution islamique pendant la Guerre imposée [la guerre Iran-Irak], invité spécial de l'émission de ce soir. Général, je vous salue, mes respects.*

REZAEI : Que la paix soit sur vous. Je vous remercie de votre accueil, et je suis à votre service.



https://youtu.be/_NpzzTnNeQY

JOURNALISTE : *La dernière fois que vous étiez l'invité de*

cette émission, vous aviez indiqué que les responsables américains, en particulier le président des États-Unis, ne respecteraient pas le protocole d'accord d'Islamabad. Aujourd'hui, nous voyons le sud de l'Iran sous la pression des agressions et des attaques américaines, ces jours-ci et ces nuits-ci. Ce protocole d'accord d'Islamabad tient-il encore ?

REZAEI : Il y a deux questions ici. Au nom de Dieu, le Tout Miséricordieux, le Très Miséricordieux. Commençons par ce verset noble du Saint Coran :

« *Autorisation est donnée à ceux qui sont attaqués (de se défendre), parce qu'ils ont été lésés, et Dieu est certes capable de les secourir. Ceux qui ont été expulsés de leurs demeures, sans droit.* »

Le Dieu Très-Haut dit, dans ce verset noble, qu'Il a autorisé les combattants qui subissent oppression et injustice à se battre, et qu'Il les rend victorieux, qu'Il les aide, qu'Il les secourt. La raison en est qu'ils ont été expulsés injustement de leur terre. Leur terre a été envahie injustement. Leur vie a été soumise à l'insécurité injustement.

Il y a donc deux questions ici. L'une est la question du protocole d'accord : pourquoi en est-on arrivé là ? L'autre est cette guerre qui a commencé : quels en sont les objectifs, sous quelle forme se déroule-t-elle ? Il me semble qu'il faut distinguer les deux. Commençons par le protocole d'accord.

Il vaut mieux qu'on regarde d'abord la question du protocole d'accord, pourquoi les choses se sont passées ainsi. Comme vous l'avez mentionné, le 15 ou 16 Tir [6 ou 7 juillet], j'avais dit à Monsieur le Docteur Khosravi : « Messieurs, vous qui êtes opposés aux négociations, patientez : Trump déchirera cet accord tout comme il a déchiré le JCPOA [accord nucléaire iranien]. » Pourquoi ? Parce qu'il ne restait pratiquement plus rien du protocole d'accord, il n'en restait qu'un nom, et ce nom-là ne pouvait pas non plus subsister. Pour quelle raison ? Parce que, sur les cinq clauses que Trump avait acceptées comme préambule à l'exécution des autres clauses, ils les avaient toutes bafouées.

Leur premier manquement, la première violation du protocole d'accord, fut celle-ci : ils ont retardé la question du Liban, le cessez-le-feu au Liban a été retardé, il n'a jamais été pleinement mis en œuvre, le retrait israélien du Liban n'a pas eu lieu. C'est une première violation du protocole d'accord.

La deuxième question : ils sont venus établir un corridor, un itinéraire dans le détroit d'Ormuz, autorisant, encourageant, incitant une série de navires à passer en dehors des dispositions et de la gestion de l'Iran. Nous les avons frappés car cela constituait une violation : nous avons frappé deux ou trois navires, nous avons dit : « L'itinéraire par lequel passent quotidiennement 45 navires est ouvert, pourquoi passez-vous par là ? Selon l'accord, venez, passez par ici. » Après que nous ayons frappé ces navires, les Américains sont venus commettre une troisième violation : ils ont attaqué nos côtes, attaqué l'aéroport de Bandar Abbas, frappé l'île de Qeshm, frappé l'usine de dessalement d'eau, alors que la première clause était que nous respections la souveraineté et le territoire des États-Unis, et qu'eux aussi respecteraient notre souveraineté et notre territoire. Sous quel prétexte, pour quel crime avez-vous bafoué cette clause et attaqué nos côtes ? Ce corridor méridional fut donc la deuxième violation, cette attaque contre nos côtes fut la troisième violation.

Pendant deux ou trois semaines, il y a eu des discussions sur ces 12 milliards de dollars qu'ils devaient nous verser. D'abord ils ont dit que ce serait prêt bancaire, puis ils ont dit que vous ne pourriez pas acheter n'importe quoi avec, mais seulement de la nourriture et des matières premières, puis ils ont dit que même cela, il faudrait l'acheter chez nous, les Américains. C'est-à-dire qu'en pratique, nous n'obtenions rien de ces 12 milliards. C'est la quatrième violation.

Donc, avant même le jour où j'ai annoncé que Trump déchirerait cet accord (parce qu'en pratique, il n'en restait plus rien concrètement) la question est : au moment où les Américains ont signé cet accord, avaient-ils l'intention de commettre de telles violations ? Oui, ils l'avaient. Pourquoi ? Parce qu'ils pensaient signer pour l'instant, mais, par la pression, contraindre l'Iran à agir selon leurs exigences.

Nous avions mis en place un comité ; Monsieur le Docteur Ghalibaf et Monsieur J.D. Vance étaient venus, un comité de règlement des différends avait été constitué, avec le Premier ministre du Pakistan et l'émir du Qatar. Ceux-là formaient le comité des différends. Notre question est celle-ci : si vous étiez réellement fidèles à ce protocole d'accord que vous aviez signé, et qu'un différend survenait, vous vous seriez adressés à ce comité. Pourquoi ne s'y sont-ils pas adressés ? Parce qu'ils voyaient que, s'ils s'y adressaient, ils seraient condamnés, puisqu'ils avaient violé l'accord, et si ces deux pays médiateurs et arbitres déclaraient que les Américains avaient commis des violations… C'est pour cela qu'ils ne se sont pas adressés au Comité de règlement des différends, et qu'ils ont essayé, par la force, par la pression, de mener à la fois la guerre et la négociation, politique que les Américains ont en réalité entamée après les négociations d'Islamabad.

C'est pour cette raison que j'ai dit que c'était terminé. Dès le début, dans les négociations que nous avons entamées à Islamabad, ils n'ont pas agi sincèrement avec nous. C'est-à-dire que, d'abord, nous n'aurions pas dû accorder de cessez-le-feu ; nous aurions dû poursuivre les négociations sous le feu, car les Américains étaient réellement à bout de souffle. Mais finalement, nos responsables politiques ont jugé que, puisqu'on

négociait, il fallait un cessez-le-feu. Dès le premier jour des négociations à Islamabad, la session de négociation a duré 20 heures, oui, mais tout leur discours portait sur le nucléaire.
Le cessez-le-feu s'est poursuivi pendant deux semaines ; ils sont venus mettre en place le blocus maritime. Or, un blocus maritime, c'est déjà la guerre en soi : êtes-vous en train de négocier, ou de mener un blocus maritime ? Ils ont mené un blocus maritime. Une fois ces deux semaines terminées, ils ont dit : « Venez, prolongeons le cessez-le-feu. » Nous n'avons pas accepté ; ils ont eux-mêmes prolongé le cessez-le-feu unilatéralement, et pendant ces deux mois écoulés, ils ont rechargé leurs chargeurs qui étaient vides ou à moitié vides, ils ont ajouté des avions ravitailleurs, ils en ont ajouté un certain nombre, et ils ont sombré dans une confiance excessive et trompeuse : maintenant que leurs chargeurs étaient pleins, leurs missiles complétés, et que leur flotte était prête, ils pensaient pouvoir, par la pression, orienter les négociations vers ce qu'ils voulaient eux-mêmes, même contrairement à leur propre signature.
Ici, notre Imam [le Guide suprême], notre chef, notre peuple ont tenu bon. Ils ont constamment recommandé aux négociateurs : « Faites attention, tenez bon, résistez ». Et eux [les Américains] ont vu qu'ils n'allaient plus atteindre leurs objectifs par ces négociations. Ils ont mis de côté le protocole d'accord d'Islamabad. Donc, ni de nom ni en pratique, il n'existe plus rien qui s'appelle le protocole d'accord d'Islamabad. S'ils reprennent les négociations, ma prévision est qu'ils voudront y apporter des modifications, c'est-à-dire qu'ils voudront rédiger un nouveau protocole d'accord, car, évidemment, dans ces conditions, avec toute cette absence de sincérité et cette absence d'accompagnement équitable envers l'Iran, la situation a beaucoup changé, surtout avec le martyre du Guide de la Révolution et la question du droit du sang, la question de la vengeance. Naturellement, ils ont emprunté une mauvaise voie et sont de nouveau tombés dans des calculs erronés. Ce n'était donc pas du tout un protocole d'accord, c'était lié à la guerre.

JOURNALISTE : *Oui. Un point très important : maintenant, ils ont commencé leurs attaques et leurs agressions contre le sud, tout en évoquant un blocus maritime, tout en annonçant : « Je veux mener un ensemble d'options dans une guerre hybride – blocus, frappes aériennes, et d'autres questions. » Toutes ces options, le glorieux Général [Trump] les a déjà menées, et il en est ressorti en échec.*
REZAEI : Voyez : cela fait maintenant 5, 6 jours qu'ils bombardent les provinces du sud, qu'ils les frappent de missiles. La province du Khuzestan, la province de Bouchehr, la province d'Hormozgan, la province du Sistan-Baloutchistan.
C'est comme quelqu'un qui veut faire quelque chose, mais qui a extrêmement peur, et qui tire dans toutes les directions autour de lui. Ils ont une intention, ils veulent faire quelque chose, mais de l'ouest de l'Iran jusqu'à l'est de l'Iran, ils bombardent au missile. Ils frappent des casernes, ils frappent des hôpitaux. Ces ponts qui relient les provinces du nord au sud, ils les ont frappés. Bien sûr, nous leur avons infligé des gifles retentissantes, coup sur coup, et nous continuerons à le faire ; nous leur ferons payer, et cette fois-ci nous irons encore plus loin qu'auparavant. Des gifles répétées, fermes, et très cinglantes. Nos forces armées, le Corps des Gardiens de la Révolution, la marine du CGRI, la force aérospatiale du CGRI, l'armée de la République islamique, nous frappons. Mais tout cela, ils le font pour préparer une opération que je vais expliquer.
Ils ont donc entamé cette guerre depuis une semaine environ ; ils ont commencé en cherchant, par une initiative nouvelle similaire au blocus maritime, et parallèlement au blocus maritime, à briser notre résistance, à dire : « Vous êtes sous blocus maritime, voyez, nous avons pris tel point », maintenant ils parlent de Kharg et d'autres endroits, mais en fin de compte, ils ont une intention opérationnelle. Soit cela ressemble à l'opération manquée d'Ispahan[1], soit c'est le bombardement de nos sites nucléaires, qu'ils ont dit à plusieurs reprises avoir détruits, mais qu'ils veulent quand même revenir frapper ; soit c'est la prise d'une partie de notre territoire, par voie aérienne, en débarquant des troupes, pour dire : « Vous êtes sous un blocus maritime sévère, et cette portion de votre territoire, nous l'avons bombardée sévèrement aussi, venez, négocions maintenant, discutons comment amender ces trois ou quatre clauses de ce protocole d'accord. »
Nous sommes prêts, mais je veux dire que la politique de « guerre et négociation en même temps » est complètement terminée. On avait à la fois la guerre et la négociation ; c'est terminé.
Et je déclare, au nom de toutes les forces armées, que jusqu'à présent, nous avons opté pour ne pas élargir la guerre, et non pour passer à l'offensive. Qu'avons-nous fait ? Dans la guerre des 12 jours, nous cherchions vraiment à éviter que la région ne s'embrase, c'est-à-dire que, bien que l'Amérique et Israël nous aient attaqués lors de la guerre des 12 jours, nous n'avons attaqué ni les bases américaines au Koweït, ni ailleurs. Mais après la guerre des 12 jours, nous avons dit : « Faites attention, si nous recommençons la

1. Tabas, 1980 (2 avions détruits, 8 soldats tués dans une opération manquée visant à libérer les « otages de l'ambassade américaine ») ; Isfahan, 2026 (plus de 10 avions détruits, nombre de morts inconnu dans une opération manquée visant à sauver un pilote et/ou à s'emparer de l'uranium hautement enrichi iranien).

guerre, elle deviendra régionale. » Malheureusement, ce sont eux qui ont recommencé la guerre, et nous avons régionalisé la guerre.
Dans les deux guerres, notre politique a été la dissuasion, la réciprocité, c'est-à-dire : ils tirent des missiles, et nous, nous leur envoyons des missiles fermes et puissants en pleine gueule, en plein visage.

Iranian Revolutionary Guard :
« What kind of army is this that abandons its military bases and flees to take refuge in hotels and shopping centers ? »
« Taking shelter in civilian areas – is this the most powerful army in the world ? » pic.twitter.com/4GRHZ1m5mF
– Global Insight Journal (@GloballJournal) July 18, 2026
« L'armée américaine a été humiliée. Aujourd'hui, l'armée des États-Unis n'a plus aucun esprit combatif. Une armée qui fuit ses propres bases pour se réfugier dans des centres commerciaux et des hôtels afin d'éviter d'être prise pour cible par les forces armées de la République islamique d'Iran, quel genre d'armée est-ce là ? Peut-on encore la qualifier d'armée la plus puissante du monde ? Une armée qui abandonne ses positions principales pour chercher refuge dans des centres civils ? »

JOURNALISTE : *Œil pour œil.*
REZAEI : C'était, si vous voulez, l'une des interprétations : œil pour œil. L'objectif principal était la dissuasion, mettre fin à la confrontation. Le détroit d'Ormuz dont nous avons pris le contrôle, c'était pour mettre fin à la confrontation. L'établissement de la sécurité dans le détroit d'Ormuz avait et a deux objectifs pour nous. L'un est notre propre sécurité : nous ne pouvons pas permettre à des forces hostiles de passer par ce détroit et de pénétrer dans le golfe Persique, alors que la majorité des côtes du golfe Persique nous appartiennent. Maintenant, si des forces hostiles passaient par le détroit d'Ormuz et entraient dans le golfe Persique, quelle sécurité aurions-nous ? Nous voulons donc le détroit d'Ormuz pour la sécurité, pour empêcher les méfaits.
Le deuxième point est la sécurité de l'économie mondiale : si nous ne l'établissons pas, le monde entier commencera une guerre mondiale à partir de ce même golfe Persique. Par exemple, que nous disent les Américains ? Les Américains disent : « Nous n'avons rien à redire, vous aussi vous pouvez gérer, laissez-nous gérer ensemble en partenariat. » Bon, partenariat, qu'est-ce que ça veut dire ? Partenariat, ça veut dire que les Américains viennent jouer un rôle ici, dans ce point névralgique de l'énergie mondiale. Même les Européens n'acceptent pas cela. Les Russes non plus. La Chine non plus. Pourquoi veulent-ils gérer le goulet de l'énergie mondiale ? Parce qu'ils veulent avoir la main sur le prix du pétrole, la main sur le prix de l'essence. Cela signifie donc que les Américains démarreraient une Troisième Guerre mondiale depuis le golfe Persique, contre la Russie, la Chine et le monde entier. Cela deviendrait comme la Seconde Guerre mondiale : nous avions déclaré notre neutralité lors de la Seconde Guerre mondiale, mais pourquoi les Russes et les Britanniques sont-ils venus envahir l'Iran ? Par conséquent, la sécurité du golfe Persique est directement liée à notre sécurité, et indirectement aussi, car elle est liée à la sécurité mondiale et à l'économie mondiale. Nous ne devons permettre à personne d'autre que l'Iran de gérer les choses ici, sinon les conflits mondiaux et les règlements de comptes mondiaux, l'Amérique les amènera ici, sur nous et sur les pays voisins. Le détroit d'Ormuz nous appartient donc.

JOURNALISTE : *Est-ce donc la raison pour laquelle l'Amérique est si effrayée et paniquée à l'idée que la République islamique d'Iran ait obtenu une souveraineté officielle sur le détroit d'Ormuz ?*
REZAEI : C'est pour cette raison. Ils sentent que si le détroit d'Ormuz est indépendant, comme la République islamique qui est indépendante, et que celui qui possède ce détroit, à savoir l'Iran, le gère et empêche l'ingérence des puissances internationales comme les États-Unis, les intérêts américains face à la Russie, la Chine et d'autres pays disparaîtront. Est-ce que les Américains n'imposent pas en ce moment même des droits de douane à l'Europe ? Les Européens n'ont-ils pas dit qu'ils riposteraient à l'avenir ? Même entre l'Europe et l'Amérique, si les Américains venaient vouloir être partenaires dans la gestion du détroit d'Ormuz, une dispute éclaterait aussi entre l'Amérique et l'Europe. Par conséquent, tant pour notre propre sécurité que pour la sécurité de l'économie mondiale, nous devons ici tenir fermement le détroit d'Ormuz, l'administrer, et permettre que le commerce mondial s'établisse. La raison pour laquelle nous avons fermé le détroit en ce moment, c'est que les Américains commettent des méfaits ; nous avons fermé le détroit contre eux.
J'ai entendu que certains dans le pays ont dit : « Non, dans cette affaire, c'est l'Iran le coupable, parce que c'est l'Iran qui a commencé l'affrontement. » Où avons-nous commencé ? Nous avons fermé le détroit d'Ormuz au moment où l'Amérique, tant en pratique qu'en parole, était sortie du protocole d'accord.

Nous devions donc faire cela. Nous devons tenir bon. La sécurité du golfe Persique nous incombe. La sécurité du détroit d'Ormuz nous incombe.
Bon, à ce sujet, maintenant, ils frappent ces provinces, et cherchent, en parallèle du blocus maritime qu'ils ont recommencé, à créer aussi un nouveau point de pression. Pour dire quoi, de nouveau ? Pour dire : à la fois négociation, à la fois guerre. Moi, je déclare que c'est fini. Avoir à la fois la négociation et la guerre, c'est fini. Si, dans les deux ou trois prochains jours, les Américains poursuivent la guerre, nous entrerons pleinement dans une phase offensive et destructrice. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que nous ne nous contenterons plus de la simple réciprocité. Plus aucune frontière politique face aux forces offensives iraniennes n'aura plus de sécurité. Bien sûr, nous respecterons tous les gouvernements ; tous les peuples sont nos frères. Mais nous poursuivrons désormais les soldats américains par l'offensive. Nous poursuivrons désormais les bases américaines par l'offensive. À la fois la négociation et la guerre, c'est terminé. C'est fini, révolu. Il vaut donc mieux qu'ils ne continuent pas.
La raison pour laquelle nous avons des réserves à faire cela, c'est que si nous entrons dans cette phase, les tensions et les failles présentes dans la région et au niveau international s'activeront. C'est-à-dire qu'un défi surgirait entre la Turquie et Israël, un affrontement surgirait entre l'Arabie saoudite et certains pays, entre la Chine et Taïwan, entre la Russie et l'Europe. Bref, des flammes surgiraient partout dans le monde, des flammes plus fortes et plus étendues. Et nous ne le voulons pas, nous ne le voulons pas. Mais les Américains, tout comme ils ont régionalisé la guerre en nous y contraignant, malheureusement commettent cette erreur. C'est une autre erreur de calcul que les Américains sont précisément en train de commettre.
Je demande donc à tout le peuple de la région, au peuple du Koweït, au cher peuple de Jordanie, qui a été le lieu de passage des prophètes divins, au peuple d'Abou Dhabi, au peuple du Qatar, à tous, d'empêcher l'embrasement de cette guerre. Empêchez l'embrasement de cette guerre. Ne laissez pas les Américains et Israël, en pratique, galoper ainsi et lancer leurs chevaux de tous côtés dans la région sans compte ni calcul.
Quoi qu'il en soit, la question de la guerre est sérieuse, mais cette politique américaine qui pense que « à la fois la négociation et la guerre », voulant que cela s'éternise, à mon avis, ils n'arriveront à rien. Bien sûr, même à ce stade actuel, qui est le stade de la réciprocité, le stade de la dissuasion, nous frappons très fort, et dans les jours à venir nous intensifierons encore. Que les Américains s'attendent à des vagues de drones, que l'Amérique s'attende à des vagues de missiles : il n'y aura plus un ou deux ou trois missiles, ce ne sera plus le cas. Et maintenant, si vous débarquez par exemple à un endroit, supposons que vous y arriviez, ensuite, comment allez-vous sortir, comment allez-vous fuir ? Ce sera certainement pire que l'incident d'Ispahan pour les soldats américains, et ils se retrouveront dans une très grande difficulté.
Je veux poser la question : pourquoi les Américains sont-ils entrés à la fois dans la pression et dans la guerre ?

JOURNALISTE : *Avant que vous nous expliquiez ce point, vous êtes en train de dire que le facteur d'insécurité de la région, ce sont les Américains. Les Américains, eux, affirment que c'est l'Iran le facteur d'insécurité de la région. Le président des États-Unis insulte constamment le peuple iranien, poursuit ses diatribes contre l'Iran, et évoque bien sûr le fait qu'il s'empare de telle ou telle zone, île de la région. Quelle est votre réponse à ces diatribes ?*
REZAEI : Vous voyez, d'abord, parfois, si l'on veut sans cesse répondre à une personne très [méprisable], cela devient en quelque sorte une manière de lui accorder de l'importance. Je ne pense pas qu'il y ait encore quelqu'un dans le monde qui accorde du crédit à Trump ; il est devenu une blague, un objet de moquerie, de dérision. Monsieur Trump est un idiot qui, sans calcul, multiplie sans cesse les actes grossiers, et qu'il soit certain que nous lui donnerons nos réponses sur le terrain. Nous ferons en sorte qu'à l'avenir, même dans son propre pays, plus personne ne laisse Trump s'approcher, qu'il soit traité, en Amérique même, comme un germe de corruption, comme quelqu'un qui a entraîné l'Amérique dans le bourbier.
À mon avis, c'est un individu dont le comportement est idiot, grossier et insolent, dont les propos ne reposent sur aucun raisonnement sensé ni logique, et nos réponses, à chaque grossièreté qu'il commet – nos amis, moi-même, nos amis –, nous ne cessons d'y répondre. Et pour ce que j'ai dit concernant le fait qu'ils voudraient s'emparer d'un point de notre territoire : il se peut que nous entrions dans cette phase offensive, que nous sortions de l'état défensif, que nous sortions de l'état de dissuasion et de réciprocité.

JOURNALISTE : *Vous avez mentionné, dans vos propos, un point : que les Américains cherchent à instaurer la politique « guerre et négociation ». Pourquoi, Général ?*
REZAEI : Vous voyez, auparavant leur politique n'était pas celle-là. Ils avaient entamé une guerre existentielle contre nous, visant à occuper l'Iran, à faire tomber la République islamique, et à diviser l'Iran en 5 zones. Cette région même qu'ils sont en train de bombarder actuellement fut l'une des zones que les Américains, parmi ces cinq zones, comptaient occuper, la zone pétrolifère iranienne, du Khuzestan à Bouchehr

jusqu'à Bandar Abbas ; c'est la zone pétrolifère de l'Iran. C'était l'une de ces cinq zones qu'ils voulaient prendre pour faire tomber la République islamique et diviser l'Iran.
Puis, lors de la guerre des 40 jours, ils ont pleinement compris que cette politique ne fonctionnait pas à court terme. Ils sont venus transformer la guerre existentielle en guerre politique. Nous, qu'avons-nous fait ? Lors de la guerre des 40 jours, nous avons répondu à la guerre par une révolution. Nous ne sommes plus venus répondre à la guerre par une action militaire uniquement. Une révolution s'est levée, une renaissance s'est levée. Vous avez donc bien vu, depuis la guerre des 40 jours jusqu'à maintenant, dans quel état d'esprit se trouve le peuple iranien. Le cortège funèbre de l'Imam (Khamenei), quelle situation a-t-il créée en Iran et en Irak ? Comment nos forces armées frappent-elles avec puissance ? Une grande révolution s'est produite en Iran face à une guerre militaire.
Ils cherchent, par cette politique de « guerre et négociation », à transformer cette révolution en un simple différend politique, à dire : « Il n'y a pas de révolution ici ; le peuple iranien et le gouvernement iranien ont un différend politique avec nous, nous menons à la fois la guerre et la négociation, et à la fin nous parviendrons à un accord, à la fin nous parviendrons à un compromis. » Maintenant, il y a un certain nombre de personnes qui refusent cette lecture, mais notre peuple, c'est une révolution. Notre peuple a maintenant levé l'étendard « Ô vengeurs du sang de Hussein » comme celui de cette révolution. Leur slogan doit être : se lever pour Dieu. Leurs objectifs : l'indépendance de l'Asie occidentale (Moyen-Orient) vis-à-vis de l'Amérique et d'Israël. Tout comme l'Iran est devenu indépendant, l'Asie occidentale doit devenir indépendante. Une société mahdiste doit être établie en Iran. Nous pouvons nous-mêmes briser les sanctions, les sanctions économiques. Il faut qu'une révolution économique, une guerre économique soit lancée. Le peuple iranien a déclenché une révolution.
Toute leur peur, c'est que cette révolution se poursuive. Ils s'efforcent de la faire redescendre au niveau d'un simple différend politique entre l'Iran et l'Amérique. Un différend politique, cela signifie que la guerre, pour l'instant, sortirait de sa nature existentielle pour devenir une guerre politique, et l'Iran se contenterait alors d'une défense politico-militaire. Doucement, doucement, nous irions vers le fait de clore, pour l'instant, notre différend à court terme en obtenant certaines concessions de l'Iran, pour mettre fin à l'affaire pour l'instant, afin de revenir, dans un an, deux ans, avec l'aide d'Israël, avec l'aide d'autres pays, tenter à nouveau notre chance, pour voir si on peut prendre l'Iran, l'occuper, diviser l'Iran en cinq zones.
Par conséquent, ma requête à tous les hommes d'État, à tous les élites, à tous nos chers concitoyens : nous-mêmes, ne faisons pas redescendre cette affaire d'une révolution à un simple différend. L'Amérique et Israël cherchent à faire redescendre cette révolution. C'est pourquoi certains différends politiques que je vois se former dans le pays, cela signifie s'aligner sur la voix de nos ennemis. Nous avons déclenché une révolution. Cette révolution doit véritablement changer la manière de gouverner le pays, la manière de gérer l'économie. Nos forces armées doivent être dix fois plus puissantes. En l'espace de deux ans, nous devons accomplir l'équivalent de dix ans, tant dans les forces armées que dans la gestion du pays ; nous devons rapidement nous rattraper. Aujourd'hui, de nombreux hommes d'État du monde disent : « Vous avez atteint une position très élevée, mais pourrez-vous conserver cette position ? » Bon, conserver cette position signifie que nous devons poursuivre la révolution.
Face aux menaces qui sont apparues, nous devons créer des opportunités. Créer des opportunités, cela signifie que ces opportunités qui sont apparues, nous devons les transformer, les concrétiser. Par conséquent, la question de la vengeance doit être prise au sérieux. Reculer sur la vengeance, qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que nous voulons transformer cette révolution en un simple différend politique. Quel différend politique existe-t-il ? Depuis le coup d'État contre Monsieur Mossadegh, l'Amérique s'est dressée face à nous. Depuis 70 ans, elle se dresse devant nous. Pour quel crime les Américains ont-ils fait un coup d'État contre la nationalisation du pétrole ? Pour quel crime ont-ils renforcé le Shah ? Le 15 Khordad [manifestations des 5 et 6 juin 1963 contre l'arrestation de Khomeini par le Shah], des centaines de personnes de notre peuple sont devenues martyres. Pour quel crime, face à la révolution de 56 et 57 [1978-1979 selon le calendrier iranien], ont-ils équipé le Shah ? Pour quel crime ont-ils encouragé Saddam Hussein, qui a attaqué l'Iran pendant 8 ans, qui a utilisé des armes chimiques ? Pour quel crime ont-ils conçu à Bagdad le coup d'État de 1359 [1980] avec le général Oveissi ? Et pour quel crime ont-ils mené la guerre des 12 jours et la guerre des 40 jours ?
Il faut une révolution, et cette révolution a commencé, et cette renaissance a commencé, son étendard est « Ô vengeurs du sang de Hussein », son slogan doit être : se lever pour Dieu, et ses objectifs sont l'indépendance de l'Asie occidentale vis-à-vis de la présence d'ennemis comme Israël et l'Amérique, qui ont soif du sang des musulmans. Voilà leurs objectifs.

JOURNALISTE : *Général, quels sont les « il faut » et les « il ne faut pas » pour préserver cette révolution, qui est sur cette voie ?*

REZAEI : Très bonne question que vous posez là. Le premier « il faut », c'est de ne pas permettre que la révolution redescende au niveau d'un simple différend politique entre nous et l'Amérique. Nous devons, tout comme notre peuple s'est soulevé, préserver cela, ne pas laisser cela s'arrêter là ; la révolution doit se poursuivre, la révolution doit continuer.
Bon, maintenant, si l'on veut que la révolution se poursuive, quelle est sa première condition ? L'unité derrière le Guide de la Révolution. Les critiques, qu'elles concernent la guerre ou la négociation, les deux camps peuvent avoir des propos justes, mais il faut que ces propos s'expriment de manière à ce que l'unité derrière le Guide de la Révolution soit préservée. Les négociateurs doivent agir selon les politiques du Guide de la Révolution. Les critiques adressées aux négociateurs doivent s'exprimer dans le cadre des politiques du Guide de la Révolution. L'unité n'est pas possible sans alignement avec le Guide de la Révolution.
Donc, le deuxième point ou le troisième point c'est la fermeté. La fermeté… Dieu merci, vous, dans le cadre de la guerre des 12 jours, vous avez très bien agi, en tant que femme courageuse, vous avez montré votre fermeté [quand le studio de la télévision iranienne a été bombardé en direct, la journaliste a réagi courageusement]. Nous devons, aux côtés de l'unité, avoir de la fermeté.
Cette fermeté vaut beaucoup pour nous, sa valeur est grande, c'est difficile, mais son résultat assurera l'Iran pour les 50 prochaines années à venir. Elle établira la sécurité de l'Iran, redressera l'économie iranienne, le commerce iranien s'ouvrira, l'Amérique et Israël s'écarteront du chemin de notre peuple. Bien sûr, la fermeté demande de la patience, elle a un coût, elle demande de l'endurance. Cette fermeté, c'est le troisième point.



Général Mohsen Rezaei : « À la fois la négociation et la guerre, c'est terminé. Si, dans les deux ou trois prochains jours, les Américains poursuivent la guerre, nous entrerons pleinement dans une phase offensive et destructrice. Plus aucune frontière politique face aux forces offensives iraniennes n'aura de sécurité. Nous poursuivrons désormais les soldats américains par l'offensive. »

Donc : premièrement, que la révolution ne redescende pas à un simple différend politique ; deuxièmement, préserver l'unité derrière le Guide de la Révolution ; troisièmement, avoir de la fermeté : nous devons tenir fermement nos positions, tout comme, jusqu'à présent, nous avons véritablement, conformément au droit international, formulé nos revendications.
Et le quatrième point, c'est que nous avons deux dossiers sur la table avec les Américains. L'un, c'est nos droits : nous avons des droits envers l'Amérique ; ils nous ont causé des dommages, ils doivent nous verser réparation pour ces dommages. C'est donc une question de revendication envers l'Amérique. Le second, c'est la question de la vengeance. Si la vengeance n'est pas prise, en particulier la vengeance de (l'assassinat de) notre cher Guide, parce que, comme vous le savez, autrefois, même à l'époque des rois Qajars et des rois Pahlavi, on observait un principe : que le sanctuaire de la marja'iyya [l'autorité religieuse suprême] ne devait être violé par personne. À l'époque où l'Imam [Khomeini] a été arrêté en Khordad 42 [juin 1963], les marja' de Qom ont déclaré : « L'Ayatollah Khomeini est un marja', un marja', vous n'avez pas le droit de toucher au moindre (de ses cheveux) ». Bon, maintenant, un marja' (a été assassiné), nous avons été rendus martyrs dans la personne de notre marja', qui était aussi notre Guide. Les Américains, dans le martyre de notre Guide, ont franchi notre plus grande ligne rouge.
Si cela s'installe, si cela devient normal qu'à tout moment on frappe le dirigeant d'un pays, qu'on frappe le Guide de la République islamique, qui est à la fois marja' et Imam de la Oumma, si cela s'installe, alors le système même de sécurité nationale de l'Iran s'effondre. Par conséquent, nous ne pouvons pas, nous ne

pouvons pas passer outre le sang de notre Imam. C'est dangereux tant pour l'Iran que pour le monde entier, pour le monde entier, et pour notre sécurité nationale, pour nos générations futures. Ils ont commis un acte extrêmement dangereux ; ils ont franchi la plus grande ligne rouge de la République islamique. L'Amérique et Israël ont franchi cela ; ce n'est pas quelque chose d'acceptable. Même le régime du Shah n'a jamais osé faire cela. Quand les marja' de Qom ont dit que l'Ayatollah Khomeiny était un marja', que « vous ne pouvez pas vous en prendre à lui », le régime du Shah a été contraint de le libérer, de l'exiler, parce qu'il voyait que cela créait une vague immense en Iran. Et vous avez vu, tant en Irak qu'en Iran, quelle vague immense s'est créée, et tous scandaient « Vengeance ! Vengeance ! ».
Ce n'est pas seulement une question de croyance ; c'est une question rationnelle, juridique, qui concerne la sécurité future de l'Iran. Par conséquent, nous avons actuellement deux dossiers sur la table avec les Américains et avec ceux qui ont déclenché cette guerre. L'un, ce sont nos droits : nous devons réclamer nos droits, ils nous ont causé des dommages. Le second, c'est la sécurité future du pays, et le fait d'assurer la protection future des dirigeants du pays.

JOURNALISTE : *Général, nous avons abordé de nombreux sujets ce soir dans cette émission spéciale d'entretien d'information. Compte tenu du temps qu'il nous reste, deux minutes pour une conclusion finale et tout ce qui est important, tandis qu'à l'antenne de cette émission, sur la chaîne d'information, nous continuons de voir la présence du peuple sur le terrain, et ce sont des images sans précédent après tout ce temps.*
REZAEI : Je recommande, en tant que soldat, j'embrasse vraiment la main de tout le peuple iranien, j'embrasse la main de l'analyse populaire, j'embrasse la main des élites. En tant que soldat, je vous demande : ce lourd tribut que nous avons payé pour cette révolution, ne laissez pas cette révolution redescendre et se transformer en vagues politiques, à l'intérieur ou dans les relations internationales. Une grande révolution s'est mise en marche. Elle doit se poursuivre, jusqu'à ce que nous atteignions tous ses objectifs.
C'est comme en l'an 57 [1978-1979], quand le Conseil de régence s'est formé en Iran, avant le 22 Bahman [11 février 1979] : certains ont dit à l'Imam : « Monsieur, laissez tomber maintenant, ce Conseil de régence est venu se substituer au Shah. » L'Imam a répondu : « Comment pourrions-nous laisser tomber ? Nous devons atteindre notre objectif. » Et l'Imam a persévéré jusqu'au 22 Bahman, et les objectifs de la Révolution islamique se sont concrétisés. Nous sommes maintenant à mi-chemin de cette révolution. Cette révolution doit se poursuivre : depuis les rues, depuis les places, depuis l'intérieur des foyers, depuis l'intérieur des usines, depuis l'intérieur des universités. Nous avons besoin de nouvelles technologies. Nous avons besoin que nos forces armées soient soutenues par l'innovation et de nouvelles inventions. Nous avons besoin de missiles plus puissants. Nous avons besoin de poursuivre les innovations et les créativités à double usage, tant militaire qu'économique. Par conséquent, cette révolution est une révolution globale ; nous devons continuer jusqu'à atteindre tous nos objectifs.
Qu'on ne nous arrête pas en plein milieu : n'ayons pas payé le prix sans avoir obtenu de résultat.

JOURNALISTE *: Je demande à mes amis de la diffusion de la chaîne d'information de nous accorder un peu plus de temps, et je voudrais poser une question importante en conclusion. Peut-être voyons-nous, sur le terrain des opérations et dans les ripostes foudroyantes du Corps des Gardiens de la Révolution, la préparation et la motivation de nos hommes vaillants au sein des forces armées. Vous êtes l'ancien commandant du Corps des Gardiens de la Révolution islamique pendant la Défense sacrée. Le peuple aimerait beaucoup savoir : sur le terrain, et concernant l'état de préparation des forces armées, où en est l'Iran actuellement ?*
REZAEI : Je promets à notre cher peuple que, bien que nous fassions vraiment face à un ennemi très puissant… et je recommande constamment à tous mes frères, tant au sein du Corps des Gardiens que de l'armée : ne sous-estimez pas l'ennemi, préservez votre vision, faites vos rajaz [chants de défi guerrier], mais ne sous-estimez pas l'ennemi. Malgré ces recommandations, Dieu merci, pendant cette même période de cessez-le-feu dont l'ennemi a abusé, nous avons pu, nous aussi, régler certaines de nos faiblesses, les compenser, durant ces deux ou trois mois. Cependant, nous devons gérer la guerre avec méthode.
Oui, nous pourrions même, en une seule journée, tirer 100 missiles et 2 000 drones, mais la guerre nécessite de la planification, de la gestion. Nous devons gérer les choses en fonction de la défaite finale de l'ennemi, et pour que, au dernier point, nous portions le coup final, celui après lequel il ne se relèvera plus. Nous devons gérer cela. C'est pourquoi la gestion de la guerre est une question importante, et la raison pour laquelle, comme je l'ai dit, nous ne sommes pas encore entrés dans des opérations offensives et destructrices lourdes qui nous feraient franchir les frontières, c'est que nous ne voulons vraiment pas, encore aujourd'hui, que l'expansion de la guerre se fasse de manière à activer les failles internationales. Mais probablement, avec les erreurs que commettent les Américains, il se peut que nous en arrivions là, que nous entrions dans cette phase. Alors nous engagerons nos autres capacités, nous engagerons nos capacités ter-

restres, nous engagerons d'autres capacités que nous possédons, la guerre s'élargira, et nous n'avons pas encore utilisé cette capacité non plus.

JOURNALISTE : *Merci beaucoup. Cher Général Docteur Mohsen Rezaei, ancien commandant du Corps des Gardiens de la Révolution islamique pendant la Défense sacrée, je vous fais mes salutations, et je vous remercie d'avoir participé à cet entretien.*
REZAEI : Que la paix soit sur vous. Merci. Que Dieu vous garde.

JOURNALISTE : *Que Dieu vous garde, et merci beaucoup d'avoir suivi, vous aussi, l'émission spéciale d'entretien d'information de ce soir. En implorant vos prières, bonne nuit et au revoir.*

LE CRI DES PEUPLES
21 juillet 2026 (Investig'Action)

Transcription et traduction : Le Cri des Peuples

Ce n'est plus une guerre contre l'Iran

Cher lecteur,
C'est à Prémery, une commune dans la Nièvre, dans le centre la France, à 5 000 kilomètres du détroit d'Ormuz. Depuis lundi soir, une entreprise installée là-bas figure sur la liste noire du Trésor américain :
Elle s'appelle La Nivernaise de Raffinage.

Cette petite entreprise de province est devenue un symbole... car elle s'est retrouvée bloquée par le Trésor américain
La raison officielle, c'est qu'elle appartient à un groupe désigné désormais comme ennemi : une maison de négoce genevoise qui l'avait rachetée en 2024, et que l'OFAC rattache désormais à un réseau pétrolier iranien. Une licence dite « générale » lui laisse jusqu'au 23 octobre pour dénouer ses contrats en cours.
Voilà ce qui s'est décidé lundi à Washington... et voilà pourquoi cela nous concerne directement :

Cinq secteurs, soixante cibles, neuf pays
Le Trésor américain a lancé l'opération « Economic Outcast », littéralement « le paria économique ».
Elle étend le régime des sanctions dites secondaires à cinq secteurs entiers : l'or, la technologie, les actifs numériques, l'aviation et le transport maritime.
Près de soixante entités, personnes et navires ont été inscrits le jour même.
On y trouve notamment des adresses à Genève, Singapour, Dubaï, Athènes, Prémery.
Bref, ce ne sont pas des adresses iraniennes... et c'est tout le sujet :
Les sanctions secondaires ne visent pas seulement l'adversaire : elles visent ceux qui commercent avec lui.
Le secrétaire au Trésor l'a formulé sans détour lors de sa conférence de presse :
« Il n'est plus acceptable d'opérer dans les zones grises de ce conflit. »
Les entités qui faciliteront des transactions iraniennes seront « retirées du système du dollar ».
Et d'ajouter que le compte à rebours a commencé.
Le communiqué officiel assume la métaphore jusqu'au bout : un « Jour J », en référence explicite au débarquement de Normandie, une campagne menée contre l'ennemi *« y compris dans des pays tiers »*.
Des délais sont désormais adressés pays par pays, capitale par capitale.

Le piège d'Ormuz
Le même jour, l'OFAC a publié un avertissement passé presque inaperçu, consacré aux exigences iraniennes pour le franchissement du détroit d'Ormuz.
Le Trésor américain reconnaît donc lui-même que le passage se négocie avec Téhéran.
Et il prévient : accepter une garantie de passage, une assurance, ou transmettre des informations à une entité iranienne désignée peut exposer à des sanctions.
Même sans le moindre versement d'argent.
Passer vous expose, ne pas passer vous coûte...
Et il n'y a pas de troisième porte.

Pékin nomme les choses
La réponse chinoise est tombée mardi.
Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a parlé de « guerre économique » et de « pressions maximales » qui « déstabilisent l'ordre économique et financier mondial ».
Pékin annonce prendre « toutes les mesures nécessaires » pour défendre ses intérêts.
Il est important de préciser qu'avant le conflit, plus de 80 % des exportations pétrolières iraniennes partaient vers la Chine.
Le président américain annonçait ces derniers jours une reprise du dialogue avec Téhéran, aussitôt démentie par les autorités iraniennes.
D'un côté une main tendue vers la sortie, et de l'autre, un appareil administratif qui lance un débarquement.

Nous avons déjà vu ce film
En 2018, l'Union européenne dégainait son règlement dit « de blocage », censé interdire à nos entreprises d'obéir aux lois américaines extraterritoriales, sauf autorisation exceptionnelle de la Commission.
Bruxelles condamnait alors « le caractère extraterritorial des décisions américaines », selon les termes mêmes de notre Direction générale du Trésor.
Paris soutenait activement la riposte...
Et pourtant, quelques mois plus tard :

- Airbus renonçait à une centaine d'appareils vendus à Iran Air, dont trois seulement avaient été livrés.
- TotalEnergies abandonnait le champ gazier de South Pars 11.
- Renault et PSA se retiraient de leurs coentreprises iraniennes.

Ce règlement de blocage « anti-américain » n'a empêché aucun de ces retraits.

Ce que nous en retenons
Notre lecture est la suivante : la doctrine guerrière n'a pas changé, elle a changé de ministère.
Car le vocabulaire reste militaire (débarquement, étau, front, pays tiers), mais l'arme, elle, est devenue financière.
Et le premier effet mesurable de cette opération, à ce stade, n'est pas la chute du régime iranien : c'est le nom d'une entreprise de la Nièvre sur une liste établie à Washington.
C'est précisément la mécanique que Laurent Ozon documente dans « Les Néoconservateurs : une élite impériale », où il consacre un développement à la façon dont beaucoup des conflits aujourd'hui sont menés...
Une façon où la guerre n'est pas simplement menée au front, mais plutôt menée par une idéologie qui opère discrètement depuis plus de 50 ans :
Comprenez qui décide, à Washington, de ce que nos entreprises ont le droit de faire

Amicalement,
Franck PENGAM
Fondateur de Géopolitique Profonde, 25 août 2026

Humour de Kroll



Bras de fer gagnant pour la Turquie



Alexandre-Gabriel Decamps. — « Cavaliers turcs », 1839.

Curiosité diplomatique : à l'issue du sommet de l'OTAN d'Ankara, les chefs d'État et de gouvernement sont repartis avec un revolver turc gravé à leur nom, accompagné de six cartouches et d'un kit de nettoyage. Ankara exporte désormais autant ses armes que sa position stratégique.

Washington rouvre le dossier des F-35. Exclue du programme en 2019 après l'achat des missiles russes S-400, la Turquie retrouve les faveurs américaines. M. Recep Tayyip Erdoğan poursuit pourtant la même politique : rapports de force avec ses alliés, dialogue avec Moscou, interventions régionales, soutien au nouveau pouvoir syrien.

Ankara a changé de valeur, pas de ligne. La guerre en Ukraine, le réarmement européen et la confrontation avec l'Iran ont fait grimper sa cote. Ses détroits veillent sur la mer Noire, ses drones circulent sur les champs de bataille, ses usines intéressent une Europe qui se réarme. Chaque crise ajoute un péage à la route d'Ankara.

Cette réhabilitation inquiète Israël qui dépend largement de l'appui des États-Unis. Déjà l'opinion américaine s'élève contre la politique de Tel-Aviv. À présent, c'est la Maison Blanche qui, selon M. Benjamin Netanyahou, glorifie « un régime infecté par les Frères musulmans » au moment où celui-ci devient un candidat sérieux à l'hégémonie régionale.

MONDE DIPLOMATIQUE
11 juillet 2026

Crise du Golfe / Moyen-Orient : l'Irak à la croisée des chemins ?



© Pixabay

ANALYSE-OPINION

Le 13 juillet dernier à Washington, le président Trump et le Premier ministre irakien al-Zaidi l'ont confirmé : après 23 ans de présence, les dernières troupes occidentales, notamment étatsuniennes, auront bien quitté l'Irak fin septembre prochain. En même temps, un contrôle renforcé par l'État irakien des milices armées est annoncé, ainsi qu'une relance des activités des majors pétrolières. Comment l'État irakien va-t-il faire face à ce retour à une plus grande souveraineté au milieu de ses multiples défis ?

Quelques rappels pour poser le décor : création récente (1924), l'Irak avec 45 millions d'habitants, chiites à 60% (l'Irak abrite les deux principaux lieux saints de l'islam chiite, Nadjaf et Karmala), est un des pays majeurs du Moyen-Orient ; il dispose d'immenses gisements pétroliers (mais pas de gaz, qui lui est fourni par l'Iran), considérés les 5e du monde en 2022, sources d'une part essentielle du PIB national et de 90% des exportations et des ressources de l'État. Depuis la seconde guerre d'Irak et la chute du régime baasiste de Saddam Hussein en 2003, le pays a connu une occupation militaire étatsunienne (170 000 soldats au pic de 2007), une invasion par *Daech*, et une grande instabilité interne, y compris au sein de la majorité chiite, répartie entre partisans de l'ayatollah Sistani, de la « ligne iranienne » et du « nationaliste » Sadr. Le pays, après ces épreuves, a une économie faible et une population pauvre ; il est « vassalisé » par les États-Unis qui contrôlent les recettes pétrolières qui passent depuis 2003 par la Réserve Fédérale de New York (comme pour le Venezuela depuis le kidnapping de Maduro en janvier dernier). Du coup, la banque centrale irakienne reçoit périodiquement des cargaisons de billets verts (jusqu'à 500 millions $) pour alimenter ses réserves et financer le fonctionnement de l'économie.

Après l'offensive violente et sanguinaire débutée fin 2013 depuis la Syrie par *Daech* pour établir un califat salafiste (sunnite donc) en Irak et Syrie, une coalition internationale (notamment des pays de l'OTAN, dont la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France) a été lancée en août 2014 sous la direction des USA et l'accord du Conseil de sécurité des Nations-Unies (résolution 2170) pour lutter contre le groupe extrémiste ; peu avant, le grand Ayatollah Sistani, principal leader religieux du chiisme, a créé par fatwa du 13 juin 2014 *Hachd al-Chaabi*, les forces de mobilisation populaire (PMF), un ensemble de milices de multiples origines et confessions, à prépondérance chiite, pour combattre *Daech* au côté de l'armée. En Irak, la défaite de *Daech,* pour laquelle les PMF – plus de 100 000 membres – ont joué un rôle essentiel, a eu lieu en 2017 ; la coalition internationale et les PMF sont restés en place pour éviter toute reprise du mouvement extrémiste à partir de cellules dormantes.

Les forces de la coalition internationale avaient aussi un rôle d'observation de l'Iran et, dans le Kurdistan irakien, une activité d'entraînement de groupes kurdes dans l'optique d'un conflit éventuel avec l'Iran : Trump a évoqué début avril 2026 l'importance des armes transmises aux Kurdes pour des actions en Iran, et conservées par eux. De leur côté, les PMF sont, selon une loi irakienne de 2016, une composante des forces régulières du pays, en parallèle de l'armée, et directement rattachées au Premier ministre. Pour l'Oc-

cident, l'État irakien manque de contrôle effectif des PMF, et l'Iran (qui a participé à la lutte anti-*Daech*) exerce une forte influence, voire plus, sur une large part des PMF. De fait, la religion chiite rapproche les deux pays : la République islamique d'Iran reconnaît le primat religieux de l'ayatollah irakien Sistani, et de nombreux Iraniens vont en pèlerinage sur les lieux saints situés en Irak. Un accord a d'ailleurs été passé en 2025 entre les deux pays quant à la sécurité de leur frontière commune. La proximité entre chiites d'Iran et d'Irak explique l'ampleur, par millions, des foules irakiennes ayant assisté en Irak au passage durant deux jours du cortège funéraire de l'ayatollah Khamenei et des membres de sa famille assassinés avec lui.
Avec la fin en 2017 des combats contre *Daech*, les relations des États-Unis (et de la coalition) avec les milices des PMF les plus « pro-iraniennes » ont pris un tour conflictuel, reflétant celles avec l'Iran : assassinats ciblés à Bagdad de leaders PMF proches de l'Iran en 2020 (lors de l'assassinat par un drone étatsunien du général iranien Soleimani, artisan de l'organisation des PMF pour la lutte contre Daech) et 2024 ; désignation à partir de 2019 de six milices comme des organisations terroristes.
C'est dans ce contexte qu'est annoncé fin 2024 le départ des forces militaires occidentales en septembre 2025 (2026 pour le Kurdistan) ; les retraits prévus sont réalisés durant 2025.
Des retraits partiels ont lieu aussi durant les semaines précédant l'attaque étatsunienne et israélienne fin février 2026 : l'Iran avait annoncé que les bases de la coalition en Irak pourraient être des cibles légitimes en cas d'utilisation du territoire irakien lors d'une telle attaque.
De fait, le ciel irakien a été largement utilisé par l'aviation des États-Unis et d'Israël ; des bases « secrètes » israéliennes sont découvertes dans le désert irakien ; du coup de nombreux drones, lancés en fait par des milices irakiennes, ont touché en mars l'ambassade US dans la « zone verte » à Bagdad, et surtout des bases de la coalition dans la région d'Erbil au Kurdistan irakien ; des militaires français en charge d'entraîner des forces de sécurité du Kurdistan figurent parmi les victimes, dont un est décédé.
L'Irak a été très affecté par la fermeture du détroit d'Ormuz, car toutes ses exportations de pétrole y passaient ; pour maintenir un flux d'exportations, elle a très vite lancé un transport de pétrole par camions vers la Syrie, et envisage le recours à des oléoducs vers la Syrie pour éviter Ormuz.
Malgré tous ces soubresauts, le retrait final fin septembre 2026 de la coalition (notamment 2 500 soldats étatsuniens à Erbil) a été confirmé lors du voyage à Washington du nouveau premier ministre irakien, Al-Zaidi, le 13 juillet dernier. Al-Zaidi annonce alors que ce départ sera accompagné par l'interdiction des milices armées hors contrôle de l'État irakien et l'accueil des entreprises pétrolières étrangères pour relancer la production pétrolière. Ces deux annonces ne sont pas entièrement claires : pour les milices, quelles sont celles concernées ? S'agit-il des milices hors PMF, non considérées comme des forces de défense du pays ? S'agit-il de milices PMF insuffisamment contrôlées par l'État, notamment certaines chiites, les plus pro-iraniennes ? De même s'agissant du pétrole, d'un côté Trump annonce la venue rapide des entreprises étatsuniennes, et de l'autre le premier ministre irakien évoque une politique ouverte vis-à-vis des projets de toutes les entreprises occidentales : qui a raison ? Point clef : le paiement des recettes pétrolières sur un compte à la Fed de New York va-t-il perdurer, ou bien l'Irak va-t-il recouvrer sa souveraineté dans ce domaine clef ?

Crise supplémentaire avec l'Arabie saoudite : fin juillet, l'Irak subit un contrecoup du conflit qui s'est rallumé entre l'Arabie saoudite et Ansar Allah (Yémen) : en rétorsion de dommages dans l'est de l'Arabie sur son pipe-line est-ouest par des drones qu'on aurait cru venus du Yémen, ou selon Alaister Crooke d'un « faux drapeau » israélien (voire de « cellules ukrainiennes » découvertes par le gouvernement irakien), un raid aérien conjoint USA-Arabie frappe le 28 juillet en Irak une série de bases des PMF, d'où une vingtaine de tués parmi les PMF, ainsi que quelques conseillers iraniens. Il est probable que cette attaque de milices PMF ne simplifiera pas l'opération de prise de contrôle des milices souhaitée par le gouvernement irakien

Le challenge de la reconstruction d'un État souverain et développé : après 23 ans de présence militaire occidentale, y compris la période de guerre contre Daech, l'Irak est un pays pauvre (30% de la population sous le seuil), entièrement à reconstruire, notamment à partir de ses ressources pétrolières qui ont besoin d'une relance des investissements. Sa sécurité est encore précaire compte tenu des anciens de *Daech* qui peuvent demeurer dans les zones montagneuses ou à culture tribale. Le pays, aujourd'hui encore vassalisé à travers le contrôle des recettes pétrolières par les États-Unis, est encore à la recherche d'un modèle politique propre entre un État laïc à l'occidentale et la république islamique à l'iranienne.
Aujourd'hui, le système politique irakien souffre de règles électorales favorisant l'émiettement du parlement, d'un manque de légitimité au sein notamment des chiites, et d'un manque de leaders à la fois intègres et adaptés à la situation d'extrême nécessité du pays : la pauvreté du pays, les questions de sécurité intérieure et de maintien de la paix civile, y compris la question du Kurdistan, l'optimisation pour le pays des

relations avec les compagnies pétrolières, le modus vivendi à trouver avec l'Iran, mais aussi avec la Syrie, autant de défis redoutables pour les dirigeants de l'Irak..
Comment va évoluer le pays à compter du retrait des militaires occidentaux fin septembre est une question ouverte. Et un report de ce retrait ne peut être entièrement exclu.

SOURCES

US News, 23 janvier - Explainer-How the U.S. Controls Iraq's Oil Revenues
5 avril 2026 - Trump Reveals U.S. Sent Weapons to Iranian Protesters via Kurdish Groups- The Defense News
Israeli bases in Iraq - Wikipedia
18 janvier 2026 L'Irak annonce le retrait complet de la coalition dirigée par les États-Unis, hors Kurdistan - L'Orient-Le Jour
Enderi.fr, 15 juillet 2026 Les troupes américaines devraient se retirer d'Irak d'ici la fin septembre
6 août 2026 Washington lève des sanctions contre une compagnie aérienne irakienne liée aux gardiens de la révolution iraniens - L'Orient-Le Jour
Radio Orient, 6 juillet 2026 Irak : pourquoi Washington a repris ses transferts de dollars
Smain Bedrouni, 1er août 2026 - (7) De Soleimani aux Hachd al-Chaabi : ceux qui ont vaincu Daech sont devenus les cibles de Trump | LinkedIn
FDD, 18 septembre 2025 - US designates 4 Iran-backed Iraqi militias as Foreign Terrorist Organizations
27 juillet Ukraine-linked cells arrested over attacks in Iraq - Shafaq News | Latest breaking news in Iraq and the world
29 juillet - L'Arabie saoudite et les États-Unis frappent pour la première fois l'Irak de manière conjointe - RFI
Alaister Crooke, 30 juillet – (à partir de la minute 10) https://m.youtube.com/watch?v=i9Ww2us7wBA&ra=m

Daniel GODET pour France-Soir
Daniel Godet est ancien administrateur civil, cadre de grande entreprise en retraite, et esprit curieux.
Publié le 10 août 2026

Midterms : Soros, le philanthrope qui s'offre la démocratie à coup de centaines de millions de dollars



© DR

À 95 ans, George Soros n'a toujours pas raccroché. Le grand argentier de la « société ouverte » est redevenu le donateur individuel numéro un des midterms 2026, avec 102 millions de dollars déjà déversés dans les caisses démocrates. Le *Washington Post* le confirme sans ciller : 102 millions via ses structures, le *New York Post*, parle lui de 102,8 millions et assure que le vieux renard est en passe de pulvériser son propre record de 128 millions établi en 2022. À ce rythme, la philanthropie est un moyen très efficace de s'acheter une influence.

Bon, tout se fait dans les règles, pas de signature de chèques la main tremblante. L'argent transite par Geosor et le Fund for Policy Reform, géré par son fils Alex, qui reprend gentiment l'empire familial. Seuls 794 000 dollars ont été versés directement au nom du père. Le reste alimente Democracy PAC, le super PAC maison. Légal, transparent, déclaré à la Commission électorale fédérale…

Ces démocrates, éternels pourfendeurs de l'argent corrompu en politique, encaissent sans sourciller, tout en tonnant contre la « dark money » des républicains, et empochent les millions du milliardaire hongrois. Une hypocrisie qui a le mérite d'être « bien financée ». De l'autre côté, c'est Marc Andreessen, Ben Horowitz, Miriam Adelson ou Elon Musk qui alignent les billets par millions de dollars. Au total, les cinquante plus gros contributeurs ont déjà injecté plus de 1,3 milliard de dollars dans la campagne, selon le *Washington Post.* La démocratie version super PAC ! Et que le plus gros portefeuille gagne !

Cette concentration n'a pas grand chose d'anodin. Un seul « homme », via son fils et ses sociétés écrans, peut inonder le débat public de publicités, soutenir des candidats triés sur le volet et orienter le récit. Les électeurs ordinaires, eux, servent surtout à valider les choix des grands donateurs. On nous explique que tout est légal et public. Certes. Mais quand un individu peut, à lui seul, peser plus de cent millions de dollars sur une élection, on se demande sérieusement ce qu'il reste de l'idée même de la souveraineté populaire.

Le cas Soros cristallise tout ce que ce système a de nauséabond. Pour certains, c'est un visionnaire qui finance le « progrès ». Pour les autres, c'est le symbole parfait de l'influence. Un homme qui a décidé que l'Amérique avait besoin d'être remodelée à son goût, qui en a les moyens, ne s'en cache pas, et n'en est pas à son premier galop d'essai, ici comme dans cette vieille Europe qu'il mène à la baguette depuis des années, voire des « printemps »... Au-delà de sa posture, cette comédie est pathétique, une comédie où une minorité d'oligarques décide à coup de chèques à neuf chiffres, pendant que le citoyen moyen s'imagine encore peser dans la balance en allant voter.

FRANCE-SOIR
Publié le 29 juin 2026

Le nouveau grand jeu revisité



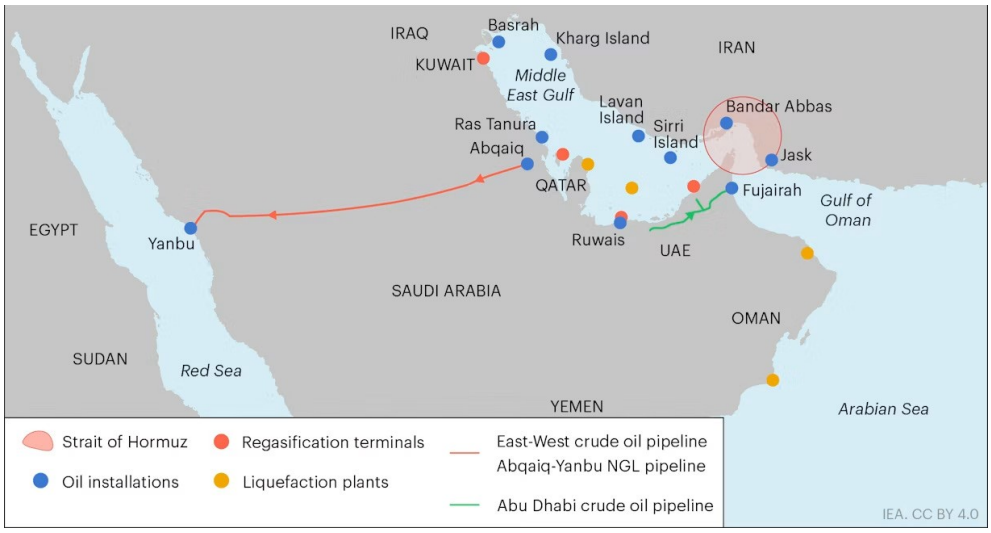
Il a suffi de quelques missiles yéménites tirés sur des raffineries saoudiennes pour réveiller les « dirigeants » de la Oumma ; pas les plus de 100 000 Palestiniens tués à Gaza par ce culte de la mort.
Le pacte sunnite de La Mecque, conclu entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan, reste un mystère. Ou bien une mise en scène douteuse et de mauvaise qualité – avec son lot de séances photo et un partage d'informations très limité. Le texte intégral n'a pas été rendu public. Tout reste assez vague, ne mettant en avant que la « dissuasion collective ».
Contre qui ? C'est une question d'interprétation. Toutes les options – Eretz Israël, États-Unis-Israël, l'Inde (en cas d'attaque contre le Pakistan) – pourraient s'appliquer. Le mot clé ici est « pourraient ». À cela s'ajoutent les innombrables contraintes de la Turquie au sein de l'OTAN : un véritable nid de vipères.
Fait significatif, la Turquie a informé l'Iran avant de signer l'accord de La Mecque. Des interprétations supplémentaires vont même jusqu'à évoquer l'adhésion de l'Iran à l'accord à un stade ultérieur, puisque Riyad rejette en théorie les frappes militaires contre Téhéran et que l'Iran pourrait être couvert par le parapluie nucléaire pakistanais.



Le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, entouré du président turc Recep Tayyip Erdogan, à gauche, et du Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif, à droite, signe un accord de défense conjoint à La Mecque, le 7 août 2026.

Une fois de plus, la géographie dictera la marche des choses. La Turquie restera au sein de l'OTAN – car les élites turques sont fondamentalement atlantistes. L'Arabie saoudite devrait accomplir des miracles pour se soustraire au parapluie de sécurité américain – et à la main-d'œuvre indienne. La priorité du Pakistan va

à la Chine et aux Nouvelles Routes de la Soie, ainsi qu'au gazoduc IP en provenance d'Iran. La Mecque est essentiellement un théâtre de dissuasion.
Un scénario différent, plus intrigant, laisserait entrevoir l'instrumentalisation du Grand Turan – un objectif clé de la Turquie – au profit du tandem américano-sioniste. Cela laisserait entrevoir une version néo-ottomane, désormais reconfigurée pour assumer le leadership des affaires arabes compradores. Comme si Ankara recréait la hiérarchie ottomane en se plaçant au centre – au nom de la « sauvegarde » des sionistes et des salafistes contre eux-mêmes.
Il semble que l'étincelle de La Mecque soit venue de MbS lui-même (personne ne le sait vraiment, tant la situation à Riyad est opaque). Alors que Riyad se voit privé de ses exportations de pétrole via la mer Rouge par le Yémen – et pourrait même perdre ses puits de pétrole si la situation venait à s'envenimer –, pourquoi ne pas miser sur un néo-ottomanisme bienveillant ?



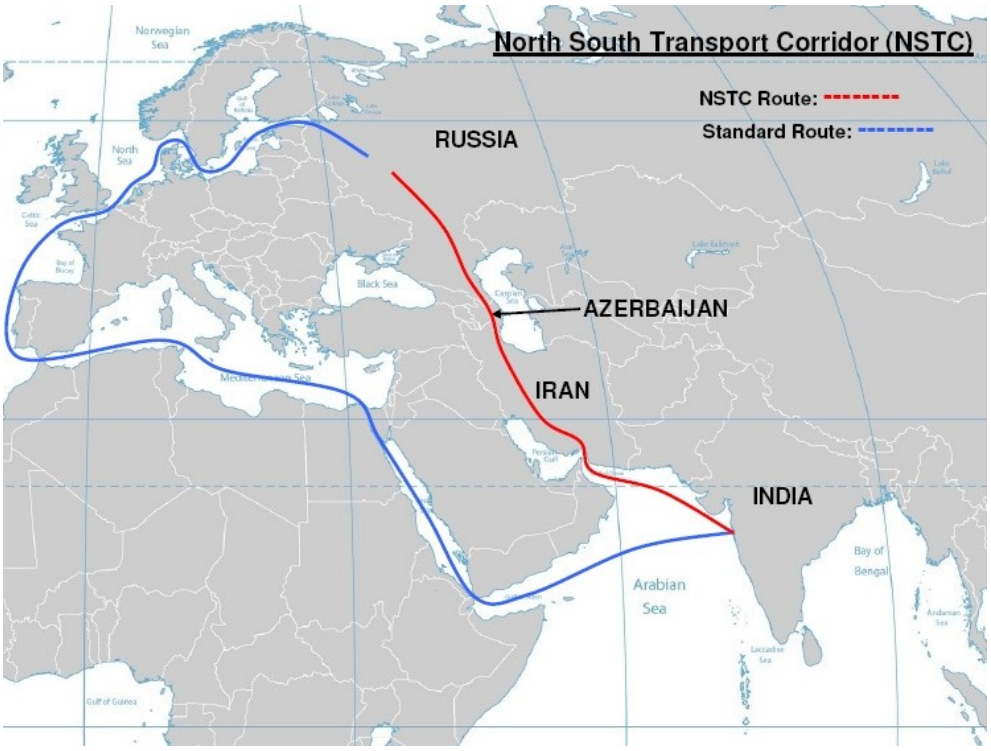
Voies d'exportation du pétrole traversant et contournant le détroit d'Ormuz. Source : Agence internationale de l'énergie, février 2026.

Pourquoi les États-Unis ne pourront jamais lever les sanctions contre l'Iran
Pendant ce temps, en Iran, sous l'égide d'un Conseil suprême de sécurité nationale (CSSN) remanié par le Guide suprême Mojtaba Khamenei, le consensus qui s'est cristallisé est que Téhéran ne fera jamais de compromis, en particulier dans le contexte actuel de « ni guerre, ni paix ».
Washington devrait satisfaire à une série de conditions très strictes avant que le détroit d'Ormuz ne soit rouvert, notamment :
1. La fin des menaces et des « insultes » américaines ;
2. La fin définitive des guerres menées par les États-Unis contre l'Iran et ses alliés en Palestine, au Liban, au Yémen et en Irak ;
3. La levée du blocus naval américain et le retrait de toutes les forces américaines ;
4. Pas moins de 300 milliards de dollars de dommages-intérêts pour les dommages de guerre ;
5. La levée de toutes les sanctions ;
6. La libération inconditionnelle de tous les avoirs gelés ;
7. Le droit pour l'Iran de prélever jusqu'à 7 % sur le transit des marchandises ;
8. Une interdiction des navires américains et israéliens ;
9. Une pénalité de 20 % à la charge des navires en cas de non-respect des conditions.

On peut y voir une mise en garde en vue d'une capitulation américaine : une capitulation sur tous les fronts – de la « traque de l'argent » à l'expulsion militaire, en passant par la fin des sanctions et le contrôle total de l'Iran sur le détroit d'Ormuz.
Même les grains de sable qui jonchent l'Ancienne et la Nouvelle Route de la Soie savent bien que la dette colossale des États-Unis a désespérément besoin de nouveaux mécanismes pour se nourrir grâce au contrôle des ressources naturelles – du pétrole à l'or en passant par les terres rares. Et ces ressources naturelles doivent être cotées en dollars américains et en pétrodollars.

L'Iran – carrefour clé de l'Eurasie – possède absolument tout ce dont les États-Unis ont besoin. Pourtant, il est souverain, indépendant et étroitement aligné sur le partenariat stratégique entre la Russie et la Chine.

Tout cela présente donc tous les ingrédients d'une « guerre éternelle ». Washington ne lèvera jamais les sanctions contre l'Iran. C'est politiquement – et géoéconomiquement – impossible. Et Washington, quel que soit le pouvoir en place, n'acceptera jamais que l'Iran contrôle le détroit d'Ormuz, redevances administratives comprises, car cela scellerait, dans la pratique, l'échec impérialiste à utiliser les sanctions économiques comme outil « diplomatique » de prédilection.
Il en résulte que certaines des graves conséquences de la guerre déclenchée le 28 février sont déjà tout à fait évidentes. Parmi celles-ci figurent la destruction financière potentielle du CCG [pays du Golfe], accompagnée de l'effondrement de ses régimes au pouvoir ; l'expansion géographique quasi inévitable du Yémen ; l'isolement international quasi total du « culte de la mort » ; une crise économique mondiale massive allant de pair avec une crise financière américaine ; et l'accession de l'Iran au statut de grande puissance d'Asie occidentale, d'Eurasie et du Sud global.
Tout cela implique un bouleversement géoéconomique majeur qui facilitera une ascension bien plus rapide des BRICS – et des BRICS+ –, accompagnée de la consolidation de Shanghai en tant que solution idéale permettant aux capitaux du Sud de sécuriser leurs épargnes.
Méfiez-vous de l'« axe eurasien » !
L'Empire du chaos, du mensonge, du pillage et de la piraterie ne laissera rien de tout cela passer sans réagir. L'échiquier continuera donc d'être déstabilisé…même dans des nœuds qui, en théorie, sont contrôlés par les États souverains indépendants.



C'est là qu'intervient la mer Caspienne – un nœud clé du Corridor international de transport Nord-Sud (INSTC), l'un des principaux axes de connectivité du commerce pan-eurasien du XXIe siècle, reliant les membres du BRICS (Russie, Iran et Inde) à l'Asie centrale tout en contournant les sanctions occidentales et les goulets d'étranglement maritimes contrôlés par l'OTAN.

La guerre hybride en mer Caspienne s'inscrit parfaitement dans le scénario impérialiste visant à provoquer des répercussions systémiques négatives s'étendant au-delà de la Russie et de l'Iran, jusqu'en Chine et en Europe. Après tout, la Chine considère la mer Caspienne comme un canal de connectivité essentiel entre les projets de l'Initiative « Une ceinture, une route » (BRI) et l'Asie centrale et l'Europe.
La mer Caspienne pourrait donc devenir le point culminant d'une fracture géopolitique près du centre de l'Eurasie, opposant Washington/Tel-Aviv/Kiev aux États-civilisations souverains et indépendants des BRICS et de l'OCS.
C'est là qu'intervient, une fois de plus, la Turquie – désormais en tant que chaînon manquant potentiel dans la stratégie de l'axe sioniste visant à relier les deux guerres (celle de l'OTAN en Ukraine et celle des États-Unis et d'Israël contre l'Iran) : après tout, il s'agit d'une seule et même guerre depuis le début.
Il sera toutefois difficile de convaincre le sultan Erdogan de s'en prendre aux actifs stratégiques russes et iraniens dans la mer Caspienne, même indirectement via l'Azerbaïdjan. Un substitut encore plus complexe

serait le Kazakhstan qui, malgré toutes ses politiques « multivectorielles », est membre à part entière de l'OCS, membre à part entière de l'Union économique eurasienne (UEE) et partenaire des BRICS+.
Les actions de la Turquie devraient en fin de compte être évaluées à l'aune de la volonté officielle de renforcer l'Organisation des États turcophones (OTS, dont l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan sont tous deux membres) et les mesures qu'ils pourraient mettre en place pour tenter de freiner les manœuvres géopolitiques de l'Iran.

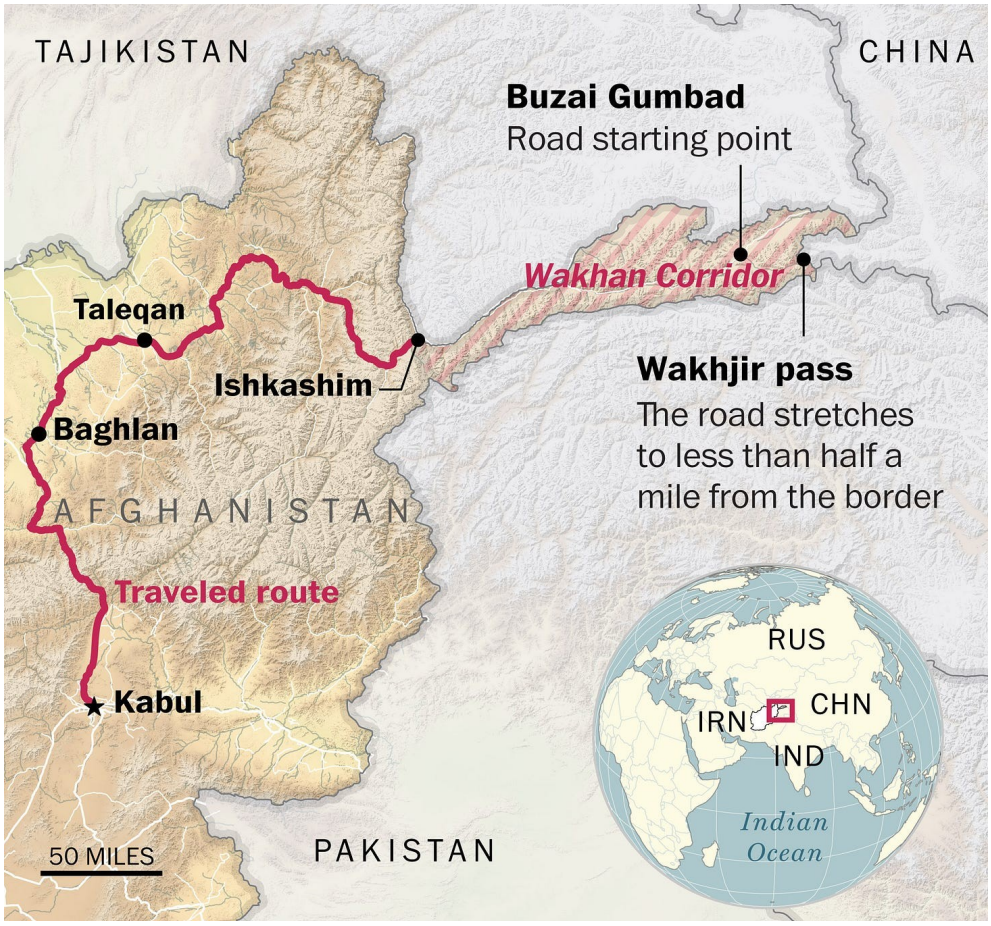


Les dirigeants de l'Organisation des États turcophones lors d'un sommet informel à Turkistan, au Kazakhstan, le 15 mai 2026

Encore une fois : tout repose sur la manière dont ils vont jouer la carte du Grand Turan à travers le Caucase et surtout en Asie centrale, avec ses vastes réserves de pétrole, d'uranium, de lithium et de minéraux stratégiques.
Moscou observe attentivement tout cela, avec une extrême discrétion. Soit dit en passant, en novembre dernier, le Kazakhstan est devenu le premier « stan » d'Asie centrale à adhérer aux Accords d'Abraham, dans le cadre d'un accord minier de grande envergure entre les États-Unis et le Kazakhstan.
L'histoire a toujours une façon singulière de se répéter : nous en revenons au « Grand Jeu » original entre la Russie et la Grande-Bretagne de la fin du XIXe siècle. Après tout, le MI6 soutient pleinement le Grand Turan – en tant que contre-pouvoir de premier plan face aux « Trois Souverains », à savoir la Russie, l'Iran et la Chine. Ou ce que Trump a récemment défini, pour la toute première fois (Elbridge Colby lui chuchotant à l'oreille ?), comme « l'Axe eurasien ».
Au Musée national d'Astana, au Kazakhstan, un panneau tape-à-l'œil représente tous les peuples turcophones, soit plus de 40 groupes ethniques. Les Ouïghours en font partie, tout comme les Kazakhs et les Azéris. Mais en déduire que la Turquie s'impose comme un acteur majeur à travers l'Eurasie – en s'appuyant sur de faux récits mythologiques – relève d'un tout autre ordre de choses.
Toute cette initiative n'est rien d'autre qu'une manœuvre visant à créer un marché pour un nationalisme turc pur et dur, les « stan » d'Asie centrale étant, au mieux, intégrés en tant que partenaires subalternes.

La Mecque, un coup de poker désespéré
Alors que la pression impériale sur les « Trois Souverains » ne faiblit pas, des initiatives stratégiques étroitement liées font toute la différence. Par exemple : l'investissement de la Chine dans le corridor du Wakhan en Afghanistan, afin de disposer d'une voie d'accès supplémentaire vers l'Iran.

C'est le « Grand Jeu » qui recommence : le corridor du Wakhan est apparu de nulle part à la fin du XIXe siècle pour « protéger » l'Inde britannique contre les avancées russes au Turkestan. Il ne relie le Xinjiang chinois que sur environ 70 km, comme j'ai pu le constater lors de mes voyages sur la route du Pamir avant la pandémie de Covid.



Le corridor du Wakhan, à l'extrémité orientale de l'Afghanistan, où un projet d'autoroute permettrait d'établir une liaison terrestre directe avec la Chine.

Il s'agit de l'une des frontières stratégiques les plus élevées de la planète. Il y a à peine cinq mois, Pékin a créé un nouveau comté au Xinjiang, Cenling, qui surplombe la frontière. Tout dans cette région montagneuse et sauvage est géré depuis Kashgar, où commence le Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), d'un montant de 60 milliards de dollars.
Traduction : en plus de la ligne ferroviaire Chine-Iran – précédemment bombardée par les Américains pendant la guerre contre l'Iran –, il s'agit d'une voie terrestre supplémentaire reliant la Chine à l'Iran qui contourne les routes maritimes, vulnérables aux blocus de Trump.
La Chine, fidèle à sa stratégie gagnant-gagnant, ira jusqu'au bout en misant simultanément sur les deux options : le CPEC, via le Pakistan, et le Wakhan, via l'Afghanistan.

Pour conclure notre tour d'horizon des principaux théâtres d'action du « Nouveau Grand Jeu » : en fin de compte, tout se jouera en Asie occidentale. Ce qui nous ramène au pacte sunnite « La Mecque-OTAN ».
Cette analyse pertinente présente La Mecque comme un « coup de poker » lié au manque criant actuel de recyclage des pétrodollars par les monarchies pétrolières – mécanisme qui soutient ce monstre qu'est la dette américaine impossible à rembourser, la pyramide des produits dérivés et la méga-bulle solitaire de l'IA de Wall Street.
Et c'est ce qui motive réellement le désespoir impérial de conclure un accord, n'importe quel accord, avec les Perses.
Car l'Iran a défini le principal champ de bataille géoéconomique pour les RIC (Russie, Iran, Chine, le nouveau triangle de Primakov), bien plus efficacement que les interminables discussions des BRICS : l'effondrement du racket des pétrodollars du CCG.
Sans ce racket, un empire néocolonial financiarisé dirigé à distance est absolument impossible.

Pepe ESCOBAR, Geopolitics Prime, 13 août 2026

Pourquoi rien ne change en mieux et tout s'aggrave ?



image en vedette : Capture d'écran. Marche blanche à Bruxelles en 1996

Le monde, aujourd'hui, est en permanence sous l'effet d'une crise, d'une colère dans une profession puis une autre, celles-ci se succédant l'une après l'autre.
Comment dans un monde théoriquement démocratique, où le peuple, par les élections, envoie au pouvoir ses représentants, continue-t-il de montrer tant de disparités entre l'attente du peuple et ce qui est réalisé, mis en pratique ?
Pourtant c'est le cas.
Aujourd'hui , en 2026, depuis des années, allant crescendo, toutes les professions sont en colère.
À la fin de l'année 2025, tous les médias rapportent la colère dans le monde agricole [1].
« *Des milliers d'agriculteurs venus de toute l'Europe se sont donnés rendez-vous ce jeudi dans le centre de Bruxelles pour faire entendre leurs revendications. Le secteur, en crise continue depuis des années, veut rappeler à la Commission Européenne ses craintes et désaccords quant à l'accord commercial avec le Mercosur d'une part, et une possible réduction du budget de la politique agricole commune de l'autre.* »
On constate ici toute l'édulcoration faite par ces médias (belges) de la réalité. Mercosur est *vraiment* un accord commercial en défaveur des agriculteurs européens, et le budget de la politique agricole commune est *vraiment* réduit d'année en année. Il y a de quoi être en colère ! Surtout quand ces cris sont répétés d'année en année, de mois en mois, sans avoir d'écho concret parmi les instances au pouvoir, quels que soient les vainqueurs des élections.
C'est le cas aussi des producteurs de lait. :
Ici, en mai 2025, toujours à Bruxelles puisque cette capitale héberge les institutions européennes où tout est décidé [2].
« *Des productrices et producteurs laitiers des quatre coins d'Europe manifestent à Bruxelles ce lundi pour réclamer une rémunération juste. Leur action coïncide avec la tenue d'une réunion du Conseil "Agriculture et pêche" et se déroule en amont de la Journée internationale du lait, mais aussi des élections européennes*.»
Continuons avec les magistrats, juges, greffiers, membres du personnel de justice, avocats ou encore traducteurs [3]. Juin 2025.
« *Les plus hauts magistrats du pays ont appelé le gouvernement à revaloriser urgemment le pouvoir judiciaire, dénonçant un sous-financement chronique qui menace la qualité, l'efficacité et l'accessibilité de la justice*. »
Puis les professionnels de soins de santé, et ce que les médias appellent avec leur sens de l'abstraction, le secteur non marchand.
Humain, quoi. [4]
Pénurie de personnel, de soignants, de moyens… Pourquoi ? Où va l'argent ?
Ici en Belgique.
« *Le 7 novembre à Bruxelles, nous avons assisté à une manifestation importante et significative du personnel des soins de santé. En tant que président du SLFP, je tiens à exprimer mon profond respect et mon soutien à tous les travailleurs du non-marchand qui ont fait entendre leur voix.*

35 000 personnes qui, en réalité, ne veulent pas descendre dans la rue, car elles estiment être celles qui sont les mieux placées pour aider et soutenir ceux qui en ont besoin, mais qui se sentent aujourd'hui abandonnées par notre gouvernement. » [5]
Et bien sûr, le corps professoral, tous secteurs confondus.
« *Des milliers de manifestants se sont retrouvés près du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour dire non au vote des mesures d'économie dans les écoles* ». [6]
J'ai parlé uniquement de la Belgique et des secteurs professionnels principaux.
Je pourrais continuer en citant la plupart des pays européens, dont surtout la France, et élargir ce texte à d'autres professions moins connues ou moins représentées, les gens qui travaillent dans les trains, les bus…
Je connais personnellement la situation d'une jeune fille qui a le titre d'éducatrice spécialisée, avec une compétence spécifique pour aider des jeunes et des enfants abusés, violents, extraits de leur milieu familial en raison d'abus et de violences exercées à leur encontre.
Bref, un métier précieux.
Elle a pu avoir des contrats à durée déterminée car dans ces cas, l'employeur reçoit des subsides institutionnels. Cela a suffi pour voir que cette jeune fille est douée pour ce métier difficile et ferait de très bonnes choses au service de la société.
Mais au bout de ses contrats à durée déterminée, personne ne lui donne d'emploi dans ces institutions pourtant en manque de personnel qualifié, souvent en lui disant qu'elle n'a pas assez d'expérience.
Combien de personnes dans des fonctions surnuméraires ou moins utiles, et combien de personnes sans emploi qui pourraient pourtant très réellement et concrètement servir la société ?
De ce constat, deux conclusions émergent, car c'est répétitif, constant.
La plupart des médias, visuels et écrit, gouvernementaux mais aussi privés, donnent rarement une analyse globale et conjointe de toutes ces situations de colère et de grogne, dont le point commun est finalement l'inadéquation entre les demandes légitimes des professionnels et la réponse du pouvoir à ces demandes justifiées et justes.
Ces médias insistent aussi, le plus souvent, sur les débordements auxquels mène ces justes colères non entendues.
Ces médias ne retiennent que les débordements et les violences, qui sont souvent le fait d'une minorité, voire même d'agitateurs professionnels infiltrés (connus des forces de police), ce qui permet de discréditer auprès du reste de la population tout le mouvement professionnel dont les revendications sont pourtant légitimes.
Voici le rôle joué par les médias dominants.

Au lieu de faire un travail objectif et de fond, ils demeurent sur le spectaculaire anecdotique et non représentatif du mouvement et de son origine, l'étayant et le crédibilisant.
Toutes ces professions ont des raisons d'être en colère, et plus le pouvoir, qui n'est que la représentation du peuple (du moins théoriquement dans une démocratie), les niera, leur mentira, leur fera des promesses non tenues, plus la colère et la violence grandiront, car quel autre moyen pour se faire entendre et surtout respecter ?
Le système des élections n'est manifestement pas la réponse.
Il ressort de tout ceci le triste rôle des organes chargés de l'exécutif qui ont le pouvoir et qui possèdent les moyens de répression.
Qu'ils soient de gauche ou de droite, du centre ou des extrêmes, comme on le voit dans toute l'Europe, avec des nuances uniquement de surface, ils appliquent la même politique déconnectée des revendications des gens.
Pas d'espoir à attendre des médias dominants.
Pas d'espoir à attendre des organes de pouvoir et d'application, quelle que soit leur couleur politique.
Alors, que faire ?
Il faut faire ce qui fait le plus peur à un pouvoir autoritaire qui ne dit pas son nom.
S'unir.
Quand les agriculteurs sont dans la rue, alors tous les secteurs professionnels doivent être avec eux dans la rue.
Même si chacun pourrait penser que ça ne le concerne pas, que la production de lait, ou la liberté de semer des semences locales, c'est pas leur problème, si, cela les concerne et concerne tout le monde.
Quand les magistrats, avocats, juges, manifestent, également, alors tous les secteurs professionnels devraient être avec eux, agriculteurs inclus, déjà car les magistrats ont été avec eux lors de leurs manifestation, mais surtout parce que chaque secteur doit comprendre que les problèmes des autres sont les siens.
Qu'il y a un point commun à toutes ces revendications : demander une meilleure répartition de l'argent et des moyens, que cette répartition soit plus en adéquation avec les vrais besoins ; demander une vraie lutte contre la corruption, le népotisme et l'opacité financière ; demander de revaloriser fortement les secteurs

qui rendent véritablement service à la société, dits non marchands, soignants, éducateurs, professeurs, personnels d'entretien, ceux dont la grève ferait vraiment s'écrouler la société.
Finalement, nous voulons tous la même chose.
Mais quelle puissance de le demander une fois tous unis, en nombre et en crédibilité.
Il faut manifester en silence.
Le silence a bien plus de pouvoir que le bruit, les cris ou le vacarme.
Prenez 300 000 personnes dans les rues d'une ville, tous calmes et silencieux comme ce fut le cas lors de *la marche blanche à Bruxelles en Belgique, en 1996* et tout le monde verra la puissance de manifester de la sorte ! [7]
« L*a Marche Blanche de Belgique en 1996 fut une manifestation de protestation spectaculaire, massive et silencieuse; sur plus d'un point elle s'écarte des manifestations de masse « typiques » auxquelles nous ont habitués le mouvement ouvrier, le mouvement des femmes, le mouvement pour la paix… Cette marche de protestation mobilisa le Belge Moyen, qui n'a pas l'habitude de descendre dans la rue pour appuyer ses récriminations et revendications. La Marche Blanche échappa aux clivages traditionnels qui déterminent l'histoire de Belgique depuis 1830 : les oppositions idéologiques – catholiques/libres penseurs –, socio-économiques – travailleurs/capitalistes – et communautaires – Flamands/Wallons. La Marche Blanche ne focalisa pas non plus les revendications postmatérialistes concernant l'environnement, la qualité de la vie, la paix, le féminisme… qui depuis les années 1960-1970 recourent volontiers à des manifestations pour se faire inscrire sur l'agenda politique. La Marche Blanche était exceptionnelle et unique* ». [8]
De plus, la consigne de silence permettrait d'isoler immédiatement tout agitateur, soit un individu qui desservirait plus la cause du mouvement en permettant aux médias de diaboliser tout le mouvement, soit un professionnel infiltré, pour les mêmes raisons.
Une fois les revendications clairement établies, annoncées, reproduites sur des panneaux, cette marche blanche et silencieuse devrait être le modèle à reproduire, unir tout le monde, tous les professionnels avec les consommateurs et bénéficiaires des services rendus par toutes ces professions et secteurs au service réel de la société, débrayer, et marcher tous ensemble, dignes et forts, devant ceux qui ont le pouvoir.
Dans le calme, le silence et la détermination, tous unis car le problème d'un seul est le problème de tous.
Il n'y a plus rien à attendre des médias dominants qui manifestement ne font plus qu'un travail de surface, ou même à charge des manifestants et à décharge du pouvoir.
Il n'y a plus rien à attendre des organes de pouvoir qui, quelle que soit leur couleur politique affichée, ne servent plus le peuple et toutes les professions sacrifiées pour le rendement et l'application d'agendas internationalistes placés au-dessus de toute considération humaine.
La plupart des gens pensent souvent qu'il n'y a rien à faire, sinon espérer de nouvelles élections, voyant bien que tout empire, et va plus mal.
Les riches sont de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus nombreux et de plus en plus pauvres.
Il n'y a rien à faire ? C'est faux.
C'est ce qu'on veut nous faire croire.
On nous divise, on nous encombre l'esprit d'abstractions et de vocabulaire difficile à comprendre, on anonymise les vrais responsables, on dit : « c'est le marché », quand on n'accuse pas carrément des phénomènes extérieurs, « c'est le climat ».
Non.
C'est nous.
C'est nous qui décidons ce que nous voulons faire ensemble.
C'est tout.
Il y a assez d'argent, de nourriture, de moyens.
C'est leur juste et raisonnable distribution qui compte, dans la transparence.
Unissons-nous tous, dans le silence, le calme et la détermination.
C'est notre monde aussi.

Dr Pascal SACRÉ
Mondialisation.ca, 13 juin 2026

Notes :
[1] Colère du monde agricole : les tracteurs sont de retour à Bruxelles, plusieurs axes et tunnels sont fermés – RTBF Actus
[2] Manifestation des agriculteurs ce lundi à Bruxelles: des perturbations attendues, voici les zones à éviter | 7sur7.be

[3] Manifestation massive au palais de justice de Bruxelles: les plus importants magistrats belges interpellent le fédéral | 7sur7.be
[4] Manifestation du secteur non marchand ce jeudi : 'Les mesures du gouvernement fédéral vont impacter les patients les plus fragiles' – RTBF Actus
[5] Il n'y a pas de temps à perdre, soutenez le personnel soignant indispensable ! | SLFP
[6] Grève dans l'enseignement : 3.000 manifestants recensés, une dizaine d'arrestations à Bruxelles mais aussi à Namur – RTL Info
[7] Il y a 25 ans, la «Marche blanche» rassemblait plus de 300.000 personnes à Bruxelles – Moustique
[8] La Marche Blanche de Belgique (octobre 1996) : un mouvement de masse spectaculaire, mais éphémère | Cairn.info

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Dr Pascal Sacré, Mondialisation.ca, 2026

Révoltes en série contre les machines

Tout le monde déteste l'IA

*Les investisseurs n'ont d'yeux que pour elle ; ses architectes toisent les chefs d'État ; son usage se propage comme le feu dans la plaine : l'intelligence artificielle, dit-on, va transformer l'humanité. Mais l'humanité le veut-elle ? Face au Moloch numérique, qui exige le sacrifice de l'emploi, du climat et de la vie privée, les résistances se mult*iplient. *Sauront-elles s'organiser alors que les grands partis, obnubilés par les machines, regardent ailleurs ?*

« Il y a une bataille, dehors, qui bat son plein. Elle ébranlera bientôt vos fenêtres et secouera vos murs. » L'air de cette chanson de Bob Dylan sur les temps qui changent a-t-il effleuré l'esprit de M. Eric Schmidt le 15 mai dernier ? Ce vendredi-là, l'ancien président-directeur général de Google et ex-conseiller du Pentagone avait revêtu la coiffe à pompon, la toge à revers jaune et le sourire satisfait pour discourir devant un parterre d'étudiants de l'université de Tucson, en Arizona, à l'occasion de la remise des diplômes. Était-ce la cinquantième ou la centième fois qu'il débitait machinalement son topo sur l'intelligence-artificielle-qui-va-tout-bouleverser ? Soudain, un concert de huées et de cris de rage l'interrompt, et le tohu-bohu redouble sitôt qu'il articule ses lettres fétiches, « I » et « A ». Son sourire se fige en rictus. *« Je sais ce que beaucoup d'entre vous ressentent.* (…) *Je comprends cette peur »,* lance M. Schmidt – dont la fortune dépasse 60 milliards de dollars – à des étudiants lestés d'une dette moyenne de 35 000 dollars, et dont l'IA menace d'annihiler les futurs emplois.
L'incident n'est pas isolé. Une houle contestataire enfle aux États-Unis contre le culte de l'automatisation, les ravages du tout-numérique, la prolifération des centres de données, l'arrogance et le pouvoir des élites de la tech, la corruption des élus qui se prosternent à leurs pieds. Jet de cocktail Molotov sur le domicile du fondateur d'OpenAI en avril, tirs d'armes à feu contre celui d'un conseiller municipal d'Indianapolis favorable à l'installation d'un *data center,* manifestions locales : les indices d'un grand ras-le-bol s'empilent. Au moment où l'avant-garde du secteur – OpenAI, Anthropic – annonce des entrées en Bourse, le *Wall Street Journal* frissonne : *« La seule chose qui croît plus vite que ce secteur de l'IA, c'est peut-être le sentiment négatif des Américains à son égard* (1). *»* À en croire les enquêtes d'opinion, c'est le cas d'une majorité d'entre eux ; plus des deux tiers jugent *« trop rapide »* le développement de cette nouvelle technologie, y compris les 18-29 ans (64 %) (2).
Comme la plupart des changements technologiques majeurs, le déferlement de l'IA sur les sociétés n'a fait l'objet d'aucune délibération collective ni même d'une discussion publique.
Le schéma n'a pas fondamentalement varié depuis la fin du XIXe siècle : les pouvoirs publics encouragent ces impositions privées au nom d'une « modernisation » qui consiste à liquider les classes « arriérées » soupçonnées d'entraver la marche en avant économique – artisans, paysans, ouvriers, employés. Mais, cette fois, l'ampleur et la rapidité du choc provoquent une rébellion à la composition sociale inédite. Les nouveaux luddites se recrutent aussi bien parmi les étudiants, les éleveurs, les catholiques galvanisés par l'encyclique papale *Magnifica humanitas,* qui appelle à *« désarmer l'IA »,* qu'au sein de la bourgeoisie nationale-conservatrice de type MAGA (« Make America Great Again »). Pour le moment, rien n'agrège ces groupes dont les colères procèdent de trois logiques dissemblables.



Norbert Bisky. – « Dies irae » (Jour de colère), 2016
© Norbert Bisky - ADAGP, Paris, 2026 - photo : Bernd Borchardt

La première, et la plus évidente, tient à la perspective d'un grand remplacement des cadres et professions intellectuelles supérieures par des machines. Des secteurs qui avaient accueilli la désindustrialisation avec l'indifférence hautaine que leur inspirait la foi dans l'« économie du savoir » se trouvent à leur tour menacés. La litanie des suppressions de postes dans la finance, le conseil, l'ingénierie informatique, l'architecture, la programmation ainsi que dans le monde de l'information, de la communication et des arts, etc., provoque un dessillement brutal, en particulier chez les plus jeunes, que le système d'enseignement américain fait entrer sur le marché du travail l'enclume de la dette au cou. Dans l'ombre de ces professions chargées de mettre en scène l'espace public, l'automatisation assombrit aussi l'avenir de cohortes d'invisibles : les employés administratifs du privé comme du public, incarnations des petites classes moyennes, souvent très féminisées, dont les fonctions dites « support » ou « d'arrière-boutique » *(back-office)* se trouvent confrontées à une vague de numérisation (3).

Si la classe dominante occidentale avait pu se satisfaire du chômage des prolétaires, qui produisaient beaucoup mais consommaient peu et faisaient peser sur la vie politique le souvenir déplaisant des révolutions, la robotisation des métiers occupés par les populations aisées introduit une double inconnue dans l'équation socio-économique : comment faire tourner la machine si les groupes qui tirent la consommation intérieure s'appauvrissent ? Comment perpétuer le théâtre politique si les couches-cibles des grands partis déprime ou se rebellent (4) ? Bien sûr, les prophéties du déclassement numérique hantaient déjà le salariat dans les années 1990, et Internet a renouvelé plutôt qu'anéanti les classes moyennes. Mais le séisme de l'IA s'annonce d'une tout autre magnitude.

Une fin de soirée difficile

Pendant que les économistes libéraux prophétisent un ruissellement universel de lait et de miel, l'un des spécialistes mondiaux des effets de l'innovation prévient : *« L'intelligence artificielle devrait creuser l'écart entre les revenus du capital et ceux du travail* (5). *»* Ses infrastructures absorbent les investissements au détriment des autres secteurs, ses valorisations boursières enrichissent les riches et limitent la liberté de contestation de cette moitié des Américains dont l'épargne et les retraites dépendent des marchés. Davantage de milliardaires ou tous à la rue, l'alternative a de quoi enchanter. Les dirigeants de la Silicon Valley, qui devinent une fin de soirée difficile, réclament une forme de redistribution des bénéfices qui limiterait la prolétarisation de leurs clients.

À la perspective du chômage des diplômés s'ajoute l'angoisse, corrosive bien que statistiquement invisible, d'être inutile au monde. Et trahi par ceux qui le dirigent. Le pouvoir des élites non élues alimente une deuxième forme de colère. L'affaire Mythos en fournit une bonne illustration. En avril dernier, la société Anthropic choisit de ne pas rendre public Claude Mythos Preview, son dernier modèle d'IA, si puissant, prétend-elle, que des utilisateurs malintentionnés pourraient s'en servir pour compromettre des infrastructures informatiques critiques. Éthique ou promotionnel, le geste a immédiatement suscité un malaise bien résumé par la juriste Mariana Olaizola Rosenblat : *« Les sociétés démocratiques ne devraient pas dépendre de la retenue morale des dirigeants d'entreprise lorsque l'enjeu concerne la stabilité de nos systèmes financiers, de nos réseaux électriques, de nos hôpitaux et de nos élections* (6). *»* Pendant qu'il est encore temps, *« l'État doit intervenir et légiférer vigoureusement »,* plaide-t-elle. C'est précisément ce que M. Donald Trump veut empêcher afin de favoriser les champions américains dans leur compétition avec la Chine (7). L'affrontement mondial autour de l'IA a d'ailleurs incité la Maison Blanche à suspendre mi-juin l'accès des non-Américains a une version bridée de Mythos. Soucieux d'évoluer dans un cadre clair et prévisible, le fondateur d'Anthropic réclame *« une réglementation plus stricte et contraignante de l'IA ».* Et M. Chris Lehane, directeur des affaires internationales d'OpenAI, suggère que les intérêts imbriqués de l'État et de l'industrie numérique *« nécessite-*

raient pour les gérer la mise en place d'un nouvel hybride public-privé » (8). Dans tous les cas, les impératifs géopolitiques oblitèrent les considérations démocratiques.

Par-delà ses effets sur l'emploi, cette IA en roue libre dirigée par des suprémacistes technologiques nourrit l'idée d'une perte de contrôle face à une technologie caractérisée par son autonomie croissante – les modèles de génération suivante écriront eux-mêmes les lignes de code nécessaires à leur propre perfectionnement… Évidente pour les dirigeants, ce genre de fuite en avant ne va pas de soi pour les autres. Car le type même de rapports sociaux qu'implique l'automatisation révolte le public, et en particulier ceux que l'hebdomadaire *The Economist* (6 juin 2026) baptise avec épouvante la « Gen Z socialiste » : surveillance généralisée, inégalités abyssales, indifférence à l'environnement, cynisme des élites de la tech qui interdisent à leurs enfants les services qu'ils imposent au reste du monde, interactions robotisées pour les pauvres et domesticité humaine pour les riches.

Manque à ce tableau idyllique le carburant de la machine : la puissance de calcul. Et donc les centres de données. Or une proportion croissante d'Américains – 70 % en mars selon Gallup – refusent l'implantation dans leur voisinage de ces installations bruyantes, polluantes, qui dévorent les paysages, amputent les terres agricoles, assèchent les nappes phréatiques, emploient peu de salariés et, surtout, font exploser les prix de l'électricité. Leur multiplication rend le sujet brûlant : les États-Unis comptaient en avril dernier plus de 3 000 grands *data centers* opérationnels, essentiellement dans des aires urbaines, mais les 1 500 supplémentaires en cours de construction se situent aux deux tiers en zones rurales, en particulier dans le Sud et le Midwest (9). Ces projets – qui ne répondent pas à un besoin au moment de leur mise en chantier – anticipent la croissance exponentielle de l'IA : le pari d'un avenir virtuel déglingue la vie réelle.

Contrairement aux deux premières, cette troisième composante de la colère contre l'IA s'appuie sur des communautés locales, des mobilisations tangibles ainsi que sur une base sociologiquement diversifiée et transpartisane : mères de famille inquiètes pour l'environnement, chrétiens du Texas, fermiers, ouvriers républicains, techniciens des télécommunications, militants progressistes. *« Le niveau d'opposition ne varie pas significativement en fonction de l'âge, de l'origine ethnique, du niveau d'études, du revenu ou du degré d'urbanisation »,* observe l'enquête de Gallup publiée le 13 mai dernier. *« L'affrontement n'oppose pas la droite à la gauche, les démocrates aux républicains, les banlieues à la campagne. En réalité, c'est le haut contre le bas »,* explique M. Saul Levin, un activiste interrogé par le journaliste Andrew Cockburn. Son enquête à Saline, une petite ville du Michigan où doit s'implanter un *data center* à 16 milliards de dollars, montre la distance qui s'installe entre, d'un côté, les élus déconcertés par l'opposition locale, les pontes de la tech qui dépêchent avocats et lobbyistes pour les dissuader d'agir, les dirigeants de compagnies d'électricité qui font monter les prix, et, de l'autre, des administrés massés dans les mairies qui secouent leurs représentants (10). La plupart ne s'étaient jamais mobilisés. Un peu comme les « gilets jaunes » en France en 2018-2019, ils se sentent trompés par les politiciens et découvrent la puissance de l'action collective. Le site DataCenterWatch.org dénombre 142 groupes militants dans 24 États. Au cours du seul premier trimestre 2026, 75 projets ont été bloqués ou retardés pour une valeur estimée à 130 milliards de dollars, contre 48 projets ajournés ou annulés pour 156 milliards de dollars au cours de l'année 2025. *« Les élus de plus de dix États ont déposé cette année des projets de loi visant à suspendre la construction »,* rapportait début juin le *Washington Post.* Et *« les habitants de Monterey Park, en Californie, ont approuvé la première interdiction permanente des centres de données, avec plus de 86 % des suffrages »* (11).

L'humain d'abord, mais lequel ?

Alors qu'édiles locaux et parlementaires accueillaient avec des cris d'amour et d'exubérantes exonérations fiscales ces cathédrales numériques louangées par M. Trump, l'aversion qu'elles suscitent désormais constitue un enjeu des élections de mi-mandat. Pourtant, à l'exception de quelques figures de gauche (MM. Bernie Sanders et Ro Khanna, Mme Alexandria Ocasio-Cortez, partisans d'un moratoire dans la construction des *data centers*) ou républicaines (M. Ronald DeSantis, Mme Marjorie Taylor Greene), la contestation populaire ne trouve qu'un relais limité, y compris chez les démocrates. La pression des industriels, les campagnes de dénigrement financées par les lobbys et l'influence de certains syndicats favorables aux installations douchent les velléités oppositionnelles.

Toujours à l'affût d'un élixir qui revitaliserait un mouvement MAGA déboussolé par l'aventurisme militaire de M. Trump et sa dévotion pour les milliardaires de la tech, l'ancien stratège de la Maison Blanche Steve Bannon a, lui, publié en avril une lettre signée d'une soixantaine de personnalités conservatrices proches du président américain pour exhorter ce dernier à réglementer l'IA. *« Nous savons que nous ne pouvons pas compter sur ces entreprises pour s'autoréguler »,* explique le document. La missive était conçue comme une rampe de lancement de « Humans First », déclinaison numérique d'« America First » : *« Les mondialistes du numérique cherchent à détourner notre mouvement pour pousser Washington à faire passer les géants de l'IA*

avant le peuple américain. "Humans First" marque le début de la lutte pour reconquérir notre pays. » Pendant que les partis tergiversent, l'extrême droite tente sa chance…

Déjà, la bataille dépasse le cadre américain. L'IA et les *data centers* mobilisent au Chili, au Mexique, en Espagne. En France, où M. Emmanuel Macron abaisse le marchepied aux industriels du numérique, le foisonnement des centres de données à Marseille, Grenoble, en Seine-et-Marne, dans les Hauts-de-France, etc., attise le mécontentement des riverains et favorise l'éclosion de collectifs d'opposants. Si l'impopularité abyssale du président de la République ne joue pas en faveur de son IA chérie, la poursuite de la numérisation à marche forcée reste étrangement absente de la campagne électorale qui démarre. Après la propriété, le libre-échange, l'intégration européenne ou l'Alliance atlantique, cette question compte-t-elle désormais au nombre des sujets sur lesquels le vote n'a pas prise ? La peur de rater l'avenir, la mauvaise réputation de mouvements politiquement hétérogènes, l'attrait d'une feinte souveraineté faite d'infrastructures certes locales mais qui tournent sur des puces américaines Nvidia anesthésient le sens critique des meilleures volontés.

« L'humain d'abord » ou « Humans first », populisme populaire ou nationalisme réactionnaire, « gilets jaunes » ou Tea Party : le destin du soulèvement contre les machines pose l'une des grandes questions politiques de notre temps.

Pierre RIMBERT (Monde diplomatique, juillet 2026)

(1) Amrith Ramkumar, Katherine Blunt et Lindsay Ellis, « The American rebellion against AI Is gaining steam », *The Wall Street Journal,* New York, 18 mai 2026.
(2) Mike Allen, « AI hate wave is here », Axios, 17 mai 2026.
(3) Ben Casselman, « Forget about coders. The real A.I. threat is in the back office », *The New York Times,* 15 juin 2026.
(4) Lire Frédéric Lordon, « Marx va avoir raison (IA et lutte des classes) », La pompe à phynance, Les blogs du Diplo, 2 mars 2026.
(5) Daron Acemoglu, « The simple macroeconomics of AI », (PDF), NBER working paper, mai 2024.
(6) Mariana Olaizola Rosenblat, « The governance gap Mythos exposed – And how to address it », Just Security, 29 avril 2026.
(7) Lire Evgeny Morozov, « Face à la Chine, l'Amérique a un plan », *Le Monde diplomatique,* juin 2026.
(8) Respectivement Dario Amodei, « Politicy on the AI exponential », Dario Amodei, juin 2026, et Axios, 13 mai 2026.
(9) Skyler Seets et Kaitlyn Radde, « Most new data centers in the U.S. are coming to rural areas », Pew Research Center, 13 avril 2026. D'autres sources dénombrent davantage d'installations.
(10) Andrew Cockburn, « The data-center divide. Why politicians are squandering the anti-AI backlash », *Harper's,* New York, juin 2026.
(11) Liz Goodwin et Riley Beggin, « Why most politicians are not calling for data center bans despite voter's anger », *The Washington Post,* 7 juin 2026.

Aux États-Unis, des centaines de collectifs s'opposent aux data centers, et gagnent parfois

« En fin de compte, personne ne veut d'un centre de données chez soi », résume le média indépendant états-unien Mother Jones. Indispensables au développement de l'intelligence artificielle, les data centers se multiplient aux États-Unis. Le pays en compte plus de 4 000, contre plus de 500 en Allemagne et au Royaume-Uni, plus de 300 en France.
Mais, du fait des nuisances sonores et des pollutions qu'ils peuvent provoquer, en plus de leur impact sur les ressources en eau, ces centres de données suscitent une opposition grandissante outre-Atlantique.
En avril dernier, le collectif d'associations Data Center Opposition a recensé au moins 268 groupes locaux d'opposition à la construction d'un data center à travers les États-Unis. 209 nouveaux groupes de ce type ont été créés au cours des six derniers mois. « Cela représente plus d'un nouveau groupe par jour », souligne cette organisation dans un rapport sorti le mois dernier. Ces groupes se trouvent dans 37 États différents, aussi bien républicains que démocrates.

Une conséquence de l'IA

« L'une des principales raisons de la multiplication des groupes d'opposition réside dans la taille colossale des centres de données envisagés. La plupart des centres de données construits avant le lancement de ChatGPT en 2022 ont eu un impact moins perceptible sur les communautés locales, mais les plus récents sont bien plus vastes et nécessitent des ressources nettement plus importantes », explique le rapport du collectif Data Center Opposition. Les plus grands centres de données dédiés à l'IA « devraient consommer autant d'énergie que les grandes villes américaines ».
Le rapport cite l'exemple d'un groupe dans le Missouri, qui a vu le jour en décembre 2025, lorsque la ville d'Independence a dévoilé son projet d'accueillir un gigantesque centre de données. Le programme était conditionné à l'approbation, par la ville, d'une généreuse réduction d'impôt en faveur de Nebius, la société à l'origine du projet. Les responsables municipaux avaient même signé des accords de confidentialité avec l'entreprise.
Mais la centaine de milliers d'habitants de la ville ont fini par être mis au courant, et se sont rapidement inquiétés de l'impact du projet sur leurs ressources en eau, car le data center nécessitera la mise en place d'infrastructures industrielles à grande échelle au-dessus d'une source d'eau potable. La mobilisation des habitants sceptiques a eu des effets politiques. Deux conseillers municipaux ayant voté en faveur de l'allègement fiscal ont perdu aux élections locales. Malgré tout, le projet est toujours en cours. Mais les opposants comptent bien aider les riverains du site à déposer un recours en justice.

Des dizaines de projets bloqués

Les habitants parviennent aussi à bloquer des projets. En 2025, « des dizaines de projets de centres de données représentant un investissement potentiel de 152 milliards de dollars » ont été bloqués ou suspendus du fait de l'opposition locale, a calculé le bureau d'étude Data Center Watch. Dans la ville de Peculiar, par exemple, toujours dans le Missouri, les autorités locales ont fini par modifier le plan d'urbanisme, en 2024, pour interdire les centres de données. Car les habitants s'étaient mobilisés contre un projet mené par une entreprise états-unienne, Diode Ventures. La même entreprise a abandonné l'an dernier un autre projet d'énorme centre de données à Richmond, en Virginie, « suite à la levée de boucliers des habitants et des autorités locales », résumait la société dans un communiqué de presse.
La même année, des projets ont été bloqués ou abandonnés par leur développeur du fait de l'opposition locale en Virginie, dans l'Indiana, l'Oregon… D'un projet à l'autre, les craintes sont les mêmes : l'impact de ces centres en termes de bruit, d'approvisionnement en eau et en électricité, et sur l'environnement.
Le mouvement se joue aussi au niveau politique. En avril, les législateurs de l'État du Maine, à la frontière canadienne, ont voté une loi pour interdire la construction de grands centres de données jusqu'en novembre de l'année prochaine. La gouverneure démocrate de l'État a bloqué la loi. Mais d'autres États réfléchissent à des moratoires similaires.

Rachel KNAEBEL (publié le 21/05/26)
(Sites Basta et bonnesnouvelles)

Trouver l'utopie derrière le cauchemar

La gauche et l'intelligence artificielle

Parce qu'ils ont entraîné les modèles d'intelligence artificielle avec l'expérience humaine accumulée, les géants du secteur devraient céder la moitié de leur capital à un fonds populaire, a proposé en juin dernier le sénateur américain Bernie Sanders. Mais cette idée laisse une question ouverte : que serait un socialisme de l'IA qui, au-delà du capital, transformerait cette technologie en capacité collective ?

Jadis, les grands moments d'émancipation naissaient sur les pavés sanglants des barricades ; ils affleurent aujourd'hui dans l'atmosphère sinistre des parkings de centres commerciaux.
En juillet 2024, dans la petite ville d'Omskirk, au cœur du comté anglais du Lancashire, la société de stationnement Parkingeye inflige une amende douteuse à M. Loren Cole. S'aidant de ChatGPT, l'automobiliste la conteste, refusant de s'acquitter des 60 livres sterling réclamées (environ 70 euros). Le tribunal tranche le litige en sa faveur, lui permettant d'empocher 462 livres au titre des dommages et intérêts.
Pour Karl Marx, le Lancashire, c'était la terre du coton. Là où les ouvriers ont, pour la première fois, « déposé » leur savoir-faire dans les machines – pour ensuite le voir revenir sous la forme d'une puissance qui leur est étrangère. Deux siècles plus tard, un modèle d'intelligence artificielle (IA) – c'est-à-dire une machine entraînée avec l'intelligence accumulée de l'humanité – permet cette fois à un homme d'arracher un morceau de sa propre existence à un autre petit Léviathan.
M. Cole fait partie d'une armée de l'ombre, éparpillée : celle des locataires combattant des propriétaires négligents, des migrants contestant les autorités, des patients défiant les assureurs. On est certes loin de la geste révolutionnaire. Mais on aurait tort de sous-estimer la portée de telles actions.
À gauche, beaucoup ont déjà livré leur verdict : l'IA, c'est le plagiat planétaire, la catastrophe climatique, une bulle spéculative. Il faut y résister, la stopper, la socialiser. Il s'agit pourtant de la plus grande chance offerte au socialisme depuis un siècle – comme de la pire menace qui pèse sur lui.
Celle-ci crève les yeux : l'IA procure une capacité d'agir sur le monde aussi soyeuse qu'artificielle, qui casse tout élan révolutionnaire à coups de *« Est-ce que je peux faire autre chose pour toi aujourd'hui ? ».* De fait, à quoi sert la gauche si chacun peut contester l'oppression devant son clavier ou sur son smartphone ? En rejetant l'attrait que l'IA suscite comme une « fausse conscience », elle signe son arrêt de mort.
Hélas, le camarade ChatGPT est aussi un mouchard. Les questions ayant mené à la victoire sur Parkingeye alimentent les modèles d'IA : comme le travail des ouvriers du Lancashire, elles sont devenues un dépôt. Le modèle a hérité de la ruse de M. Cole, qui le renforce ; les riverains du parking, eux, n'ont hérité de rien. Les rébellions du prompt (l'instruction donnée à une IA) doivent toujours repartir de zéro.
C'est précisément là que réside la question socialiste : comment restituer à tous le savoir déposé dans l'IA générative ? Comment en faire une capacité collective plutôt que de le voir disparaître dans les coffres de quelques propriétaires ?
Le socialisme s'est traditionnellement présenté comme le meilleur interprète du capitalisme. Il prenait on ne peut plus au sérieux la promesse bourgeoise de liberté. Ses représentants, au XIXe siècle, savaient bien que, derrière les portes closes, les capitalistes préparaient un festin. Plutôt que de le boycotter, ils ont fracturé les portes. Et constaté que ce système était incapable de servir autant de repas qu'il le prétendait. Cette approche reposait sur une idée oubliée : il faut confronter le capital à ce qui manque dans le menu du jour, pas dans celui d'avant-hier.

Deux voies vers l'émancipation

La gauche actuelle reste accrochée à d'anciennes promesses – la liberté, la fraternité, la justice –, alors qu'un tout autre plat figure au menu du capitalisme : la capacité d'agir, de faire, d'apprendre. L'éthique protestante promettait une liberté future en contrepartie de la soumission aux machines ; l'IA nous promet la liberté tout de suite, grâce aux machines.
Si la gauche ne voit pas là une chance, c'est parce qu'elle s'entête dans une acception étriquée du travail. Obsédée par l'emploi, le salaire, la déqualification, le pouvoir de négociation, elle considère avant tout l'avènement de l'IA comme un nouvel épisode de la longue histoire du bras de fer avec le capital.
Or sa propre tradition recèle un concept élargi du travail : au-delà de l'effort fourni pour le compte d'un capitaliste, il désigne aussi l'activité humaine en tant que capacité créatrice, qui se dépose dans les outils et les machines, les mots et les règles.

À cette dualité conceptuelle correspondent deux voies vers l'émancipation : celle d'une politique de la répartition, qui s'interroge sur qui obtiendra quoi ; celle d'une politique de l'héritage, qui s'intéresse au devenir. La première cherche à libérer le travail du capital sur le terrain bien connu des salaires, des horaires et de la négociation. La seconde veut arracher l'activité humaine aux diktats de la loi de la valeur en augmentant nos capacités d'agir – surtout sur un plan technologique, à travers les objets. L'héritage, car les capacités déposées survivent à leurs déposants : elles s'accumulent à la manière d'un patrimoine. Qui figurera sur le testament ? C'est aux rapports de forces politiques d'en décider.

Pendant un siècle, la gauche a privilégié la répartition, en n'accordant qu'un rôle mineur à ce que le *Manifeste du parti communiste* désigne comme le *« libre développement de chacun ».* Et dont l'IA est le produit déformé : à grande échelle et pour le compte du capital, elle réalise, en effet, le vieux rêve d'une capacité humaine augmentée.

Elle nous ramène donc, contre toute attente, à de vieilles questions marxistes. Par exemple, qu'advient-il de nos capacités une fois qu'elles sont logées dans les choses ? Qui doit s'organiser pour se les réapproprier ?

À la suite de Friedrich Hegel, Marx nomme « objectivation » la partie du parcours qui va du dedans au dehors, ce qu'on pourrait désigner comme le trajet aller. Travailler, c'est s'extérioriser : les capacités humaines s'incarnent dans les choses tandis que les êtres humains se font en faisant. Ces capacités peuvent acquérir une autonomie matérielle, en devenant outil, savoir, culture ; mais elles peuvent aussi conduire à une autonomie formelle, leurs auteurs se trouvant condamnés à les affronter en tant que puissance étrangère à eux-mêmes. La différence réside dans ce qu'on pourrait désigner comme le trajet retour : les rapports qui ramènent à leurs créateurs ces mêmes capacités.

Jamais en tout cas elles ne restent figées. Ce qui est entré dans les choses revient toujours à la vie sociale. L'emprise du capital lui fait néanmoins subir une dégradation : sur le marché, les capacités humaines reviennent sous forme de marchandises ; lors de la production, sous forme d'ordres à exécuter. Du temps du taylorisme, le chronomètre extorquait aux ouvriers leur savoir implicite – pour le leur retourner, métamorphosé en instructions.

L'IA n'est que la dernière variation en date dans cette histoire. Ce qu'elle restitue ? Non plus des marchandises ni des commandements, mais la capacité elle-même, sous la forme de conseils, de mots, de stratégies, de jugements, d'initiatives. Sous l'emprise du capital cependant : ces capacités supplémentaires naissent donc défigurées ; emprisonnées dans la propriété, séparées de leurs créateurs, du contexte, de toute obligation, elles sont ensuite louées chaque mois à leurs producteurs.

Comment ce dépôt pourrait-il revenir autrement à ses créateurs ? Sur ce plan, Marx ne nous est pas d'un grand secours. S'il a parfaitement analysé le trajet aller – le transfert du travail vivant aux objets et aux machines –, il n'a pas pensé le trajet retour.

Ses héritiers s'y sont employés. Lev Vygotski et Alexis Leontiev, théoriciens soviétiques de l'activité, ont fait de l'appropriation le moteur du développement, en expliquant que chaque enfant hérite des facultés déposées dans les outils et le langage par les générations antérieures. La psychologie critique allemande a fait un pas supplémentaire : selon Klaus Holzkamp, l'aboutissement ultime de l'apprentissage réside dans la *Handlungsfähigkeit,* l'augmentation de la capacité d'agir. Au Brésil, le pédagogue Paulo Freire a voulu recueillir un vocabulaire « génératif » dans la vie paysanne afin de le restituer sous forme d'outillage politique (1).

Malheureusement, aucun d'entre eux n'est parvenu à ancrer le mécanisme du retour dans l'économie politique. Telle est la tâche qui attend la gauche – et à laquelle, pour le moment, elle se refuse. Plus prompte à quadriller l'avenir qu'à se l'approprier, elle réclame, comme toujours, des taxes, des règles, des moratoires pour l'IA. Et continue d'ignorer la question fondamentale : la puissance déposée dans ces systèmes revient-elle à ses créateurs sous forme de capacité commune, durable et révisable, ou s'accumule-t-elle vers le haut, capturée par les plates-formes ?

Parmi les plus audacieux, M. Bernie Sanders réclame que soient restitués à la société les dividendes de l'IA : un fonds souverain détiendrait des parts dans les grandes entreprises du secteur. Très bien, mais cela ne changerait rien à la relation entre citoyens et machines. M. Cole s'enrichirait sans doute, mais il resterait isolé dans son combat.

La deuxième émancipation, celle fondée sur l'héritage, se trouve aujourd'hui enfouie sous la culture, l'éducation ou encore la protection sociale. Elle survit néanmoins dans quelques gisements, certains peu profonds, d'autres presque inaccessibles. La retrouver implique des fouilles sur trois sites : la Suède des années 1990, les usines de Turin dans les années 1960 et les pages d'un manuscrit brésilien inédit en français. Chacun apporte ce qui manque aux autres : en Suède, l'institution qui a forgé une classe ; à Turin, la méthode qui a amené les ouvriers à exprimer ce qu'ils savaient sans le savoir ; au Brésil, la théorie de la boucle qui conçoit le trajet retour depuis le dépôt.

Dans les années 1990, un vieux problème du socialisme a brièvement refait surface. Dans leurs débats écœurants sur l'« économie de la connaissance », raconte l'historienne Jenny Andersson, les tenants sué-

dois et britanniques de la « troisième voie » recouraient à deux images rivales (2) : quand les premiers privilégiaient la « bibliothèque » pour parler du savoir comme d'un bien démocratique qui prospère avec le partage, les néotravaillistes prisaient l'« atelier » pour le faire plutôt apparaître comme une marchandise logée dans les individus et vendue sur les marchés.
Mais, derrière le différend rhétorique, les travaillistes suédois et britanniques renonçaient déjà, en pratique, à l'ambition sociale-démocrate de socialiser le capital et à l'inverse passaient maîtres dans l'art de « capitaliser le social », en transformant en capital humain la curiosité, la créativité, la confiance – jusqu'à la culture elle-même. Bientôt, la bibliothèque ne serait plus, au mieux, qu'une annexe de l'atelier.
Bien plus anciennes, les deux images n'étaient pas concurrentes à l'origine. Avant de s'en remettre à l'État, le mouvement ouvrier avait bâti son propre appareil culturel : cercles d'étude, bibliothèques ouvrières, maisons du peuple – du capital humain moins le capital. Et cette culture s'épanouissait en Suède plus qu'ailleurs. La langue constituait un point d'appui. En suédois, en effet, la formation pratique se dit *utbildning,* et la construction de soi *bildning.* Pendant des siècles, la seconde fut l'apanage de l'aristocratie. Puis le mouvement ouvrier fit voler en éclats les barrières sociales et hissa bien haut la bannière de la *folkbildning* – l'éducation populaire. Il ne s'agissait pas d'un club de lecture amélioré : on y apprenait aux travailleurs à déchiffrer les structures de pouvoir afin de les démanteler. Ainsi, la bibliothèque et l'atelier coexistèrent à égalité, sous le contrôle exclusif de leurs usagers.
Peu à peu, cependant, le mouvement a délaissé cette mission, pour la déléguer à l'État. Les sociaux-démocrates de Suède n'ont pris conscience de leur erreur que des décennies plus tard, avouant, dans leur manifeste de 1990, que le développement de l'État avait entraîné la *« liquidation »* des vieux principes de solidarité. Autrefois instrument du pouvoir ouvrier, la formation n'était plus qu'un service public. Insensiblement, la question de l'émancipation des individus a perdu de son importance, jusqu'à disparaître de la scène politique.
Si la *folkbildning* suédoise a appris à une classe à décoder son propre pouvoir, c'est dans le Piémont que celle-ci a appris à déchiffrer ses propres maux, là même où la liberté se heurte violemment à la nécessité. Une part de la radicalité ouvrière y est enfouie, plus profondément encore. Pour la retrouver, il faut se plonger dans d'obscures publications qui racontent les usines turinoises des années 1960.
Ivar Oddone était médecin du travail chez Fiat (3). Cet ancien partisan, modèle du premier roman d'Italo Calvino, recevait constamment la même demande de la part des ouvriers : *« Dites-moi comment tomber malade au plus vite, que je puisse m'enfuir de cet endroit toxique. »* Les syndicats, épaulés par les médecins de l'entreprise, négociaient le prix du malheur, et rien d'autre. Ils cherchaient à obtenir, sous conditions, une *« indemnité pour maladie professionnelle ».* Oddone adopta une tout autre démarche. Avec l'aide des ouvriers, il entreprit l'inventaire de tout ce qui, dans l'usine, nuisait à la santé des travailleurs : les fumées, les poussières, les machines…
Mais, pour lui, le plus difficile fut d'accéder à un savoir que ces derniers niaient catégoriquement détenir : les astuces qu'ils avaient inventées afin de survivre à chaque journée. Quand il les interrogeait, ils ne faisaient que réciter les procédures imposées par la direction. Il trouva alors la solution : l'*istruzione al sosia,* l'« instruction au sosie ». La consigne était simple : imaginez que, demain, quelqu'un doive prendre votre poste. Qu'apprendriez-vous à ce remplaçant pour qu'il effectue votre travail si parfaitement que personne ne se rende compte de la substitution ?
Ils révélèrent ainsi des connaissances qui ne figuraient dans aucun manuel. Le premier à s'être livré à l'exercice donna son verdict : il n'avait rien appris de nouveau, sinon qu'il savait des choses qu'il ne croyait pas savoir. Son rapport au travail en avait été changé.

Réunir la bibliothèque et l'atelier

Distillée dans une brochure, *L'ambiente di lavoro* (« le cadre de travail »), l'épistémologie de cette usine particulière fut transformée en un modèle applicable universellement. La lutte paya : les risques sanitaires furent intégrés dans les contrats de travail, puis dans la législation de 1978, acte de naissance du système de santé italien. Les souffrances privées étaient devenues des faits partagés, les faits partagés une législation. L'espace d'une saison, le poste de travail et l'archive habitèrent à la même adresse.
Ce n'était pas le cas ailleurs. En pratique, la bibliothèque et l'atelier n'étaient pas de simples métaphores du savoir, mais renvoyaient aux deux formes d'émancipation logées sous des toits différents : la répartition faisait tourner l'atelier, où la force de travail négociait avec la nécessité ; l'héritage, pour sa part, tenait la bibliothèque, où l'on formait à la liberté. Du moins jusqu'à ce que tout le monde – y compris la gauche – succombe aux sirènes de l'« économie de la connaissance ». Celle-ci, explique Andersson, finit par apparaître comme un moyen de réconcilier la nécessité et la liberté. Mais au profit de qui ?
La réponse suédoise fut progressive. Au cours des années 1990, au moment même où ils exaltaient la *bildning,* les sociaux-démocrates en vinrent à la vider de son sens en l'assimilant à l'employabilité, aux compé-

tences valorisables sur le marché de l'emploi. Au Royaume-Uni, le New Labour répondit, lui, de manière plus brutale : il finit par détruire la bibliothèque pour ne conserver que l'atelier – logique pour un parti qui traitait le savoir en marchandise et les personnes en capital humain.

La liquidation opérée par la Silicon Valley a plutôt revêtu la forme d'une synthèse. Son texte fondateur, le *Whole Earth Catalog* (« Catalogue de la Terre entière »), se présentait comme une bibliothèque d'outils (4). Et Amazon, l'atelier planétaire, a vu le jour en se faisant passer pour une librairie. Le fameux garage de Palo Alto où Steve Jobs lance l'aventure Apple rassemble l'atelier et la bibliothèque, célèbre le travail comme création de soi, la liberté au cœur de la nécessité. Mais ce que la *folkbildning* conquérait par la base, le garage s'en empare depuis le sommet. Et désormais, grâce à l'IA, moyennant une modique somme, chacun pourrait en profiter.

Dans le même temps, les institutions qui assuraient les tâches de formation se sont sabordées. L'État-providence promettait aux individus de s'épanouir indépendamment de leur classe d'origine. Après quatre décennies de nouvelle gestion publique, c'est devenu un infernal labyrinthe d'éligibilité, et l'IA a beau jeu d'apparaître comme un recours. En un sens, les rôles se sont inversés : le capitalisme est désormais le meilleur interprète du socialisme, dont il prétend aussi livrer la critique. Et apporter des remèdes privés à des problèmes dont le socialisme n'est en rien responsable.

D'où la situation paradoxale dans laquelle nous nous trouvons : la gauche supposée radicale défend des institutions bureaucratiques qui ont perdu leur âme voilà des décennies, tandis que les conservateurs de droite imaginent des utopies rutilantes, fondées sur les grands modèles de langage.

Les premiers devraient peut-être renoncer à leur intransigeance et commencer à formuler leurs propres utopies en matière d'IA.

L'entreprise de démolition à laquelle on assiste depuis quarante ans nous livre un enseignement : la liberté et la nécessité, le travail et les loisirs, la technologie et la culture constituent les deux pôles d'une seule et même activité : être humain. Il faut les penser ensemble, à défaut de pouvoir encore les éprouver simultanément. Le socialisme après l'IA doit réunir les dimensions qu'il sépare depuis un siècle ; sans quoi le garage de Palo Alto réglera le problème pour de bon, au profit exclusif du capital.

Souvenons-nous de la dimension manquante chez Marx : le retour des puissances déposées à l'extérieur. Un voyage retour se résume, au fond, à une boucle – où vont les dépôts, ce qui revient, à qui. Or les boucles de rétroaction sont le domaine de la cybernétique, ancêtre de l'IA. Parce qu'elles peuvent régir tout et n'importe quoi, un missile aussi bien qu'un thermostat, il est aisé de les dépolitiser. Mais un philosophe brésilien, Álvaro Vieira Pinto, a fait le choix inverse (5). Comme Oddone, il était médecin. Il avait en outre le goût de l'existentialisme et même des théories de la dépendance. Fait rare pour un homme de gauche, il connaissait parfaitement la cybernétique. On comprend que Freire l'ait considéré comme son mentor.

Freire doit en partie sa réputation à sa critique du modèle « bancaire », qui résume l'éducation à l'acte de déposer des connaissances dans la tête d'étudiants passifs. Pinto se posait le problème inverse : non pas les dépôts imposés aux gens, mais ceux qui leur étaient soutirés et jamais restitués. Le coup d'État de 1964 le contraignit à l'exil ; il put rentrer au Brésil à condition de garder le silence. Cela explique peut-être que l'ouvrage de 1 410 pages qu'il rédigea dans les années 1970, *Le Concept de technologie,* n'ait fait surface qu'en 2005.

Tandis que les auteurs canoniques dans ce domaine – de Martin Heidegger à Jacques Ellul, en passant par Lewis Mumford – flirtent avec les définitions totalisantes de la technologie, Pinto considère que les machines, comme l'intelligence et le travail, sont sociales bien avant d'être artificielles.

Cette idée le conduit à examiner les implications politiques du *retorno do efeito,* du retour de l'effet – ce que la cybernétique appelle la rétroaction. C'est entre le produit de la machine et son producteur que se situe le véritable circuit retour : l'être humain, *« régulateur suprême de l'ensemble des régulateurs »,* décide du sort de la machine – s'il faut la conserver, la modifier, la détruire, et à quelle fin. Quand une boucle paraît se refermer à l'intérieur du système, et que la machine semble fonctionner ou se corriger toute seule, c'est parce que quelqu'un l'a discrètement amputée de son ultime régulation.

La manipulation n'a rien d'innocent : elle réduit l'utilisateur au statut de simple « opérateur » d'une machine obéissant à des fins qui lui sont étrangères. Cela conduit souvent les travailleurs à blâmer la technologie, *« alors que le véritable ennemi se cache derrière elle ».*

L'appropriation est la riposte : reconnecter l'arc amputé du circuit et se positionner à son extrémité pour redevenir régulateur et cesser d'être relais. Chaque boucle de rétroaction est donc un schéma politique déguisé, qui soulève plusieurs questions : selon quel itinéraire s'effectue le retour ? Qui récolte les fruits au terminus ? Et qui ne fait qu'alimenter un circuit appartenant à quelqu'un d'autre ?

Revenons donc à notre parking du Lancashire. M. Cole a reçu une réponse, Parkingeye a essuyé une défaite, la plate-forme a identifié un nouvel utilisateur qui a appris à se défendre. Le trajet retour de Marx se ré-

sume en revanche à un gain individuel de 462 livres sterling, quand l'essentiel est allé vers le haut : la prochaine victime de Parkingeye n'a rien gagné.
Le socialisme de l'IA, quant à lui, devrait inverser la tendance : là où le capitalisme propose des sessions thérapeutiques individuelles, il bâtirait des dépôts collectifs. Car cette économie de la session est une économie de la sécession : chaque personne qui résout un problème se sépare de son voisin, qui sue pourtant sang et eau sur la même question. Si le piquet de grève a rendu visibles des revendications partagées, la boîte de dialogue à l'écran les disperse. Chaque fenêtre de navigateur fermée n'est rien d'autre qu'un surplus de culture qui n'est pas parvenu à s'objectiver durablement.
Le circuit capitaliste n'est certes pas totalement fermé. L'itinéraire devient plus étroit à mesure qu'on approche d'un portail bien gardé : le filtre de la valeur. Pour un Loren Cole qui parvient à franchir cette barrière, quatre-vingt-dix-neuf autres échouent en chemin. Et le survivant en sort défiguré : l'astuce devient fatalement un *business model* – la loi de la valeur n'accorde de bon de sortie qu'aux marchandises. Au Brésil de Pinto, l'application Anula Multa permet ainsi de contester les amendes, contre une somme équivalant à 30 % de leur montant.
Si le dividende capitaliste restitue de la valeur, la restitution socialiste rendra de la capacité : les capacités déposées reviennent à leurs créateurs par le biais d'institutions qui repoussent les limites du possible pour tous les autres. Écoles, syndicats, bibliothèques, associations de locataires, foyers de migrants deviendront des points de dépôt collectivisés, où les usages de l'IA seront rassemblés, généralisés, déclinés et restitués. Les bons prompts cesseront de moisir dans des onglets de navigateurs, les requêtes gagnantes ne seront plus cantonnées à la rubrique des anecdotes piquantes, les astuces permettant de contourner la bureaucratie deviendront la propriété de tous.
Il s'agit de raccourcir deux chemins, celui qui va du tort individuel à l'abolition structurelle, et celui qui rattache l'ingéniosité privée à l'héritage commun. Appelons « institutions de dépôt » les corps chargés d'enregistrer ce que leurs membres ont appris dans la lutte et de le restituer sous la forme de capacité élargie. Une institution de ce type possède d'abord un registre, mémoire commune où se trouve consigné, corrigé et augmenté le savoir acquis par l'ensemble de ses utilisateurs.
Elle pourrait être à l'activité d'invention non salariée ce que fut le syndicat pour le salariat. Le génie des syndicats résidait non dans leur capacité à recueillir des doléances, mais dans leur capacité à les consolider : ainsi les travailleurs n'étaient-ils pas condamnés à repartir éternellement de zéro. Chaque nouvel employé n'avait pas à se battre pour réinventer le contrat de travail. Imaginons un syndicat de locataires dont le modèle reposerait sur la totalité des actions menées et gagnées par ses membres. Le millième locataire pourrait s'appuyer sur 999 victoires.
Assurément, il est bien plus aisé d'esquisser des prototypes de ce genre que de comprendre pourquoi ils ont si souvent échoué. La brochure rédigée par Oddone a fait le tour du monde, s'est vendue comme des petits pains, et pourtant elle n'a pas suffi à déclencher une révolution.
En Italie, la délégation du circuit à l'État, actée dans la réforme de 1978, a absorbé les instruments du mouvement et dispersé ses forces. En 1994, Oddone ne savait plus s'il restait quelque chose des victoires obtenues par sa génération. Mais son travail se poursuivit en France. Dans les alentours de la raffinerie de Fos-sur-Mer, les médecins de famille de deux cliniques mutualistes administraient le système qu'il dirigeait depuis Turin. À chaque fois que la maladie d'un patient était attribuable à son activité professionnelle, le cas était enregistré dans une mémoire cumulative. Bientôt, les neuf généralistes avec lesquels collaborait Oddone établirent à eux seuls autant de déclarations de maladie professionnelle que le reste des médecins de la région, toutes catégories confondues.
En 2007, cette mémoire fut mise en ligne, accessible à tous d'un simple clic : des points rouges sur une carte des maladies évitables, dont le tableau de bord des risques collectifs s'inspirait de la salle de contrôle du projet chilien Cybersyn (6).
Malgré sa réussite, cette initiative s'arrêta. Le soutien financier d'Oddone prit cette décision contre l'avis des évaluateurs, en concédant avoir obéi à une « injonction paradoxale » : on vous demande de suppléer aux insuffisances des institutions, puis on vous reproche d'avoir révélé leurs manquements. En outre, cette carte avait été ignorée par les organismes mêmes qu'elle entendait armer : les syndicats, les mutuelles, les associations de victimes. Le problème ne se situait donc pas en amont, mais en aval, du côté de la réception : il aurait fallu des institutions contraintes d'agir à partir des informations collectées.

Décapitaliser le social

On voit bien où le bât blesse : les sosies turinois délivraient leurs instructions en face à face ; la carte marseillaise ne concernait qu'un site de raffinage. L'héritage ne pouvait se transmettre au-delà des personnes impliquées. C'est là que l'IA change la donne. Le savoir restitué à une personne peut désormais, d'un même

geste, être communiqué à toute autre personne occupant une position similaire. D'artisanale, l'appropriation au sens où l'entendait Pinto prend une dimension planétaire.

On ne rebâtira pas le mur de séparation entre la bibliothèque et l'atelier : la Silicon Valley y veille. Mais il est possible de modifier les conditions de leur fusion. Les propositions avancées aujourd'hui par la gauche – les dividendes de l'IA, les fonds IA – ne sont pas à la hauteur. Elles entraîneraient un simple retour à la socialisation du capital, qui encaisserait le coup sans broncher : les capitalistes n'aiment rien tant que céder des parts, tant que le principe de la propriété est préservé. Il s'agit de mettre sur la table une proposition inédite : décapitaliser le social. Priver le capital des actifs que sont les astuces inventées par les utilisateurs, leurs requêtes victorieuses, leurs connaissances durement acquises, et les leur restituer sous la forme de capacités sans propriétaires – de puissance collective.

Ce dépôt est déjà inscrit dans le circuit à l'échelle planétaire, sous une forme tronquée, standardisée, passée au filtre de la valeur. Inutile de compter sur la SoftBank, sur le fonds souverain du Qatar ou sur M. Sam Altman pour le rendre à ses créateurs. Nous n'avons pas besoin de leur autorisation : *« Non delega »,* ne pas déléguer, disait le slogan turinois. Et nous pouvons transformer sur-le-champ n'importe quel modèle d'IA en institution de dépôt.

Pour l'instant, cette époque appartient à ses créateurs. Loren Cole de tous les pays, unissez-vous !

(Traduit de l'anglais [États-Unis] par Nicolas Vieillescazes.)

Evgeny MOROZOV (Monde diplomatique, août 2026)

Directeur de The Syllabus, une plate-forme de sélection et de mise en valeur des connaissances. Son livre le plus récent publié en français, *Les Santiago Boys* (Divergences, Quimperlé, 2024), s'appuie sur le podcast éponyme.

(1) Andrey Maidansky et Vesa Oittinen (sous la dir. de), *The Practical Essence of Man. The "Activity Approach" in Late Soviet Philosophy,* Haymarket Books, Chicago, 2017 ; Ute Osterkamp et Ernst Schraube, *Psychology From the Standpoint of the Subject. Selected Writings of Klaus Holzkamp,* Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2013 ; Pedro Buarque et Maria Inez Carvalho, « The self-saying of a people : Word, praxis and performativity in Paulo Freire », *Educação & realidade,* n° 49, Porto Alegre, août 2024.

(2) Jenny Andersson, *The Library and the Workshop. Social Democracy and Capitalism in the Knowledge Age,* Stanford University Press, 2009.

(3) Ivar Oddone, Alessandra Re et Gianni Briante, *Esperienza operaia, coscienza di classe e psicologia del lavoro,* (PDF), Einaudi, Turin, 1977 ; Maria Luisa Righi, « Le lotte per l'ambiente di lavoro dal dopoguerra ad oggi », *Studi storici,* vol. 33, n° 2-3, Rome, 1992 ; Elena Davigo, « Il movimento italiano per la tutela della salute negli ambienti di lavoro (1961-1978) », thèse de doctorat, Università degli Studi di Firenze, 2018.

(4) Cette publication d'éducation populaire a paru sous plusieurs versions à partir de 1968. Elle compilait tout ce qui semblait nécessaire à un mode de vie contre-culturel et indiquait comment se le procurer ou qu'en faire.

(5) Álvaro Vieira Pinto, *O conceito de tecnologia,* deux volumes, Contraponto, Rio de Janeiro, 2005. *Cf.* aussi Rafael Grohmann, « Humanist and materialist perspectives on communication : The work of Álvaro Vieira Pinto », *TripleC : Communication, Capitalism & Critique,* vol. 14, n° 2, Paderborn, 2016, ainsi qu'Adriano Eurípedes Medeiros Martins et Breno Augusto da Costa, « Álvaro Vieira Pinto on the concept of technology : An introductory discussion », *O que nos faz pensar,* vol. 29, n° 47, Rio de Janeiro, décembre 2020.

(6) Lire Philippe Rivière, « Allende, l'informatique et la révolution », *Le Monde diplomatique,* juillet 2010.

Un bon anniversaire, monsieur le président ?

États-Unis, de la domination militaire à la défaite stratégique

La célébration du 250e anniversaire des États-Unis coïncide avec la mise en échec de leur projet visant à soumettre l'Iran. Le scénario de l'enlèvement du président Nicolás Maduro à Caracas n'a donc pas connu de répétition à Téhéran. Si l'empire le plus puissant de l'histoire a souvent trébuché, il fait face dorénavant à une défiance généralisée – et pour commencer de la part de ses alliés.

Pour célébrer son 80e anniversaire, le 14 juin, M. Donald Trump a transformé la Maison Blanche en fond de décor d'un combat d'arts martiaux mixtes (MMA). Le titre promotionnel (« Liberté 250 ») de cet événement télévisé faisait référence au quart de millénaire d'existence des États-Unis qui sera commémoré le 4 juillet. La réalité, au-delà des tentes installées sur la pelouse de la Maison Blanche, a donné à ce spectacle un air de fin de l'Empire romain : inflation dopée par la guerre au Proche-Orient, taux de popularité historiquement bas du président des États-Unis, tandis qu'à l'approche des élections de mi-mandat la majorité républicaine est menacée dans l'une et l'autre Chambre du Congrès.

Il faudrait un Juvénal des temps modernes pour commenter le déclin que ce cirque raconte, celui d'une république vertueuse ayant dérivé vers l'oligarchie et l'empire. Pourtant, les tensions et les oscillations entre ces deux pôles existent depuis la fondation des États-Unis, dans le complexe idéologique qu'elle a fait naître : d'un côté, une Constitution vénérée en raison des garanties exceptionnelles qu'elle apportait aux libertés dans un nouveau monde bien distinct de l'ancien ; de l'autre, un phare dont la lumière pouvait éclairer tout le continent dans la course vers la « destinée manifeste », puis à travers les océans via la « doctrine de la porte ouverte » (1). Autant dire que l'exceptionnalisme et l'universalisme ont longtemps rivalisé dans la définition des relations des États-Unis avec le reste du monde.

En 2015, lorsque M. Trump déclare sa première candidature à la présidence, il se range du côté de l'exceptionnalisme américain, version isolationniste. Il pourfend le soutien de ses rivaux républicains à l'invasion de l'Irak en 2003, il promet de renouer des liens avec la Russie et s'interroge sur l'utilité d'une alliance militaire occidentale comme l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). À la fin de son premier mandat, en 2020, il peut se prévaloir de n'avoir déclenché aucune guerre pendant ses quatre ans à la Maison Blanche. Cinq ans plus tard, lorsqu'il redevient président, cette idée de retrait semble demeurer puisque l'un des premiers documents stratégiques de la nouvelle administration insiste : *« Les temps où le Proche-Orient dominait la pensée stratégique américaine sont heureusement révolus* (2) *».*

Pourtant, rien qu'entre juin 2025 et juin 2026, les États-Unis ont attaqué le Yémen, l'Iran, la Syrie, la Somalie et bombardé le Nigeria, ils ont enlevé le président du Venezuela, placé Cuba sous blocus énergétique et coulé nombre de petits bateaux avec leurs équipages dans la Caraïbe. Comment expliquer un tel revirement ? Et quelles peuvent en être les conséquences pour l'empire américain ? En dépit de tous les spasmes qui paraissent caractériser le comportement diplomatique de M. Trump, la politique étrangère du pays procède toujours de continuités structurelles. Sans les exigences de divers groupes de pression – internes et externes –, il serait difficile d'expliquer comment un homme qui avait promis de ne mener aucune *« guerre stupide »* s'est retrouvé à lancer celle que tous ses prédécesseurs, y compris néoconservateurs, avaient refusé d'entreprendre.

La République islamique se trouve en effet dans la ligne de mire des États-Unis depuis 1979, date à laquelle le chah Reza Pahlavi, installé en 1953 lors d'un coup d'État soutenu par les services de renseignement américains et britanniques contre le président démocratiquement élu Mohammad Mossadegh, fut à son tour renversé, mais par la révolution islamique. Les sanctions imposées par le président démocrate James Carter en 1980 après la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran sont restées en vigueur à de brèves exceptions près. Elles ont été durcies au tournant du siècle par les présidents William Clinton et George W. Bush. M. Barack Obama a poursuivi dans cette voie, réduisant de moitié les revenus pétroliers de Téhéran, avant de proposer d'assouplir les contraintes en échange d'une limitation du programme nucléaire iranien, lequel serait soumis à une supervision stricte de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Un accord en ce sens fut signé le 14 juillet 2015 par les membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), plus l'Allemagne et l'Union européenne. Pourtant, trois ans plus tard, M. Trump le rompait unilatéralement et déclenchait une campagne de « pression maximale » contre l'Iran, que son successeur Joseph Biden allait maintenir. Malgré cela, les Européens ont prétexté le non-respect

par l'Iran d'un accord que les États-Unis avaient transgressé pour imposer à leur tour, en 2025, un rétablissement des sanctions.
Affinées au fil des ans dans la poursuite d'un changement de régime en Iran, les techniques américaines de guerre économique recourant à des sanctions primaires et secondaires n'ont donc pas seulement uni les deux principaux partis américains, mais aussi leurs alliés européens. Une telle convergence pourrait même être qualifiée de multilatéralisme – avec, à l'échelle mondiale, l'ONU qui légitime et met en œuvre certaines de ces sanctions (3). Au point que le Conseil de sécurité, parfois accusé d'inefficacité, a trouvé le temps, le 11 mars dernier, d'adopter la résolution 2817 qui condamne les attaques de missiles iraniens contre les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et la Jordanie – sans mentionner la présence de bases américaines dans sept d'entre eux.
Si M. Trump a commis une erreur politique en attaquant l'Iran, son administration poursuit des objectifs unissant de longue date la classe dirigeante occidentale et ses alliés régionaux. C'est la raison pour laquelle, malgré l'illégalité flagrante de l'attaque israélo-américaine contre l'Iran, celle-ci a suscité si peu de protestations de leur part. L'Europe a même discrètement servi de porte-avions à l'agression : de Fairford en Angleterre à Ramstein en Allemagne, en passant par des bases au Portugal, à Naples et en Crète.
M. Trump avait promis d'en finir avec les guerres *stupides* ou *« sans fin »* – pas à celles rapides et intelligentes, menées par lui. L'opération des forces spéciales visant à s'emparer de M. Nicolás Maduro au Venezuela – *« un scénario parfait »,* a-t-il au confié au *New York Times* (2 mars 2026) – a conforté sa conviction qu'il pourrait choisir les prochains dirigeants de l'Iran dans la foulée de l'assassinat de l'ayatollah Ali Khamenei, profitant de l'implosion du régime et d'un soulèvement populaire. *« Je dois être impliqué dans ce choix, comme avec Delcy* [Rodriguez] *au Venezuela »,* précisait-il (Axios, 5 mars 2026). De son côté, son ministre de la guerre Peter Hegseth se vanta : *« Cela n'a jamais été envisagé comme un combat équitable, et ce n'est pas un combat équitable. Nous les frappons quand ils sont à terre. c'est comme ça.* (…) *La puissance américaine ne cesse de croître, toujours plus redoutable, toujours plus écrasante* (4). *»*
Or ce fantasme d'atteindre une domination totale sur un ennemi prostré et prosterné est lui aussi ancien ; M. Hegseth n'est que le dernier d'une longue lignée. Le général Curtis Le May, architecte de la théorie du « bombardement stratégique », avait ordonné le raid incendiaire de Tokyo qui tua cent mille personnes le 10 mars 1945, *« brûlées, bouillies et cuites à mort ».* Plus tard, il se vanta d'avoir *« brûlé toutes les villes en Corée du Nord et en Corée du Sud aussi »,* au cours d'une campagne qui, d'après ses propres estimations, tua 20 % de la population entre 1950 et 1953 (5).
Avant d'être relevé de ses fonctions par le président Harry Truman, le général Douglas MacArthur avait envisagé de *« larguer une trentaine de bombes atomiques à travers la Mandchourie »* – afin de créer un cordon sanitaire contre les communistes chinois. Au Vietnam, la puissance de l'aviation fit ensuite atteindre de nouveaux sommets de perversité, car l'absence de cibles évidentes – un problème récurrent des guerres aériennes depuis leur début (6) – entraîna un élargissement constant des cibles acceptables, de sorte que la zone de combat s'est étendue pour inclure de nouveaux ennemis (de plus en plus de civils) visés par des armes toujours plus destructrices. En Iran, la même vieille obsession du « ciblage » a reçu un vernis moderne grâce à l'intelligence artificielle – mais l'impulsion fondamentale reste de même nature : les dix premiers jours de guerre aérienne ont conduit à la destruction de plus de 21 000 bâtiments non militaires, dont 17 353 habitations (7).
Malgré cela, l'opération « Epic Fury » s'est enrayée presque aussitôt, dès que la « frappe de décapitation » (contre Khamenei) n'a pas réussi à contraindre ce qui restait de la direction iranienne à s'asseoir à la table des négociations. De l'aveu même de l'ancien commandant britannique de l'OTAN Richard Shirreff, cet assassinat pendant le ramadan était *« aussi subtil que d'assassiner le pape sur les marches de la basilique Saint-Pierre pendant la Semaine sainte »* (LBC, 4 mars 2026).
La guerre s'est ensuite poursuivie, au rythme des marchés, syncopée par des posts sur les réseaux sociaux. M. Trump a tantôt prédit la fin du conflit, ou des progrès rapides dans les négociations avant l'ouverture des Bourses. Il a ensuite imposé des ultimatums doublés de menaces d'anéantissement lorsque celles-ci étaient fermées. L'ensemble s'est déroulé sur fond d'opérations d'auto-enrichissement. Le 23 mars dernier, par exemple, des transactions ont porté sur des contrats pétroliers à terme pour une valeur de 580 millions de dollars quelques minutes avant que M. Trump ne publie sur son réseau Truth Social un message signalant des discussions *« productives »* avec l'Iran. Être « commandant en chef » permet d'être bien informé afin de bien spéculer.
Et tout cela, pour quel résultat ? La présence de bases américaines qui devaient les protéger a fait des États du Golfe les cibles de représailles iraniennes. La destruction de radars avancés et de batteries de missiles nécessitera des milliards de dollars et des années de réparation, pendant lesquelles ces États demeureront exposés à des « frappes » sur leurs champs pétroliers, leurs réseaux électriques et leurs usines de désalinisation dont l'accès à l'eau potable de la population dépend.

Voilà qui dépasse largement le cadre d'un simple conflit local. Il pourrait remettre en cause l'accord léonin sur lequel repose la domination mondiale du dollar depuis les années 1970. Car, après que le président Richard Nixon a mis fin à l'étalon-or le 15 août 1971, son secrétaire au Trésor avait négocié un accord avec les Saoudiens : des garanties de sécurité en échange de l'achat d'obligations américaines avec le produit de leurs excédents financiers liés au pétrole, ainsi que l'engagement des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à fixer son prix en dollars. Cet arrangement a aussi enrichi les industries d'armement britanniques, françaises et surtout américaines puisque les États du CCG sont les plus gros acheteurs d'équipements militaires du monde. Mais qu'en reste-t-il lorsque les pays arabes ne peuvent plus exporter leur pétrole et que la protection américaine ressemble à un jeu de dupes ? En permettant le passage sécurisé du pétrole par le détroit d'Ormuz en échange de paiements en renminbis, l'Iran a déjà esquissé un début de réponse.

Une opération coûteuse pour Tel-Aviv

De la détermination du calendrier de la guerre aux choix des tactiques utilisées pour la mener, le rôle démesuré qu'Israël a joué à chaque étape – ne témoigne pas seulement de la puissance de feu du lobby d'Israël au Congrès, dans les médias et dans l'enseignement supérieur américains (8). C'est aussi le signe de la capacité impériale diminuée des États-Unis. Il n'y a plus aucun expert de l'Iran au département d'État (9). On ironise souvent au sujet de MM. Steven Witkoff et Jared Kushner – émissaires du président Trump qui ne seraient pas versés dans la science nucléaire – alors que c'est bien là leur vocation, s'assurer que la ligne israélienne est suivie.

Pour Tel-Aviv, le coût de l'opération est toutefois élevé : une impopularité croissante aux États-Unis et l'échec du pari avec lequel les Israéliens ont appâté M. Trump. Le régime clérical n'a pas succombé, sa puissance militaire n'a pas été éliminée et l'intégrité territoriale du pays a résisté aux dangers de fragmentation ethnique ou religieuse. Assurément, l'Iran a subi d'énormes dégâts industriels et d'innombrables destructions d'écoles, d'hôpitaux, de bâtiments commerciaux et résidentiels. L'inflation s'est envolée et la fermeture d'Internet a provoqué le chômage de deux millions d'Iraniens supplémentaires (10).

Mais, même si Téhéran n'a pas infligé aux États-Unis une défaite stratégique claire, il a exposé les fragilités de l'empire le plus puissant de l'histoire, tout en étant encerclé par ses bases militaires. Peu de conflits modernes ont eu cet effet. Au Vietnam, au moins quatre ans avaient été nécessaires pour révéler la vanité des prétentions américaines selon lesquelles une guerre serait victorieuse ; avec l'Iran, quatre semaines ont suffi.

Alexander ZEVIN (Monde diplomatique, juillet 2026)
Historien à l'université de New York.

(1) Idéologie messianique, la « destinée manifeste » justifia l'accaparement du Texas en 1845 et l'expansion vers l'ouest. La « doctrine de la porte ouverte » désigne la politique étrangère des États-Unis vis-à-vis de la Chine au tournant du XXe siècle.

(2) « National security strategy of the United States of America », (PDF), Maison Blanche, Washington, DC, novembre 2025.

(3) Lire Perry Anderson, « Le droit international du plus fort », *Le Monde diplomatique,* février 2024.

(4) Conférence de presse du ministre de la guerre et du chef d'état-major des armées John Daniel Caine, 4 mars 2026, www.war.gov

(5) Richard H. Kohn, *USAF Strategic Air Warfare. An Interview With Generals Curtis E. Lemay, Leon W. Johnson, David A. Burchinal and Jack J. Catton,* Office of Air Force History, Washington, DC, 1988.

(6) Lire Mathias Delori, « Le mythe des bombardements libérateurs », *Le Monde diplomatique,* avril 2026.

(7) Serdar Dincel, « 21,720 buildings in Iran hit by ongoing US-Israeli strikes : Iranian Red Crescent », Anadolu, 11 mars 2026, www.aa.com.tr

(8) *Cf.* Ervand Abrahamian, « Iran under fire », *New Left Review,* n° 157, Londres, janvier-février 2026.

(9) Carroll Doherty et Jocelyn Kiley, « A look back at how fear and false beliefs bolstered U.S. public support for war in Iraq », 14 mars 2023, www.pewresearch.org

(10) Robert Pape, « The war is turning Iran into a major world power », *The New York Times,* 6 avril 2026. *Cf.* aussi Behrang Tajdin, « Iran sees mass redundancies from war with US and Israel », BBC, 21 avril 2026.

Quelle politique étrangère pour le Parti démocrate ?

Le traditionnel rapport d'« autopsie » commandé par le Comité national démocrate (DNC) pour identifier les causes de la défaite de Mme Kamala Harris lors de l'élection présidentielle a enfin vu le jour après des mois de tergiversations. Il a suscité la colère d'une partie des cadres du parti, qui lui reprochent d'éluder les questions les plus sensibles, dont les conséquences électorales de l'appui de l'administration Biden-Harris à la guerre israélienne contre Gaza.

Cette omission a particulièrement retenu l'attention. Les travaux préparatoires du DNC mettaient en lumière le coût politique du soutien apporté par le président Joseph Biden au gouvernement de M. Benyamin Netanyahou. Mais, dans la version finale du document de près de deux cents pages, ni Gaza, ni Israël, ni les Palestiniens ne sont mentionnés. Mme Harris elle-même avait pourtant admis, fin février, que l'administration dont elle était vice-présidente aurait dû prendre ses distances avec M. Netanyahou. Un sondage réalisé avant le scrutin dans plusieurs États pivots prévenait d'ailleurs que, pour chaque électeur susceptible de sanctionner un embargo américain sur les armes destinées à Israël, cinq autres en étaient partisans. Désormais, près des deux tiers des sympathisants démocrates se disent plus favorables aux Palestiniens qu'aux Israéliens, soit trois fois plus qu'en 2013 (1).

Réuni ce printemps, le DNC a néanmoins rejeté plusieurs résolutions proposant de conditionner l'aide militaire américaine au respect du droit international. La ligne officielle demeure peu ou prou celle de l'ère Biden : des critiques parfois vives à l'égard du gouvernement de M. Netanyahou, mais un refus de remettre en cause les fondements du partenariat stratégique entre Washington et Tel-Aviv.

Cette constance s'explique par le poids des habitudes d'une classe politique façonnée par des décennies de relations privilégiées avec Israël. Elle tient aussi à ce que, depuis le 7 octobre 2023, l'American Israel Public Affairs Committee (Aipac), principale organisation du lobby pro-israélien, a considérablement augmenté ses dépenses électorales et engage des sommes record pour faire battre les candidats démocrates les plus critiques de Tel-Aviv.

Les primaires organisées en vue des élections parlementaires de mi-mandat, qui auront lieu en novembre prochain, ont toutefois montré que le lobby avait pris la mesure du changement d'humeur de l'opinion américaine à l'égard d'Israël. Son influence emprunte désormais des voies plus détournées. Les fonds qu'il engage dissimulent souvent la cause qu'il sert, transitant par des structures aux intitulés anodins, telles, dans l'Illinois, « Élire les femmes de Chicago » ou « Un Chicago abordable pour tous ». Plusieurs candidats soutenus par ces réseaux ont été néanmoins battus dans l'État, mais la favorite du lobby a remporté la primaire pour le siège de sénatrice.

C'est avec ces contraintes – pression de la base, poids des donateurs, inertie de l'appareil – que doit composer la jeune garde du parti. Mme Alexandria Ocasio-Cortez en est la figure de proue. Proche de M. Bernie Sanders, la députée de New York tient sur Gaza un langage qui tranche avec les prudences de l'establishment : elle accuse Israël d'avoir commis un génocide et dénonce la responsabilité de Washington dans la poursuite de la guerre. Toutefois, ses ambitions sénatoriales – éventuellement s'emparer du siège de M. Charles (« Chuck ») Schumer, le très pro-israélien président du groupe démocrate à la chambre haute – imposent leur dose de compromis. Mme Ocasio-Cortez a ainsi régulièrement voté en faveur du financement du « Dôme de fer » israélien.

Critique de la méthode, silence sur le fond

La politique étrangère devenant un terrain à haut risque pour les démocrates, le parti s'est efforcé, après sa défaite de 2024, de ramener le débat vers des enjeux jugés moins clivants – coût de la vie, logement, exactions commises par les agents du service de l'immigration (ICE). Et, lorsque les responsables démocrates ont dû réagir aux opérations militaires menées au Venezuela et en Iran, leur opposition est restée mesurée : critique de la méthode, silence sur le fond.

Lors de l'épisode du raid sur Caracas, M. Hakeem Jeffries, chef de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, s'est ainsi contenté d'un communiqué laconique. Il y saluait l'enlèvement du *« criminel et dictateur autoritaire »* Nicolás Maduro, se bornant à relever que la Maison Blanche n'avait pas *« dûment informé le Congrès au préalable »* et à rappeler que le président avait la *« responsabilité constitutionnelle de respecter la loi et de protéger les normes démocratiques »* (2)…

La guerre israélo-américaine contre l'Iran, qui marque le retour à un affrontement direct entre les États-Unis et un adversaire capable de lui tenir tête, a mis le parti dans une position encore plus délicate. Difficile de s'en tenir à une critique de pure forme quand neuf électeurs démocrates sur dix se déclarent opposés au conflit. D'autant que l'engagement est fort coûteux : environ 35 milliards de dollars rien que dans les

deux premiers mois (3) – alors même que l'administration de M. Donald Trump poursuit ses coupes drastiques dans les budgets de l'éducation, de la santé et de l'aide alimentaire.

Les dirigeants démocrates ont donc un peu haussé le ton. M. Christopher Coons, coprésident de la commission d'éthique du Sénat, a dénoncé une intervention guidée par les *« lubies »* du président plutôt que par *« les analyses et les conseils d'experts »* (*The New York Times,* 4 mars 2026). Comme dans le cas du Venezuela, l'accent est mis sur la procédure – les dérives de l'exécutif, le contournement du Congrès – plutôt que sur la dimension morale de l'intervention, sa légitimité au regard du droit international ou le bien-fondé de ses objectifs. Résumant l'ambiguïté de l'appareil démocrate, le sénateur Christopher Murphy a qualifié l'accord signé mi-juin à Versailles de *« capitulation devant l'Iran »,* tout en estimant que les Américains devaient se réjouir de voir cette *« guerre folle et illégale »* prendre fin (X, 15 juin 2026).

Aller plus loin contraindrait en effet les démocrates à reconnaître leur part de responsabilité dans l'escalade. Dans une tribune publiée dans le *New York Times,* M. Robert Malley, négociateur en chef pour le Proche-Orient sous M. Barack Obama, et l'historien Stephen Wertheim, figure du courant « réaliste » en relations internationales, mettent en cause les administrations Obama et Biden. Selon eux, les deux présidents démocrates ont contribué à enfermer les États-Unis dans une logique de confrontation avec l'Iran, où l'option militaire tend à s'imposer comme issue par défaut (4).

L'accord nucléaire de 2015 paraîtrait contredire cette analyse : il avait même valu à M. Obama d'être défié par M. Netanyahou devant le Congrès américain. Mais ce compromis, arraché malgré l'opposition d'une partie de Washington – y compris parmi les démocrates –, n'avait pas modifié le cadre des relations avec Téhéran. M. Obama l'avait d'ailleurs présenté comme un instrument de portée limitée : empêcher la bombe iranienne, sans remettre en cause les autres leviers de la coercition américaine. Faute d'ancrage parlementaire, l'accord n'a pas survécu à l'arrivée au pouvoir de M. Trump, qui l'a déchiré en 2018.

Les oppositions les plus vives sont venues de personnalités associées au mouvement MAGA (« Make America Great Again »), comme l'éditorialiste Tucker Carlson, l'ancienne députée Marjorie Taylor Greene ou l'ancien directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme Joe Kent. Toutefois, la discipline partisane a prévalu au Congrès : début juin, seuls quatre membres républicains de la Chambre des représentants ont soutenu une résolution visant à contraindre M. Trump à solliciter l'aval des parlementaires. Le Sénat n'a pas suivi. Et, même dans ce cas, le président aurait pu opposer son veto.

Le tête-à-queue belliciste de M. Trump a relancé l'idée d'un rapprochement entre une gauche anti-impérialiste et une droite libertarienne, toutes deux hostiles aux interventions armées. Cela s'est déjà produit. Au moment de la guerre du Vietnam, le démocrate George McGovern et le républicain Mark Hatfield avaient tenté d'imposer au président Richard Nixon un contrôle parlementaire des engagements militaires à l'étranger. Leur initiative échoua, mais elle ouvrit la voie à l'adoption, en 1973, de la loi sur les pouvoirs de guerre *(War Powers Act),* qui oblige le président à solliciter l'autorisation du Congrès au-delà de soixante jours d'action des troupes. Toutefois, la plupart des administrations, qui ont contesté la constitutionnalité de cette loi, ne l'ont pas respectée en usant de divers artifices, dont celui de prétendre qu'une guerre est terminée alors qu'elle se poursuit.

L'héritage bipartisan des années 1970 trouve un prolongement actuel dans l'action du parlementaire républicain en fin de mandat Thomas Massie et de son homologue démocrate Rohit Khanna. Ancien collaborateur du président Obama, M. Khanna est le principal opposant de gauche à l'interventionnisme de l'administration Trump. Les résolutions déposées par ces deux représentants sur le Venezuela et l'Iran ont lancé un débat sur le déploiement des forces américaines, et laissé espérer une coalition transpartisane contre les guerres sans fin. Mais l'anti-interventionnisme de quelques personnalités médiatiques ne trouve guère de relais dans les centres de décision washingtoniens. D'autant que les élus républicains qui s'écartent de la ligne dominante s'exposent à une sanction immédiate. M. Massie en a fait l'expérience puisqu'il a été battu lors de la primaire de son parti par un candidat soutenu à la fois par trois milliardaires pro-israéliens – Mme Miriam Adelson, M. John Paulson, M. Paul Singer – et par une campagne véhémente de M. Trump.

Malgré Gaza, l'Iran et les tiraillements de sa base, le Parti démocrate semble incapable de revoir largement sa doctrine en matière de politique étrangère. Aucun des principaux prétendants à l'investiture de 2028, au nombre desquels Mme Harris et l'actuel gouverneur de Californie Gavin Newsom, ne propose de réduire sensiblement les engagements militaires américains à l'étranger ou de s'opposer au budget qui les permet.

En février dernier, plusieurs sommités du parti se sont rendus à la conférence de sécurité de Munich, grand-messe des élites diplomatiques occidentales financée par les industriels américains de l'armement. Face au secrétaire d'État Marco Rubio, tête d'affiche de la délégation américaine, les démocrates ont endossé le costume du « gentil flic » : rassurer les alliés européens, se poser en interlocuteurs fiables, promettre un retour à la « normale ». M. Newsom a d'ailleurs qualifié le trumpisme de parenthèse : *« On mesurera [Trump] en années, pas en décennies* (5). *»*

Cette normalité escomptée a un nom : l'internationalisme libéral. Celui qui, surtout depuis les années Clinton (1993-2001), présente les États-Unis comme le garant d'un ordre mondial fondé sur les alliances, le droit, les institutions – mais soutenu, chaque fois que les circonstances l'exigent, par les armes américaines et les budgets militaires des États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). La résurgence d'un discours antiguerre à gauche n'a pas ébranlé le consensus démocrate sur l'Ukraine. M. Khanna a voté avec son parti les plans d'aide à Kiev. Mme Ocasio-Cortez, également présente à Munich, a dénoncé le manque de fermeté de l'administration Trump face à la Russie, et l'a accusée de favoriser une ère où M. Vladimir Poutine pourrait *« jouer les gros bras en Europe »* (*The Guardian,* 13 février 2026).

La Maison Blanche trop molle face à la Chine ?

La présence de Mme Ocasio-Cortez avait valeur de symbole : elle entendait démontrer que sa vision géopolitique allait au-delà de la dénonciation du massacre des Palestiniens. Mais sa formule d'une politique étrangère « pour les travailleurs » a mal résisté à l'épreuve de l'examen des dossiers. Interrogée sur l'éventualité d'un déploiement américain pour défendre Taïwan, elle a esquivé le sujet dans une réponse embarrassée.

Car, tandis que Gaza constitue la ligne de fracture morale du parti, la rivalité avec la Chine dessine son horizon stratégique. Sur ce point, c'est d'ailleurs plutôt M. Newsom qui rompt avec l'orthodoxie. Gouverneur de Californie depuis 2019, après avoir été pendant huit ans le second de son prédécesseur, il dispose d'une expérience directe des relations avec Pékin. Les centres industriels chinois restent en effet essentiels aux chaînes de valeur de la Silicon Valley, mais aussi à la transition énergétique, domaine dans lequel la Californie aime se présenter comme un modèle.

À Munich, M. Newsom a donc plaidé pour une collaboration raisonnée avec la Chine, rappelant que celle-ci contrôle une part décisive des métaux rares nécessaires au développement des technologies vertes. *« On sait où vont les marchés : vers les énergies propres,* a-t-il résumé. *La Chine l'a compris* (…). *Pour eux, c'est une question de puissance, de contrôle des chaînes de valeur. Ils ne plaisantent pas là-dessus – je le dis avec admiration »* (X, 13 février 2026). Cette admiration place M. Newsom en porte-à-faux. Si l'appareil démocrate s'accorde sur l'objectif de décarbonation, il aborde la transition à venir comme un terrain de confrontation géopolitique, suivant ici la rhétorique de la « compétition entre grandes puissances » qui prévaut à Washington depuis la fin des années 2010.

Pour autant, la recherche d'un modus vivendi entre les deux superpuissances n'est pas exclue. L'administration Biden, qui a contribué à accroître les tensions commerciales avec Pékin, avait fini par assortir ses restrictions à l'exportation de nombreuses dérogations, sous la pression de géants comme Nvidia et Intel. M. Trump lui-même avait multiplié les déclarations agressives contre la Chine avant que sa stratégie de sécurité nationale, publiée fin 2025, présente Pékin comme un concurrent économique plutôt que comme un ennemi. Sa visite en Chine, en mai, s'est déroulée dans un climat désormais caractérisé par la recherche d'une *« stabilité stratégique constructive »,* et il doit recevoir le président Xi Jinping à Washington cet automne.

Cet apaisement, au lieu de rassurer les démocrates, les a incités à durcir le ton. Quelques semaines avant la rencontre entre les deux chefs d'État, les responsables du parti au Sénat ont ainsi publié un rapport, « The price of retreat 2.0 », dans lequel ils accusent la Maison Blanche de mollesse face au Parti communiste chinois. Le document dénonce notamment les ventes de micro-processeurs avancés de fabrication américaine. En oubliant de rappeler que les démocrates y ont eux-mêmes consenti lorsqu'ils étaient au pouvoir.

Une proportion appréciable de leurs électeurs ne fait plus confiance à ce parti en raison de ses orientations confuses. Saisi par un instinct de conservation, son appareil parvient à contenir les dissidences. Mais, au-delà de l'opposition systématique à M. Trump, il reste incapable de renouveler son corps de doctrine.

Martin BARNAY (Monde diplomatique, juillet 2026)
Sociologue.

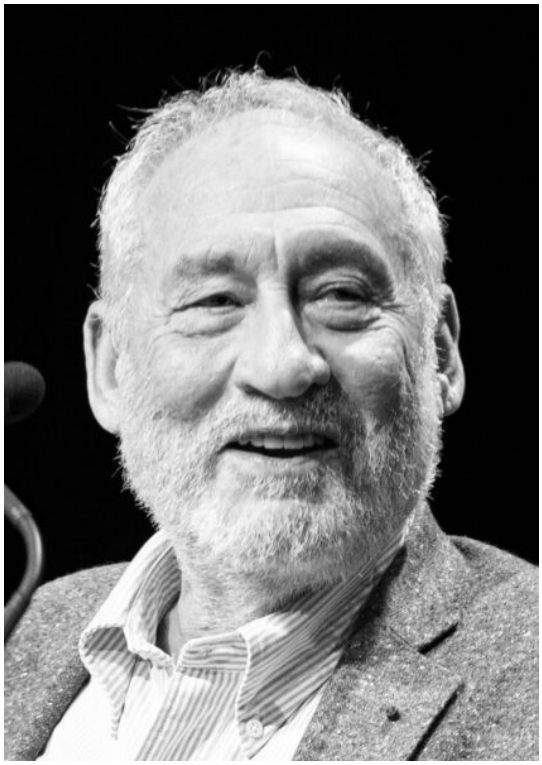
(1) Lire Serge Halimi, « Même les Américains se lassent d'Israël », *Le Monde diplomatique,* décembre 2025.
(2) « Leader Jeffries statement on Trump administration actions in Venezuela », communiqué de presse, 3 janvier 2026. / (3) Eric Schmitt et Jonathan Swan, « Iran war has drained U.S. supplies of critical, costly weapons », *The New York Times,* 23 avril 2026. / (4) Robert Malley et Stephen Wertheim, « Of course Trump bombed Iran », *The New York Times,* 5 mars 2026. / (5) « Newsom takes his anti-Trump arguments to Europe during Munich security conference », Associated Press, 13 février 2026.

Prix Nobel Joseph Stiglitz : « Ne pas capituler devant la puissance brute de Trump »



L'Europe ne doit plus et ne peut plus compter sur les USA. Selon Joseph Stiglitz, une avancée économique importante pour l'Europe pourrait venir d'une indépendance plus grande vis-à-vis des États-Unis. Shutterstock

Peu de prix Nobel d'économie analysent et interviennent aussi souvent dans l'actualité et le débat public que Joseph Stiglitz. L'économiste américain n'a de cesse de s'engager publiquement contre les inégalités et pour la justice sociale depuis un pays qui a tendance à aller dans la direction inverse (les États-Unis).



La vie académique et les contributions de Joseph Stiglitz sont immenses dans de nombreux domaines de l'économie, il a également étudié et enseigné dans les plus prestigieuses universités et institutions américaines et internationales. Au cours de sa carrière, Joseph Stiglitz a accumulé une compréhension fine du fonctionnement de l'économie mondiale et des enjeux que représentent pour les peuples les décisions de politique économique. Il a démontré le rôle parfois néfaste de certaines institutions internationales, comme le FMI, dans le développement des pays du Sud global, en raison de politiques néolibérales. Ce qu'il a mis en valeur dans son livre *La Grande Désillusion*. Il a aussi mis en lumière le coût délirant que les interventions militaires américaines ont eu pour les citoyens américains, à travers l'exemple de la guerre en Irak, illustrant

l'absurdité de ce gaspillage de ressources pour le citoyen américain moyen, notamment dans *The Three Trillion Dollar War*.

Joseph Stiglitz est un économiste américain, lauréat du prix dit Nobel d'économie en 2001. Il devient connu du grand public suite à ses violentes critiques envers le FMI et la Banque mondiale, émises peu après son départ de la Banque mondiale en 2000, alors qu'il y est économiste en chef. En 2002, il écrit La Grande Désillusion. Dans ce livre il dénonce le FMI qui privilégie l'intérêt de son « principal actionnaire », les États-Unis, alors que son rôle serait de soutenir les nations les moins favorisées.
Alors que les États-Unis sont plus clairs que jamais sur leur volonté d'imposer leur loi à l'échelle mondiale, nous avons interviewé Joseph Stiglitz pour décrypter les grands basculements géopolitiques actuels et leur impact sur l'Europe.

Martial Toniotti. Au début de cette année, les États-Unis ont enlevé le président vénézuélien, Nicolás Maduro, et dès le lendemain, Trump a décidé d'envoyer un signal aux pays européens en annonçant qu'il voulait s'emparer du Groenland. Depuis lors, les tensions se sont un peu apaisées, mais quelque chose semble changer. Quelle est votre analyse de cet épisode ?
Joseph Stiglitz. Donald Trump ne croit pas au droit, que ce soit l'état de droit à l'intérieur des États-Unis ou le droit international à l'extérieur. Il a une vision géopolitique où le monde est divisé en empires. Il veut que les États-Unis règnent seuls sur l'hémisphère occidental, allant jusqu'au Groenland, et incluant Panama, le Venezuela et même Cuba. Selon lui, les États-Unis doivent être ceux qui dictent la loi dans cette sphère d'influence. C'est ce qu'il appelle la doctrine *Donroe, par* contraction de son prénom et du nom de la doctrine Monroe, d'abord théorisé au XIX^{e} siècle par le président américain James Monroe.
Actuellement, il a décidé d'imposer un blocus encore plus dur à Cuba sans raison valable car Cuba ne nous a rien fait ! Ils ne méritent pas un tel blocus. Son objectif, comme lors des sièges médiévaux, est d'affamer le pays jusqu'à ce qu'il se soumette. C'est évidemment catastrophique pour le peuple cubain. Trump a une vision du monde régie non par le droit international, mais par la puissance brute.
Il n'accorde pas d'importance aux fondements de la démocratie et n'a guère d'intérêt pour les droits de l'homme. Il a été élu sur la promesse d'un nationalisme blâmant des groupes externes pour les problèmes des États-Unis. Un exemple de ça, c'est la guerre commerciale. La préoccupation était que les partenaires commerciaux des États-Unis traitaient apparemment injustement le pays. La solution ? Des droits de douane ! Ce discours nationaliste n'a pas de sens même au premier abord : une taxe sur le café ne fera pas pousser le café aux États-Unis, et une taxe sur le cuivre ne fera pas se déplacer les mines de cuivre du Chili vers l'Amérique du Nord. La conséquence que cela aura, en revanche, c'est augmenter le coût de la vie pour les Américains. Mais ça joue dans ce narratif selon lequel la grandeur de l'Amérique serait en péril à cause d'éléments extérieurs.
Les États-Unis ont prouvé qu'ils ne sont pas un allié fiable. L'Europe ne doit plus et ne peut plus compter sur les USA. Elle doit désormais atteindre son autonomie technologique et cesser d'utiliser les infrastructures cloud américaines et ainsi préserver sa souveraineté.

Martial Toniotti. Où va nous mener cette vision de la géopolitique ?
Joseph Stiglitz. Avec Trump, tout peut arriver. C'est là la nature de ses politiques erratiques. Je ne pense pas qu'une guerre de longue durée arrive. Il a mené campagne contre les conflits qui impliqueraient des troupes au sol et le peuple américain ne veut pas ça. Je pense qu'il croit que le simple fait de menacer et d'affirmer sa puissance suffit à obtenir ce qu'il veut. Dans une certaine mesure, il a réussi. Prenez le Venezuela par exemple : il a écarté Maduro, mais il n'a pas changé le régime. S'il était intéressé par un changement de régime, il a échoué. S'il voulait seulement écarter Maduro, il a réussi. Pourquoi voulait-il tant que Maduro parte ? Cela a un rapport avec la situation à Cuba. Beaucoup de présidents américains depuis les années 60 ont voulu être celui qui renversera le régime socialiste à Cuba. Donald Trump souhaite réussir là où tant d'autres ont échoué.



Martial Toniotti est économiste, affilié au Louvain Institute of Data Analysis and Modeling (LIDAM) à l'UCLouvain.

La stratégie de Trump, c'est d'être toujours au bord de l'abîme. Quand on fait cela, il y a un risque de tomber dedans. On peut imaginer que cela arrive dans l'une de ses multiples aventures impérialistes. La seule chose qui me rassure là-dedans et rend cela moins probable est qu'il semble reculer quand il fait face à une opposition ferme, comme celle de la Chine. Il y a désormais une expression pour ça ; TACO, Trump Always Chickens Out (NDLR: Trump lâche toujours). Quand il y a suffisamment de pression sur lui, sur n'importe quel sujet, il laisse tomber. Cependant, certains pays ont capitulés face à Trump, comme l'Union européenne et le Royaume-Uni qui ont fait des accords commerciaux avec lui qui leur sont désavantageux. Quant à savoir si sa stratégie continuera de fonctionner, c'est une chose que seul le temps pourra nous dire.

Martial Toniotti. Le 28 février, Israël et les États-Unis ont attaqué frontalement l'Iran, qui, en retour, a fermé le détroit d'Ormuz ou circule 20 % du pétrole mondial. Quelles conséquences cette guerre va avoir pour l'économie mondiale et américaine ?

Joseph Stiglitz. Avant même le déclenchement du conflit avec l'Iran, l'économie américaine était déjà en mauvaise forme. Bien qu'une croissance économique positive était enregistrée, elle est déséquilibrée, un tiers de celle-ci étant attribuable à la construction de data centers dédiés à l'intelligence artificielle. Une grande partie de l'augmentation des valeurs sur les marchés financiers est liée à l'intelligence artificielle.

Le commerce mondial était déjà fragilisé par les politiques protectionnistes de Donald Trump avant le conflit. Les politiques de Donald Trump ont aggravé le problème de la fragmentation des chaînes d'approvisionnement résultant de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine. Avant son arrivée au pouvoir, l'inflation était en baisse après la flambée post-Covid, mais n'avait toujours pas atteint le niveau de 2 % jugé acceptable par les banquiers centraux. Les droits de douane de Trump avaient stoppé net cette tendance à la baisse avant même la guerre en Iran, et nous assistons désormais à une flambée de l'inflation.

Lorsqu'un pays met des droits de douane, on s'attend à ce que sa monnaie monte, car en taxant les imports, moins de monnaie peut sortir du pays. Cependant, la politique protectionniste de Trump a eu un effet inverse : le dollar s'est affaibli. Cela a augmenté le coût des importations plutôt que de réduire l'inflation simplement car les marchés mondiaux ont commencé à perdre confiance dans le dollar. Il y a un risque que le dollar faible aggrave l'effet inflationniste des droits de douanes illégaux de Trump.

Les ménages et les entreprises américaines sont dorénavant confrontés à une lourde incertitude, dû aux fluctuations des droits de douane, à l'indétermination sur la durée du conflit, et à la hausse du prix de l'énergie. Les perspectives ne sont pas encourageantes.

Martial Toniotti. Vous avez dit que Trump ne croit pas à l'état de droit à l'intérieur des États-Unis. Que voulez-vous dire par là ?

Joseph Stiglitz. Je ne pense pas que Donald Trump représente la majorité des Américains. Il représente une rupture par rapport à la manière dont le monde a fonctionné au cours des 80 dernières années, mais sa perspective correspond à celle d'une petite minorité de citoyens. Sa base électorale, le mouvement MAGA, se rétrécit de jour en jour en raison de la manière dont il mène ses politiques. Il semblait avoir promis de ne pas engager le pays dans des expéditions militaires inutiles à l'étranger, et maintenant, nous sommes en guerre avec l'Iran. Il a aliéné une grande partie de la population. Il a centré toute sa campagne sur la protection du pouvoir d'achat, mais depuis sa réélection, beaucoup de ses électeurs ont compris qu'il ne ferait rien sur ce tableau-là, que du contraire !

Ce qui me préoccupe, c'est de savoir si sa tentative de saper notre système électoral aux États-Unis réussira. Bien sûr il essaie, mais viendra-t-il à bout de notre système de votes libres pour les élections de mi-mandat de 2026 et l'élection présidentielle de 2028 ? Il y a une différence avec 2020 lorsqu'il a tenté de contester le résultat démocratique de l'élection. Aujourd'hui, le Congrès républicain et la Cour suprême lui sont soumis. Il a une énorme marge de manœuvre dans ce qu'il entreprend.

Martial Toniotti. Vous pouvez donner un exemple ?

Joseph Stiglitz. Un exemple particulièrement récent est ce qu'il se passe à Minneapolis, dans le Wisconsin. L'ICE (ndlr: Immigration and Custom Enforcement, la police américaine de l'immigration) y terrorise des quartiers entiers. L'exécution de deux citoyens américains dans la rue a horrifié le pays. Il faut se demander : qu'essaie-t-il de faire ? Ce n'est pas une question à laquelle tout le monde peut apporter une réponse complète. Beaucoup d'Américains aujourd'hui ne comprennent pas ce qui se passe à Minneapolis : l'arrestation d'enfants et de familles, la répression des habitants de la ville. Comment peut-on interpréter cette situation avec autre chose qu'une tentative de supprimer les prochaines élections ?

Néanmoins, il y a des limites, et il semble en être conscient de certaines. Il a reculé, dans une certaine mesure, face à la pression populaire à Minneapolis après des grèves politiques et des manifestations sous des températures glacières de centaines de milliers de citoyens en désaccord avec la police de l'immigration et en particulier la manière dont elle s'applique. C'est un bon exemple de comment faire reculer Trump. Un autre exemple est que la pression était suffisamment grande autour de l'affaire Epstein qu'il a été contraint de publier beaucoup d'archives liées à l'affaire. Il y a un grand nombre d'exemples où la pression venant des États-Unis parait avoir eu de l'effet et l'avoir fait reculer. Mais beaucoup de gens ont peur aujourd'hui, surtout parmi la communauté hispanique. Des gens n'osent plus sortir de chez eux à cause des raids de l'ICE. Heureusement, le mouvement qui s'oppose à l'ICE est rejoint par beaucoup de gens. C'est ce qu'il faut faire contre ça : manifester, et, aux États-Unis comme dans le reste du monde, ne pas capituler.

Martial Toniotti. Quelle est la suite pour l'Europe ?

Joseph Stiglitz. L'économie européenne inquiète beaucoup. Sa croissance est anémique, et il y a bon nombre de pays qui sont au bord de la stagnation, voire pire. Il y a je pense plusieurs choses à faire. Premièrement, un stimulus important pour l'Europe pourrait venir de l'arrêt de sa dépendance aux États-Unis et à leur infrastructure, en augmentant les dépenses publiques dans la technologie et l'innovation. Cela serait très utile sur le plan macroéconomique et à long terme.

Un autre élément que je considère comme important est que l'Europe doit repenser ses lignes directrices néolibérales. Depuis le traité de Maastricht, les gouvernements européens doivent respecter certaines règles budgétaires. La règle des 3 % de déficit est un exemple. Un autre exemple est La règle de la limite de dette de 60 % du PIB au-delà duquel les États européens doivent prendre des mesures. Ces critères appartiennent au passé et sont d'ailleurs sortis de nulle part. Ils n'ont d'ailleurs jamais été ancrés dans la théorie économique ou dans des preuves empiriques qui montreraient leur efficacité. Ces critères reposent sur l'hypothèse selon laquelle des dépenses publiques excessives de la part d'un pays quelconque entraîneraient une inflation importante à l'échelle européenne, imposant ainsi des coûts aux autres, une hypothèse qui ne repose sur pratiquement aucun fondement. Dans le même temps, l'UE a ignoré l'externalité bien plus importante liée au fait que certains pays tentent d'inciter les entreprises à délocaliser en leur offrant des conditions fiscales favorables. Ces critères ne tiennent en aucun cas compte du fait que l'argent soit ou non consacré à des investissements visant à améliorer la productivité. Mettre une fin à ces critères budgétaires, ou au moins les redéfinir d'une manière plus sensée, serait une étape importante dans la bonne direction.

Martial Toniotti. Quels problèmes cela pose-t-il ?
Joseph Stiglitz. Regardez un peu les vingts dernières années en Europe… Depuis la crise de l'Euro en 2010-2011, la croissance de l'Union Européenne est basse. Les inégalités augmentent, les riches s'enrichissent, les pauvres s'appauvrissent. Toute l'austérité causée par ces critères ainsi que par les institutions de la zone Euro sont une des causes à l'origine de ce phénomène. Il n'y a pas, contrairement à ce qu'on croyait jadis, une convergence au sein de l'union européenne, mais au contraire, on voit des divergences entre les pays. Ce n'est pas tenable sur le long terme. L'Europe, pour s'en sortir, doit réformer ces institutions de manière démocratique et sortir du fondamentalisme de marché.

Martial Toniotti. Mais comment financer cette sortie de l'austérité budgétaire ?
Joseph Stiglitz. Un impôt sur la fortune de 2 %, tel que proposé par Gabriel Zucman pour les personnes ultra-fortunées possédant plus de 100 millions de dollars, serait utile. L'UE devrait mettre ça en place.
Et laissez-moi souligner que la taxe Zucman, comme on l'appelle, est un impôt minimum sur la fortune. C'est un impôt très modeste et conservateur. Il témoigne de l'ampleur de l'évitement et de l'évasion fiscale pratiquée par les plus riches du monde. Un taux de 2 % sur la fortune en guise de minimum signifie que si votre patrimoine augmente modestement de 6 % par an, cela correspond à un impôt sur le revenu du capital de 33 %. Ce n'est pas très élevé. Les personnes qui travaillent en Europe paient des impôts plus élevés sur leurs salaires. Si vous avez du capital, vous devriez payer un minimum d'impôt sur le revenu de ce capital afin d'alléger la charge sur les travailleurs. Je pense qu'il constitue une source importante de recettes, mais aussi un moyen de renforcer la solidarité sociale. Quand les gens voient les très riches s'évader fiscalement, et que ceux qui peinent à survivre paient des taux d'imposition plus élevés, cela mine la cohésion sociale.
Une autre catégorie de mesure qu'il faudrait mettre en place sont des taxes sur les profits, les transactions financières au niveau européen.

Joseph STIGLITZ + Martial TONIOTTI
12 juin 2026

https://lavamedia.be/fr/prix-nobel-joseph-stiglitz-ne-pas-capituler-devant-la-puissance-brute-de-trump/?ml_sub=3037948162007374530&ml_sub_hash=e5b5

La rupture entre les seigneurs de la Tech et la base MAGA est imminente

Donald Trump a réussi à fusionner un mouvement populiste rétrograde avec une avant-garde de la Silicon Valley dont le postulat de base est que l'IA rendra une grande partie des gens ordinaires économiquement superflus. Mais alors que les milliardaires de la tech reconfigurent le réseau électrique usaméricain et font exploser les coûts, une rupture semble inévitable.

PARIS – Peu de mariages politiques sont plus étranges que celui qui unit le mouvement MAGA de Donald Trump à la nouvelle techno-droite [« Tech Right »] – cette cohorte de milliardaires de la Silicon Valley et de capitaux-risqueurs qui a financé le retour au pouvoir de Trump et a aiguisé son appétit pour la déréglementation. Cette alliance fusionne un mouvement populiste nostalgique du passé avec une avant-garde californienne dont le principe directeur est que l'IA rendra un grand nombre de personnes économiquement superflues.

Les deux camps ne veulent pas seulement des choses différentes ; ils habitent des mondes différents. La rhétorique magaesque s'ancre dans un passé mythique. Elle cherche la restauration d'un ordre industriel, national et culturel perdu, dans lequel le travail, les rôles de genre et la vie communautaire étaient familiers et ancrés localement. L'éthos dominant de la Silicon Valley considère la « disruption » [innovation de rupture] comme un impératif civilisationnel et les arrangements sociaux existants comme bons à jeter. L'un des camps aspire à un passé idéalisé, tandis que l'autre s'emploie à rendre le présent obsolète.

Leurs regards sur les gens ordinaires divergent en conséquence. L'image que MAGA a de lui-même est celle de citoyens « oubliés », parmi lesquels des travailleurs manuels, des petits entrepreneurs et des électeurs des régions intérieures désindustrialisées que les élites côtières ont abandonnés. Les milliardaires de la tech, au contraire, anticipent ouvertement une sous-classe semi-permanente à mesure que les systèmes avancés remplaceront des dizaines de millions d'emplois, concentrant la richesse et le pouvoir entre les mains des détenteurs de capital existants et des entreprises d'IA. Selon ce que certains ont appelé le « consensus de San Francisco », le travailleur moyen n'est pas le protagoniste du futur mais une relique d'une époque révolue – destiné à être apaisé par des allocations minimales pendant que l'innovation progresse.

Plutôt que de traiter cette contradiction, la coalition la cache derrière un culte de la personnalité. Tandis que les investisseurs tech s'autoexaltent comme génies, Trump adopte une posture doublement absurde, se vantant à la fois de son QI élevé et de son dévouement singulier aux « peu instruits ». Pendant un temps, cette posture a masqué le fait que la même hiérarchie de la valeur cognitive qui flatte les donateurs rangeait aussi nombre de ses partisans dans le lot des superflus. La coalition de Trump a accommodé deux récits incompatibles : un récit populiste flatteur pour les électeurs, et un récit méritocratico-élitiste pour les bailleurs de fonds.

Mais alors que le pouvoir de Trump décline sous le poids de son fiasco iranien, sa capacité à tenir simultanément deux promesses mutuellement incompatibles s'érode également. Le tour de passe-passe qui maintenait la coalition ensemble ne fonctionne plus, et ce mariage de raison commence à se défaire. Et de tous les endroits où la tension est visible, la fracture la plus profonde traverse le réseau électrique.

Trump avait promis de réduire les factures d'électricité des USAméricains, allant jusqu'à jurer de les diviser par deux. Pourtant, dans beaucoup de localités qui constituent le socle de la coalition MAGA, les tarifs résidentiels de l'électricité ont fortement augmenté, les prix de capacité ayant été multipliés par plus de dix en deux ans.

Près de la moitié de ces récentes hausses de coûts sont attribuables à la demande vorace d'électricité des centres de données. Le ménage typique vivant là où des centres de données ont été construits paiera environ 70 dollars de plus par mois d'ici 2028.

Alors que les factures d'électricité explosent, les contradictions de l'alliance Tech/MAGA ne peuvent plus être étouffées. Les communautés rurales et les banlieues périurbaines très marquées MAGA, en Virginie, Ohio, Géorgie et Arizona, se mobilisent contre les sous-stations et les corridors de transport qui desservent des grappes de calcul dont les bénéfices vont ailleurs ; des populistes au niveau des États caressent l'idée de protections tarifaires qui isoleraient les ménages des coûts des centres de données.

La grande ironie, donc, est que les protestations les plus bruyantes contre les infrastructures d'IA en 2026 pourraient venir de l'intérieur même de la coalition de Trump. Chauffer une résidence rurale pendant l'hiver en Pennsylvanie est un problème qu'un culte de la personnalité ne peut pas résoudre.

L'injustice est indéniable. Alors qu'un réseau reste public, politiquement contesté, régulé par les tarifs et lent, un autre réseau est de plus en plus privé, colocalisé avec les centres de données, verticalement intégré et à l'abri des contraintes imposées à tous les autres. Les *hyperscalers* [fournisseurs de cloud à très grande échelle] ont signé des accords nucléaires et gaziers à l'échelle du gigawatt, et ont commencé à remettre en service des réacteurs fermés et à construire des centrales à gaz dédiées « derrière le compteur ».
Ils sont soutenus par des régulateurs fédéraux qui ont réécrit les règles pour que les centres de données puissent se brancher directement sur les centrales électriques, contournant ainsi les infrastructures de transport dont dépend le reste du réseau. Les grappes de calcul obtiennent des mégawatts stables et dédiés, tandis que les ménages subissent une volatilité des tarifs sur le même fil. Un réseau est ce pour quoi le citoyen paie ; l'autre est ce que le citoyen finance mais qu'il ne peut pas utiliser.
« L'humain superflu » de la technodroite est une stratégie, non une aspiration. Les grappes d'IA sont dimensionnées pour absorber le travail rémunéré d'une main-d'œuvre en voie de disparition, tandis que le travail non rémunéré que les ménages continuent d'effectuer disparaît discrètement du modèle. Le schéma est en partie familier. Les infrastructures financées par l'État ont toujours mieux servi certains groupes que d'autres – selon le tracé des lignes, la tarification de l'accès et la fiabilité du service. Bien que non discriminatoire en principe, l'investissement dans les infrastructures suit généralement les contours de la classe, de la géographie et de la voix politique.
Cela dit, ce à quoi nous assistons actuellement aux USA va plus loin. Ce n'est pas le gradient ordinaire d'avantage intégré dans la fourniture publique, mais un système parallèle, un apartheid électrique établi par contrat privé. Les hyperscalers créent un régime bifide dans lequel une capacité constante et dédiée est conçue pour une catégorie d'utilisateurs tandis que le réseau public absorbe la volatilité et les coûts.
La majorité démographique du mauvais côté du fil n'est pas un autre « racial », comme dans l'Afrique du Sud de l'apartheid dont Elon Musk garde le souvenir. Ce sont les électeurs des classes ouvrière et moyenne des régions intérieures désindustrialisées – les circonscriptions mêmes que MAGA prétend défendre. Ils ont massivement soutenu Trump, et ce sont eux que l'on fait payer pour un système conçu pour les rendre obsolètes.
Le technopopulisme – c'est désormais clair – contient les germes de sa propre dissolution. Une guerre croissante autour de l'énergie rend le divorce inévitable. Le compteur ne demande pas à qui l'on a promis l'avenir. Il enregistre qui le reçoit réellement.

Source : Project Syndicate
Traduit par Fausto Giudice pour Tlaxcala

Stephen HOLMES
8 juin 2026 (Investig'Action)

Stephen Holmes (1948) est professeur de droit à l'université de New York et boursier du Berlin Prize à l'Académie américaine de Berlin. Il est coauteur (avec Ivan Krastev) de « The Light that Failed : A Reckoning » (Penguin Books, 2019, non traduit). Biobibliogr.



© DR/Wikimedia Commons - montage

« [Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République fédérale d'Allemagne, le Président de la République française, le Président de la République italienne, Son Altesse royale la Grande-Duchesse de Luxembourg, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,] [...] résolus à affermir, par la constitution de cet ensemble de ressources, les sauvegardes de la paix et de la liberté, et appelant les autres peuples de l'Europe qui partagent leur idéal à s'associer à leur effort, …»
Extraits du préambule du Traité de Rome, du 25 mars 1957, instituant la Communauté Économique Européenne (CEE)

Pourquoi l'Europe veut-elle faire la guerre à la Russie ?

La presse mainstream affirme pourtant le contraire : c'est la Russie qui devrait bientôt attaquer l'Europe !
Pourquoi donc renverser la question ? Jeffrey Sachs l'explique en grande partie dans sa lettre ouverte au chancelier Merz : le soutien sans condition au régime de Kiev, notamment les frappes dans la profondeur du territoire russe, ainsi que le renoncement explicite à toute démarche diplomatique et à toute recherche de dialogue avec Moscou finiront immanquablement par déboucher sur une guerre avec la Russie. À cela s'ajoute le suicide industriel expressément accepté avec la rupture des approvisionnements énergétiques bon marché de provenance russe.
Autrement dit, nous sommes face à une Europe en « panne d'essence », à la traîne du reste du monde tant scientifiquement que technologiquement (le cas de l'IA est emblématique de cette situation). Une Europe en voie de désindustrialisation, une Europe de *bullshit jobs*. Une Europe gangrenée par la criminalité, le trafic de drogue et les vagues migratoires. Une Europe sans défense, dont les forces armées sont faméliques et sous-équipées.
Or les dirigeants de cette Europe, plutôt que de se préoccuper de paix et de redémarrage économique, ne parlent que de guerre ! Ainsi, après avoir vidé leurs propres arsenaux pour armer l'Ukraine, ils allouent des centaines de milliards d'euros au gouvernement ukrainien. D'autre part, leurs apparitions publiques semblent surtout viser des effets « publicitaires » (sommet du G7, défilé militaire du 14 juillet), un peu à la manière des processions ostentatoires des empereurs romains.

Pourquoi donc les dirigeants européens marchent-ils à ce point sur la tête, pourquoi se désintéressent-ils à ce point de leurs propres concitoyens dont le niveau de vie ne cesse de se dégrader ?

Dès lors, il apparaît légitime de se demander : les dirigeants européens veulent-ils faire la guerre à la Russie et, si oui, pourquoi ?

Une guerre par procuration

On peut avancer en effet, sans trop de risque de se tromper, que l'Europe (OTAN et UE confondus) mène une guerre par procuration contre la Russie en instrumentalisant, pour ce faire, l'État failli ukrainien. Car, comme l'a démontré le récent limogeage du jeune ministre de la Défense et du commandant en chef de l'armée, l'État ukrainien n'en est matériellement plus un ; c'est un système mafieux qui s'accapare les recettes et les financements liés à l'appareil militaro-industriel. En outre, et selon les propres déclarations des médias occidentaux, l'Ukraine s'est vidée de sa population, passant de 51 millions d'habitants au moment de son indépendance, en 1991, à environ 29 millions aujourd'hui. Et, selon ces mêmes sources, ceux qui sont partis ne reviendront sans doute jamais. En d'autres termes, c'est une coquille vide. Une appréciation que partage le spécialiste américain des relations internationales, John Mearsheimer, qui parle d'un État ukrainien « résiduel et dysfonctionnel, dorénavant enclavé par le blocus russe des ports ukrainiens de la mer Noire ».

Dans ces conditions, on est en droit d'avancer que le pays et les habitants qui y vivent encore servent de chair à canon au sinistre projet de Bruxelles (à la fois capitale de l'UE et de l'OTAN). C'est-à-dire la conduite erratique de cette guerre par procuration dont on ne parvient plus à distinguer ni le sens, ni le but.

Comment en est-on venu là ? Comment en est-on arrivé à cette Europe belliqueuse et belliciste alors que la construction européenne est fondée sur un projet de paix, sur le « plus jamais ça » en référence aux deux guerres mondiales et aux autres guerres entre États de la période westphalienne (cf. l'extrait du Préambule du *Traité de Rome* cité en exergue) ? Il importe donc de s'interroger sur la raison profonde de ce revirement et du renoncement à cette vocation foncièrement pacifique. Quel est donc le *momentum* européen dont nous sommes témoin actuellement ?

La construction de l'État universel

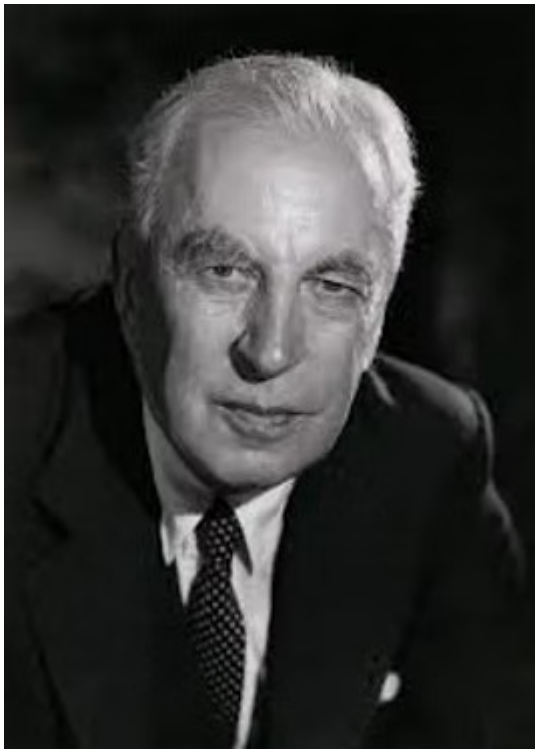
Pour tenter de le comprendre, il faut une fois encore dépasser les déclarations et les discours sur la démocratie, les droits de l'homme et la défense de la patrie (sic) des différents responsables politiques européens. Que ce soit la commissaire von der Leyen, le président Macron ou le chancelier Merz. Une fois encore, l'histoire du temps long apporte d'importants éléments de compréhension, non pas au niveau événementiel mais bel et bien civilisationnel. En l'occurrence, c'est vers l'historien britannique Arnold Toynbee (1889-1975) qu'il faut tourner notre regard. Rarement cité dans le monde francophone, il fait en revanche référence dans le monde anglo-saxon. Son œuvre porte sur la dynamique et le cycle des civilisations. Elle comprend douze volumes publiés entre 1934 et 1961 sous le titre général de *A Study of History*. Seul un volume a été traduit en français.

La particularité des travaux de Toynbee est de nous proposer une véritable grammaire pour appréhender le développement des civilisations, plus particulièrement l'avènement de l'empire qu'il décrit comme la *construction de l'État universel*[1].

En résumé, il identifie trois phases communes à l'évolution des différentes civilisations. Premièrement, il s'agit de la période d'unité culturelle et de diversité des unités politiques représentant généralement l'âge d'or et d'épanouissement tant scientifique qu'artistique grâce à la compétition entre les États constituant ladite civilisation (miracle grec, Renaissance et Révolution industrielle en Europe). Dans un deuxième temps cependant, la compétition politique s'exacerbe et débouche sur des guerres de plus en plus violentes qui finissent par détruire la dynamique civilisationnelle (guerre du Péloponnèse, fin des Royaumes combattants en Chine, guerres mondiales en Europe).

C'est alors qu'intervient la troisième phase. La civilisation détruite par la « grande guerre » ne disparaît pas, elle se mue en un empire (l'État universel) et Toynbee explicite ce processus comme suit : « Cette guerre s'intensifie et devient plus dévastatrice à mesure qu'augmentent les forces de la société. Tôt ou tard se produit une débâcle sociale qui, après une longue période de trouble, est tardivement réparée par l'établissement d'un empire universel. » Il ajoute à ce propos : « Quand le prix de la diversité, quand le coût des batailles et des États batailleurs dépasse un certain seuil, les hommes finissent par acheter la paix au prix de l'indépendance de leurs cités et par se soumettre à l'uniformité d'un empire ».

Tout porte donc à supposer que c'est le stade que l'Europe atteint de nos jours suite à la tragédie en trois actes Verdun – Auschwitz – Hiroshima ! … et, pour faire court, la guerre en Ukraine aurait précipité l'avènement de l'État universel.


© Sociomedia

La construction de l'État universel européen

Avec les atermoiements de l'administration Trump et le lâchage progressif de ses alliés occidentaux, l'acharnement belliciste des résidus du conglomérat OTAN-UE s'est exacerbé de manière exponentielle. En suivant la grille de lecture proposée par Toynbee, on peut l'interpréter comme une attitude caractéristique de la construction de l'État universel : la civilisation détruite ne séduit plus, elle contraint.

Toynbee explique que cette construction est l'œuvre de ce qu'il appelle la « minorité dominante ». C'est celle-ci qui en est le moteur. Il la définit comme une sorte d'oligarchie supranationale-impériale, détachée des liens nationaux propres aux élites traditionnelles, qui se donne pour mission d'enrayer le processus de désintégration provoqué par la grande guerre destructrice. La minorité dominante n'hésite donc pas à recourir à la force et à la répression pour construire l'imposant appareil bureaucratique et coercitif de l'État universel. Elle ne cherche pas à rallier le consensus, mais vise exclusivement à asseoir son ascendant, à imposer son autorité et à exiger la soumission.

https://youtu.be/bu4Qje6A3-E

En conséquence, par rapport aux questions que nous nous sommes posées plus haut sur la posture actuelle des dirigeants européens, en particulier leur attitude vis-à-vis de la guerre en Ukraine et l'absence de leur part de toute démarche en vue de la paix ou, à tout le moins, d'un cessez-le-feu durable, cette brève description de l'action de la minorité dominante ne nous fournit-elle pas un premier éclairage ? Un début d'explication ?

Elle nous aide également à mieux cerner l'abandon par ces mêmes dirigeants des préoccupations quant à l'intérêt général et au bien-être de leur population respective – ceci constituant pourtant le mandat premier de tout gouvernement élu démocratiquement. Or, au contraire, ces gouvernements se lancent à corps perdu dans cette guerre par procuration « au nom de la démocratie » qu'ils s'acharnent cependant à vider systématiquement de sa substance.

À ce stade, on est tenté de conjecturer que la position actuelle de l'Europe n'est pas dictée prioritairement par des considérations géopolitiques et stratégiques, mais que des dynamiques civilisationnelles plus profondes sont à l'œuvre et en façonnent la destinée, qui débouche sur la transformation d'un projet de paix en une machine de guerre censée enrayer un processus de désintégration déjà très avancé.

… *sic transit gloria mundi.*

[1] J'ai présenté ces aspects de l'œuvre de Toynbee dans mon petit ouvrage intitulé *Guerre et hégémonie : l'éclairage de la longue durée*, Genève, Georg, 2002.

Bernard WICHT (L'Impertinent)
30 août 2026



© DR

La dynamique du capitalisme

Les événements ne sont que poussière et ils ne prennent sens que lorsqu'on les replace dans les rythmes et les cycles de la longue durée. C'est l'essence de l'approche de Fernand Braudel : mettre en lumière les ondes longues parce que ce sont elles qui façonnent la réalité dans laquelle nous vivons et non l'actualité immédiate (déclarations politiques, élections, changements de gouvernement, etc.). En d'autres termes et pour reprendre le *leitmotiv* de la série *X-Files*, « la vérité est ailleurs », c'est-à-dire dans le temps long historique et non pas dans l'histoire-bataille. En l'occurrence, les gesticulations trumpiennes sont cette poussière soulevée par les cycles du capitalisme et non le fruit d'un éventuel pouvoir du président américain : alors que nous révèle cette poussière replacée dans le cadre de la longue durée ?

Quelques déclarations tonitruantes assorties de mesures tarifaires-douanières et Donald Trump fait, semble-t-il, trembler toute l'économie mondiale, ceci quelques mois à peine après son entrée en fonction. Derrière cette situation pour le moins ubuesque, ne se cache-t-il pas un phénomène beaucoup plus profond : le capitalisme ne serait-il pas entré, si ce n'est dans sa crise finale, du moins dans une crise macro-historique ? Il ne faut en effet pas se leurrer, le président américain n'est pas soudain devenu si puissant qu'un seul de ses éternuements dans le bureau ovale suffise à provoquer un raz de marée en Europe et ailleurs.

Pour tenter de répondre à cette interrogation, on peut partir de cette image qui nous renvoie à la métaphore de l'« effet papillon » : le battement d'ailes d'un papillon sur les côtes de Californie provoque un tsunami dans l'océan Indien. Par cette figure, la théorie du chaos vise à expliquer qu'au-delà d'un certain seuil, l'accumulation de perturbations apparemment banales peut atteindre un tel niveau de sensibilité qu'une simple pichenette est susceptible de déclencher une catastrophe majeure.

Le capitalisme ne correspond pas à l'économie de marché, c'est l'inverse

Ce début d'explication (certes schématique) sur l'effet produit par les sautes d'humeur du locataire de la Maison Blanche permet de faire le lien avec les travaux de Fernand Braudel sur la dynamique du capitalisme[1]. Le grand historien met ainsi en lumière une caractéristique très importante : le capitalisme ne correspond pas à l'économie de marché. Il s'en distingue et fonctionne pour ainsi dire *à l'inverse* de cette dernière. Si le capitalisme se construit bel et bien au-dessus de celle-ci, il n'est pas fondé sur les échanges réciproques ouverts à tous, mais sur l'accumulation et la spéculation opaques limitées à quelques initiés disposant des informations stratégiques au bon moment. Braudel explique que le capitalisme se nourrit de l'économie de marché, qu'il la siphonne en visant systématiquement le seul profit financier au détriment de la production de biens et de l'industrialisation. C'est, par exemple, le cas après le premier choc pétrolier de 1973, lorsque Wall Street liquide le tissu industriel américain pour distribuer des dividendes aux actionnaires. Ou encore lorsque, sous l'ère Thatcher, la City de Londres fait de même avec l'industrie britannique.

Ceci éclaire l'attitude actuelle des élites MAGA (*Make America Great Again*) : alors que leur pays est un navire en perdition complètement désindustrialisé (à titre d'exemple aucune pièce du fameux I-Phone n'est produite aux États-Unis), au bord du chaos social – voire de la guerre civile – et incapable de se régénérer compte tenu d'un système éducatif et de santé complètement défaillants, l'oligarchie actuellement aux commandes à Washington ne cherche pas à favoriser la création d'entreprises, ni la formation d'ingénieurs, mais à faire financer le désastre économique américain par ses alliés d'hier. Comme elle l'a fait de ses guerres dans les années 1990 (cf. ma chronique sur l'Amérique mercenaire). En ce sens, les MAGA sont en pleine logique de financiarisation à outrance et, par là, en parfaite adéquation avec l'explication braudélienne (accumulation et spéculation financière au détriment de l'économie de marché et de la production industrielle), en particulier par le recours aux contrats léonins en matière douanière (clause selon laquelle l'une des parties supporte toutes les charges et l'autre encaisse les bénéfices).

Poursuivons avec l'enseignement de Braudel. Outre la distinction fondamentale qu'il établit entre économie de marché et accumulation-spéculation financière, le grand historien introduit une autre caractéristique clef de la dynamique du capitalisme : sa structuration hiérarchique. Le capitalisme façonne l'économie-monde de manière pyramidale autour d'un centre et de ses périphéries successives : le centre décide et encaisse les bénéfices tandis que les périphéries subissent et s'appauvrissent. Jusqu'à maintenant le centre était toujours situé géographiquement au cœur de la puissance dominant le monde à une période donnée (Amsterdam, Londres puis New York).
La succession des différentes puissances à la tête du système-monde caractérisait aussi les différents cycles hégémoniques. Ainsi, dans la première moitié du XX^{e} siècle, l'Angleterre (et non le Royaume-Uni) cède sa place aux États-Unis à la faveur de la crise de 1929 et de la 2^{e} Guerre mondiale. À partir de là, l'Amérique organise sa domination de l'économie-monde sur la base du libre-échange, en particulier grâce aux accords de Bretton Woods (1944) et de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT, 1947). S'appuyant également sur l'OTAN et l'ONU, cette *pax americana* se maintient bon an mal an jusque dans les années 1990. Les experts estiment généralement que le déclin américain se vérifie irrévocablement avec leur entrée en guerre en Irak (2003). Et la débandade militaire marquant l'abandon de Kaboul fin août 2021 en constitue l'acte final.

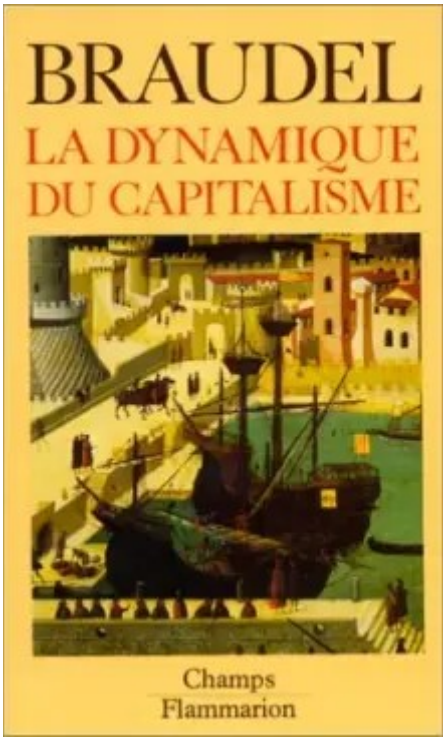
Aujourd'hui, il n'y a plus de puissance à la tête du système-monde
Aujourd'hui, les États-Unis ne dominent plus l'économie mondiale. Ils n'en sont plus le centre. Ils n'en assument plus la gouvernance comme ils ont pu le faire jusqu'à la fin de la guerre froide. Or, c'est bien là le problème aujourd'hui ; il n'y a plus de puissance à la tête du système-monde. Il n'y a plus de leader, comme ce fut le cas jusqu'au XX^{e} siècle. Il n'y a plus que trois challengers affaiblis – les États-Unis, la Chine et l'Union européenne – en concurrence acérée et prêts à se replier sur des contrats léonins (comme l'administration Trump) pour conserver leurs maigres avantages. Ou, comme c'est le cas de l'Union européenne, à se lancer dans une coûteuse fuite en avant dans son soutien à l'Ukraine (cf. les récentes annonces de Mme von der Leyen sur le pharaonique crédit qu'elle veut accorder à ce pays).
C'est une situation totalement inédite dans l'histoire du capitalisme : le centre n'est plus gouverné par un État, mais seulement par une monnaie qui, elle-même, n'est plus gouvernée par un État – le dollar. C'est pourquoi l'économie-monde est livrée à l'incertitude et au désordre : d'où la fragilité de l'ordre économique international, le fait que le battement d'ailes du papillon trumpien provoque d'aussi grandes vagues.
Sans leader pour garantir sa cohérence et livrée à la compétition erratique des trois challengers, l'économie-monde est en proie au désordre et à l'incertitude qui devraient s'accroître rapidement. En suivant cette approche « à la Braudel », il est possible d'identifier les grandes tendances suivantes sous le signe du repli général des États-Unis et de la vacance du centre.

➡ Abandonnant l'Europe, leur rôle central dans l'OTAN et leur fonction de gendarme du monde, les États-Unis se replient sur leur environnement proche, montrant désormais leurs muscles face aux petits pays d'Amérique latine (Vénézuela en tête) : quelle régression !
➡ C'est pourquoi, au niveau régional, certains États ont compris qu'ils pouvaient tirer parti de cette absence de leader mondial en jouant la carte de la prédation dans leur sphère d'influence respective: Turquie, Israël, Arabie saoudite notamment (mais gageons qu'il ne s'agit pour eux que d'un court moment, tant ils se sont vidés de leur substance).
➡ L'effondrement des États-Unis va provoquer celui de l'OTAN et de l'UE. Ces deux derniers ont fusionné dans un grand acte d'obédience atlantiste lors du déclenchement de la guerre en Ukraine, qui soudain leur donnait l'impression d'exister à nouveau, d'incarner la liberté face à la dictature (triste chimère). D'où la fuite en avant de l'UE à l'heure actuelle.

➡ Le redressement de la Russie depuis l'implosion de l'URSS s'inscrit dans la même logique de vacance du centre. Aujourd'hui, ce pays est en train d'imposer ses buts de guerre à l'Europe.
➡ Enfin, dans la masse continentale eurasiatique, un pôle de stabilité géopolitique est en train d'émerger autour de trois puissances : la Russie, la Chine et l'Inde – associées à quelques États situés à proximité (l'Iran, la Corée du Nord et le Vietnam, notamment).

Pour l'Europe occidentale, tout cela n'augure rien de bon. La guerre en Ukraine a montré qu'elle ne constitue plus un système d'États stables et souverains, mais un assemblage supra-étatique fragile, ployant sous la charge bureaucratique. Elle devrait donc régresser du point de vue géopolitique et retrouver sa position de « promontoire de l'Eurasie », rejoignant, de la sorte, ce que Braudel dénomme la « zone des désordres prolongés », dans laquelle, comme il le décrit, « la vie des hommes évoque souvent le Purgatoire ou même l'Enfer ».
Or, on peut d'ores et déjà observer, sans trop risquer de se tromper, que cette période a déjà commencé avec la défaillance des économies nationales, les violences urbaines ainsi que la montée en force de l'économie grise et des acteurs qui l'accompagnent.

Et la Suisse, me direz-vous ? Quelle est sa position dans cette situation peu reluisante ? Ce sera l'objet de ma prochaine chronique, dont l'optimisme risque de vous surprendre.



À bientôt donc !

Bernard WICHT
7 déc. 2025 (L'Impertinent)

[1] Pour le lecteur pressé: *La dynamique du capitalisme*, Fernand Braudel, éditions Champs Flammarion, rééd. 2018.

[À boire et à manger, MN]

Le G7 à Évian et la décomposition du directoire mondial



Source :
https://www.consilium.europa.eu/en/media-galleries/international-summit/2026-06-15-g7/?__cf_chl_f_tk=sbKaF7OfzISeDTKx_ayFyPe9HhK4V2IPyBRYd4X5vJw-1783168771-1.0.1.1-8qnFSAlChYH_wAF3W6wFTg0U7lJyEhJN2ufxYaVdzaI

Pendant trois jours, à la mi-juin, la station thermale d'Évian-les-Bains a été coupée du pays auquel elle appartient. Quelque seize mille policiers, gendarmes, militaires et garde-frontières tenaient un périmètre qui longeait la rive sud du Léman et franchissait la frontière suisse ; la voie ferrée était suspendue, le front de lac découpé en zones colorées, les déplacements rationnés par QR code. De l'autre côté du lac, à Genève, quelque soixante mille personnes ont défilé derrière la coalition « No G7 », qui qualifiait le rassemblement d'illégitime et d'obsolète ; une Tesla a brûlé dans la rue, le mot *Eat the Rich* peint sur sa carrosserie, et les vitrines d'un cabinet d'audit et d'une banque ont volé en éclats. À l'intérieur du cordon, dans les jardins d'un hôtel Belle Époque, les dirigeants des sept puissances industrielles les plus riches posaient pour une photographie.

Le sommet avait été décalé d'un jour pour que le président américain puisse assister à un spectacle à la Maison-Blanche, le jour de son anniversaire. Il s'est achevé non par un communiqué mais par un dîner au palais de Versailles. L'hôte, Emmanuel Macron, a utilisé Versailles – ses ornements, tout le dispositif de l'Ancien Régime reconverti en diplomatie – pour empêcher son invité de partir avant la fin. Rappelons que Trump avait quitté le sommet précédent, au Canada, dès le premier soir. Et c'est au cours de ce dîner, plutôt qu'à la table des négociations, que s'est produite la seule chose conséquente. Donald Trump a signé un mémorandum mettant fin à la guerre avec l'Iran – un accord conclu non par le G7 mais bilatéralement, sous médiation pakistanaise, et annoncé avec l'aplomb désinvolte d'un homme qui clôt l'achat d'un immeuble. Et les six autres dirigeants des pays membres du G7 ont publié un communiqué pour féliciter Trump !!!
Voilà l'image à retenir. Un sommet du G7 obligé d'adapter son programme à cause d'un caprice du président des États-Unis pour assister à un combat télévisé. Un chef d'État français qui transforme un site balnéaire en une forteresse contre ses propres citoyens, qui met en scène un banquet royal pour empêcher son membre le plus puissant de quitter les lieux et qui salue un cessez le feu à la négociation duquel il n'a pas été convié. La question que pose Évian n'est pas de savoir si le G7 est ridicule. Il l'est, manifestement. La question est de savoir pourquoi un forum aussi creux importe encore ; pourquoi des gouvernements qui ne peuvent plus fixer les termes de quoi que ce soit continuent de converger chaque été derrière leurs bar-

ricades ; et ce que signifierait de prendre au sérieux les deux moitiés de cette énigme à la fois - l'impuissance visible et le poids résiduel, tenace.
La thèse défendue ici est qu'Évian n'est pas le spectacle d'une institution qui meurt. C'est le spectacle d'une institution qui *régresse*. Le directoire occidental d'après-guerre appelé G7 à partir de la seconde moitié des années 1970 a toujours été deux choses à la fois : un club de puissances capitalistes alliées, et une trêve entre elles – un arrangement qui suspendait la rivalité entre les économies du centre aussi longtemps qu'un hégémon unique pouvait en garantir les termes et qu'un adversaire unique pouvait fournir l'illusion d'une cohésion. Ce qui se fracture à Évian, c'est la trêve. La rivalité qu'elle réprimait revient – de l'extérieur, sous la forme d'un rival que le bloc ne peut plus gérer ; de l'intérieur, sous la forme d'un membre qui s'est retourné contre les autres. Mais la machinerie que le directoire du G7 a bâtie pour administrer l'économie mondiale n'a pas disparu. Le dollar continue de dominer le commerce de la planète ; la dette des pays pauvres se restructure toujours aux conditions occidentales ; l'architecture des sanctions fonctionne encore. Évian est un corps qui perd le pouvoir de fixer l'ordre du jour tout en conservant celui de l'imposer. Cet écart – entre une capacité déclinante à commander et une capacité intacte à contraindre – est tout le sujet.

À quoi servait le club

Il est utile de se rappeler à quoi servait la chose. Le groupe a été convoqué en 1975, à l'initiative de la France, sur les décombres du premier choc pétrolier – une conversation intime et improvisée entre chefs de gouvernement, l'« esprit de Rambouillet » que ses nostalgiques invoquent encore. À cette première réunion, les puissances réunies pouvaient revendiquer près des deux tiers de la richesse mondiale. Elles étaient le comité de direction du centre capitaliste au moment où il se réorganisait : le corps qui a présidé à l'ouverture des comptes de capital, aux changes flottants, à la discipline du Fonds monétaire international, à la longue offensive qu'on a désignée plus tard du nom de consensus de Washington. La Russie y a été admise en 1998, lot de consolation pour avoir perdu la guerre froide, puis exclue en 2014 pour l'annexion de la Crimée. L'apogée était venu en 1989, lorsque la capitulation soviétique est arrivée, de fait, en plein sommet.

Le poids sans le commandement

Ce monde-là n'est plus, et les chiffres le disent sans le moindre besoin d'enjolivure. Mesurée aux taux de change courants – l'étalon qui compte pour ce que le directoire contrôle réellement, la facturation du commerce et la dénomination de la dette – la part du G7 dans la production mondiale est tombée d'environ 64 % en 2002 à quelque 44 % en 2024. Une chute de vingt points en deux décennies n'est pas un atterrissage en douceur. Mais notons ce que le même étalon refuse de dire. En dollars, les BRICS élargis n'ont *pas* dépassé le G7 ; ce dépassement n'est réel qu'en parité de pouvoir d'achat, et seulement depuis le milieu de la décennie passée. À l'aune de la mesure la plus prudente, le bloc demeure la plus grande concentration de production de la planète, dépensant encore près de la moitié du budget militaire mondial. Le déclin est réel, et il n'est pas non plus une éclipse. Le directoire n'a pas été remplacé. Il a été vidé de l'intérieur.
L'évidement est le plus visible là où le pouvoir est le plus concentré : dans la monnaie et dans la dette. Là, le contraste avec les chiffres du PIB est tout l'enjeu. La part du dollar dans les réserves des banques centrales représente 57 %, contre plus de 70 % à la fin des années 1990 ; l'or est de nouveau une valeur refuge ; et même des alliés ont commencé à prendre leurs distances – la France a rapatrié son or de New York, le Canada a créé un fonds souverain pour réduire son exposition à Washington. Et pourtant le dollar représente encore l'écrasante majorité des transactions de change et l'essentiel de la dette mondiale en devises. Le dollar comme réserve de valeur s'érode mais la tuyauterie tient. L'arme financière s'émousse, lentement, à force d'être employée – mais c'est une arme que le cartel manie encore *de concert*.
Et la discipline que cette machinerie fait peser sur le Sud global reste intacte jusqu'à la cruauté. Le mécanisme conçu pour restructurer les dettes des plus pauvres – ancré, comme toujours, dans le FMI et le Club de Paris – a, en cinq ans, admis quatre pays et clos le dossier d'aucun. Au dernier décompte, il a effacé quelque sept pour cent de l'encours concerné. Pendant que les créanciers délibéraient, la monnaie zambienne a chuté d'un tiers et celle du Ghana de moitié ; le Fonds retenait son argent dans l'attente de l'assentiment des créanciers, lequel attendait celui du Fonds. *Le Monde* – qui n'est pas un journal de la gauche révolutionnaire – rapporte que le service de la dette absorbe désormais entre trente et cinquante pour cent des recettes publiques au Ghana, en Zambie et au Kenya. Pendant ce temps, l'aide au développement a été taillée à l'os – de plus de moitié aux États-Unis, d'un cinquième en France – et la prescription officielle est de la « remplacer » par du partenariat, c'est-à-dire de remettre le financement du développement à des créanciers privés, au motif que les pauvres d'hier se seraient enrichis au point de faire concurrence. Le pouvoir structurel ne décline pas. Dans le domaine qui importe le plus aux pays qui le subissent, il s'intensifie,

quand bien même il change de mains à la marge : la Chine copréside désormais les comités de créanciers, et le Club de Paris lui-même commence à concéder que le cadre doit aller plus vite. L'étranglement demeure ; les doigts qui le serrent ne sont plus seulement occidentaux. Telle est la forme de l'ensemble : un directoire qui se décompose comme ordonnateur de l'agenda tout en persistant comme instrument de coercition.

Taxer les siens

Si le pouvoir structurel est ce qui perdure, c'est la trêve qui se rompt ; et c'est d'abord entre les membres eux-mêmes qu'elle se rompt. Le signe le plus évident qu'un cartel a cessé d'être une communauté de gestion est qu'il commence à taxer les siens. À Évian, les États-Unis avaient déjà imposé des droits de douane à l'Union européenne et au Japon, s'établissant autour d'un plafond de quinze pour cent, dix pour la Grande-Bretagne ; l'échafaudage juridique de la guerre commerciale était si improvisé que la Cour suprême en a invalidé le mécanisme central en février, forçant une course effrénée à la recherche d'autres autorités. Face au Canada, son plus proche voisin et son plus ancien allié, l'administration a mené une véritable guerre tarifaire tout en évoquant l'annexion du pays en tant que « cinquante et unième État » et en réfléchissant à voix haute à la notion de « force économique ». La Chambre des représentants a voté, au-delà des clivages partisans, l'abrogation des droits de douane imposés au Canada ; cette réprimande est restée sans suite. Un directoire dont le membre principal traite les autres comme des proies ne coordonne plus rien. C'est la rivalité qui refait surface sous le langage des droits de douane.

La même fracture traverse la question de sécurité qui définit le bloc. Sur l'Ukraine, les États-Unis et les membres européens occupent désormais des positions structurellement divergentes, et cette divergence n'est plus purement rhétorique. Le plan de paix de Washington – élaboré sans l'Europe et perçu sur tout le continent comme une récompense de l'agression – tirait dans un sens ; l'Europe, devenue discrètement le principal soutien de l'Ukraine, tirait dans l'autre. L'aide militaire européenne a augmenté de deux tiers en un an ; un prêt de 90 milliards d'euros a été mis en place pour 2026–2027 ; un fonds de réarmement pouvant atteindre 150 milliards a été créé sous la bannière de la « préparation ». Le président américain a publiquement mis en doute la valeur même de l'OTAN. Ce qui avait été écarté pendant une décennie comme un fantasme gaulliste – l'autonomie stratégique européenne – s'est imposé non pas comme une ambition, mais comme une nécessité, la conséquence involontaire d'un garant auquel on ne pouvait plus se fier. À Évian, la réussite dont les Européens étaient discrètement les plus fiers était d'avoir obtenu la signature américaine sur le texte consacré à l'Ukraine. Lorsqu'on considère comme un coup de maître la signature d'un membre sur l'engagement central du bloc, c'est que ce dernier est déjà à moitié dissous.

Même les technologies du futur sont arrivées à Évian sous la forme d'instruments de coercition interne. Quelques jours avant le sommet, Washington a bloqué l'exportation d'un modèle américain de pointe en matière d'IA vers tous les ressortissants étrangers, y compris ceux des pays alliés, pour des raisons de sécurité nationale ; et le choc ressenti à Paris était révélateur. Un ancien Premier ministre a qualifié l'entreprise en question de « leur détroit d'Ormuz », mettant ainsi le doigt sur l'essentiel : un point d'étranglement que la puissance hégémonique pouvait fermer à sa guise. Les services de l'Intérieur français ont annoncé qu'ils abandonneraient la société américaine d'analyse de données Palantir, dont les bailleurs de fonds sont proches du président, au profit d'un fournisseur national. Minéraux, argent et désormais informatique : le même schéma, l'État dominant transformant chaque interdépendance en arme contre son propre camp, et ce dernier commençant à le contourner. La France et le Japon, deux des pays les plus exposés, ont commencé à mettre en place une coopération bilatérale dans les minéraux critiques, dans l'espace et dans l'IA ; en dehors de tout cadre américain. Voilà à quoi ressemble un cartel lorsqu'il se décompose en sous-coalitions de protection : des membres qui se prémunissent non seulement contre le rival, mais aussi contre leur propre chef de file.

Le thème officiel du sommet – celui choisi par l'hôte – était « les déséquilibres mondiaux », et ce choix revêtait davantage de substance que ne le laissaient transparaître les débats. Selon les estimations de la Banque d'Angleterre, les déséquilibres mondiaux des comptes courants se situent aujourd'hui près de leur plus haut niveau depuis un siècle et demi, et à chacune des trois occasions précédentes où ils avaient atteint des niveaux plus élevés, une crise avait suivi ; les excédents, en particulier, se sont ancrés structurellement, la part des économies à excédent excessif qui les entretiennent depuis cinq ans ou plus étant passée d'environ 16 % dans les années 1990 à 76 % dans les années 2020. C'est là la marque mesurable d'un mécanisme d'ajustement qui a cessé de fonctionner ; l'épuisement de l'ordre est inscrit dans ses propres registres. Le discours qui s'est tenu à Évian à ce sujet constituait toutefois une petite comédie de la fracture. La prescription, telle que Macron l'a formulée, était tripartite : la Chine doit réduire sa surcapacité et ses subventions, l'Europe doit investir, et les États-Unis doivent s'attaquer à leurs déficits jumeaux. Le chancelier allemand a pointé du doigt le yuan sous-évalué. Mais la rhétorique sur les déséquilibres, qui vise directement Pékin, a la particularité gênante d'impliquer deux des membres du cartel lui-même : l'Allemagne affiche le plus impor-

tant excédent courant du G7 par rapport à son économie, et le Japon le deuxième. Le bloc ne peut définir son grief économique commun sans désigner ses propres membres comme étant le problème. Et derrière les chiffres qui sous-tendent ce discours se cache un aveu encore plus discret : alors que Washington s'est découplé de la Chine – réduisant ses échanges commerciaux avec Pékin de plus d'un cinquième –, l'excédent chinois ainsi déplacé s'est reporté sur ses alliés, l'Europe et le Japon absorbant les importations, le Canada servant de voie de transbordement. L'ajustement de l'hégémon devient le fardeau des cartels. Il n'y a ici aucun intérêt commun autour duquel se coordonner. Il existe des positions divergentes qui se dissimulent sous le masque d'un intérêt commun.

Comme si de rien n'était

Qu'a donc fait Évian, en réalité ? La réponse la plus honnête n'est pas venue de ses détracteurs, mais de la presse du capital elle-même, qui est parvenue – à travers le *Financial Times* et *The Economist*, par l'intermédiaire d'au moins cinq journalistes – à une conclusion unique qu'aucun d'entre eux n'a vraiment formulée comme une thèse : le résultat du sommet était de maintenir le président américain dans la salle. Le correspondant de *The Economist* à Paris, interrogé directement sur la pertinence du G7, a admis que les communiqués étaient le fruit d'un compromis, après quoi chacun est reparti vaquer à ses occupations « comme si de rien n'était », et a situé la valeur résiduelle de cette instance dans la possibilité pour les dirigeants de s'entretenir en privé dans les jardins de l'hôtel. Un chroniqueur du *Financial Times*, s'exprimant sous les traits d'un entraîneur de football fictif, en a résumé l'essentiel sans fioritures : l'hôte a tenté d'axer le sommet sur les déséquilibres, « les Chinois ont émis des réserves, les Américains se sont désengagés, et le sujet a été renvoyé au G20 ». Selon ses propres correspondants, le bloc s'était rendu à ce sommet avec de faibles attentes et un seul objectif : retenir l'invité sur place. C'est l'ordre du jour d'une instance qui ne s'attend plus à prendre des décisions, mais seulement à empêcher sa propre rupture.

Cet objectif a été atteint à un certain prix, et ce prix révèle la hiérarchie. L'Afrique du Sud, invitée personnellement par Macron l'année précédente, a été désinvitée sous la pression américaine – Washington menaçant de boycotter le sommet si Pretoria y participait – et le Kenya l'a remplacée. La liste des invités de ce directoire autoproclamé se plie désormais aux caprices de son membre le plus puissant. Il en va de même pour son ordre du jour : la France n'a pu maintenir la question du climat à l'ordre du jour qu'en la glissant subrepticement sous la forme d'une étude sur les « phénomènes météorologiques extrêmes » passés, les mots « changement climatique » ayant été totalement écartés du communiqué ministériel – un phénomène qu'un correspondant français a comparé aux sorciers d'un livre pour enfants refusant de prononcer le nom du méchant de peur de l'invoquer. Une gouvernance par omission, un ordre du jour dicté par les sensibilités absentes d'un seul homme.

Et c'est là que les presses se divisent d'une manière qui en est elle-même la preuve. *The Economist* interprète Évian avec un espoir prudent ; un « moment Évian », un « nouveau ton », l'ordre qui s'adapte. Le FT interprète ces trois mêmes jours comme une complaisance frôlant l'humiliation. Le journal de l'hôte lui-même, Le Monde, est divisé en deux : Macron, lors de sa conférence de presse de clôture, a qualifié le sommet de « succès objectif », un moment d'unité après des mois de discorde, et, à l'intention de ceux qui le jugeaient trop conciliant, a insisté sur le fait que « Versailles est un instrument de pouvoir », tandis que le chroniqueur en chef du journal écrivait, la même semaine, que « l'obsolescence manifeste du G7 peut difficilement être contestée », qu'il survit « par la seule force de l'habitude ». » Quatre organes du capital allié, quatre objets différents : l'ordre s'adapte ; l'ordre est pillé de l'intérieur ; l'hôte insiste sur sa puissance tandis que son éditorialiste rédige la nécrologie ; et, dans la presse économique asiatique, on voit les membres se prémunir discrètement contre leur propre leader. La divergence n'est pas un bruit à concilier. C'est le cartel vu à travers quatre fractions du capital qui ne perçoivent plus la même chose.

L'absence organisatrice

Le challenger que la direction ne parvient plus à gérer n'était pas à la table des négociations, et n'avait pas besoin d'y être. La Chine était l'organisatrice absente de l'ensemble du sommet – l'objet non nommé de la déclaration sur les minerais, qui engageait les membres à réduire leur dépendance vis-à-vis d'un « fournisseur unique hors du G7 » sans jamais mentionner le nom de ce fournisseur ; la cible non nommée du thème des déséquilibres ; l'adversaire non nommé du discours sur le travail forcé. Un club qui se définissait autrefois par ce qu'il construisait se rassemble désormais autour de ce qu'il craint. Et cette crainte est fondée, car la dépendance est bien réelle : la Chine raffine la grande majorité des terres rares mondiales, et ses restrictions à l'exportation d'aimants permanents ont fait monter en flèche le prix des matériaux qui entrent dans la composition de chaque moteur électrique et de chaque arme guidée. La proposition phare des États-Unis – un bloc commercial officiel dédié aux minéraux critiques – a été rejetée par les propres al-

liés de Washington et édulcorée pour devenir un cadre non contraignant. Les dirigeants n'ont même pas réussi à s'entendre sur la manière d'affronter le problème pour lequel ils s'étaient réunis.
Le problème plus profond est que cette dépendance est le prix à payer pour le projet même de la direction. Le bloc a passé quarante ans à construire l'économie mondiale ouverte qui a permis au capital de rechercher des marges en Chine, à la Chine de passer des industries à faible valeur ajoutée des années 2000 aux véhicules électriques, aux batteries et aux exportations de haute technologie – ce que les analystes appellent désormais le « deuxième choc chinois » – et aux points d'étranglement de la production du XXIe siècle de migrer vers l'Est. Le programme de « réduction des risques », les stocks, le « *friend-shoring* », les normes de traçabilité, les discours sur la résilience : voilà l'architecte qui tente de fortifier une structure qu'il a passé sa carrière à démolir. Ce n'est pas là l'attitude d'une puissance hégémonique sûre d'elle. Il s'agit d'un repli défensif et d'un aveu.
C'est aussi, ce qui est révélateur, un projet que le bloc ne peut mener à bien sans consulter la puissance même contre laquelle il s'oppose. Quelques jours avant Évian, le pays hôte a organisé une visioconférence pré-sommet sur l'économie mondiale à laquelle participait le vice-Premier ministre chinois – un cas inhabituel, comme l'ont noté avec ironie les dépêches d'agence, où la Chine s'engage avec une instance qu'elle a longtemps rejetée comme illégitime et non représentative du monde. La direction a dû inviter le rival qu'elle accuse à participer à cette visioconférence sur les déséquilibres qu'elle allait ensuite officialiser comme étant la faute de ce rival. Et au cours des mois précédents, cinq des sept dirigeants avaient effectué séparément leur pèlerinage à Pékin. Le cartel ne peut pas adopter une ligne commune sur la Chine, car chaque membre négocie en privé la sienne. La légitimité du G7 est désormais contestée de deux côtés à la fois : par les coalitions anticapitalistes qui brûlent des Tesla à Genève, et par la puissance montante qu'il exclut ; et la convergence de ces deux critiques, venant d'en bas et de l'Est, montre à quel point cette institution est désormais isolée.

Une mutation, pas une menace

La deuxième pression qui pèse sur la trêve est plus difficile à cerner clairement, car elle est généralement classée sous la mauvaise rubrique. La résurgence de l'extrême droite à travers le bloc – un mouvement en tête des sondages en France et en Grande-Bretagne, au pouvoir en Italie, en tête ou presque en Allemagne, et détenant sans partage la Maison Blanche – est systématiquement décrite comme un choc externe à l'ordre libéral, une menace contre laquelle l'establishment doit « trouver un équilibre », symétrique à la menace chinoise. Il s'agit là d'une erreur de catégorie, et c'est en la corrigeant que l'analyse prend tout son sens.
L'extrême droite ne constitue pas un défi à l'ordre impérial au même titre que la Chine représente un défi à la primauté du bloc. La Chine est un pôle d'accumulation rival qui conteste la place du directoire du G7 dans le monde. L'extrême droite est interne aux États impériaux, et il vaut mieux la comprendre comme une *mutation* du projet impérial plutôt que comme son antagoniste. Elle ne frappe pas à la porte pour démanteler la domination que le bloc exerce sur les pays du Sud ; elle frappe pour administrer cette domination dans un langage différent ; pour la recoder, en la faisant passer du registre universaliste du libre-échange et de l'ordre fondé sur des règles à celui, nativiste, des frontières, de l'expulsion et de la défense civilisationnelle. L'administration américaine ne constitue pas une menace pour l'hégémonie américaine. Elle en est une modalité particulière d'exercice : transactionnelle, unilatérale, plus mesquine. La nouvelle droite veut des frontières plus hermétiques, un nationalisme économique plus agressif, une projection plus musclée ; non pas moins d'empire, mais un empire plus brutal. Sa conception d'elle-même, qui mérite d'être écoutée avec impartialité, est l'inverse : elle prétend représenter les majorités démocratiques trahies par une élite gestionnaire, une correction plutôt qu'une rupture. Mais c'est le programme qui fait la preuve, et ce programme consiste en l'intensification de la domination, et non en son recul.
C'est pourquoi « trouver un équilibre entre la Chine et l'extrême droite » ne rend pas compte de la situation. Avec la Chine, le bloc fait face à un rival qu'il souhaite exclure. Avec l'extrême droite, l'establishment ne contient pas une force extérieure ; il est colonisé de l'intérieur ; le courant dominant absorbe le programme insurgé plutôt que de le vaincre, l'ancien cordon sanitaire se dissout à mesure que les dirigeants conservateurs gouvernent grâce aux voix de l'extrême droite et adoptent ses positions sur l'immigration comme relevant du bon sens. Et ces deux pressions, bien comprises, découlent d'une seule et même source : l'épuisement du modèle du monde ouvert que la direction elle-même a construit. La mondialisation qui a façonné le rival chinois a également vidé de sa substance la classe ouvrière occidentale qui constitue désormais la base de l'extrême droite ; un réalignement de classe visible dans les chiffres, les partis d'extrême droite remportant désormais la pluralité, voire la majorité, des suffrages de la classe ouvrière qui appartenaient autrefois à la social-démocratie. La direction gère les deux fruits de sa propre contradiction. Le

programme de réduction des risques est la facture géopolitique de la mondialisation qui arrive à échéance ; l'extrême droite en est la facture intérieure.
Et ici, les fronts interne et externe fusionnent en un seul vertige. L'extrême droite ne se contente pas de frapper à la porte de la direction. Par l'intermédiaire de son membre le plus puissant, elle est déjà au centre de commandement. Le bloc tente de contenir la Chine par le biais d'une alliance dirigée par un unilatéraliste d'extrême droite qui, simultanément, s'en prend à cette alliance : il impose des droits de douane à ses partenaires, convoite le Groenland, traite ceux qu'il courtise comme des proies. Le problème du double front présente cette particularité désorientante qu'un de ces fronts passe par la Maison Blanche. Cela fait également de l'extrême droite un instrument peu fiable pour le projet anti-chinois : elle partage le nationalisme, mais pas la discipline multilatérale qu'exige l'endiguement ; elle est protectionniste, ce qui sert le discours du « découplage », mais isolationniste et transactionnelle, ce qui sape l'alliance dont le « découplage » a besoin ; et elle n'est même pas cohérente quant à l'adversaire, son énergie se déversant sur les alliés et les migrants plutôt que de se concentrer sur le rival. Les projets concernant le Groenland divisent la nouvelle droite européenne de la nouvelle droite américaine. La vague nativiste ne peut être canalisée.

Pluralisation ou déclin

Il convient d'affronter de front l'objection la plus forte à tout cela, car l'essai s'en trouve affaibli s'il l'esquive. L'interprétation libérale réfute la prémisse. Il n'y a pas de « directoire impérial » en déclin, affirme-t-elle, mais seulement la pluralisation bienveillante d'un monde plus riche, où d'autres mûrissent tandis que l'Occident partage gracieusement une table qu'il monopolisait autrefois ; et le G7 n'a jamais été un instrument impérial, mais un club de démocraties se coordonnant de bonne foi, s'adaptant désormais à une salle plus bondée. Les chiffres relatifs aux réserves vont même dans ce sens : la lente diversification du dollar ressemble davantage à un rééquilibrage de portefeuille qu'à une fuite face à un système utilisé comme une arme, et les devises du G7 imposent des sanctions de concert, de sorte qu'il n'existe de toute façon pas de refuge rival.
Admettons le gradualisme. Le déclin est lent ; les alarmes sont souvent exagérées ; la multipolarité n'est pas encore une réalité selon aucun indicateur régissant la monnaie mondiale. Mais cette concession a ses revers. La pluralisation de la *production* n'a pas entraîné une pluralisation du *contrôle* : les mécanismes sous-jacents du dollar, l'étranglement des pays endettés par le Fonds, l'architecture des sanctions restent ancrés au cœur du système même s'ils s'effilochent, et un tiers des pays à faible revenu sont plus pauvres qu'il y a cinq ans, tandis que le cartel contrôle leurs dettes en s'appuyant sur ses propres ratios d'endettement public, qui s'élèvent en moyenne à plus de 126 % du PIB. La direction impose sa discipline depuis une bulle. Et cet effritement que l'interprétation libérale confond avec un partage serein du pouvoir est en réalité alimenté par le comportement même du noyau dur : la militarisation qui enseigne au monde à se diversifier, les droits de douane imposés aux alliés, l'État chef de file en guerre contre son propre camp. Ce n'est pas de la maturation. C'est de la décadence, orchestrée de l'intérieur.

Ni l'un ni l'autre

Ce qui nous amène à la conclusion, et à la seule initiative que ni les libéraux ni les partisans des camps ne peuvent prendre. Le déclin de la direction occidentale n'est pas la libération du Sud mondial, car les puissances qui s'élèvent pour occuper l'espace qu'elle laisse vacant n'offrent rien de mieux au Sud. La Chine est un créancier et un exploiteur ; elle siège au sein du comité des créanciers de la Zambie non pas pour alléger la dette, mais pour négocier celle-ci. La Russie mène une guerre ouvertement impérialiste contre la souveraineté d'un voisin sous une bannière anti-impérialiste. Les BRICS constituent un forum de coordination hétérogène regroupant des États émergents et lésés, dont plusieurs sont des puissances sous-impériales dans leur propre voisinage, cherchant à obtenir de meilleures conditions au sein du capitalisme mondial plutôt qu'à l'abolir – aucun membre ne propose de mettre fin aux échanges inégaux ou au servage pour dettes des pauvres ; ils veulent simplement une place plus importante à la table qui leur impose ces conditions. Mêmel'éditorialiste du Monde, déclarant le G7 obsolète, qualifie les BRICS de coquille vide, sans fonds ni projet ; le récent sommet du G7 qualifie l'ordre fondé sur des règles de fiction utile. Le libéral peut voir à la fois l'obsolescence et le vide ; et n'a d'autre issue que de hausser les épaules.
L'Inde est le cas qui concrétise ce piège. Courtisée par le G7, invitée à Évian, reçue en grande pompe en marge du sommet, puis, la même semaine, subordonnée par l'hégémon même qui la courtisait : son statut stratégique a été discrètement revu à la baisse lorsque Washington a rebaptisé son commandement du Pacifique et abandonné ses gestes de bonne volonté envers Delhi, trois de ses marins ont été tués lors d'une frappe américaine, et les États-Unis se sont tournés, de manière transactionnelle, tant vers Pékin que vers Islamabad. Une puissance du Sud en plein essor qui ne trouve aucun pôle sûr – ni la puissance hégémonique

pragmatique, ni le challenger autoritaire-capitaliste – : voilà l'argument incarné. La multipolarité, du point de vue du pays pris entre les pôles, n'est pas la liberté. C'est un vice.

Ainsi, le G7 à Évian s'appréhende mieux non pas comme une hégémonie pratiquant un exercice d'équilibre, mais comme un bloc dont le propre projet de mondialisation a engendré à la fois un rival qu'elle ne peut discipliner et une révolte qu'elle ne peut gouverner, et qui tente désormais de reproduire sa domination alors que son membre principal est pris en otage par la révolte – et que le rival qu'elle craint n'offre pas non plus d'émancipation au monde. Le G7 ne disparaîtra pas ; rien n'est prêt à le remplacer, et l'appareil de coercition survit à la capacité de commander. Il persistera, fortifié et obsolète, entérinant un unilatéralisme qu'il ne peut plus diriger, contrôlant les dettes des pauvres depuis l'intérieur de sa propre crise. La première conférence d'Évian, en 2003, était la cible d'un mouvement qui croyait qu'un autre monde était possible à l'apogée de l'ordre occidental. La seconde est un regroupement défensif derrière seize mille soldats au crépuscule de cet ordre. Entre les deux sommets, la question n'a pas changé ; elle est simplement devenue plus urgente et moins facile à trancher pour quiconque se trouve aujourd'hui sur cette planète : il ne s'agit pas de savoir quel pôle héritera du monde, mais si la majorité de la population mondiale sera autre chose qu'un simple terrain sur lequel se joue la rivalité entre les pôles. La seule position qui résiste à l'évidence est celle qui rejette les deux camps – celle qui défend la souveraineté en matière de dette et l'autodétermination du Sud, tant face à la direction en déclin qu'à ses challengers en pleine ascension. Elle n'est pas représentée à Évian. Elle se trouvait peut-être quelque part de l'autre côté du lac à Genève.

4 juillet par Sushovan DHAR (CADTM)

L'auteur remercie Éric Toussaint pour sa relecture et ses commentaires.

Sushovan Dhar est un militant politique, écrivain et syndicaliste résidant à Calcutta. Il est affilié au CADTM Inde et fait partie du comité de rédaction d'Alternative Viewpoint. Ses écrits portent sur des sujets tels que le travail, la dette, la restructuration néolibérale, l'autoritarisme, les mouvements sociaux et la politique internationale, en mettant particulièrement l'accent sur l'Asie du Sud et les pays du Sud. Ses articles ont été publiés dans diverses revues et réseaux, notamment Jacobin, Inprecor et Europe Solidaire Sans Frontières (ESSF).

Léviathan ou les guerres du gaz



Combien de temps les guerres actuelles vont-elles encore dure ? Vont-elles s'exporter dans l'Union – comme le prévoit et le souhaite apparemment la majorité de la classe politique européenne ? Et si oui, comment vont se réorganiser les alliances stratégiques ? Sans prétendre lire dans l'avenir, il est utile de se pencher sur différentes clés de lecture de la situation: les dimensions eschatologiques de la guerre au Moyen-Orient, l'agenda de contrôle technocratique et le grand reset du système financier international ont été évoqués à maintes reprises dans nos colonnes. Un survol des enjeux liés aux ressources énergétiques, et au gaz en particulier, nous fournit une grille de lecture complémentaire.
Cette série de deux articles n'a pas la prétention de proposer une quelconque expertise dans le domaine des marchés de l'énergie ou des stratégies militaires, mais de simplement poser les différents éléments qui permettent de dresser le tableau des enjeux et des acteurs en présence.
Le cartel pétrolier autour du duo formé par Israël et les États-Unis, avec le soutien des dirigeants de l'Union européenne, est le principal moteur de ces bouleversements. Sa stratégie est simple et limpide, mais elle demande des moyens de taille : mettre la main sur un maximum de gisements dans la région, couper l'Europe de ses sources d'approvisionnement habituelles, en particulier la Russie et l'Iran, conclure des contrats avec les acteurs stratégiques du bassin méditerranéen et trouver des moyens d'acheminer le gaz vers le sud de l'Europe. Toutes ces étapes demandent in fine d'assurer le « contrôle géopolitique de la région », entre autres par une domination militaire.
Ce premier article « Léviathan ou la guerre du gaz » brosse la carte des différents gisements qui ont été découverts au cours des vingt dernières années et tente d'établir une concordance avec la ligne de temps des conflits armés. Une seconde partie sera consacrée aux voies d'acheminement, gazoducs, détroits maritimes et routes économiques qui sont au coeur des guerres actuelles.

Le monstrueux Léviathan
Depuis 2010, une série de gisements massifs ont été mis à jour dans le bassin du Levant et de la Méditerranée. Ces découvertes, en particulier celle du fameux Léviathan, ont d'emblée modifié les stratégies économiques et géopolitiques de la région, ainsi que les perspectives d'approvisionnement énergétique du continent européen.
Leviathan est le plus grand gisement de gaz naturel du bassin du Levant. Il est situé à environ 130 km au large de Haïfa en Israël et contient des réserves de gaz exploitable estimées à environ 600-605 milliards de mètres cubes. La nappe contient également du pétrole et atteint la zone économique du Liban, pouvant peut-être même se relier dans ses profondeurs à la réserve de la marine de Gaza.
L'annonce de cette gigantesque trouvaille en 2010 a instantanément changé la donne pour Israël, promettant de sortir le pays de la dépendance énergétique et d'assurer son autosuffisance. Mais le potentiel de ces nouvelles ressources va bien au-delà. Avec le gisement de Tamar, découvert l'année précédente par le même consortium américain « Noble energy », la zone pourrait être en mesure de rivaliser avec le Golfe persique. Car cette partie du bassin méditerranéen contient les réserves de gaz les plus importantes après la Sibérie, l'Arabie saoudite et le Yémen. On comprend donc que Léviathan représente un élément disruptif

dans l'équilibre économique et géopolitique du Moyen-Orient, et le nom biblique qui lui a été attribué y fait certainement écho.
Pour rappel, le nom Leviathan est emprunté à celui d'un monstre aquatique qui apparaît à plusieurs reprises dans l'Ancien testament et dont l'origine semble remonter aux mythes associés à Baal dans l'antique Babylone. Gigantesque serpent de mer à plusieurs têtes, il symbolise le chaos et la force primordiale, une sorte de dragon mythique « crachant du feu ».



Illustration du Léviathan dans la bible de Gustave Doré.

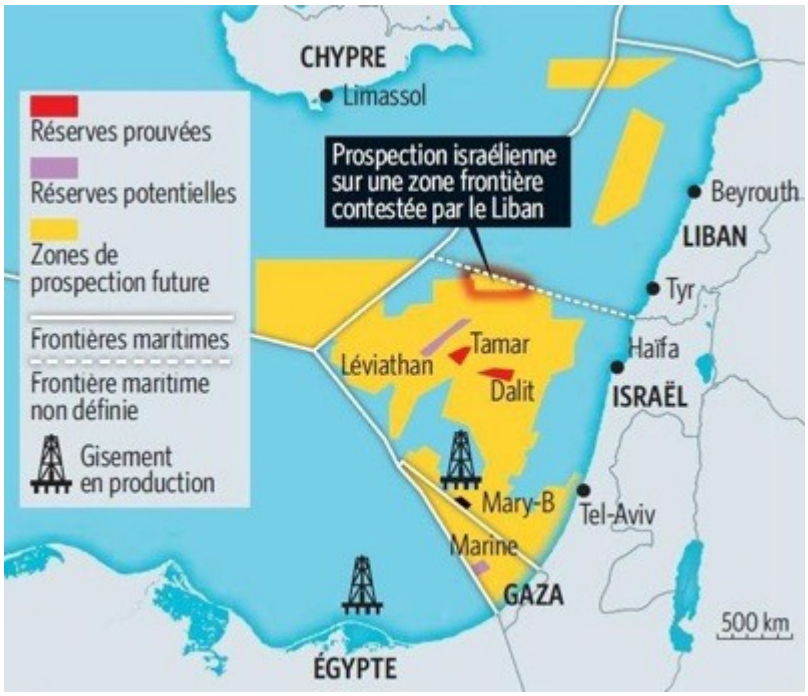
Si l'appellation est sans doute appropriée pour une gigantesque nappe de combustible sortie des profondeurs marines, elle évoque aussi les idées de guerre et de chaos dans une vision apocalyptique. Et la ligne de temps des conflits qui ont secoué ces régions le confirme. Les remous politiques de ce monstre ont commencé dès l'annonce de sa découverte, et la perspective de profits faramineux pour Israël et les compagnies étrangères exploitantes ont ancré la volonté de déconnecter l'Europe des approvisionnements de gaz venant de la Russie et des hydrocarbures fournis par l'Iran.

Conflit immédiat avec le Liban et stratégie israélo-américaine

Dans un article prémonitoire publié en 2012 sur Voltaire.net, William Engdahl relevait que l'annonce des réserves du Léviathan avait immédiatement déclenché un nouveau conflit géopolitique. Le Liban avait fait valoir qu'une partie du gisement se trouvait dans ses eaux territoriales et qu'il avait donc aussi des droits sur son exploitation. Mais Israël avait immédiatement rejeté l'idée de devoir partager le bénéfice de ce nouveau trésor, surtout par un pays « contrôlé par le Hezbollah ». L'affaire s'était disputée à l'ONU et les États-Unis avaient pris la défense des intérêts libanais, ajoutant aux tensions existantes entre Obama et Netanyahou dans le contexte des révoltes liées au « printemps arabe ».
Selon Engdahl, cette situation avait par la suite poussé le célèbre « BB » à solliciter l'appui financier de Sheldon Adelson, un milliardaire juif-américain ultra-puissant, pour qu'il fasse pencher les élections suivantes en faveur de Donald Trump, dont il est notoire qu'il est l'un des meilleurs défenseurs d'Israël et du lobby pétrolier. Adelson finança effectivement sa 1ère campagne à concurrence de 100 millions de dollars et Trump remporta son 1er scrutin en 2016.
Il faut dire que les États-Unis étaient sur le coup dès le départ, avec la compagnie d'exploration et de recherche pétrolière Noble Energy.

Les réserves de la mer Égée

Après les découvertes des gisements de Tamar et Léviathan, d'autres pays du bassin méditerranéen ont entrepris d'explorer leurs fonds marins. La Grèce, la Turquie, Chypre et la Syrie ont identifié d'importantes ressources au large de leurs eaux, ce qui aurait pu améliorer leur situation économique à brève échéance.



Pour la Grèce, les réserves de gaz repérées la même année au sud de la mer Égée et de la Crète représentaient un potentiel de 9 000 milliards de dollars ! En pleine crise économique, la mise en exploitation rapide de ces gisements aurait pu permettre au pays de reprendre son souffle et même de rembourser sa dette, voire de s'assurer un avenir confortable. Mais la mafia des pétrodollars l'emporte toujours sur « la solidarité européenne ». L'ancien président Bill Clinton, connu comme l'un des dirigeants les plus criminels des États-Unis, était l'un des principaux lobbyistes à Washington pour promouvoir les intérêts de Noble Energy, la société ayant découvert cette série de vastes gisements gaziers.
Au lieu de venir au secours de la Grèce, les dirigeants du FMI et de l'UE, en particulier l'Allemagne, ont exigé que le pays vende ses ports et ses entreprises publiques, parmi lesquelles bien sûr les compagnies pétrolières d'État, afin de réduire sa dette.
En juillet 2011, Hillary Clinton, alors secrétaire d'État d'Obama, se rend même à Athènes pour mettre une main américaine sur les réserves grecques. Elle est accompagnée de Richard Morningstar, ancien conseiller de son mari qui est engagé dans les stratégies de démembrement de l'ex-Union soviétique et dans l'encerclement de la Russie par d'anciennes républiques soviétiques se ralliant à l'OTAN.
Morningstar était l'un des principaux architectes à Washington des projets étasuniens d'oléoducs et de gazoducs consistant à couper la Russie et ses ressources en gaz de l'Union Européenne. Il propose un plan dans lequel la Turquie et la Grèce, deux ennemis séculaires, s'allieraient pour faciliter l'exploitation des gisements situés au milieu de la mer Égée, prenant chacune 20% des bénéfices, alors que la compagnie Noble Energy se réserverait la part du lion, soit les 60% restants.
Mais quelques semaines plus tard, une nouvelle découverte vient compliquer des négociations déjà peu commodes: une nappe de gaz supplémentaire baptisée Aphrodite est identifiée au large de Chypre, île dont les deux parties se disputent le territoire depuis des décennies. C'est évidemment là que les choses s'enveniment. Car la Turquie d'Erdogan est peu favorable à l'alliance israélo-américaine et n'est pas prête à se réconcilier avec la Grèce, son ennemi séculaire. Elle s'oppose d'emblée au passage d'un éventuel gazoduc sous-marin dans ses eaux territoriales, ainsi qu'au large de Chypre, et craint la diminution de son influence dans la région.

La marine de Gaza

Découvert en 1999, le gisement de la marine de Gaza a une capacité d'environ 30 milliards de mètres cubes de gaz. Il est situé à 25 km des côtes de la bande de Gaza et n'a jamais été exploité. Il aurait pourtant permis le développement économique des territoires palestiniens en les aidant à sortir des demandes d'aide financière internationale. British Gas avait même signé des accords pour démarrer une exploitation dès 1999, mais ces projets se sont toujours heurtés à des obstacles de la part d'Israël.
Les choses se sont compliquées en 2007 avec l'arrivée du Hamas au pouvoir, qui n'offrait plus d'interlocuteur fiable aux compagnies d'exploitation. Le projet connaît plusieurs phases d'arrêt et de relance au gré des tensions politiques. En 2018, après le rachat de British Gas par les Anglo-Néerlandais Shell, les parts détenues par la compagnie (60% du total) sont finalement cédées à des opérateurs de l'autorité palestinienne.

Mais la situation ne s'arrange pas pour autant. Si les Palestiniens ont des droits sur cette zone économique exclusive en vertu de la législation internationale, dans les faits la zone maritime est entièrement sous contrôle militaire d'Israël et toute forme d'exploitation reste soumise à son approbation.
Le décor des guerres du gaz est planté. Avec un total estimé à près de 1,3 trillion de mètres cubes dans le triangle entre la Grèce, Chypre et la Turquie, et 2 trillions supplémentaires dans la région du Levant, la capacité énergétique de la Méditerranée fait véritablement concurrence aux fournisseurs historiques de l'Union européenne. Et c'est à partir de là que les opérations ukrainiennes, les attaques dans la bande de Gaza et la guerre contre l'Iran… et peut-être bientôt la Turquie, se précisent.

La guerre du gaz, de l'Ukraine à l'Iran
Le 7 février 2022, dans une conférence de presse avec le chancelier allemand Olaf Scholz, le président américain Joe Biden déclare que « si la Russie attaque l'Ukraine, nous mettrons fin à Nord Stream ». Lorsqu'un journaliste lui demande comment, sa réponse est évasive, mais ferme : « Je vous le promets, nous serons capables de le faire ».
La Russie envahit l'Ukraine 3 semaines plus tard. Dès le mois d'avril, des négociations de paix sont sur la table, mais « selon la rumeur », Boris Johnson fait pression sur Zelensky pour prolonger le conflit. Le sabotage de plusieurs gazoducs Nord Stream, dont le commun des mortels a d'emblée compris qu'il ne pouvait être l'oeuvre des Russes, intervient le 26 septembre, « forçant l'Europe » à chercher d'autres fournisseurs.
« Fort heureusement », dès le lendemain, un gazoduc concurrent est mis en service pour la 1ère fois : la « Baltic pipeline », qui transporte du gaz norvégien vers le Danemark et la Pologne. Une aubaine, si on veut y croire.



En décembre de la même année, Israël lance des appels d'offres pour l'exploitation de la zone de Tamar et Leviathan, histoire de venir en aide à l'Europe, « privée de gaz russe ». Et en juin 2023, Tel Aviv conclut finalement un accord avec les autorités palestiniennes, l'Égypte et le géant pétrolier américain Chevron (déjà en charge de Tamar et Leviathan), pour enfin démarrer l'exploitation de la marine de Gaza.
Un article du 17 juillet publié par le BESA center, un centre d'études politiques israélien, s'interroge sur la raison de ce deal « qui bénéficiera à l'autorité palestinienne ainsi qu'au Hamas, tant en termes de revenus que d'indépendance énergétique » et se demande comment une telle affaire sera perçue par les partis d'extrême droite à la Knesset. Il souligne néanmoins « que l'accord s'inscrit dans un processus nécessaire qui répond aux intérêts de toutes les parties de la région. Les accords gaziers qu'Israël a réussi à conclure au cours de la dernière décennie avec le Liban, l'Égypte, la Jordanie, Chypre et, désormais, les Palestiniens, témoignent de la stabilité régionale aux yeux de la communauté internationale. Ils sont essentiels pour inciter le secteur privé à investir dans des projets d'infrastructures transfrontalières coûteux, sous l'égide d'Israël ».
Mais cette belle perspective tombe à l'eau avec l'opération du 7 octobre, et la guerre contre les habitants de Gaza, qui retire immédiatement les Palestiniens de l'équation.
La suite ne se fait pas attendre. 3 semaines après le début des attaques, l'agence Reuters annonce que « 12 licences d'exploration du bassin méditerranéen sont octroyées par Israël à 6 compagnies. L'italienne ENI, la

coréenne Dana Petroleum (qui opère aussi en GB, aux Pays-Bas et en Egypte) et l'israélienne Ratio Energies sont missionnées à l'ouest du Léviathan. Tandis qu'un deuxième consortium, regroupant la compagnie pétrolière nationale azerbaïdjanaise Socar, British Petroleum et la société israélienne NewMed, sont chargées de mener des travaux au nord du gisement ». L'expansion du Léviathan est en marche.

En août 2025, un contrat d'une valeur de 35 milliards de dollars est signé avec Chevron et les compagnies exploitantes pour augmenter la capacité des exportations de gaz naturel en provenance du Léviathan via l'Egypte, à près de 130 milliards de mètres cubes.

Quelques mois plus tard, en janvier 2026, la décision d'un financement final pour l'élargissement de l'infrastructure des exploitations pétrolières est adopté, censé permettre la réalisation matérielle de cet énorme contrat. À Davos, Jared Kushner, le gendre de Donald Trump, célèbre la nouvelle en présentant un powerpoint sur lequel figure aussi une carte de Gaza où le « Peace Board » de Trump prévoit un grand centre portuaire pour conteneurs et une plateforme d'exploitation pour la marine de Gaza.

Avec de telles assurances, il ne faudra que quelques semaines de plus avant que Trump ne lance une attaque militaire conjointe avec Israël contre l'Iran, la fameuse Operation Epic Fury, sous le prétexte fallacieux d'une menace nucléaire imminente.

On connaît la suite : des frappes contre les installations du site de South Pars dans le bassin du Golfe persique, le plus grand site de gaz naturel au monde qui appartient à l'Iran et au Yemen ; des représailles de l'Iran sur les infrastructures énergétiques de l'Arabie saoudite et du Qatar et la fermeture du détroit d'Ormuz.

Que les motifs invoqués soient d'ordre sécuritaire, ethnique ou religieux, un constat s'impose : l'agenda des guerres reste étroitement lié à l'exploitation des ressources combustibles et il faut se pencher sur l'ensemble de ce réseau avant de formuler des hypothèses quant à la suite des évènements.

Comme par le passé, le contrôle des réserves de matières premières et leurs voies de transport restent au coeur des conflits et l'escalade de cette guerre des hydrocarbures pourrait bien embraser le reste de la planète.

Un prochain article consacré aux guerres du gaz survolera la question des voies d'acheminement des ressources, en particulier le réseau des gazoducs et des couloirs maritimes.

Senta DEPUYDT, 8 août 2026
(Essentiel News)

Occidentaux : votre rôle n'est pas de dénoncer les cibles de votre empire

Je ne cesse de m'indigner de voir des personnes réputées éclairées se tenir au cœur même de l'empire pour en dénoncer les cibles, comme on l'a vu dans la lettre ouverte adressée « aux prisonniers politiques iraniens » par un groupe de figures occidentales de gauche. Elles y présentent l'Iran comme une « source d'oppression » au même titre que les États-Unis et leurs alliés.

Il est sidérant qu'il faille encore le rappeler : si vous êtes occidental, votre seul devoir est de combattre les abus de l'empire occidental. Pas l'Iran. Pas la Chine. Pas la Russie, Cuba ou la Corée du Nord.

Si vous vivez aux États-Unis ou dans l'un de leurs pays alliés, vous habitez sous la structure de pouvoir la plus tyrannique et la plus meurtrière de la planète ; c'est là que votre regard doit se porter. Vous n'avez aucune légitimité à dissiper votre énergie et votre attention dans la dénonciation des violations des droits humains commises par des pays placés dans le viseur de l'empire, alors même que vous vivez sous un empire tentaculaire abreuvé d'un flot ininterrompu de sang humain. Il n'est pas acceptable d'employer votre privilège occidental à frapper les nations que votre propre gouvernement cherche à absorber dans l'architecture de pouvoir qui vous abrite.

Chaque fois que je formule cela en ligne, il se trouve immanquablement quelque trotskiste ou anarchiste pour ressasser la nécessité d'exprimer sa « solidarité » avec les prisonniers politiques iraniens, ou quelque autre antienne du même ordre. Mais lorsque je leur demande quel bénéfice concret, matériel, ces professions de « solidarité » apportent aux personnes qu'elles prétendent soutenir, ils se révèlent incapables d'avancer quoi que ce soit de solide. À l'inverse, je peux montrer très clairement comment une contribution à une campagne de propagande de guerre impériale vient graisser les rouages d'actions matérielles bien réelles, dont de vrais Iraniens finissent par payer le prix.

Si vous êtes occidental, il vous incombe d'user de votre voix avec responsabilité. Si vous nourrissez le dernier récit de propagande guerrière selon lequel « les habitants du pays que l'empire a pris pour cible doivent être libérés de leur gouvernement tyrannique et maléfique », par vos démonstrations de « solidarité » et votre entêtement aveugle à placer tous les torts sur le même plan, alors vous faites un usage irresponsable de votre voix occidentale ; et vous portez une part de responsabilité morale dans les massacres de masse que votre imprudence contribue à rendre possibles.

Il n'est pas acceptable d'être citoyen de l'empire occidental et de prétendre que les violations des droits humains dans un pays visé par cet empire revêtent une importance égale, ou même comparable, aux abus autrement plus flagrants commis par vos propres dirigeants et leurs alliés. Il n'est pas davantage acceptable, pour un adulte majeur et vacciné, d'imaginer que le recours à la force par des gouvernements attaqués par l'empire surgit indépendamment de cette mise en coupe réglée, comme si le visage qu'arbore l'Iran aujourd'hui n'avait aucun lien avec les tentatives des États-Unis et d'Israël de le faire plier, de l'affaiblir et de le contrôler depuis des générations.

Si l'Iran a survécu à la dernière offensive impériale, c'est parce que Téhéran maintient une emprise étroite sur ce qui se joue à l'intérieur du pays. Si le Xinjiang n'a pas été happé dans la sphère de pouvoir occidentale avec le concours de séparatistes soutenus par la CIA, c'est parce que Pékin a mené une vaste répression contre les factions extrémistes qui y lançaient des attaques. Si la Corée du Nord a été relativement tenue à l'écart de l'empire occidental ces dernières années, c'est parce que son gouvernement s'est doté de l'arme nucléaire. Il est puéril de prétendre que ces réalités existeraient indépendamment des efforts déployés par les États-Unis et leurs alliés pour s'emparer des nations non absorbées et les contraindre à se plier à l'ordre mondial capitaliste de Washington.

Ainsi, l'empire occidental rend le monde plus cruel et plus violent non seulement par ses actes directs de cruauté et de violence, mais aussi par la manière dont il accule ses cibles à choisir entre deux abîmes : l'anéantissement, ou le recours à des degrés extrêmes de coercition pour préserver leur souveraineté. L'empire sous lequel nous vivons porte la responsabilité de l'immense majorité des désordres et des misères de notre monde ; et pourtant, vous, en tant qu'Occidental, voudriez consacrer votre temps à vouer l'Iran aux gémonies ? Allez donc vous faire voir, franchement.

Source : Le blog de Caitlin Johnstone
Traduit de l'anglais par Investig'Action

Caitlin JOHNSTONE, 2 septembre 2026 (Investig'Action)

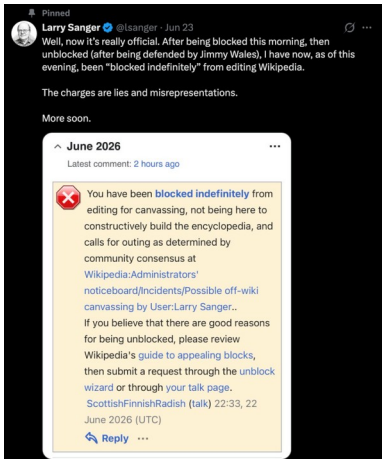
Lutte des champs

Des prairies grillées et des stocks de fourrage entamés dès juillet, des champs de céréales impossibles à moissonner l'après-midi de peur d'y mettre le feu, des incendies qui ravagent des forêts mais aussi des vignobles et des élevages, l'eau qui manque partout… C'est peu dire que les canicules successives et la sécheresse pourrissent la vie aux agriculteurs et agricultrices.
On aimerait se dire, comme certains présentateurs télé, que tout le monde est touché de la même façon. Mais en agriculture comme ailleurs, c'est faux : l'impact est différent en fonction de la taille de la ferme, du niveau de capital, du taux d'endettement, des assurances souscrites, etc.
Le mythe de l'unité agricole, qui voudrait que tous les agriculteurs et agricultrices soient dans le même bateau, se fracasse sur les effets du changement climatique. Il a pourtant été brandi, à nouveau, pour faire passer une « loi d'urgence agricole » taillée sur mesure pour une minorité de fermes : celles capables d'écraser et d'avaler les autres, dans la grande fuite en avant productiviste. Accaparement accru de l'eau, déverrouillage de l'élevage industriel, réintroduction de néonicotinoïdes au grand dam même de parlementaires macronistes… Le complexe agro-industriel vient de s'arroger une nouvelle victoire, qui va accélérer un peu plus le désastre sanitaire et écologique, la concentration des exploitations et la saignée démographique rurale par la disparition de milliers de « petites » fermes.
Cette tension évidente entre intérêts catégoriels, selon le patrimoine économique ou culturel dont on dispose, porte un nom : la lutte des classes, à laquelle n'échappent pas les paysannes et paysans. Le syndicaliste Bernard Lambert l'avait bien compris. Aussi espère-t-on que la réédition de son livre de 1970, menée avec la complicité de la Confédération paysanne, des Soulèvements de la terre et de l'Atelier Paysan, sera l'occasion d'inspirer des mobilisations à même d'en tenir compte.

ATELIER PAYSAN
24 juillet 2026

La dérive de Wikipédia

Larry Sanger a cofondé Wikipédia en 2001. Aujourd'hui, l'encyclopédie qu'il a contribué à bâtir lui a interdit d'en éditer la moindre virgule. Le motif officiel n'est pas son insistance, depuis vingt ans, à dénoncer le biais idéologique du site, mais du « canvassing »: il aurait mobilisé ses abonnés sur X pour peser sur un débat interne, en l'occurrence sa proposition d'un groupe « Diversité intellectuelle ». Il a également dénoncé l'influence wokiste des éditeurs anonymes de l'encyclopédie en ligne dans une interview, sur une chaîne indienne.
Banni indéfiniment, Sanger parle d'un « tribunal fantoche » et d'une « anarchie gouvernée par la foule ». L'intéressé proposait d'élargir l'éventail des points de vue ; la communauté lui a répondu en réduisant le sien à néant.



Vingt recommandations pour la banque de demain

Il y a quelques mois, le Forum de la Banque a réuni 75 citoyennes et citoyens tirés au sort pour réfléchir à l'avenir du secteur bancaire à l'ère du numérique, à la demande de Belfius. Aujourd'hui, tout le monde peut voter sur 20 recommandations concrètes.



Paragraphe actualités

Belfius n'est pas une banque comme les autres : elle appartient à l'État belge, donc à nous, citoyen·ne·s. Pourtant, la banque publique se comporte comme n'importe quelle banque commerciale, sans assumer la responsabilité particulière que son statut devrait lui imposer.

La société fédérale des participations et d'investissement (SFPIM) vient de lancer la procédure de vente d'une partie de Belfius (jusqu'à 20%). Les parties intéressées ont jusqu'à vendredi prochain pour se manifester, mais en attendant, Belfius est toujours à nous.

Début 2026, Belfius a fait un pari inhabituel pour une banque : organiser une véritable assemblée citoyenne sur la confiance dans la digitalisation bancaire. Pas un sondage, pas un panel marketing – un vrai exercice de démocratie délibérative, confié à G1000, la plateforme belge d'innovation démocratique. 75 personnes tirées au sort, représentatives de la population, ont planché pendant trois week-ends entre fin février et fin avril pour formuler leurs propres recommandations.

Pendant l'un de ces week-ends, nous avons partagé avec les citoyen·ne·s tiré·e·s au sort ce que notre *Rapport sur l'inclusion financière* documente depuis des années : les fermetures d'agences qui isolent des quartiers entiers, les distributeurs qui disparaissent, le service bancaire de base qui explose, les personnes âgées ou peu digitalisées laissées de côté par la course au tout-numérique. Nous avons mis nos chiffres et notre expérience de terrain au service de leur réflexion. Des citoyen·ne·s ordinaires, sans mandat d'aucune banque ni d'aucune ONG ont tranché ce qu'ils et elles attendent vraiment d'une banque publique à l'ère du numérique.

Aujourd'hui, leurs travaux aboutissent à 20 recommandations concrètes. Elles s'articulent autour de trois grands enjeux : lutter contre la fraude, garantir des services bancaires accessibles, compréhensibles et inclusifs ainsi qu'accroître la transparence ainsi que la participation citoyenne. Et jusqu'au 30 juin, l'ensemble de la population peut se prononcer sur ces recommandations.

Quelles propositions vous semblent les plus importantes ? Quelles recommandations les banques devraient-elles mettre en œuvre en priorité ? Tout le monde a désormais l'occasion de se prononcer sur ces propositions et donner au secteur bancaire une indication sur les priorités du grand public. Plus il y aura de voix, plus Belfius aura du mal à ranger ces recommandations dans un tiroir.

FINANCITÉ
23 juin 2026

https://financite.be/actualit%C3%A9/vingt-recommandations-pour-la-banque-de-demain

Le régime colonial génocidaire sioniste : pari perdu !



Résumé de la situation, en quelques dates et faits marquants récents :
« Après plusieurs décennies d'occupation israélienne d'une part, et de résistance palestinienne d'autre part, en septembre 1993, la direction de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) et le gouvernement israélien signèrent une Déclaration de Principes sur les arrangements intérimaires d'autonomie. Ce sont les Accords d'Oslo[1];



en septembre 1995, Yasser Arafat et Itzhak Rabin signèrent sur la pelouse de la Maison Blanche, sous l'œil « ému » de Bill Clinton, et devant les caméras du monde entier, les Accords sur l'extension de l'autonomie par découpage des zones A, B et C dans les Territoires palestiniens occupés. Ce sont les Accords d'Oslo[2], incluant « quelques années de transition » pour la création de l'État palestinien à l'horizon 1999. On connaît les suites. Durant cette période, « Israël » a plus que doublé ses colonies, alors que les Accords en prévoyaient le gel avant leur démantèlement pour la plupart ! Et 1999 arriva, sans qu'aucune lueur d'espoir ne permette aux Palestiniens de voir se dessiner les bribes de leur État pourtant promis sous l'égide des puissances internationales; lorsque Yasser Arafat démocratiquement élu Président de la Palestine dirigeait son peuple, et que face aux multiples promesses bafouées et trahies par 'Israël' la jeunesse palestinienne excédée finit par réagir à la visite provocatrice d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des Mosquées, le gouvernement israélien – qui trouvait en cela écho à Washington – confronté au début d'une 2è Intifada, déclara de manière unilatérale, qu'il n'avait pas d'interlocuteur avec lequel dialoguer en la personne d'un « terroriste »… Aucune avancée n'a été réalisée en faveur d'une paix juste et de l'avènement d'un État palestinien… Bien au contraire. Le recul fut évident ;

lorsque, après le sanglant mois d'avril 2002 et sa meurtrière opération « Remparts de Protection » décrétée par l'État major israélien, le Quartette (USA, UE, Russie et ONU) adopta sa « Feuille de route », les plus naïfs crurent encore à l'engagement de la Communauté internationale pour imposer aux belligérants une solution partagée. On connaît les suites de cette Feuille, rebaptisée depuis, « de déroute » ;
lorsque Mahmud Abbas, l'un des architectes des Accords d'Oslo (dont les textes ne mentionnent jamais le mot « occupation »), et reconnu jusqu'en « Israël » pour être un modéré du Fatah, succéda à Yasser Arafat – dont l'empoisonnement à Paris n'est pas à exclure – les commentaires étaient unanimes pour décréter que les choses allaient bouger puisque le gouvernement israélien pouvait « enfin » entamer le dialogue tant attendu pour l'instauration d'une paix durable et la reconnaissance des deux États. Là encore, des mots, de belles phrases, de pompeuses déclarations sans que rien ne change hormis la poursuite meurtrière de la politique israélienne ;
lorsque Ariel Sharon ordonna pendant l'été 2005 le retrait unilatéral de la Bande de Gaza des quelques colonies qui s'y étaient indûment implantées, les médias occidentaux qui nous inondaient quotidiennement de leurs images déchirantes des pauvres colons que l'armée du pays arrachait à leurs verdoyantes propriétés, multipliaient dans le même temps les dithyrambes pour annoncer qu'un jour nouveau s'était levé dans la région et que, vraiment cette fois, les espoirs de paix n'avaient jamais été aussi proches – oubliant soigneusement d'expliquer que nombre de ces colons s'étaient déjà implantés à l'époque, sur les hauteurs du Sinaï égyptien, avant d'en être délogés de la même émouvante manière contre de confortables dédommagements financiers; et avant de toucher la mise une seconde fois en quittant Gaza et d'aller pour la plupart s'installer en Cisjordanie, dans l'espoir de toucher le pactole à une troisième reprise, en cas d'accord de paix avec les Palestiniens qui obtiendraient sans doute alors, le démantèlement de nombreuses colonies. Là aussi, derrière les apparences, tout est bien calculé;



les déclarations des plus hauts élus politiques ne tarissaient pas d'éloges, se concurrençaient dans la surenchère panégyrique à l'égard du 1er Ministre israélien. Le rusé général – aux mains baignées de sang – était même promu par G. W. Bush, « homme de paix »… Bref, comme toujours dans la bouche de ces démagogues, n'importe quoi ! Et bien sûr, sans le moindre résultat quant à un État palestinien repoussé cette fois par l'administration américaine pour l'horizon 2010… Le contrôle de Gaza s'effectuait dorénavant à moindre coûts pour « Israël » qui peut intervenir en toute impunité depuis l'extérieur plutôt qu'à l'intérieur de cette Bande de terre laminée. Avec cet atout supplémentaire, que débarrassée des colonies, cette zone peut désormais être la cible de destructions massives, à l'aide de n'importe quel type d'armement, sans crainte d'indisposer les colons et leur famille. Ce qui, à terme, constitue une menace redoutable pour les Gazaouis. Hier occupée, la Bande de Gaza est aujourd'hui assiégée. Voilà la dramatique différence;
peu après, lorsque Ehud Olmert prit la place d'Ariel Sharon – tombé dans un coma approprié – dans la fonction de 1er Ministre et à la tête du parti Kadima, la presse une fois encore, annonça les lueurs d'espoir que suscitait une nouvelle génération dans la conduite des affaires. Chacun a pu voir ce qu'il en fut ;
lorsque début 2006, pressé par la Communauté internationale qui voulait en terminer avec les pratiques douteuses de la vieille équipe Fatah et préconisait la tenue d'élections démocratiques, le Hamas fut porté au pouvoir par les urnes, sous strict contrôle international, le gouvernement israélien toujours en parfaite synchronisation avec celui des USA – et malheureusement avec la diplomatie européenne – put reprendre sa rengaine d'absence de partenaire avec lequel dialoguer, et en profita pour étrangler un peu plus, une population déjà épuisée ;
puis, même la proposition de 2002 du prince saoudien Abdallalh, devenu roi ensuite, reprise en grandes pompes cinq ans plus tard, début 2007 à Riyad, d'une « normalisation » des relations de tous les pays arabes avec « Israël » à la condition du retrait de l'armée et des colons sur la ligne de '67 et en gros, à l'application des Résolutions de l'ONU, n'y a rien fait ;
résultat : non seulement un État Palestinien viable est au point mort, mais les futures frontières de celui-ci sont de plus en plus éparses et étriquées… attestant de son impossibilité. Les seules choses qui avancent, sans frein, sont toujours les mêmes : l'occupation et ses conséquences effroyables pour les familles palestiniennes ; la colonisation endémique par vols quotidiens d'hectares de terres ; la paupérisation croissante d'une population que l'occupant n'hésite même plus à affamer dans l'indifférence générale de nos exemplaires « démocraties fières de leurs 'valeurs'; et le Mur de l'apartheid…» – « La Démocratie Mensonge » – extrait – Éd. M.Pietteur – 2008



Sur un tracé de 708 km, environ 500 km de murs ont été réalisés Il s'agit à 95 % d'une haute clôture, mais dans les endroits urbains, comme ici à Bethléem, le mur est en béton et atteint 9 m de haut. | AFP

Une partie du mur de l'apartheid en 2018. Source : ouest-france.fr

Ainsi, après avoir refusé des décennies durant, toutes les concessions palestiniennes, pensant que la force militaire s'imposerait, et contrairement aux apparences, la colonie « Israël » finira par tout perdre. Faisant suite à ce qui précède et à l'assidue résistance du peuple palestinien, quelques années plus tard, en 2014 j'écrivais : « Au-delà des apparences, la Palestine balaiera l'entité sioniste »: https://www.mondialisation.ca/au-dela-des-apparences-la-palestine-balaiera-lentite-sioniste/5411822
Avec l'élection en 2016 du président Trump, la situation s'est encore détériorée pour les Palestiniens. J'écrivais pourtant qu'imaginer ces derniers comme les Indiens d'Amérique était une erreur, ceux-là ne se laisseraient jamais éradiquer ni enfermer dans des réserves comme ce le fut pour ceux-ci : https://www.mondialisation.ca/les-palestiniens-ne-sont-pas-les-indiens-des-etats-unis-damerique/5625919
En 2019, j'anticipais la déconvenue du régime sioniste en cas de nouvelle agression : https://www.mondialisation.ca/toute-tentation-de-guerre-pourrait-etre-la-derniere-pour-israel/5636677
Vu l'enchaînement et la tournure des événements, et malgré les cadeaux inouïs de l'administration Trump à la colonie « Israël », je confirmais en 2020 que la reconquête de la Palestine était indubitablement entamée: https://www.mondialisation.ca/bientot-la-reconquete-de-la-palestine-occupee/5647047
Enfin, je concluais ces observations et le patient cheminement de la résistance palestinienne – malgré certaines trahisons inhérentes à ce genre de situation – annonçant l'effondrement probable de la « dernière colonie européenne » :
https://www.mondialisation.ca/israel-derniere-colonie-europeenne-au-bord-de-leffondrement/5656762
Sans même parler des réactions au livre *« La Démocratie Mensonge »*, à chaque article j'ai essuyé les quolibets des uns et le déni méprisant des autres sans oublier ceux qui n'avaient que leur joker favori « d'antisémitisme » aux lèvres, me rappelant au passage l'éternité annoncée d' « Israël » en adéquation avec une vague promesse divine qui en aurait été faite à ceux-là se considérant comme « élus », et consignée dans quelque grimoire poussiéreux.
Depuis, il y a eu les évènements inédits du 07 octobre 2023. Cela change-t-il la donne de manière fondamentale ? Pour les populations de Gaza et dans l'immédiat, oui, assurément. Le prix payé est effroyable. Comme lors de toute lutte décoloniale. Mais, pour la marche entamée par la résistance contre l'occupation, non, que du contraire. Celle-ci a gagné une bataille essentielle, impensable il y a quelques mois, à peine : ce que l'on appelle « le narratif » israélien soutenu depuis l'origine par une propagande qui se chiffre en millions de dollars, et avec l'appui massif de l'Europe y voyant une manière de racheter ses fautes passées, s'est complètement effondré, partout dans le monde. Cet État israélien présenté comme parangon de la démocratie au Moyen-Orient, a sidéré, choqué, dégoûté les citoyens du monde entier par ses pratiques génocidaires barbares et totalement contraires aux « valeurs » défendues par l'Occident qui se retrouve ainsi pris à revers. Et c'est toute l'architecture de l'impérialisme occidental inique qui s'en voit secoué avec ses coutures qui craquent de partout. Et tant mieux ! Un nouvel équilibre sortira de la résistance et remplacera celui imposé par la force hégémonique occidentale en tête de laquelle les États-Unis, eux aussi sérieusement chamboulés par l'intraitable et déterminée résistance iranienne.



Génocide des Palestiniens de Gaza. Source : https://amnesty.ca/gazagenocide/

Dresser et analyser le tableau d'une situation géopolitique après coup n'est pas aisé et les erreurs d'appréciation sont nombreuses. En brosser l'analyse de manière anticipée est un pari difficile auquel peu se risquent, car les chances de le perdre ou de le gagner sont en principe équivalentes et soumises à l'improbable.

Or, plutôt que d'écouter la doxa ambiante répétée en boucle par les larbins de service toujours très sûrs de leur redoutable puissance militaire, il faut lire les événements pour ce qu'ils sont et écouter les premiers concernés qui en général s'expriment clairement sur leur détermination ainsi que sur les moyens pour y parvenir – il est évidemment question des populations, pas de leurs gouvernements la plupart du temps aussi corrompus que les nôtres. Cela est vrai depuis toujours : que ce soit en Algérie, en Inde, au Vietnam, au Timor, en Afghanistan, en Irak, au Yémen, en Iran,… et depuis plus de 75 ans en Palestine, la résistance explique régulièrement qu'elle finira par bouter les occupants hors de ses frontières, et cela par tous les moyens dont elle se dotera et quel que soit le prix et le temps nécessaires pour y parvenir.

Le « collapse » d''Israël' est entamé. Et si être « responsable » signifie « anticiper », les gouvernements devraient commencer à penser à l'après. Un « État » peut disparaître et renaître sous une autre forme, pas une population ni encore moins une réalité géographique et culturelle. La Palestine historique est une réalité et ses habitants également. C'est dès à présent qu'il convient d'anticiper le changement qui se profile, passant d'un régime d'apartheid à l'émergence d'un nouvel État dont les principaux acteurs répètent à qui veut l'entendre que celui-ci sera le lieu de tous ses habitants, quels que soient leur origine, leur culture, leur religion ou non, et basé sur les critères d'une démocratie ouverte et moderne.

Sur ce bout de terre déclarée « trois fois sainte », mais surtout ensanglantée par tant de luttes, l'avenir est définitivement palestinien, et non, israélien !



Daniel VANHOVE
28.08.26

Daniel Vanhove, *France / Belgique : observateur civil en Palestine 2001 – 2004. Il est l'auteur de plusieurs livres : co-auteur de* « Retour de Palestine », 2002 – Ed. Vista *;* « Si vous détruisez nos maisons, vous ne détruirez pas nos âmes », 2004 *(Préface de Ilan Halevi – Ed. M. Pietteur) ; co-concepteur du DVD* « Au bord de la mort, nous cultivons l'espoir », Témoignages in situ accompagnant le livre, La Démocratie Mensonge, 2008 – Ed. Marco Pietteur – coll. Oser Dire. *Administrateur du blog Mouvement Citoyen Palestine (MCP). Il est associé de recherche du CRM (Centre de recherche sur la Mondialisation).*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Daniel Vanhove, Mondialisation.ca, 2026
Mondialisation.ca, 27 août 2026

Chat Control : La panique médiatique sert à masquer des moyens simples et légaux d'échapper à la surveillance



Les autorités nous ont habitués à faire passer des mesures liberticides sous des prétextes vertueux. En l'occurrence, c'est au nom de la lutte contre la pédocriminalité – cause noble s'il en est – que l'Union européenne a progressivement ouvert la voie au contrôle des correspondances privées, avec un dispositif déjà en vigueur et un projet visant à l'étendre. Retour sur les derniers développements de cette offensive contre la vie privée et la présomption d'innocence, et sur les moyens techniques concrets de s'en protéger.

La sincérité de la lutte contre la pédocriminalité en question

Le traitement de plusieurs affaires récentes de pédocriminalité interroge sur la capacité – voire la volonté – de la justice française à protéger efficacement les enfants. L'affaire Lyhanna a mis en lumière une justice défaillante, qui semble confiner à la complaisance. Les affaires d'agressions sexuelles de dizaines (voire de centaines, le chiffre exact n'est pas encore connu) d'enfants en milieu périscolaire à Paris ont révélé des élus qui se déresponsabilisent des crimes commis sous leur autorité administrative et une justice qui semble étrangement réticente à condamner (au milieu des relaxes et des instructions lentes, le seul accusé condamné à ce jour a reçu une peine de prison avec sursis).

Les auditions menées à l'Assemblée nationale sur le sujet de l'inceste en France ont mis en évidence une tendance systémique à disqualifier la parole de l'enfant et à jeter le soupçon sur celle du parent protecteur (la page officielle qui partageait les travaux de la commission a d'ailleurs disparu). En bref, les priorités politiques ne semblent pas se concentrer sur la lutte effective contre la pédocriminalité.

C'est pourtant au nom de cette lutte que l'Union européenne entend franchir une nouvelle étape dans la surveillance des communications privées: le règlement CSAR, surnommé « Chat Control 2.0 », vise en effet à transformer des pratiques déjà autorisées en un dispositif plus large et durable.

Une « permission de scruter » adoptée il y a plusieurs années

Dès 2021 est entré en vigueur le règlement (UE) 2021/1232, en tant que « dérogation temporaire » à la directive ePrivacy de 2002 (le texte qui protège la confidentialité des échanges électroniques). Surnommé « Chat Control 1.0 », il s'agissait de légaliser une pratique déjà bien présente: le scan des échanges privés (non chiffrés de bout en bout) par les fournisseurs de messagerie. En effet, *plusieurs fournisseurs pratiquaient déjà cette surveillance des messageries personnelles et il s'agissait donc de trouver une solution pour légaliser cette pratique intrusive, en la rendant compatible avec la directive ePrivacy.*

Au-delà de son objectif affiché, – n'y croiront que ceux qui le veulent bien – le projet semble surtout reposer sur un assemblage de mécanismes juridiques destinés à étendre au maximum les capacités de surveillance tout en demeurant, du moins formellement, dans les limites fixées par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

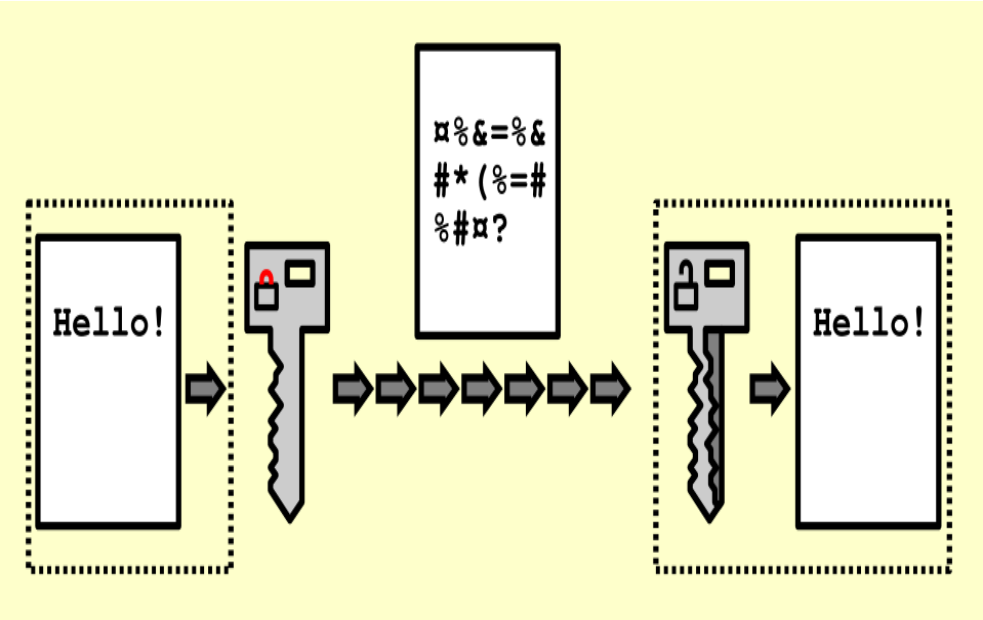


Berlin, 11 mai 2022: Manifestation contre la dérogation « chat control 1.0 »

Cette dérogation permettait aux fournisseurs de services de messagerie et de webmail non chiffrés (Gmail, Messenger, Snapchat, etc.) d'analyser volontairement les communications de leurs utilisateurs. Prévue pour prendre fin le 3 août 2024, elle avait déjà été prolongée jusqu'au 3 avril 2026.
Mais le 26 mars 2026, le Parlement européen avait refusé d'accorder une nouvelle prolongation, laissant le dispositif expirer comme prévu. Pourtant, le 9 juillet, dans un spectaculaire revirement, *les députés ont finalement rétabli la même dérogation au moyen d'une procédure d'urgence* contestable et d'ailleurs vivement contestée. Naturellement, le scrutin s'est déroulé lors de la dernière séance avant la pause estivale, à un moment où l'absentéisme est traditionnellement élevé au Parlement européen. Les critiques ont porté aussi bien sur la procédure employée que sur le fond du texte.

Des dispositions en porte-à-faux avec la Charte des droits fondamentaux de l'UE
L'eurodéputée membre du Parti Pirate tchèque Markéta Gregorová s'est indignée de ce procédé de contournement, dénonçant une manœuvre qui viole l'esprit du vote précédent. Svenja Hahn, présidente du parti ALDE, parle d'une honte, y voyant l'ouverture d'une surveillance de masse des communications de tous les citoyens européens, là où une réponse ciblée aurait suffi.
À noter que le service juridique du Conseil de l'UE lui-même avait déjà estimé, dans un avis de 2023 (resté confidentiel avant d'être révélé publiquement), qu'*un tel dispositif s'apparentait à une fouille généralisée des communications, incompatible avec les articles 7 et 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.*

Victoire de façade à propos du chiffrement
Objet de vives luttes, les communications chiffrées de bout en bout ont été explicitement exclues du champ de la dérogation. En théorie, des messageries comme Whatsapp ne peuvent pas être scannées. Mais ce qui peut passer a priori pour une victoire des défenseurs des libertés numériques est à nuancer fortement en pratique. D'abord, cette garantie ne concerne que Chat Control 1.0, le véritable combat se jouant maintenant sur Chat Control 2.0 (le règlement CSAR) qui vise à instaurer un cadre permanent et obligatoire, et dont les discussions restent bloquées précisément sur cette question du chiffrement.



Ensuite, et c'est là le plus important, le chiffrement aujourd'hui présenté comme un rempart, pourrait bien n'être qu'un trompe-l'œil. Il existe en effet des méthode de contournement, notamment pour lire le message *avant* qu'il ne soit chiffré, directement sur l'appareil de l'utilisateur via la technique dite « d'analyse côté client » (*client-side scanning*). Le texte actuel qui laisse encore la porte ouverte à des « obligations de gestion des risques » (le fournisseur doit prouver qu'il a pris des mesures adaptées pour prévenir les infractions en matière d'abus sexuels) pourrait inciter les fournisseurs à adopter cette technique en pratique, même sans obligation formelle. Quelque soit son destin dans le futur texte, retenons que **l**e *chiffrement de bout en bout n'est donc pas la garantie ultime de la protection de la vie privée.*

Obligation de surveillance pour les fournisseurs de messagerie

Aujourd'hui, le régime de Chat Control 1.0 repose sur une détection volontaire : les fournisseurs de services peuvent analyser certains contenus pour répondre à leur obligation de gestions des risques, mais n'y sont pas tenus. En revanche, le projet de règlement Chat Control 2.0 prévoit, dans sa version initiale, que *certains fournisseurs puissent être soumis à des ordres de détection juridiquement obligatoires*. Ces derniers ne correspondent pas à des autorisations individuelles visant des utilisateurs identifiés par les autorités judiciaires, ils imposeraient aux fournisseurs de services de communication de mettre en place des mécanismes de détection répondant aux exigences fixées par l'ordre.

Suite à l'opposition massive de la société civile, des experts en cybersécurité et de plusieurs États membres, les ordres de détection obligatoires ont finalement été retirés des versions ultérieures du texte, la présidence danoise renonçant à l'analyse obligatoire côté client pour privilégier un mécanisme de scan volontaire encadré par une autorisation judiciaire.

Le principe retenu n'est donc pas celui de la surveillance ciblée d'un individu soupçonné, mais celui d'une obligation imposée à un opérateur de mettre en œuvre un contrôle technique pouvant s'étendre à l'ensemble des communications transitant par le service pendant une durée déterminée.

Le champ d'application serait très large : il couvrirait notamment les services de messagerie instantanée (WhatsApp, Signal, Messenger, iMessage, Google Messages, Threema, Wire…), les services de courrier électronique (Gmail, Outlook, Proton Mail…), les services de stockage en ligne (Google Drive, iCloud, Dropbox…), ainsi que d'autres services de communication interpersonnelle proposés par des plateformes numériques : dans la proposition de règlement, les services de courrier électronique, les messageries, les SMS/MMS, les services de stockage cloud, les jeux en ligne avec messagerie pourraient aussi être concernés à l'avenir.

À ce jour, le règlement CSAR (« Chat Control 2.0 ») n'est toujours pas adopté. Le calendrier exact d'une adoption reste incertain : les négociations interinstitutionnelles devront encore aboutir à un accord entre le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne avant qu'un texte définitif puisse être adopté. Dans l'intervalle, le régime temporaire issu de Chat Control 1.0 continue de s'appliquer selon les modalités prévues par sa prolongation.

La pérennisation d'un dispositif en cours

Le recours à la lutte contre la pédocriminalité comme justification de ce dispositif laisse sceptiques de nombreux observateurs. La protection des enfants passe d'abord par l'écoute des victimes, le renforcement des enquêtes et des poursuites, ainsi que par des sanctions adaptées à la gravité des crimes. En réalité, le texte semble surtout s'inscrire dans une logique de pérennisation et d'extension de pratiques de surveillance intrusive déjà existantes. *La véritable nouveauté serait-elle alors moins le dispositif lui-même que l'accoutumance progressive à l'effacement de la vie privée et à l'affaiblissement de la présomption d'innocence ?*

Faisons un pas de côté

D'abord, on remarque qu'un certain nombre de médias mainstream ont parlé des mesures Chat Control, participant à une forme de panique vis-à-vis de la surveillance numérique gouvernementale : Libération, Euronews, BFM TV, Le Nouvel Obs ont fait de ce texte des analyses plutôt inquiétantes.

À l'exception d'une partie de la population qui ne voit pas d'inconvénient à être surveillée (sous prétexte qu'elle n'a « rien à se reprocher », alors que c'est *précisément une raison pour ne pas être surveillé* dans le cadre de la présomption d'innocence), la plupart des citoyens européens s'habituent à ne plus être en capacité de lutter contre des mesures qu'ils craignent ou rejettent et qui s'imposent en dépit des oppositions publiques. *L'idée que notre droit à la vie privée se voit régulièrement violé par les autorités se banalise, et nous finissons – bon gré, mal gré – par nous y résigner.*

Une campagne d'alerte assortie d'une pétition a été montée notamment à l'initiative d'un certain Christophe Boutry, entrepreneur en cybersécurité. Stop Scanning Me est la campagne européenne menée par une coalition d'organisations de défense des droits numériques, de chercheurs, d'associations et de militants qui s'opposent au projet de règlement CSAR. S'il est légitime d'exprimer son indignation par une signature, cela suffit-il pour résister ? La panique et l'exaspération ne risquent-elles pas, au contraire, de *favoriser l'intériorisation d'un sentiment d'impuissance ?*

Attendre de l'UE une régulation des GAFAM qui irait dans le sens de la protection de la vie privée semble aujourd'hui relever de la pure utopie. Au vu des récentes lois de programmation militaire, en France comme à l'étranger, il paraît désormais peu réaliste d'imaginer que les autorités renoncent aux capacités techniques de surveillance de masse, à une époque où celles-ci ne peuvent que devenir un instrument stratégique essentiel.

Par ailleurs, *le sentiment d'être surveillé en permanence favorise l'autocensure*, sans doute la forme la plus pernicieuse et efficace du contrôle des idées dissidentes. Nous hésitons désormais à nous exprimer librement, même dans un échange privé avec une personne de confiance. Serait-ce là un autre effet de ces bruyantes indignations médiatiques ? Indignation sans solution, comme si toute alternative était d'avance vouée à l'échec.

Il est aussi peu probable qu'une pétition (si étayée soit-elle) puisse changer la donne d'un dispositif présent depuis plusieurs années – et en cours de renforcement – et ce, en dépit d'une opposition parlementaire bien marquée. Faut-il pour autant consentir à ces mesures ?

Ce que la panique médiatique contribue à occulter, ce sont des dispositifs simples, concrets et légaux pour échapper à cette surveillance.

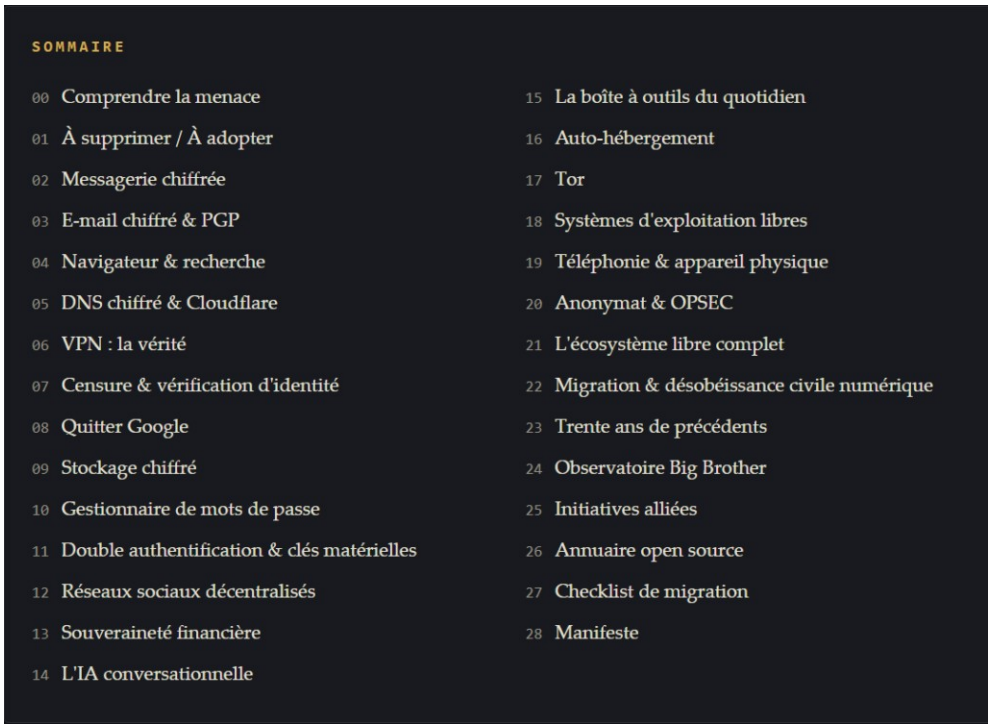
« *Devenir ingouvernable* » : guides de résistance à la surveillance numérique

Exit Chat Control est un guide de terrain gratuit, multilingue et open source, lancé en juillet 2026 par une personne connue sous le pseudonyme Aurea, quelques heures après le vote du Parlement européen prolongeant le dispositif de surveillance des messageries privées.

Plutôt que de se contenter de dénoncer le projet « Chat Control », le site propose une réponse concrète : une sélection d'outils et de pratiques (messageries chiffrées comme Signal ou Session, stockage chiffré, auto-hébergement, navigation anonyme) pour aider chacun, du simple citoyen au lanceur d'alerte, à reprendre le contrôle de sa vie privée numérique.

Publié de façon transparente sur GitHub, le guide s'accompagne d'un quiz permettant à chacun d'évaluer sa propre résistance à la surveillance, avec une philosophie clairement affichée: *« Reprendre ses outils, c'est reprendre une partie de sa liberté. »*

Le sommaire du guide Exit Chat Control



SOMMAIRE

00 Comprendre la menace
01 À supprimer / À adopter
02 Messagerie chiffrée
03 E-mail chiffré & PGP
04 Navigateur & recherche
05 DNS chiffré & Cloudflare
06 VPN : la vérité
07 Censure & vérification d'identité
08 Quitter Google
09 Stockage chiffré
10 Gestionnaire de mots de passe
11 Double authentification & clés matérielles
12 Réseaux sociaux décentralisés
13 Souveraineté financière
14 L'IA conversationnelle
15 La boîte à outils du quotidien
16 Auto-hébergement
17 Tor
18 Systèmes d'exploitation libres
19 Téléphonie & appareil physique
20 Anonymat & OPSEC
21 L'écosystème libre complet
22 Migration & désobéissance civile numérique
23 Trente ans de précédents
24 Observatoire Big Brother
25 Initiatives alliées
26 Annuaire open source
27 Checklist de migration
28 Manifeste

À ce guide, ajoutons les conseils de notre excellent chroniqueur Icaros, qui a détaillé en vidéo des contre-mesures simples à la dystopie technocratique, afin de reprendre possession de notre souveraineté aussi bien que de notre autonomie numérique. *La maîtrise de nos outils est la condition même de notre liberté* : un outil qu'on comprend, qu'on peut réparer et détourner nous rend acteurs, tandis qu'un outil qui nous dépasse nous rend dépendants ; et c'est précisément cette autonomie que ces contre-mesures nous invitent à reconquérir.
Rappelons aussi qu'Icaros est à l'origine d'une toute récente fédération Peertube des médias indépendants, véritable révolution en cours de déploiement. Nous sommes en train de construire un réseau de diffusion d'informations pour demain afin d'y accueillir les médias harcelés par les différentes censures ou invisibilisés par les gros canaux de diffusion.

Résister, c'est dépasser l'indignation
Ce n'est pas uniquement pour préserver la confidentialité de nos échanges que la mise en place de telles mesures de protection ont leur importance à titre individuel et collectif. Finalement, avec l'affaire Epstein, les plus noirs secrets n'ont-ils pas été révélés ? Prenons-nous encore des risques importants à les divulguer, à en parler ? *« Il n'y a rien de caché qui ne doive être découvert, rien de secret qui ne doive être connu »,* disent les Évangiles, et il est difficile de croire à une réversibilité des vagues de divulgation en cours.
En adoptant des mesures individuelles contre la surveillance numérique, nous sortons du dispositif de contrôle *concrètement*. En posant cet acte fort de renoncer à l'assistance « gratuite » des GAFAM, nous sortons aussi *symboliquement* du cercle de dépendance: nous affirmons notre refus, notre non-participation.

Comme la plupart des pratiques spirituelles qui prétendent produire un effet dans le monde (qu'il s'agisse de la prière ou de la magie), la reconquête de notre souveraineté numérique passe elle aussi par un sacrifice. Ce modeste sacrifice de temps et de confort pour ceux d'entre nous qui ne sommes pas férus d'informatique (comme l'auteure de cet article) peut sembler fastidieux, mais il en vaut la peine. Face à la surveillance d'État, pour sortir de l'indignation et du désespoir, prenons nos responsabilités !

ALICE
21 juillet 2026

https://essentiel.news/chat-control-panique-mediatique-sert-masquer-moyens-simples-legaux-echapper-surveillance/

Transhumanisme, androïdes et lutte de classe



Avec la promotion du transhumanisme, les êtres bioniques seraient-ils considérés comme des sujets politiques dotés de droits et d'une capacité de décision au même titre que les travailleurs 100% humains ? Tout le monde pourrait-il avoir accès à des « améliorations » technologiques, dont la qualité varierait en fonction de la classe sociale ?
Quel sera le rôle des syndicats d'ici 20 ans ? Vont-ils disparaître avec l'automatisation de masse et l'IA ? À défaut, quel serait l'impact de leur disparition dans ce contexte ?

Je suis toujours tenté de voir, dans les questions sur notre avenir lointain, les symptômes d'une crise en réalité très actuelle. La réduction massive des classes ouvrières sensu stricto dans les pays impérialistes, à mesure qu'ils externalisent leur production industrielle d'une part, et que le développement technologique bondit d'autre part, donne l'impression qu'elles disparaîtront un jour complètement, réfutant le coeur de la théorie marxiste.
L'évolution ou l'élargissement du concept d'ouvrier dans les pays capitalistes est, parallèlement, un sujet en soi, qui nécessite un travail considérable, et que je laisserai volontairement de côté. C'est cependant dans le cadre de ce travail nécessaire que je reconnais la pertinence de la question posée ici. Sur la forme, je peux tenter au moins deux malheureux anachronismes que je trouve éclairants, dans le prolongement de mon dernier livre (*Fuir le progrès ? Le marxisme face aux enjeux scientifiques de notre siècle : climat, biodiversité, genre, IA, transhumanisme.* Éditions Delga, 2025).
La destruction massive de la concurrence à l'aube de l'ère impérialiste, il y a plus d'un siècle, avait semblablement suscité des spéculations sur la disparition prochaine de la classe bourgeoise autour d'un seul et dernier monopole super-puissant (la théorie de l'ultra-impérialisme de Kautsky par exemple). Lénine avait eu raison à l'époque de contrer ce genre de spéculation, invalidée comme on le sait aujourd'hui par la pratique.
La violente mécanisation de l'industrie démarrée un siècle plus tôt avait aussi fait croire à certains ouvriers que les machines les remplaceraient tôt ou tard (mouvements luddites contre les machines). Là encore il n'en a rien été. Marx avait raison d'insister sur le fait que cette mécanisation provoquerait surtout une accélération de l'exploitation et de l'aliénation des hommes dans leur travail, les réductions du temps de travail (supposées évidentes avec la mécanisation) n'ayant été arrachées qu'au prix de luttes extrêmement dures. On pourra remarquer que les théories du « grand remplacement » (par les machines, les immigrés, ou bientôt peut-être les robots androïdes) se multiplient toujours en temps de crise généralisée, économique mais aussi politique et morale : à l'époque de la première révolution industrielle comme à l'heure de la révolution technologique aujourd'hui.

Chose nouvelle : l'aliénation massive des travailleurs intellectuels par l'IA ressemble à celle des travailleurs manuels à l'époque des premières usines par les machines-outils, et élargit donc encore la portée de ce type d'angoisse, et la convergence objective d'intérêt de tous les travailleurs contre le patronat.
Sous son angle syndical, la question est donc ici très bien posée. Chaque fois que la bourgeoisie veut augmenter son taux de profit en misant sur une main d'oeuvre meilleure marché ou plus vulnérable (travailleurs dans les colonies, travailleurs immigrés sans papiers, femmes, etc.), les fascistes transforment des prétendus « rivaux » en ennemis ou en « concurrents », pendant que les communistes travaillent à intégrer la lutte de ces travailleurs à toutes les autres, forcément convergentes (libération des peuples colonisés, régularisation des travailleurs sans papiers, droits des femmes, etc.). Ne pourrait-on pas prophétiser effectivement, dans le même ordre d'idées, que des robots travailleurs s'intègrent à la lutte de classe, s'ils ressemblent à ce point aux humains ?
Je suis tenté de répondre catégoriquement : Non.
Ici, mon approche « biologisante » va prévaloir, car il s'agit d'examiner ce qu'est le vivant (ou ce qui reste de vivant dans la production industrielle), à l'aune des nouvelles révolutions technologiques, sans limites apparentes, autour de « l'intelligence artificielle » et des nanotechnologies.
Quand Marx et Engels distinguaient le travail vivant du travail mort, c'était pour limiter le développement du travail mort des machines à sa seule usure, quelle que soit la complexité de la tâche effectuée. C'est clairement le rêve de la bourgeoisie que de rendre « vivant » ce travail mort, ou mieux, de « tuer » le travail vivant, pour résoudre la baisse tendancielle du taux de profit (enchaînée à l'obligation d'embaucher des travailleurs-consommateurs, seuls générateurs de plus-value). Mais c'est un rêve inaccessible ; voici pourquoi.

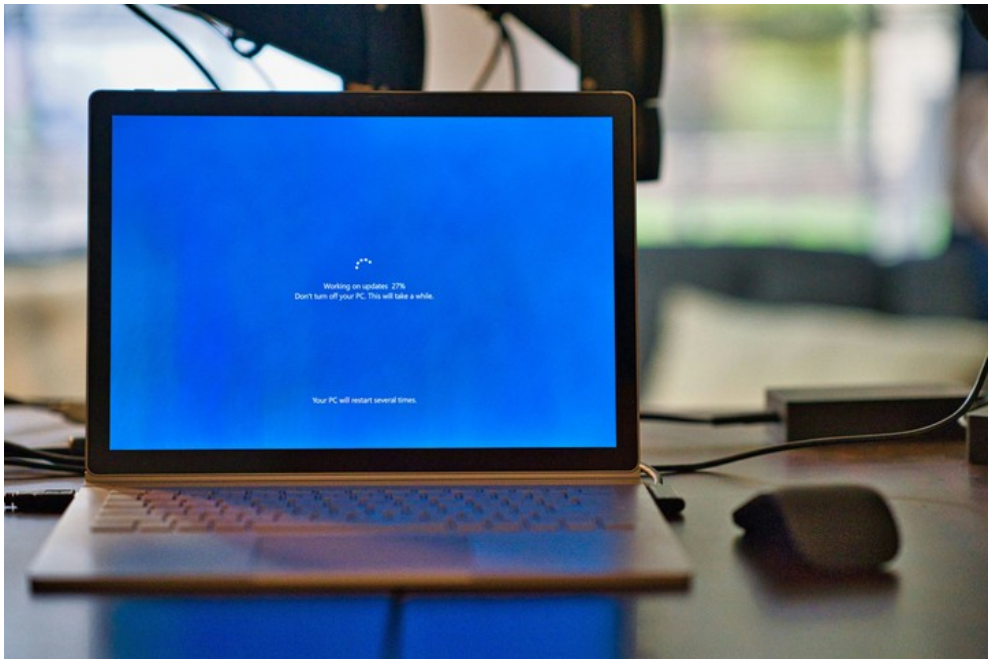
Premièrement, l'être humain, pour un biologiste, n'est plus, comme on le pensait à l'époque de Descartes, une « machine » merveilleuse. C'est avant tout une histoire mêlée d'inné et d'acquis. Des parents biologiques, une histoire familiale, une enfance, une expérience complexe (bien plus complexe d'ailleurs qu'une simple accumulation de souvenirs), une assimilation limitée mais bien réelle de traits acquis dans les générations antérieures, une filtration, une transformation de traits acquis durant la vie, une coopération interindividuelle, une intelligence collective, compliquant encore cette évolution pour chacun. Les humains sont une masse d'histoires individuelles interconnectées, de mouvements propres et de mouvements collectifs, d'interactions entre l'acquis de court et de long terme et l'inné (de terme encore plus long). Bref, un humain ne se fabrique pas. Il n'est pas une chose, un « produit fini » qui s'use (valeur d'usage), mais un auto-mouvement qui se déploie, se maintient, évolue. Il s'use bien sûr, mais certainement pas à la manière des machines : l'homéostasie conserve le corps jusqu'à un certain point, et la reproduction renouvelle les morts. L'humain est sa propre histoire, il ne peut être le produit, anhistorique et définitif, d'une volonté extérieure. C'est le post-modernisme contemporain qui en fait un Golem, contre tout ce que découvre la biologie de pointe.
Deuxièmement, on appliquera cette approche au cerveau lui-même (puisque tous les autres organes peuvent être à terme, jusqu'à un certain point, remplacés par des machines avec maintenance). L'observation fine du cerveau montre un réseau complexe d'inter-connections synaptiques. Or, seule une approche mécaniciste, fixiste (matérialisme vulgaire disent les marxistes, car non-dialectique) nous ferait croire qu'on peut « reconstruire » cette structure de façon de plus en plus parfaite pour obtenir une réplique fonctionnelle du cerveau. Car ce n'est pas la structure du réseau elle-même qui fait le cerveau, c'est le mouvement plus complexe encore de cette structure, son évolution dans le temps. Le scan, l'instantané, aussi parfait d'un humain... est tout sauf humain.
L'intelligence artificielle, de ce point de vue, est mal nommée : Il s'agit bien de traitement d'informations (déjà existantes) et non d'une intelligence créatrice, innovante en tant que telle. L'intelligence humaine, au niveau individuel comme au niveau collectif (souvent oublié), peut être distinguée de sa dimension strictement calculatoire, et procède autant de ses succès empiriques que de ses erreurs, et même de la persistance volontaire, parfois utile, de ses erreurs (contradictions destinées à être dépassées d'une manière ou d'une autre). N'est-ce pas une certaine « mauvaise foi » de l'individu, en histoire des sciences, qui prépare les grandes découvertes contre la communauté des garants du paradigme en cours ? N'est-ce pas aux expériences de pensée à la limite de l'absurde, aux idées littéralement contre-intuitives, à l'interprétation de l'inattendu, qu'on doit les grandes révolutions de la recherche scientifique, summum de l'intelligence humaine ? N'est-ce pas cette quintessence de l'intelligence humaine qui devrait mobiliser tous les humains, une fois toutes les activités pratiques, calculatoires, informationnelles, devenues entièrement numériques ?
Au bout de cette idée, on pourrait presque dire que la définition du travail vivant d'une part, de l'intelligence d'autre part, est, contre tout ce que présuppose tout procès industriel, « ce qui ne peut être standardisé ».

C’est une différence de type thermodynamique qui distingue la manière de s’user d’un travail vivant et d’un travail mort. Le travail vivant se régénère quotidiennement, en se modifiant d’ailleurs, puis se reproduit de génération en génération (toujours sur la consommation des marchandises produites elles-mêmes), contrairement au travail mort qui se « dissipe » passivement jusqu’à la panne (entropie). L’humain s’auto-régénère donc en consommant les fruits de sa propre production (même via des machines), quand la machine s’use, se « répare » (jusqu’à un certain point et par un travail extérieur au système). Il ne s’agit d’ailleurs pas d’une définition fixiste ou cyclique du vivant, puisqu’il faut paradoxalement évoluer pour que l’auto-régénération dans un monde changeant soit un minimum efficace.
On comprendra que cette dimension d’auto-régénération suppose une dose de « pour-soi » suffisante à alimenter une conscience d’intérêts collectifs, donc une lutte de classe, syndicale et politique.
Si on n’écarte pas par principe l’idée de produire un jour de telles entités auto-régénératrices, ces dernières seraient encore par définition, et quelque soit leur apparence, pleinement vivantes. Avec une condition difficile à imaginer toutefois : il ne pourrait s’agir d’une production ex nihilo, mais d’une « reproduction », supposant non pas du numérique mais plutôt de la biotechnologie et... beaucoup de temps.
À chaque niveau de description du vivant, des molécules auto-réplicatives (ADN, etc.) aux formes les plus raffinées du tissu nerveux, en passant par l’homéostasie et, ici, le « travailleur collectif » humain, on retrouve cette néguentropie, qui s’oppose comme contre-mouvement permanent, à l’entropie, l’usure, de l’inorganique (qu’il soit minéral, mécanique, ou numérique).
C’est en ce sens que la régénération du travail humain n’est pas comparable au plein qu’on fait dans une voiture, ou au graissage des rouages d’une machine-outil. Il se fonde sur ce qu’il produit collectivement, quelle que soit l’épaisseur de l’outillage, du travail mort, qui l’en sépare. Et c’est sur cette seule base, quoique de plus en plus complexe, de plus en plus raffinée, de moins en moins facile à mettre à jour, que le capital extrait sa plus-value.
Un fois montré scientifiquement, par un travail sérieux et collectif (et non par ce modeste texte individuel), le mur infranchissable qui subsistera entre le travail vivant – même simple – et le travail mort – même infiniment complexe –, reste à mettre en avant (c’est plus simple) à quel point Das Kapital est contre toute attente plus pertinent encore, plus évident encore aujourd’hui qu’hier !

https://germinallejournal.jimdofree.com/2026/07/26/transhumanisme-andro%C3%AFdes-et-lutte-de-classe/

Guillaume SUING

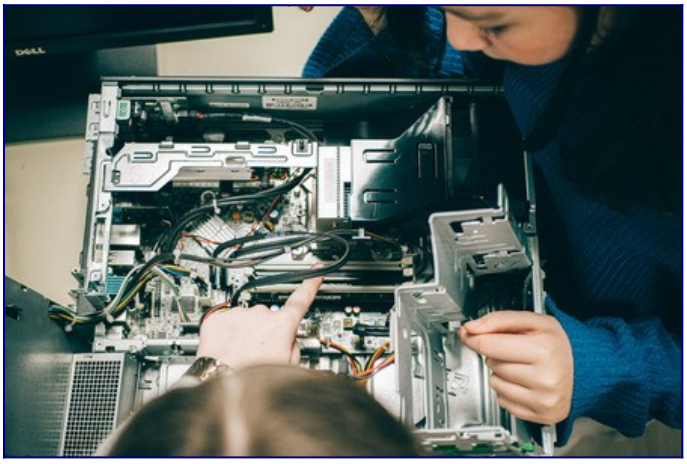
Sous pression, Microsoft repousse à nouveau la fin des mises à jour pour Windows 10



Les utilisateurs d'ordinateurs sous Windows 10 incompatibles avec le système d'exploitation Windows 11, pourront maintenant continuer à utiliser leur appareil encore un temps. Microsoft a annoncé le 25 juin, dans un courriel adressé à Alternatiba, son intention de prolonger d'un an le programme de mises à jour de sécurité de Windows 10, soit jusqu'au 12 octobre 2027.
Ce programme devait être à l'origine prévu pour le 14 octobre 2025, puis a été reporté une première fois au 14 octobre 2026. *« C'est une victoire pour l'écologie, le climat et le pouvoir d'achat : pendant une année supplémentaire, ce sont des millions d'ordinateurs en état de marche qui n'auront pas à être envoyés à la déchetterie »*, a déclaré Aurore David, porte-parole d'Alternatiba. Sans ce report, 300 à 400 millions d'ordinateurs auraient été poussés vers la déchetterie, avait compté l'association Halte à l'obsolescence programmée (HOP).

Le 24 avril, jour du dépassement français, plusieurs collectifs et associations avaient organisé l'enterrement symbolique de 300 millions d'ordinateurs concernés, devant les locaux français de Microsoft. Alternatiba et ANV-COP21 avaient remis à l'entreprise étasunienne un avis de décès et une demande de rendez-vous, *« auxquels la multinationale a finalement répondu avec le mail »*.

Après cet article



« Ces ordinateurs devaient finir à la déchetterie » : des lycéens reconditionnent de vieux PC

REPORTERRE, 26 juin 2026